

# Assemblée nationale du Québec

**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**1re Législature, 4e Session**

**1870**

Texte établi par Marcel Hamelin

Québec  
Journal des Débats  
1974

**TABLE DES MATIERES**

Table des matières. . . . .	I
Table des séances. . . . .	II
Membres du Conseil exécutif. . . . .	III
Députés de l'Assemblée législative. . . . .	IV
Débats. . . . .	.1
Index. . . . .	.195
Index des participants. . . . .	.195
Index des sujets. . . . .	.207

# TABLE DES SÉANCES

Séance du 3 novembre 1870. . . . .	. 1
Séance du 4 novembre 1870. . . . .	. 4
Séance du 7 novembre 1870. . . . .	. 9
Séance du 8 novembre 1870. . . . .	. 10
Séance du 9 novembre 1870. . . . .	. 12
Séance du 10 novembre 1870. . . . .	. 13
Séance du 11 novembre 1870. . . . .	. 18
Séance du 14 novembre 1870. . . . .	. 20
Séance du 15 novembre 1870. . . . .	. 21
Séance du 16 novembre 1870. . . . .	. 23
Séance du 17 novembre 1870. . . . .	. 34
Séance du 18 novembre 1870. . . . .	. 42
Séance du 21 novembre 1870. . . . .	. 44
Séance du 22 novembre 1870. . . . .	. 47
Séance du 23 novembre 1870. . . . .	. 49
Séance du 24 novembre 1870. . . . .	. 51
Séance du 25 novembre 1870. . . . .	. 53
Séance du 28 novembre 1870. . . . .	. 55
Séance du 29 novembre 1870. . . . .	. 61
Séance du 30 novembre 1870. . . . .	. 77
Séance du 1er décembre 1870. . . . .	. 81
Séance du 2 décembre 1870. . . . .	. 87
Séance du 5 décembre 1870. . . . .	. 96
Séance du 6 décembre 1870. . . . .	. 101
Séance du 7 décembre 1870. . . . .	. 106
Séance du 9 décembre 1870. . . . .	. 108
Séance du 12 décembre 1870. . . . .	. 118
Séance du 13 décembre 1870. . . . .	. 125
Séance du 14 décembre 1870. . . . .	. 128
Séance du 15 décembre 1870. . . . .	. 134
Séance du 16 décembre 1870. . . . .	. 137
Séance du 17 décembre 1870. . . . .	. 147
Séance du 19 décembre 1870. . . . .	. 152
Séance du 20 décembre 1870. . . . .	. 164
Séance du 21 décembre 1870. . . . .	. 171
Séance du 22 décembre 1870. . . . .	. 179
Séance du 23 décembre 1870. . . . .	. 187
Séance du 24 décembre 1870. . . . .	. 190

**L'HONORABLE SIR NARCISSE-FORTUNAT BELLEAU****Lieutenant-gouverneur de la province de Québec****Membres du Conseil exécutif**

L'honorable Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, premier ministre, secrétaire, registraire et ministre de l'Instruction publique

L'honorable Gédéon Ouimet, procureur général

L'honorable Joseph Gibb Robertson, trésorier

L'honorable Joseph-Octave Beaubien, commissaire des Terres de la Couronne

L'honorable Louis Archambault, commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics

L'honorable Charles-Eugène Boucher de Boucherville, président du Conseil législatif

L'honorable George Irvine, solliciteur général



## Députés de l'Assemblée législative, 1870

<u>Nom</u>	<u>District électoral</u>
Bachand, Pierre	Saint-Hyacinthe
Beaubien, Louis-J.	Hochelaga
Bellerose, Joseph-Hyacinthe	Laval
Bellingham, Sydney Robert	Argenteuil
Bergevin, Célestin	Beauharnois
Bessette, Michael-Adrien	Shefford
Blais, Louis-Henri	Montmagny
Blanchet, Joseph-Goderic	Lévis
Brigham, Josiah Sandford	Missisquoi
Cantwell, William	Huntingdon
Carter, Edward	Montréal-Centre
Cartier, George-Etienne	Montréal-Est
Cauchon, Joseph-Edouard	Montmorency
Chapais, Jean-Charles	Champlain
Chapleau, Joseph-Adolphe	Terrebonne
Chartier de Lotbinière-Harwood, Antoine	Vaudreuil
Chauveau, Pierre-Joseph-Olivier	Québec-Comté
Church, Levi Ruggles	Ottawa
Clément, Léon-Charles	Charlevoix
Coutlée, Dominique-Amable	Soulanges
Craig, André-Boniface	Verchères
Desaulniers, Abraham-Lesieur	Maskinongé
Desaulniers, Alexis-Lesieur	Saint-Maurice
Dugas, Firmin	Montcalm
Dunkin, Christopher	Brôme
Fortin, Pierre	Gaspé
Garon, Joseph	Rimouski
Gaudet, Joseph	Nicolet
Gélinas, Pierre	Richelieu
Gendron, Pierre-Samuel	Bagot
Genest, Charles-Boromée	Trois-Rivières
Hamilton, Clarence	Bonaventure
Hearn, John	Québec-Ouest
Hemming, Edward John	Drummond-Arthabaska
Irvine, George	Mégantic
Jodoin, Jean-Baptiste	Chambly
Joly, Henri-Gustave	Lotbinière
Laberge, Edouard	Châteauguay
Lafontaine, Laurent-David	Napierville
Langevin, Hector-Louis	Dorchester
Lavallée, Vincent-Paul	Joliette
LaRue, Praxède	Portneuf
LeCavalier, Narcisse-Maximilien	Jacques-Cartier
Locke, Thomas	Stanstead
Mailloux, Elie	Témiscouata
Marchand, Félix-Gabriel	Saint-Jean
Mathieu, Etienne	L'Assomption
Moll, Louis-Joseph	Berthier
Molleur, Louis	Iberville
Ogilvie, Alexander Walker	Montréal-Ouest
Ouimet, Gédéon	Deux-Montagnes
Pelletier, Onésime	Bellechasse
Picard, Jacques	Richmond-Wolfe
Poupore, John	Pontiac
Pozer, Christian Henry	Beauce
Rhéaume, Jacques-Philippe	Québec-Est
Robert, Victor	Rouville
Robertson, Joseph Gibb	Sherbrooke
Ross, James Gibb	Compton
Roy, Charles-François	Kamouraska
Sénécal, Louis-Adélard	Yamaska
Simard, Georges-Honoré	Québec-Centre
Thérien, Césaire	Laprairie
Tremblay, Pierre-Alexis	Chicoutimi-Saguenay
Verreault, Pamphile-Gaspard	L'Islet

## Députés de l'Assemblée législative, 1870

District électoral

Argenteuil  
 Bagot  
 Beauce  
 Beauharnois  
 Bellechasse  
 Berthier  
 Bonaventure  
 Brôme  
 Chambly  
 Champlain  
 Charlevoix  
 Châteauguay  
 Chicoutimi-Saguenay  
 Compton  
 Deux-Montagnes  
 Dorchester  
 Drummond-Arthabaska  
 Gaspé  
 Hochelaga  
 Huntingdon  
 Iberville  
 Jacques-Cartier  
 Joliette  
 Kamouraska  
 Laprairie  
 L'Assomption  
 Laval  
 Lévis  
 L'Islet  
 Lotbinière  
 Maskinongé  
 Mégantic  
 Missisquoi  
 Montcalm  
 Montmagny  
 Montmorency  
 Montréal-Centre  
 Montréal-Est  
 Montréal-Ouest  
 Napierville  
 Nicolet  
 Ottawa  
 Pontiac  
 Portneuf  
 Québec-Centre  
 Québec-Est  
 Québec-Ouest  
 Richelieu  
 Richmond-Wolfe  
 Rimouski  
 Rouville  
 Saint-Hyacinthe  
 Saint-Jean  
 Saint-Maurice  
 Shefford  
 Sherbrooke  
 Soulanges  
 Stanstead  
 Témiscouata  
 Terrebonne  
 Trois-Rivières  
 Vaudreuil  
 Verchères  
 Yamaska

Christopher

Nom

Sydney Robert Bellingham  
 Pierre-Samuel Gendron  
 Christian Henry Pozer  
 Célestin Bergevin  
 Onésime Pelletier  
 Louis-Joseph Moll  
 Clarence Hamilton  
 Dunkin  
 Jean-Baptiste Jodoin  
 Jean-Charles Chapais  
 Léon-Charles Clément  
 Edouard Laberge  
 Pierre-Alexis Tremblay  
 James Gibb Ross  
 Gédéon Ouimet  
 Hector-Louis Langevin  
 Edward John Hemming  
 Pierre Fortin  
 Louis-J. Beaubien  
 William Cantwell  
 Louis Molleur  
 Narcisse-Maximilien LeCavalier  
 Vincent-Paul Lavallée  
 Charles-François Roy  
 Césaire Thérien  
 Etienne Mathieu  
 Joseph-Hyacinthe Bellerose  
 Joseph-Goderic Blanchet  
 Pamphile-Gaspard Verreault  
 Henri-Gustave Joly  
 Abraham-Lesieur Desaulniers  
 George Irvine  
 Josiah Sandford Brigham  
 Firmin Dugas  
 Louis-Henri Blais  
 Joseph-Edouard Cauchon  
 Edward Carter  
 George-Etienne Cartier  
 Alexander Walker Ogilvie  
 Laurent-David Lafontaine  
 Joseph Gaudet  
 Levi Ruggles Church  
 John Poupore  
 Praxède LaRue  
 Georges-Honoré Simard  
 Jacques-Philippe Rhéaume  
 John Hearn  
 Pierre Gélinas  
 Jacques Picard  
 Joseph Garon  
 Victor Robert  
 Pierre Bachand  
 Félix-Gabriel Marchand  
 Alexis-L. Desaulniers  
 Michael-Adrien Bessette  
 Joseph Gibb Robertson  
 Dominique-Amable Coutlée  
 Thomas Locke  
 Elie Mailloux  
 Joseph-Adolphe Chapleau  
 Charles-Borromé Genest  
 Antoine Chartier de Lotbinière-Harwood  
 André-Boniface Craig  
 Louis-Adélard Sénécal



**Séance du 3 novembre 1870**

Sous la présidence  
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Message de Son Excellence le  
lieutenant-gouverneur

M. Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentil-homme huissier de la verge noire, fait part à la Chambre du message suivant du lieutenant-gouverneur.

Monsieur l'Orateur,

Son Excellence le lieutenant-gouverneur désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances de l'honorable Conseil législatif.

L'Orateur et la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil.

Discours du trône:

Honorables messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Lors de votre première réunion, à l'ouverture de la première session de ce Parlement, je crus de mon devoir de vous exposer l'étendue et l'importance des sujets que la nouvelle constitution soumet à notre législation locale et à votre contrôle; vous vous êtes occupés depuis avec diligence de toutes ces diverses matières, vous avez posé les bases de l'organisation politique de cette province, et notre législation a donné jusqu'ici des résultats satisfaisants que je suis heureux de constater.

Il est cependant une matière importante qui a été le sujet de vos études et de vos délibérations et sur laquelle vous ne vous êtes pas encore prononcés finalement. Les soins assidus que vous avez accordés à la préparation du code municipal, et la publicité que vous avez donnée à votre projet de loi sur cette matière, me font espérer que vous pourrez, dans le cours de cette session, terminer cet utile travail, avec toutes les garanties désirables de succès et de stabilité.

Il a été fait pendant le cours des trois sessions de ce Parlement des allocations libérales pour l'instruction publique, la bienfaisance publique, les travaux publics, la colonisation, l'immigration, et pour venir en aide à des compagnies qui se proposaient de développer les ressources de cette province par la construction de nouveaux chemins à lisses; les résultats qui ont été obtenus sont propres à vous encourager à persévérer dans la voie où vous êtes entrés, ayant toutefois égard aux ressources financières de cette province.

Les explorations considérables qui avaient été commencées ont été poussées avec vigueur et permettront d'ouvrir prochainement de grandes étendues de territoire au commerce des bois et à la colonisation.

Des mesures ont été prises pour activer l'immigration des pays étrangers et le retour de nos concitoyens établis aux États-Unis; déjà des résultats satisfaisants ont été obtenus, et il nous est permis d'en espérer de plus considérables pour l'avenir.

La commission chargée de s'enquérir de l'organisation du service civil a terminé ses travaux, et son second rapport vous sera soumis.

L'arbitre qui avait été nommé par cette province, en vertu de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, pour le partage des dettes et des biens de la ci-devant province du Canada, jurisconsulte distingué par ses talents et jouissant d'une haute réputation de science et d'intégrité, ayant trouvé entre les autres arbitres et lui-même une différence d'opinion insurmontable, a résigné sa charge. L'arbitre nommé par la province d'Ontario et celui qui avait été nommé par le gouvernement fédéral, ont continué leurs délibérations sans que cette province ne fût aucunement représentée, et j'ai cru devoir protester d'abord contre l'illégalité de leur conduite et plus tard contre le résultat manifestement injuste et illégal, auquel ils en sont venus. La correspondance qui a eu lieu à ce sujet sera soumise à votre considération.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes publics vous seront soumis et je suis heureux de constater que, malgré les grandes dépenses qui ont été faites pour les travaux publics, il y avait, au premier juillet dernier, entre les mains du trésorier de cette province, une balance plus considérable que celle de l'année précédente.

De grands incendies ayant affligé plusieurs parties de cette province, le gouvernement est venu au secours des victimes de ces désastres. Il vous sera rendu compte des sommes qui ont été employées d'urgence à cet objet.

Les votes ordinaires vous seront demandés pour les diverses branches du service public.

Honorables messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je ne doute pas que dans cette quatrième session de notre Parlement, par la sagesse de vos délibérations, par la bonne harmonie qui n'a cessé d'exister parmi vous, vous ne parveniez, avec l'aide de la divine Providence, à établir sur des bases solides la prospérité de cette province.

Les députés retournent à l'Assemblée législative.

Décès de Pierre Benoît

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que, dans l'intervalle qui s'est écoulé entre la dernière session et celle-ci, il a reçu la notification suivante d'une vacance survenue dans la représentation de la division électorale de Napier-

ville, et qu'il a adressé son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un député à l'effet de représenter ladite division électorale dans le présent parlement.

Saint-Jean, 9 septembre 1870

A l'Honorable J.-G. Blanchet,  
Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec

Monsieur,

Nous avons la douleur de vous informer que Pierre Benoît, écuyer, député du comté de Napierville à l'Assemblée législative de cette province, est décédé, le vingt-six août dernier, et que son siège dans ladite Assemblée législative est, en conséquence, devenu vacant.

Nous avons l'honneur d'être, avec considération,

Vos très humbles serviteurs,

F.-G. Marchand,  
M.P.P.  
Louis Molleur, fils,  
M.P.P.

#### Nouveau député

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier de cette Chambre a reçu du greffier de la couronne en chancellerie le certificat suivant:

CANADA.  
Province de Québec

Bureau du greffier de la couronne en chancellerie.

Québec, 2 novembre 1870

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du dix-septième jour de septembre dernier, émis par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et adressé à Ephrem Bouchard, écuyer, registrateur du comté de Napierville, officier-rapporteur ex-officio, pour l'élection d'un député pour représenter la division électorale de Napierville dans l'Assemblée législative de cette province, dans ce présent Parlement, en remplacement de Pierre Benoît, écuyer, décédé, Laurent-David Lafontaine, écuyer, a été rapporté comme étant dûment élu tel qu'il appert par le rapport dudit bref d'élection, en date du quatorzième jour d'octobre dernier, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-H. HUOT,  
Greffier de la couronne en chancellerie

G. M. Muir, écuyer,  
Greffier de l'Assemblée législative,  
Québec

#### Administration des serments d'office

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill concernant l'administration des serments d'office.

Accordé.

#### Discours du trône

M. L'ORATEUR: Fait rapport que lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Excellence d'adresser un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie qu'il lit alors à la Chambre.

Il est alors décidé de prendre demain en considération ce discours de Son Excellence le lieutenant-gouverneur.

#### Règlements de la Chambre

Il est décidé:

Que les votes et délibérations de cette Chambre soient imprimés, après avoir été examinés par M. l'Orateur, et qu'il en ordonne l'impression; et que nul autre, que celui qu'il désignera, ne se permette de les imprimer.

Que s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier devra se retirer pendant les débats qui s'ensuivront; et si deux députés sont élus pour le même collège électoral, ils devront s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée.

Que s'il appert qu'une personne a été élue membre de cette Chambre, ou a cherché à l'être par corruption, et au moyen d'intrigues ou de menées, la Chambre procédera avec la plus grande sévérité contre toutes personnes qui auront pris une part volontaire à cette corruption et à ces menées ou intrigues.

Que l'offre d'argent, ou de tout autre avantage, à un membre de l'Assemblée législative dans le but de faciliter l'adoption d'une mesure quelconque qui dépendra du Parlement de la province de Québec, ou qui doit y être décidée, est un grand crime et un délit, et tend au renversement de la constitution.

Qu'il soit nommé des comités spéciaux permanents pour la présente session, pour les objets suivants: 1. les privilèges et élections; 2. les ordres permanents; 3. les chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières; 4. les divers bills privés; 5. les lois expirantes; 6. les dépenses contingentes; 7. les impressions; 8. les comptes publics; 9. l'agriculture, l'immigration et la colonisation; lesquels dits comités auront, respectivement, pouvoir de s'enquérir de tous les sujets et choses qui leur seront renvoyés par la Chambre; et de faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur iceux, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et

records; et que, pour l'expédition plus prompte des affaires, jusqu'à ce que cette nomination soit faite, lesdits différents comités, tel qu'ils étaient respectivement constitués, le dernier jour de la précédente session de cette Chambre, soient provisoirement remis en vigueur avec les mêmes pouvoirs et avec l'autorité nécessaire pour agir d'une manière provisoire, d'après les mêmes règles, en ce qui concerne leur organisation, quorum et autres matières, qui étaient alors en force à leur égard.

### Rapport du bibliothécaire

M. L'ORATEUR: Communique à la Chambre un rapport du bibliothécaire de l'Assemblée législative sur l'état de la bibliothèque du Parlement.

A l'honorable Assemblée Législative:

Le quatrième rapport annuel du bibliothécaire de la Législature de Québec, sur l'état de la bibliothèque, représente humblement:

Que l'attention la plus sérieuse a été donnée, comme pendant les années précédentes, au département important qui lui a été confié;

Que les abus regrettables auxquels donnent souvent occasion les bibliothèques ouvertes au public, ne se sont nullement introduits ici, et que l'on n'a pas regretter la perte ou la détérioration des livres prêtés;

Que des ouvrages en nombre assez considérable, dont le besoin se faisait sentir encore, ont été achetés pendant l'année qui vient de finir, et que rien n'a été négligé dans le choix de ces ouvrages;

Que les livres de droit, les traités d'économie politique, les ouvrages sur les arts utiles et l'industrie, ont été l'objet d'un soin tout particulier;

Que vu la quantité de livres achetés dans le cours de cette année, livres dispendieux pour la plupart, comme le sont toujours ceux qui forment le noyau d'une bonne bibliothèque, l'octroi assez restreint accordé pour les dépenses de ce département n'a pas tout à fait suffi;

Qu'en effet, le nombre de volumes, dont s'est augmentée votre bibliothèque depuis un an, est de près de 1,400; ce qui porte le nombre

total, sans compter les journaux et les documents parlementaires, à plus de 7,000;

Le bibliothécaire a eu l'honneur de recevoir pour la bibliothèque les livres suivants:

Du ministère de l'Instruction publique,

"Le journal de l'Instruction publique, pour 1870"

"Le rapport du ministre de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1868-69"

De l'honorable Orateur du Conseil,

"Le Journal du Conseil, Vol. II, 1869"

"Les règles et règlements du Conseil législatif — Rules and Orders of Legislative Council"

De l'Université royale de Norvège, à Christiana,

"Une collection de documents officiels, formant 15 vol. 4to brochés"

De la Nouvelle-Galles du Sud,

"Statutes of New South Wales, for 1870"

De la Société historique de Québec,

"Transactions of the Literary and Historical Society of Quebec, (session 1869-70)"

Par l'entremise de M. le greffier du Conseil, "Private Laws (State of Illinois), 1869" 4 vol.

"Senate Journal" 2 vol.

"House Journal" 3 vol.

"Reports to the Gen. Assembly" 3 vol.

"Illinois Reports" 2 vol.

"Transactions of Illinois State Ag. Society" 1 vol.

"Journal of Legislative Council, Prince Edward Island, 1869"

Le tout respectueusement soumis,

L.-Pamphile Lemay,  
Bibliothécaire

### Présentation et dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Langevin — la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Saint-Germain-de-Rimouski.

Par M. Church — la pétition de messieurs Duvernay Frères, de Montréal.

L'assemblée est levée à quatre heures.

## Séance du 4 novembre 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures:

### Adresse en réponse au discours du trône

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, pour remercier Son Excellence de son gracieux discours à l'ouverture de la quatrième session de la Législature provinciale, et de plus pour assurer Son Excellence:

1o Que nous remercions Son Excellence de ce qu'après nous avoir exposé, lors de notre première réunion, l'étendue et l'importance des sujets que la nouvelle constitution soumet à notre législation et à notre contrôle, elle veut bien nous dire que nous nous sommes occupés avec diligence de toutes ces diverses matières, que nous avons posé la base de l'organisation politique de cette province, et qu'elle est heureuse de constater les résultats satisfaisants que notre législation a donnés jusqu'ici.

2o Que nous admettons qu'il est cependant une matière importante sur laquelle nous ne nous sommes pas encore prononcés finalement; mais que nous espérons avec Son Excellence que les soins assidus que nous avons accordés à la préparation du code municipal et la publicité qui a été donnée au projet de loi sur cette matière, nous permettront de terminer cet utile travail dans le cours de cette session, avec toutes les garanties désirables de succès et de stabilité.

3o Que nous croyons avec Son Excellence que les résultats obtenus par les allocations libérales qui ont été faites pendant les trois sessions de ce parlement pour l'instruction publique, la bienfaisance publique, les travaux publics, la colonisation, l'immigration et pour venir en aide à des compagnies qui se proposaient de développer les ressources de cette province par la construction de nouveaux chemins à lisses, sont propres à nous encourager à persévérer dans la voie dans laquelle nous sommes entrés, ayant toutefois égard aux ressources financières de cette province.

4o Que nous sommes heureux d'apprendre que les explorations considérables qui avaient été commencées ont été poussées avec vigueur et qu'elles permettent d'ouvrir prochainement de grandes étendues de territoire au commerce des bois et à la colonisation.

5o Que nous voyons avec plaisir que des mesures ont été prises pour activer l'immigration des pays étrangers et le retour de nos concitoyens établis aux Etats-Unis; que déjà des résultats satisfaisants ont été obtenus et qu'il nous est permis d'en espérer de plus considérables pour l'avenir.

6o Que nous prendrons en considération le second rapport de la Commission du service civil qui nous sera soumis.

7o Que nous remercions Son Excellence de nous avoir informés que l'arbitre nommé par cette province, en vertu de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, pour le partage des dettes et des biens de la ci-devant province du Canada, homme distingué par ses talents, jurisconsulte jouissant d'une haute réputation de science et d'intégrité, ayant trouvé entre les autres arbitres et lui-même une différence d'opinion insurmontable, a résigné sa charge, et que l'arbitre nommé par la province d'Ontario et celui qui avait été nommé par le gouvernement fédéral ayant continué leurs délibérations sans que cette province ne fût aucunement représentée, nous remercions Votre Excellence d'avoir protesté d'abord contre l'illégalité de leur conduite et plus tard contre le résultat manifestement injuste et illégal auquel ils en sont venus et que nous donnerons toute notre attention à la correspondance qui a eu lieu à ce sujet dès qu'elle nous sera soumise.

8o Que nous donnerons toute notre attention aux comptes publics, et que nous sommes heureux d'apprendre que, malgré les grandes dépenses qui ont été faites pour les travaux publics, il y avait au premier juillet dernier entre les mains du trésorier de cette province une balance plus considérable que celle de l'année précédente.

9o Que nous donnerons notre attention au compte qui nous sera soumis des sommes employées d'urgence par le gouvernement pour venir au secours des victimes des grands incendies qui ont affligé plusieurs parties de cette province.

10o Que nous remercions Son Excellence de ce qu'elle veut bien exprimer l'espoir que dans cette quatrième session de notre Parlement, par la sagesse de nos délibérations et par la bonne harmonie qui n'a pas cessé d'exister parmi nous, nous parviendrons, avec l'aide de la divine Providence, à établir sur des bases solides la prospérité de cette province.

Monsieur l'Orateur,

En me levant pour proposer l'adoption des résolutions en réponse au gracieux discours de Son Excellence, je sens qu'un de mes premiers devoirs est de solliciter l'indulgence de la Chambre. Chacun de vous, honorables collègues, j'en suis persuadé, ne refusera d'être indulgent pour moi, lorsqu'hier encore, à mon arrivée en cette ville, je n'avais pas raison de croire que j'aurais à remplir la tâche honorable sans doute, mais embarrassante pour moi, qui en ce moment m'incombe. Quoi qu'il en soit, je viens devant cette Chambre avec confiance; l'extrême bienveillance qu'elle m'a déjà témoignée me fait espérer que cette fois encore elle se montrera patiente, car je promets d'être court.

Pour la quatrième fois depuis l'inauguration de notre nouveau système politique, Son Excellence nous réunit en cette enceinte pour nous faire part des progrès qui se sont opérés dans le cours de l'année et pour soumettre à notre

étude divers sujets, certaines lois, que dans sa sagesse il croit nécessaire à l'avancement et au progrès général du pays. Comme toujours nous nous sommes rendus avec empressement à l'invitation de Son Excellence; un de nos anciens collègues cependant, notre ami à tous, l'ex-député de Napierville (M. Benoît), a manqué à l'appel. On me pardonnera sans doute d'évoquer ce souvenir triste pour chacun de nous, mais je considère comme un devoir pour moi de rendre ici en passant hommage aux éminentes qualités qui distinguaient notre compagnon d'autrefois, et je ne crois être que l'écho de cette Chambre en disant que tous nous sommes très sensibles à la perte d'un aussi recommandable et aussi digne citoyen.

À l'ouverture de cette session, la dernière du premier Parlement de la province de Québec, il conviendrait sans doute de tourner nos regards en arrière et de jeter un instant les yeux sur les faits les plus marquants qui se sont produits, et les mesures les plus importantes qui ont été passées depuis l'existence de ce Parlement. Mais ce code serait bien trop vaste pour l'objet que j'ai en vue en ce moment, et pour le temps que j'ai eu à donner à l'étude du sujet.

Je ne fais que signaler la tâche, je la laisserai remplir par d'autres plus informés. Je ne doute pas d'ailleurs que quelques-uns des honorables députés de cette Chambre avec le talent analytique qui les distingue, prendront occasion de la discussion qui va suivre pour faire quelques rapprochements entre les faits maintenant accomplis et ceux que nous étions en droit d'anticiper pour notre province, lors de l'inauguration de notre nouvelle constitution. Pour ma part, j'aime à croire d'avance que le résultat de ce rapprochement sera de nature à satisfaire et bien propre à faire entretenir de belles espérances pour l'avenir.

Quoique jeune encore, la province de Québec a cependant passé à l'âge de la première enfance. Elle a grandi, elle a marché dans la voie du progrès. Elle tient à conserver dans la Confédération la place à laquelle son importance lui donne droit. Elle y tient, mais sans pour cela vouloir coudoyer ni faire tort en quoi que ce soit à ses voisins.

Si jeune qu'elle soit, notre belle province a déjà un passé qui est une garantie de l'avenir, elle a déjà son histoire. Cette histoire, elle est pure, elle est encore belle, et je dis avec orgueil qu'aucune de ses pages n'est souillée de flétrissures. Sur l'une d'elles pourtant on a déjà tenté de souffler un nuage. C'est à regret que nous devons le constater, mais les provinces d'Ontario et de Québec qui, ce semble, devraient se tendre la main, et comme deux sœurs jumelles marcher hardiment à la tête de la Confédération, menacent de ne plus se comprendre. L'Ontario cédant à son propre égoïsme plutôt qu'à un sentiment de jalousie sans doute contre Québec, veut payer cette dernière d'ingratitude. Elle feint de ne plus se souvenir du service qui, autrefois, en des temps difficiles pour elle, lui

fut rendu lorsque avec un crédit ruiné, un coffre vide et un million de dettes, elle fut admise dans une société où Québec apportait en échange un crédit parfaitement établi et un million et demi d'avoir. Mais comme je viens de le dire, Monsieur l'Orateur, ce fait si triste qu'il soit, n'est encore qu'un nuage qui, grâce à l'énergie des hommes qui sont à la tête des affaires, sera, je l'espère, bientôt dissipé.

Je saisis particulièrement cette occasion pour féliciter bien sincèrement l'honorable juge Day de sa conduite à l'endroit de l'arbitrage. C'est aussi bien cordialement que je félicite et remercie l'honorable premier ministre et ses honorables collègues de l'énergie dont ils ont fait preuve, lorsqu'il s'est agi en cette occasion de sauvegarder nos intérêts et de défendre nos droits. La présence ici de trois de nos ministres fédéraux qui, dans un instant, ne manqueront pas, j'espère, de vous faire part de leurs opinions sur cette importante question, nous est une garantie comme quoi justice nous sera rendue. Je ne m'arrête pas davantage sur ces faits qui seront bientôt discutés. Je me contente pour le moment de joindre ma faible voix à celle du gouvernement et de toute cette Chambre, pour protester au nom du pays et en particulier du comté que j'ai l'honneur de représenter contre la spoliation dont on voudrait aujourd'hui nous rendre victimes.

On me pardonnera, Monsieur l'Orateur, si je me suis un peu écarté du programme qui m'est tracé; j'y reviens et passe tout de suite à la considération des grandes questions qui font l'objet du troisième paragraphe de l'adresse.

Le pays saura apprécier les efforts que fait le gouvernement pour améliorer notre agriculture et encourager la colonisation de nos terres. Grâce aux encouragements passés, nous voyons tous avec satisfaction que le goût de la bonne culture se généralise dans nos campagnes. Notre population commence à se convaincre que d'une culture améliorée et de la production dépendent non seulement le bien-être individuel et l'avenir des familles, mais encore notre prospérité comme nation.

Je remercie le gouvernement de placer sur un même pied et de traiter avec un même esprit de libéralité, l'agriculture et la colonisation. Je le féliciterais même de cette libéralité si je ne savais par d'avance que les hommes qui sont au pouvoir ne s'attendent pas à des félicitations, pour avoir entre plusieurs autres compris ou anticipé les immenses et innombrables ressources encore enfouies dans notre sol et que sauront seuls faire surgir le champ du cultivateur et la hache du colon.

Pendant bien longtemps nous avons regretté l'indifférence avec laquelle on traitait la question de la colonisation. Bien souvent même nous avons entendu répéter que notre pays, en raison de son rude climat, n'était pas susceptible d'être colonisé avec profit. Sans être optimiste, je déclare que j'ai toujours été bien loin de partager cette dernière opinion. Car pour



peu que l'on envisage la question d'une manière générale et que nous comparions l'état actuel de nos colons et les progrès qu'a fait la colonisation avec les moyens mis en oeuvre pour activer ces mêmes progrès, on ne tarde pas à se convaincre que les résultats obtenus par les colons ont devancé presque toujours et de beaucoup les tentatives faites pour seconder leurs efforts. Notre gouvernement a parfaitement compris la situation; il a compris que son action devant être générale et sa sollicitude la même pour toutes les questions d'une égale importance, il ne pouvait point s'occuper des projets secondaires se rattachant à chacune de ces questions; aussi il a pourvu à la formation et à l'encouragement des sociétés de colonisation qui, elles, auront à s'occuper des détails. C'est avec une bien grande satisfaction que nous avons vu la plupart de nos municipalités comprendre parfaitement l'idée du gouvernement et emboîter courageusement le pas à sa suite.

Toutes ont compris que l'intervention du gouvernement, bien qu'indispensable en matière de colonisation, n'était point la seule nécessaire. Même avec de nombreux chemins ouverts, l'oeuvre colonisatrice reste encore semée de difficultés. Une terre disponible et une route qui y conduit est chose bien essentielle sans doute en matière de colonisation, mais un colon disposé à utiliser cette voie et capable de défricher cette terre et surtout un moyen de s'y maintenir dans un temps de calamité est aussi chose nécessaire.

Ce n'est plus de la théorie qu'il nous faut. La colonisation qui se fait sur le parquet de cette Chambre ou dans nos bureaux administratifs peut bien signaler les difficultés, mais ne saurait jamais les aplanir.

C'est à l'étude de la colonisation pratique que nous avons mis toute notre attention. Nous devons suivre le colon depuis le départ de son village jusqu'au lieu de sa destination et là, dans la forêt, au pied de l'arbre, apprendre à connaître ses besoins, étudier les moyens de lui venir en aide et travailler à le soulager. Il n'y a guère comme je viens de dire qu'au moyen de nos sociétés de colonisation que nous pouvons voir à ces détails. Il est vrai que ces sociétés reposent actuellement sur des bases essentiellement charitables, circonscrites de leur nature et ayant nécessairement des bornes. Mais l'oeuvre de la colonisation aurait-elle trouvé les siennes dans notre pays! Non, sans doute; aussi la connaissance plus approfondie de nos besoins et l'insuffisance des moyens mis jusqu'à ce jour à la disposition de notre population seront, nous l'espérons, les motifs mêmes qui ranimeront son zèle et en rendront désormais les effets plus efficaces et plus nombreux.

Nous sommes heureux de voir que la question des grandes voies de communication, chemins de fer, chemins à lisses de bois, etc., continue d'occuper l'attention du gouvernement et qu'il est disposé à donner à ces sortes de constructions tout l'encouragement possible, nos ressources consultées. C'est une question

d'un bien grand intérêt pour nous et qui fixe l'attention de nos hommes d'Etat et de nos publicistes les plus distingués. Les nombreux discours qui ont été prononcés dans toute la province et les discussions dont nos journaux sont remplies sur ce sujet, attestent de son importance. De son côté, le beau chemin Gosford qui est là se prolongeant lentement mais sûrement vers la vallée du Lac Saint-Jean, atteste de l'encouragement que la classe aisée de nos concitoyens est disposée à donner à ces sortes de construction et témoigne énormément de l'esprit d'entreprise et de la munificence même de l'honorable député de Lotbinière.

Nous voyons encore, et avec un égal bonheur, qu'au milieu de ses graves préoccupations notre gouvernement ne néglige en rien l'importante question de l'instruction publique; sur cette importante matière, j'admets entre tous autres le travail constant et le zèle infatigable de l'honorable ministre de l'Instruction publique. Je laisse à d'autres le soin d'étudier pour le moment si la politique suivie par l'honorable premier ministre à l'endroit de l'éducation n'est pas susceptible de quelques modifications dans l'intérêt général du pays. Il me suffit de constater qu'il veut sincèrement l'éducation et qu'il y travaille sérieusement; c'est cette volonté et ce travail que j'admire.

Oui, encourageons l'éducation. S'il le faut même, bâtissons les écoles qui préviennent le vice et dissipent l'ignorance à la place des prisons qui punissent l'un et l'autre. Encourageons l'instruction primaire qui est la sauvegarde de notre religion et de notre langue. Encourageons l'enseignement supérieur où l'on puise cette saine philosophie qui nous apprend à défendre nos libertés et au besoin à en conquérir de nouvelles.

J'ai promis, Monsieur l'Orateur, d'être court; j'abrège et je termine.

Nous mettrons une dernière main au code municipal. A la suite du travail constant dont il a été l'objet et les différentes modifications que lui a fait subir le comité auquel il a été référé, nous sommes en droit d'espérer que nous aurons rendu un service signalé à la classe agricole en passant ce code, tout en érigeant un moment durable à l'honneur de notre savant procureur général qui en est l'instigateur.

Oui, complétons l'étude de notre pays en faisant en tous sens les explorations nécessaires, et ayons le soin toujours de confier ce travail à des personnes compétentes.

Mettons tout en oeuvre pour attirer l'immigration dans notre pays et surtout, pour rapatrier nos nationaux qui aujourd'hui languissent sur un sol qui n'est pas le leur, qui regrettent de ne plus voir le clocher de leur village et qui s'épuisent au profit de l'industrie de nos voisins qu'ils enrichissent.

Veillons avec la plus scrupuleuse attention à ce qu'une stricte économie soit observée dans toutes les branches du service public.

Soyons libéraux et toujours prêts en temps

et lieu à venir en aide aux victimes des grands désastres comme nous avons aidé celles des grands incendies qui ont ravagé le Haut-Saguenay et plusieurs parties de cette province. Que la sagesse préside toujours à nos délibérations; surtout que l'entente et l'harmonie existent parmi nous.

Ceci étant, nous aurons le bonheur de voir changer en réalité l'espoir qu'a bien voulu exprimer Son Excellence dans la dernière partie de son discours. Nous serons parvenus avec l'aide de la divine Providence à établir sur des bases solides la prospérité de notre province.

A la suite de ce travail utile et consciencieux, nous retournerons dans nos foyers, fiers d'avoir rempli notre devoir et heureux de pouvoir rendre compte de notre conduite.

M. W. CANTWELL (Huntingdon): Said a good deal of time had been spent in preparing the Municipal Code during the past session, and it was to be hoped that the work would be satisfactorily completed this session. The Code, it was unnecessary to say, was of vital importance to our municipalities and upon its good working depended in a great measure the prosperity of those municipalities. It was probable that some amendments would be proposed, and he trusted the new law would continue to receive from the House careful and well matured consideration up to the moment of its adoption. Respecting our Public Education, he was of opinion that if the present system was more generally diffused, the public would be disposed to take more advantage of it. While he recommended the fullest development of our public institutions and works, due regard should we have, at the same time to the state and extent of our finances. He was pleased to observe, and he had no doubt, but other members would concur with him in the opinion that proper attention was given by the Government to the occupation and development of our Crown Lands. Large tracts were now at their disposal fit for settlement, and it was to be hoped that settlers would be encouraged to occupy them as soon as possible. With reference to that part of His Excellency's speech upon the arbitration of the Provincial debt, he believed that the award of two arbitrators without the concurrence of the third, was contrary to the spirit of the law under which they were appointed. The position taken by Judge Day was a correct one, and would no doubt receive the support of all right thinking men in this Province, and he was pleased to see that the Government had been so prompt in recognizing the high honorable stand he had taken. He believed the demands made by this Province were not only just, but what it was entitled to by law, and he hoped the Government would continue to watch its interest in the Arbitration of the debt with the closest attention. In conclusion he (Mr. Cantwell) complimented the Government for

the liberal policy it had followed since it assumed control of our public affairs, and trusted it would continue so to do, while the present members of it remained in office.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il n'a nullement le désir de prolonger la discussion et ne veut que faire quelques remarques. Il fait l'éloge du comité qui a travaillé au code municipal. La Chambre devra l'étudier afin de s'assurer qu'on n'y retrouve pas le défaut qui nuisait à l'ancien; c'est-à-dire le défaut d'ensemble.

Il me semble qu'on parle avec trop d'éloges des mesures sur la colonisation et l'immigration. Je n'ai vu aucun nouvel immigré. Au contraire, je vois notre population diminuer tous les jours. J'attribue cela à la répugnance des étrangers à se fixer dans notre pays. Ils voient nos nationaux abandonner le pays, en disant qu'ils n'y peuvent trouver les moyens de vivre.

Les lois sur les sociétés de colonisation n'atteignent pas l'objet qu'elles ont en vue. J'ai dit, lors de la discussion de cette mesure, qu'il ne fallait pas se fier à la bienfaisance publique pour appliquer une loi. Ces sociétés devaient durer trois ans et le terme est écoulé, et elles n'ont opéré aucun changement.

La première année, on s'est préparé, la deuxième, on s'est mis à l'oeuvre et la troisième n'a vu que peu de résultat. J'avais suggéré dans le temps de préposer, dans quelques localités, un employé chargé de donner une direction à la colonisation. Avec ce système, on aurait plutôt atteint l'objet que l'on avait en vue. Il suggère des améliorations aux sociétés de colonisation, et recommande de donner gratuitement des terres aux colons et de former de nouvelles sociétés de colonisation. Je suis heureux, dit-il, de féliciter le gouvernement sur l'attitude qu'il a prise dans la question de l'arbitrage. Je crois que tout le pays lui donnera son appui pour résister aux prétentions exorbitantes de l'Ontario. De la solution de cette question dépend en grande partie la prospérité du pays, et le gouvernement est certainement résolu à protéger les intérêts de la province de Québec.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je ne veux pas laisser clore la discussion sans dire un mot. Je dois remercier MM. Roy et Cantwell des paroles bienveillantes prononcées à notre adresse.

Je crois que notre législation des trois dernières années a posé les bases de notre organisation.

Le sujet le plus important dont parle l'adresse est la question de l'arbitrage. Si la question avait été réglée plus tôt, nous aurions pu marcher avec moins de gêne. J'ai l'espoir que la décision sera mise de côté et que nous en obtiendrons une autre plus équitable.

Je n'ai pas l'intention de discuter cette question. Elle reviendra sur le tapis quand les documents seront mis devant la Chambre.

Contrairement à ce que l'on a dit, en certains lieux, nous n'avons exercé aucune pression sur M. Day pour l'engager à se démettre de ses fonctions d'arbitre. Sa retraite a été toute spontanée, et il n'a agi que pour obéir à sa conscience.

Suivant le sens d'un article de l'acte de 1867 sur l'arbitrage, il n'est pas dit que le troisième arbitre serait nommé comme "umpire" pour prononcer contre l'un des deux autres, mais l'esprit de cet article va à dire que trois personnes devaient régler à l'amiable cette affaire de partage. Nous avons aussi trouvé que M. Gray n'était pas un arbitre étranger à Ontario. Il demeure dans cette province. J'exprime l'espoir que jamais la province de Québec n'acceptera la décision des arbitres.

La loi de colonisation a bien fonctionné et a été bien accueillie par le pays, vu le nombre des sociétés formées en vertu de ses dispositifs; il en existe actuellement cinquante et une. Par l'entremise de ces sociétés, plusieurs familles se sont fixées sur les terres de la couronne. Des Canadiens ont été engagés à revenir au Canada. De toutes parts, nous recevons sur les progrès de la colonisation des renseignements fort satisfaisants.

Le député de Saint-Jean (M. Marchand) croit que nos lois de colonisation n'ont pas arrêté l'émigration de nos compatriotes et que tant qu'ils passeront aux Etats-Unis, les immigrants européens ne viendront pas parmi nous.

Il se trompe. Aux Etats-Unis, les gens de l'Est émigrent vers l'Ouest et des colons européens viennent prendre leur place. Du reste, une foule de nos compatriotes sont revenus au pays. Nos agents d'émigration, M. Bell, à Montréal, M. Thom, à Québec, M. Chartier, aux Cantons de l'Est, tous ont contribué à attirer de nouveaux colons dans la province. M. Chartier a été envoyé aux Etats-Unis, et a adressé la parole, en plusieurs endroits, à nos compatriotes. Plusieurs Canadiens sont revenus comme le témoigne le rapport du ministre de l'Agriculture.

Il félicite le député de Saint-Jean (M. F.-G. Marchand), en l'absence de celui de Lotbinière (M. H.-G. Joly), de la justice que l'Opposition a

rendue au ministère et de la part que ses membres ont prise pour protéger les intérêts de la province.

Je n'en dirai pas plus long, et j'espère que la session sera fructueuse et que nous finirons notre travail sur le code municipal.

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Parle avec enthousiasme de la colonisation, et fait plusieurs suggestions. Il demande de modifier l'acte général des chemins de fer qui exige des compagnies des tracés faits par des ingénieurs avant même de pouvoir obtenir leur charte.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Parle dans le sens de l'orateur précédent: il discute surtout du code municipal. Il demande au gouvernement de nommer des agents de colonisation qui seraient chargés de parcourir les vieilles paroisses et de diriger sur les terres nouvelles les jeunes gens et les familles qui émigrent aux Etats-Unis.

L'adresse est adoptée.

#### Composition des comités

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le représentant des Deux-Montagnes (M. Ouimet), qu'il soit nommé un comité spécial de douze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des députés devant composer les comités spéciaux permanents ordonnés par cette Chambre, et que l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. le procureur général Ouimet, l'honorable Sir George-Etienne Cartier, Bart., l'honorable M. le solliciteur général Irvine, M. Joly, M. Bellerose, M. Hemming, M. Bachand, M. Clément, M. Champleau, M. Roy et M. Cantwell composent ledit comité.

Adopté

La séance est levée à cinq heures et demie.

## Séance du 7 novembre 1870

Sous la présidence de  
l'honorable J.-G. Blanch et

La séance est ouverte à trois heures.

La Chambre siège à huis clos pendant quelques minutes.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Chauveau la pétition de la municipalité de la paroisse de Québec.

Par M. Gendron la pétition de Antoine Adrien et autres, d'Acton.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet la pétition des Soeurs de la Miséricorde pour la régie de l'Hospice de la Maternité de la cité de Montréal.

Par M. Beaubien la pétition des Soeurs de l'Asile de la Providence, de la cité de Montréal.

Par M. Lavallée la pétition du révérend A. Dupuis, de la paroisse de Sainte-Elizabeth, comté de Joliette.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du révérendissime évêque catholique romain de Saint-Germain-de-Rimouski, demandant que le collège ou séminaire de Saint-Germain-de-Rimouski soit constitué en corporation sous le nom de "Le Séminaire de Saint-Germain-de-Rimouski."

De messieurs Duvernay Frères, de Montréal, demandant que la Chambre souscrive à un certain nombre d'exemplaires d'un livre intitulé: "Code des curés, magistrats et paroissiens."

Documents:

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Met devant la Chambre: Etat des mandats spéciaux émis depuis le 1er juillet 1870, survenus dans les districts d'Outaouais et de Saguenay (Appendice no 1 des Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, session 1870); aussi: Etat des opinions légales, rapports de conseil et mandats spéciaux préparés par l'auditeur, tel que requis par la clause 47, 31e Vict., chap. 9 (Appendice no 2); et aussi Comptes publics de la province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1870 (Documents de la session, no 1).

Il est ordonné que les comptes publics de la province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1870, soient renvoyés au comité permanent des comptes publics.

### Composition des comités

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de faire rapport à la Chambre que le comité spécial nommé pour

préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre, a préparé des listes de membres.

Voici ces listes:

1. Privilèges et élections: l'honorable Sir George-Etienne Cartier, Bart., l'honorable M. Dunkin et l'honorable M. le procureur général Ouimet, et MM. Bachand, Carter, Chapleau, Coutlée, Craig, Joly, Mathieu, Poupore et Simard.

2. Ordres permanents: l'honorable M. Langevin, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, et MM. Bellingham, Benoît Desaulniers (Maskinongé), Gaudet, Gendron, Harwood, Lafontaine, Locke, Marchand, Pelletier et Thérien.

3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, compagnies de mines et manufacturières: l'honorable Sir George-E. Cartier, Bart., l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, l'honorable M. Langevin, et MM. Bachand, Beaubien, Chapleau, Clément, Fortin, Gaudet, Genest, Hemming, Joly, Lavallée, Molleur, Ogilvie, Pelletier, Pozer, Ross, Sénécal, Tremblay et Verreault.

4. Bills privés: l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, l'honorable M. Langevin, et l'honorable M. le procureur général Ouimet, et MM. Bachand, Beaubien, Bellerose, Bellingham, Blais, Carter, Chapleau, Church, Desaulniers (Saint-Maurice), Genest, Gaudet, Hemming, Locke, Marchand et Rhéaume.

5. Lois expirantes: l'honorable M. le procureur général Ouimet, et MM. Bessette, Craig, Gélinas, Hamilton, de Lotbinière-Harwood, Hearn, LaBerge, LaRue, LeCavalier, Pozer et Robert.

6. Dépenses contingentes: l'honorable M. Chapais, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Robertson, et MM. Bellerose, Bellingham, Blais, Brigham, Cantwell, Carter, Chapleau, Clément, Jodoin, LaRue, LeCavalier, Mailloux, Moll, Picard et Simard.

7. Impressions: l'honorable M. Langevin, l'honorable M. Robertson et MM. Coutlée, Gendron, Hemming et Joly.

8. Comptes publics: l'honorable Sir George-E. Cartier, Bart., l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. le procureur général Ouimet, l'honorable M. Robertson, et MM. Bellerose, Bergevin, Cantwell, Fortin, Joly, LeCavalier, Mailloux, Poupore, Pozer, Roy, Simard et Verreault.

9. Agriculture, immigration et colonisation: l'honorable M. Cauchon, l'honorable M. Chapais, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Dunkin, l'honorable M. Robertson, et MM. Beaubien, Bessette, Church, Clément, Dugas, Fortin, Garon, Gélinas, Gendron, Hamilton, Hearn, Jodoin, Joly, LaRue, Lavallée, Mailloux, Marchand, Mathieu, Picard, Ross, Roy et Tremblay.

Le rapport est adopté.

Il est résolu qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil législatif, priant leurs Hon-

neurs de vouloir se joindre à cette Chambre dans la formation d'un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature, et informer leurs Honneurs que les membres du comité permanent des impressions, savoir: l'honorable M. Langevin, l'honorable M. Robertson, M. Coutlée, M. Gendron, M. Hemming et M. Joly, agiront comme membres dudit comité conjoint des impressions.

Il est résolu qu'il soit nommé un comité spécial, composé de l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Chapais, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, de M. Beaubien, M. Hemming, M. Chapleau, et M. Marchand, pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement, en ce qui concerne les intérêts de cette Chambre, et pour agir comme membres du comité conjoint de la bibliothèque.

#### Réponse du lieutenant-gouverneur:

A messieurs de l'Assemblée Législative,  
"Je vous remercie de votre adresse en réponse au discours du trône. Elle indique de votre part le désir de procéder avec diligence aux affaires de la session, et assure au peuple que ce désir est égal au dévouement que vous portez à ses intérêts".

L'Assemblée est levée à quatre heures.

### **Séance du 8 novembre 1870**

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et quinze.

#### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet — la pétition de l'Asile de Saint-Joseph-du-Bon-Pasteur, de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Cauchon — la pétition de la compagnie de chemin de fer de la rive nord et de la navigation et des terres du Saint-Maurice.

Par l'honorable M. Robertson — la pétition de R. L. Harvey et autres, de la ville de Sherbrooke.

Par M. Locke — la pétition de William Hackwell et autres, du canton de Bedford, comté de Stanstead.

Par M. Coutlée — la pétition de J.-B. Eno dit Deschamps et autres, du Côteau-du-Lac.

Par M. Bellingham — la pétition de John Fraser et autres.

Par M. Rhéaume — la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Roch-de-Québec-Sud.

Par M. Carter — la pétition de l'Asile des Orphelins protestants de Montréal.

#### Rapport de comités:

M.J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici le rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

#### Introduction de bills:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill intitulé: "Le code municipal de la province de Québec."

Accordé.

#### Subsides

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que la motion faite pour que des subsides soient accordés à Sa Majesté, soit étudiée vendredi prochain quand la Chambre se formera en comité.

Adopté.

#### Demande de documents:

#### Inspecteurs de prisons

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre

(M. Simard), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un rapport spécial des inspecteurs de prisons, asiles, etc., sur l'état tel que constaté dans leurs visites des derniers dix mois, de la prison de réforme de la province, depuis le commencement de janvier dernier, jusqu'au premier de novembre courant; ce rapport montrant l'époque à laquelle le préfet actuel est entré en office, et celle à laquelle son prédécesseur a laissé; l'état de l'administration actuelle de cette institution; les améliorations, et quels progrès a fait la discipline; leur opinion sur le système d'économie des deniers publics pratiqué par le préfet actuel; quelle différence il peut y avoir dans la conduite, sous tous rapports, des détenus; combien de ces derniers ont réussi à s'échapper de l'établissement depuis le commencement de cette année, et combien ont réussi pendant les premiers dix mois de l'année dernière; quel montant en argent a été dépensé dans le même temps (les premiers dix mois des années 1869 et 1870) pour l'arrestation des déserteurs de cette maison; et enfin quels amendements à la loi qui régit les réformes, le bureau des inspecteurs suggère, ou qui peuvent leur avoir été suggérés par le préfet de cette institution.

Le relâchement et l'imperfection de la discipline dans cette institution l'ont poussé à demander cette information. On rapporte que des prisonniers s'évadent quotidiennement sans être repris. D'autres accusations encore, que le rapport mettra en évidence, pèsent contre cette institution.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-comté): Répond que le gouvernement n'a aucune objection à accorder la requête, mais il doit être entendu que si les inspecteurs de prison sont prêts à soumettre leur rapport général à la Chambre, le gouvernement ne donnera pas le rapport spécial, qui entraînerait des dépenses complètement inutiles, attendu que les renseignements demandés seront insérés dans le rapport général.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Se dit satisfait de la manière dont le gouvernement reçoit sa proposition; mais il fera observer que le rapport des inspecteurs ne contiendra certainement pas les informations demandées, vu qu'il se renferme dans des considérations générales sans pénétrer dans les détails.

Il veut seulement prouver la fausseté des accusations formulées contre lui par les amis du ci-devant préfet.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Déclare que le gouvernement n'a aucune objection à faire préparer immédiatement le rapport demandé et à le soumettre sans retard à la Chambre.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Prétend que le ministère a tort d'accueillir une pareille demande. Il y a des officiers supérieurs dont le devoir est de lui faire un rapport fidèle, et ce serait leur faire injure que d'aller demander des informations à leur inférieurs.

Si le député de Laval (M. Bellerose) a des querelles ou des questions personnelles en jeu, il devrait s'arranger pour les régler de manière à ne pas prendre le temps de la Chambre et du public.

La proposition est adoptée.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Robert), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant les institutions et prisons qui ont été visitées par les inspecteurs de prisons durant l'année 1869, spécifiant le nombre de visites, et leurs dates, faites durant ce temps à chaque institution ou prison, et le nom de l'inspecteur qui a fait chaque telle visite: plus un état donnant les mêmes renseignements pour les premiers dix mois de la présente année; ces états devant mentionner, en sus de ces visites, le nombre, la nature et la durée des enquêtes qui ont pu avoir été tenues par lesdits inspecteurs (donnant le nom de l'inspecteur qui a tenu chaque telle enquête) au sujet de ces institutions et prisons durant le temps sus-indiqué.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que ces renseignements seront donnés dans le rapport des inspecteurs, lequel devra être présenté bientôt.

La proposition est adoptée.

La séance est levée à quatre heures et dix.

### Séance du 9 novembre 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

#### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Genest, la pétition d'Olivier Gouin et autres, de la cité des Trois-Rivières.

Par M. Gélinas, la pétition de Max. Saint-Godard et autres.

Par M. Carter, la pétition de William Workman et autres, de la cité de Montréal, et la pétition de la Société d'histoire naturelle de Montréal.

Par M. Marchand, la pétition des dames religieuses de l'Hôpital de la ville de Saint-Jean, et la pétition des dames religieuses de la Salle d'asile de la ville de Saint-Jean.

Par M. Thérien, la pétition des Soeurs de l'Asile de la Providence de la paroisse de Laprairie, comté de Laprairie.

Par l'honorable M. Robertson, la pétition de la municipalité du canton d'Orford, et la pétition de B. Pomroy et autres, du canton de Compton.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De la municipalité de la paroisse de Québec; demandant que les limites de la cité de Québec ne soient pas agrandies.

De Antoine Adrien et autres, d'Acton; demandant qu'une partie du township d'Acton soit détachée de la paroisse de Saint-Fulgence-de-Durham et annexée à la paroisse de Saint-André-d'Acton.

Des Soeurs de la Miséricorde, pour la régie de l'Hospice de la Maternité, de la cité de Montréal; demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

Des Soeurs de l'Asile de la Providence, de la cité de Montréal; demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'Asile de Saint-Vincent-de-Paul soit continuée.

Du révérend A. Dupuis, de la paroisse de Sainte-Elizabeth, comté de Joliette; demandant de l'aide pour un asile servant de refuge aux femmes âgées et infirmes, aux insensées et aux orphelins dans ladite paroisse.

#### Rapport de comités:

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport :

Votre comité a fait l'élection de son président, et il recommande à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à cinq membres.

Votre comité a aussi examiné la pétition du révérendissime évêque de Saint-Germain-de-Rimouski, demandant l'incorporation d'un col-

lège ou séminaire sous le nom de "Séminaire de Saint-Germain-de-Rimouski", et trouve qu'elle n'est pas de nature à exiger des avis.

Le rapport est adopté.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport :

Votre comité a fait l'élection de son président, et il recommande à votre honorable Chambre que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

#### Introduction de bills:

L'HONORABLE H. LANGEVIN (Dorchester): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer le séminaire de Saint-Germain-de-Rimouski.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La séance est levée à trois heures et demie.

## Séance du 10 novembre 1870

Sous la présidence de  
l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et quart.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Bachand la pétition du maire, des échevins et des citoyens de la cité de Saint-Hyacinthe, et la pétition de la société de passage du pont neuf de Saint-Hyacinthe.

Par M. Carter la pétition de P.J. Claxton et autres, de la cité de Montréal la pétition de la société bienveillante et de refuge des dames de Montréal et la pétition de John Auld, de la cité de Montréal.

Par M. Genest la pétition de N.-P. Massicotte, de la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De John Fraser et autres; demandant qu'il ne soit pas accordé d'acte d'incorporation pour "l'Institut Fraser."

De R.L. Harvey et autres, de la ville de Sherbrooke; demandant que ladite ville soit détachée du comté de Compton pour les fins municipales, et que d'autres townships lui soient annexés pour les fins électorales et municipales.

De J.B. Eno dit Deschamps et autres, du Côteau-du-Lac; demandant à être indemnisés de certaines sommes par eux payées comme censitaires de la seigneurie Rigaud.

De la municipalité de la paroisse de Saint-Roch-de-Québec-Sud; demandant que les limites de la cité de Québec ne soient pas agrandies.

De l'Asile de Saint-Joseph-du-Bon-Pasteur, de la cité de Montréal; demandant que leur allocation annuelle soit augmentée.

De l'Asile des orphelins protestants de la cité de Montréal; demandant que leur allocation annuelle soit continuée.

De William Hackwell et autres, du township de Barford, comté de Stanstead; demandant de l'aide pour un chemin.

### Chemin de fer du nord

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Demande que la requête concernant le Chemin de fer du nord soit lue et reçue.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Avant que la requête ne soit reçue, je désirerais faire quelques remarques. Mais afin de prévenir tout malentendu, toute difficulté, j'aime à déclarer que je ne suis animé d'aucune animosité à l'égard du député de Montmorency (M. Cauchon). Au contraire, je désire faire tout en mon pouvoir pour aider au succès de son projet.

Il y a seize ans, j'étais en Parlement. A cette époque, comme aujourd'hui, l'on s'occupait beaucoup de chemins de fer. Je me rappelle que j'ai travaillé, de concert avec M. Cauchon, pour obtenir des concessions de terres en faveur des chemins de fer.

Grâce à nos efforts, nous avons obtenu plusieurs millions d'acres pour ces chemins parmi lesquels, à la demande M. Cauchon, l'on compta le Chemin de fer du nord et celui des Piles. Mais s'il y eut beaucoup de bonne volonté à cette époque, il se fit peu de besogne pour une raison ou pour une autre.

Tous ces chemins sont encore à l'état de projet. Aujourd'hui, il y a un réveil dans notre province. On sent la nécessité de faire comme les autres pays et de construire des voies rapides de communication.

On conviendra que le gouvernement, sans être rigoureusement lié par la loi passée sous l'ancien Parlement du Canada, est moralement obligé de faire quelque chose en faveur de cette entreprise. Les populations des vingt-quatre comtés qui avoisinent la rive nord du Saint-Laurent ont droit d'exiger que le gouvernement favorise, subventionne la construction d'une grande voie ferrée qui leur permette de développer les ressources abondantes de la vaste région qu'elles habitent et de sortir de l'état d'isolement dans lequel elles végètent. Réellement, cette partie de notre population a été négligée par les administrations précédentes, qui ont donné des sommes énormes pour construire des chemins de fer et des canaux qui sont aujourd'hui une source de richesse et de prospérité pour les populations de la rive nord.

En effet, on sait que nos voies ferrées ont été construites avec l'aide du gouvernement. Quelques-unes même ont été mises en opération exclusivement avec l'argent de la province, notamment la ligne allant de Toronto à Collingwood. Les populations de la rive nord ont donc des droits imprescriptibles aux faveurs du gouvernement.

Quant à la ville de Québec, elle retirerait des avantages immenses de la construction du Chemin du nord. Cette voie, faisant suite à de bons canaux, concentrerait à Québec un fort commerce d'exportation. C'est par Québec qu'on exporterait le grain et le bois, qu'on expédie maintenant par des voies plus longues, plus dispendieuses et beaucoup plus désavantageuses sous tous rapports.

Mais pour obtenir tous ces bons résultats, il faudrait que le Chemin du nord passe par les Trois-Rivières, se rendant de là à Terrebonne et suivant ensuite la rivière du Nord et le pied des Laurentides, traversant ainsi les belles forêts de la vallée de l'Outaouais, où se trouvent les plus grands chantiers. La région comprise entre Trois-Rivières et la Rivière Profonde est aussi couverte des plus belles forêts.

En suivant cette direction, on pourrait donc compter que ce chemin trouverait dans l'exploitation de ces forêts des recettes considérables.



L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Je ne puis donner aujourd'hui des explications sur le Chemin de fer du nord, entrer dans l'examen de cette question; je n'ai pas encore suffisamment étudié la question dont le député d'Argenteuil (M. S.R. Bellingham) paraît avoir une parfaite connaissance. Je profiterai de l'occasion que me fournira la deuxième lecture du bill présenté par la compagnie, pour soutenir mes vues.

La pétition est lue.

#### Message du Conseil législatif:

Monsieur l'orateur,

Le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les honorables messieurs Archambault, Dionne, Hale, LeMaire, De Léry, Rodier et Ross, comme membres du comité chargé d'aider Son Honneur l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en autant que les intérêts du Conseil législatif s'y trouvent concernés, et pour agir au nom de leur Chambre comme membres du comité conjoint de la bibliothèque.

Et, de plus, le Conseil législatif informe cette Chambre qu'il a nommé un comité, composé des honorables messieurs Beaubien, Beaudry, Ferrier, Hale, Thibaudeau et Wood, pour agir au nom du Conseil législatif, avec le comité de l'Assemblée législative, comme membres d'un comité collectif des deux Chambres au sujet des impressions, tel que demandé par l'Assemblée dans son message.

#### Rapport de comités:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières. Voici ce rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf membres.

Adopté.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf membres.

Adopté.

#### Demande de documents:

##### Prison de réforme de la province

M. J.-H. BELLEROSE (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Simard), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire

mettre devant cette Chambre un état du montant total des dépenses et des revenus de la Prison de réforme de la province, pour l'année 1869, et pour les dix mois maintenant écoulés de l'année courante, avec, de plus, le montant probable des dépenses et revenus pour les deux mois restant de 1870.

De plus, un détail montrant le montant des dépenses pour la culture des terres de l'institution et leurs revenus; le montant des dépenses et des revenus de chacun des ateliers, savoir: des cordonniers, menuisiers, ferblantiers, selliers, forgerons, tailleurs, etc., et dans le département du majordome, la quantité et la valeur des articles reçus par cet officier et dépensés à la table des détenus; le montant en argent dépensé pour l'arrestation des déserteurs; quel nombre a déserté l'établissement et la moyenne du nombre des détenus, la quantité d'animaux que possède cette institution et la quantité de fourrages, foin, paille, avoine, etc., dépensés pour la nourriture de ces animaux, séparant la quantité fournie de la quantité achetée par l'établissement, le tout pour les deux périodes sus-mentionnées.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Conseille au député de Laval (M. J.-H. Bellerose), d'attendre que le rapport général des inspecteurs de prisons fût publié, afin de voir s'il n'y trouverait pas les renseignements qu'il désire.

M. J.-H. BELLEROSE (Laval): Est satisfait de la manière dont le gouvernement reçoit sa proposition; mais il fera observer que le rapport des inspecteurs ne contiendra certainement pas les informations demandées, vu qu'il renferme des considérations générales sans pénétrer dans les détails.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Ne veut pas contrecarrer le député de Laval, qui a rendu et rend encore tous les jours des services signalés au gouvernement. Seulement, comme la motion demande des détails circonstanciés, il réclame l'indulgence du moteur, si la chose retarde quelque peu.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit qu'il ne voit pas la nécessité d'un pareil rapport, lorsque nous avons déjà les rapports des inspecteurs de prisons, pour les années dernières et lorsque nous aurons sous peu le rapport de ces messieurs pour l'année courante.

Si le gouvernement fédéral a nommé des officiers pour inspecter les prisons et maisons de réforme, c'est qu'il avait confiance dans leur habileté, leurs connaissances et leur honnêteté. Il est du devoir de ces derniers de s'enquérir de tous les détails de l'administration de ces institutions et d'en faire rapport; c'est pour épargner l'examen de tous ces détails, par la Chambre, que l'on a nommé ces officiers. Demander à la Chambre de s'enquérir directe-

ment des employés de la prison de réforme sans s'occuper des officiers préposés à l'inspection de cette institution, c'est jeter l'insulte à la face des inspecteurs des prisons avant même d'avoir reçu leur rapport. Il n'y a pas besoin de cet état pour l'année 1869; il est inutile et l'honorable représentant de Laval surtout devrait le sentir, lui qui a par ses notes approuvé la dépense de l'argent approprié à cette fin. Quant à l'année 1870, qu'il attende le rapport de cette année et s'il le trouve insuffisant, alors il sera temps pour lui de le critiquer et de demander qu'on le complète. S'il prenait fantaisie à chacun des membres de cette Chambre de demander, pour satisfaire de petites rancunes personnelles, de semblables états pour toutes les institutions publiques, nous n'aurions pas trop de toute l'année pour faire préparer et imprimer ces rapports; c'est déjà trop que nous soyons obligés d'imprimer les demandes de rapports par l'honorable député de Laval sans être obligés à en payer la façon et l'impression.

Qu'il plaise à l'honorable député de Laval de descendre jusqu'à fouiller dans des détails de table et de cuisine pour se justifier des imputations que l'opinion publique, justement indignée, a jetées sur lui, c'est son affaire; nous n'avons pas à y voir. S'il veut examiner le nombre de morceaux de cuir ou de fer-blanc mal employés, les pains gâtés ou les retailles perdues, qu'il aille à la maison de réforme, il en est voisin, il en sait le chemin, il y est allé assez souvent, mais qu'il ne demande pas à la Chambre d'aller se trouver dans ces mêmes détails de ménage, insultant par cette démarche ceux qui sont chargés de s'enquérir de ces minuties.

**L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU** (Québec-Comté): Répond que tout en voulant donner à la Chambre sur ce sujet toutes les informations désirables, il trouve, comme le député de Terrebonne (M. Chapleau), que la motion contient des détails d'une trivialité répugnante.

**M. H.-G. JOLY** (Lotbinière): Déclare ne pas comprendre où veut en venir le député de Laval (M. J.-H. Bellerose) ni ce que veut dire le député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau), mais il ne croit pas que le ministère puisse refuser les informations demandées qui intéressent également la Chambre et le public.

**M. J.-H. BELLEROSÉ** (Laval): S'étonne que le député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau) ait fait un pareil déploiement d'éloquence à propos de ce qu'il appelle élégamment une affaire de cuisine. Pour lui, il hésite à traiter aussi légèrement une affaire de \$30,000. Les électeurs du comté de Terrebonne doivent être de la même opinion.

On parle du rapport des inspecteurs de prison et l'on assure qu'il contient toutes les informations désirables, et cependant il n'y en a pas un seul qui en fasse mention.

Le gouvernement n'en sait pas long sur ce sujet que le public, et quand durant l'avant-dernière session, le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly) demandait au trésorier comment une ferme pour la culture de laquelle on dépensait \$1,500 ne rapportait que \$300 l'honorable ministre ne put que répondre qu'il n'en savait rien, et la Chambre dut passer outre en votant le crédit demandé. Ce n'est pas ainsi que les députés de la Chambre doivent remplir leurs devoirs de représentants du peuple. Ils ont le contrôle de l'argent public et ils sont responsables du gaspillage s'il y en a quelque part.

On pourrait répéter à l'égard de tous les autres départements ce qui a été dit de la ferme, mais cela n'est pas nécessaire et ce qui précède suffit.

Il s'étonne que le député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau) lui ait imputé des motifs personnels. Il ne veut pas le suivre sur ce terrain, persuadé qu'il est de force à mépriser ces insinuations malveillantes. Le faire serait compromettre l'homme public dont il est question, qui n'est plus au service du gouvernement provincial.

Je ne doute pas que la réponse à l'adresse que je demande ne mette à néant toutes les calomnies répandues contre moi tant à Québec et à Montréal que dans toutes les parties de mon comté par cet officier et par ses amis.

Mais mes électeurs et le pays en général ont droit de savoir s'il y a quelque fondement aux accusations dirigées contre moi en ma qualité d'homme public, avec autant de persistance par la personne en question.

L'honorable député de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau) a prétendu que ce serait faire injure aux inspecteurs que d'aller demander des informations à des officiers d'un grade inférieur.

Ma motion demande au gouvernement des informations que je crois utiles, et la question de savoir qui les lui fournira ne me regarde nullement.

Quand l'honorable député de Terrebonne aura vieilli dans la Chambre et qu'il aura pris le temps d'en étudier la procédure, il regrettera de s'être si imprudemment jeté dans la mêlée avant de s'être préparé à la lutte.

La proposition est adoptée.

#### Coût des timbres de poste

**M. E. LABERGE** (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Robert), qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état détaillé des sommes dépensées pour les timbres de poste, tant pour lettres que pour documents, par le gouvernement de la province de Québec, depuis son existence, indiquant année par année les sommes dépensées.

Il dit que sa motion a pour fin de montrer jusqu'à quel point on abuse de la gratuité du service postal. Il est à sa connaissance person-

nelle que des députés ont expédié par la poste des paquets dont les frais d'expédition se sont montés jusqu'à deux et trois piastres. Il sait aussi que la plupart des députés expédient à une foule de gens des documents parfaitement inutiles toujours aux frais du gouvernement.

On pourrait certainement réaliser une grande économie. Le privilège dont jouissent les députés et les employés d'affranchir les lettres est un abus.

Et non contents d'abuser pour eux-mêmes de ce privilège, les députés en font largement bénéficier leurs amis.

Pourquoi ne pas laisser les députés payer leur papier et les frais de poste de leurs lettres? Ce ne serait que justice. Si les députés étaient privés de ce privilège, ils cesseraient bien vite d'affranchir les lettres de leurs amis.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Demande si le député de Châteauguay (M. E. Laberge) veut savoir le nombre de timbres utilisés pour affranchir des lettres ou des documents?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-comté): Je pense que cette question est plus importante qu'on pourrait le croire. Nous avons demandé au gouvernement fédéral de réduire les frais de poste pour les documents, mais il a refusé. Pour en finir avec ces abus, il faudrait prendre la ferme résolution de n'affranchir que les lettres ou les documents qui se rattachent étroitement aux affaires parlementaires.

Quant à ce qui regarde les faveurs que les députés accordent à leurs amis, je crois qu'elles n'existent plus. Chacun de nous se fait un devoir de ne plus affranchir les lettres de ses amis.

M. G.-H. JOLY (Lotbinière): Il n'y a pas longtemps, quelqu'un a mis sur son pupitre un paquet entier d'enveloppes, en me demandant de les affranchir. J'ai refusé, mais un député plus complaisant que moi lui a rendu ce service. Je crois que les seuls documents et lettres regardant les affaires publiques devraient être affranchis.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Le gouvernement s'est adressé à Outaouais pour obtenir un changement. Mais il n'a pas réussi. Les frais de poste payés par le gouvernement se sont montés à \$1200 pendant la première session, à \$900 pendant la seconde, et à \$800 pendant la troisième.

Le ministère veut encore faire des démarches auprès du maître des postes pour obtenir une réduction sur le port des lettres et autres documents expédiés pendant les sessions.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Approuve le projet, et croit que les lettres, documents

et statuts, devraient être affranchis pendant la session.

La proposition est adoptée.

Adresse à Lord Lisgar:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le gouverneur général, félicitant Son Excellence de son élévation à la pairie du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et exprimant les sentiments de joie et de reconnaissance qu'éprouve cette Chambre en apprenant que Sa Gracieuse Majesté a bien voulu témoigner ainsi combien elle apprécie les services distingués que Son Excellence a rendus à l'Empire dans différentes possessions de Sa Majesté, et particulièrement par sa loyale et habile administration des affaires du Canada, et que ladite résolution soit renvoyée à un comité spécial, composé de l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, l'honorable Sir George-Etienne Cartier, Bart., M. Joly, M. Fortin, M. Gendron, M. Bellingham, M. Hemming et M. Bachand, pour préparer et rapporter le projet d'une adresse, en conformité de la résolution précédente, et en faire rapport à la Chambre immédiatement.

Tous les députés s'uniront à moi pour féliciter le nouveau pair du Royaume, et pour trouver que la Reine ne pouvait mieux reconnaître les services d'un homme qui, depuis son arrivée au milieu de nous, a su si bien remplir les devoirs d'une haute position dont l'importance augmente de jour en jour. Le Baron Lisgar, grâce à sa bonté et à son esprit élevé, a su se gagner l'estime de tous les habitants du Canada.

Nous avons tous noté que, depuis son arrivée, Lord Lisgar a démontré le grand intérêt qu'il porte à nos affaires, et qu'il n'a jamais refusé d'assister à nos manifestations et cérémonies publiques.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Appuie la proposition du premier ministre.

Les propositions sont adoptées.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Fait rapport que le comité spécial nommé pour préparer une adresse à Son Excellence le gouverneur général a préparé une adresse en conséquence, laquelle est lue comme suit:

A son Excellence le très honorable John, Baron Lisgar, de Lisgar et Baillieborough, dans le comté de Cavan, Irlande, G.C.B., G.C.M.G., un des membres du très honorable Conseil privé de Sa Majesté, gouverneur général du Canada, et gouverneur et commandant en chef de l'Île-du-Prince-Édouard, etc.

Qu'il plaise à Votre Excellence - Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assem-

blée législative de Québec, assemblés en Législature provinciale, prenons la liberté d'approcher de Votre Excellence pour lui présenter nos plus sincères félicitations à l'occasion de l'élévation de Votre Excellence à la dignité de pair du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande; et lui exprimer les sentiments de joie et de reconnaissance que nous éprouvons en apprenant que Sa Gracieuse Majesté a bien voulu témoigner ainsi combien Elle a apprécié les services distingués que Votre Excellence a rendus à l'Empire dans différentes possessions de Sa Majesté, et particulièrement par Votre loyale et habile administration des affaires du Canada; et nous espérons que, par la grâce de la Divine Providence, Votre Excellence jouira pendant de nombreuses années de l'honneur qui lui est conféré et dont elle est si digne, et nous prions qu'il en soit ainsi.

Adopté.

Il est résolu qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil législatif informant leurs Honneurs que cette Chambre a passé une adresse à Son Excellence le gouverneur général, félicitant Son Excellence de son élévation à la pairie du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et priant leurs Honneurs de vouloir bien y donner leur concours.

#### Interpellations:

##### Travaux de la Chambre

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je suis d'avis que toute la Chambre aimera à savoir comme moi quels sont les projets de loi que le gouvernement a l'intention de soumettre à notre étude pendant cette session. Il importe qu'ils nous soient soumis au plus tôt. Le gouvernement va-t-il présenter une loi électorale? Il me semble qu'il a promis d'en présenter une, et c'est le moment de le faire, attendu que nous sommes à la veille de nouvelles élections. Le gouvernement doit-il aussi s'occuper des prisons? On nous a dit que plusieurs ministres étaient allés aux Etats-Unis pour étudier le système des prisons américaines, afin de nous donner une loi sur cette question.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le gouvernement ne présentera pas de loi électorale à cette session. Il croit plus sage d'attendre l'action du gouvernement fédéral afin que nous ayons une législation uniforme.

Quant aux études des membres du gouvernement auxquelles le député de Saint-Jean fait allusion, elles n'ont porté que sur la discipline des prisons.

##### Arbitrage

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je désire savoir si le gouvernement présentera bientôt une

résolution concernant l'arbitrage. Le public est inquiet et attend, avec impatience, l'expression d'opinion de la Chambre sur cette affaire. La Chambre doit aussi avoir bientôt l'occasion de discuter la question de savoir si le gouvernement n'aurait pas dû nommer un nouvel arbitre après la démission de M. Day.

Tout en réclamant contre la sentence rendue par MM. Gray et McPherson, la Chambre devra examiner si la conduite du gouvernement n'a pas été défavorable aux intérêts de la province et si, en ne demandant pas quelque délai pour nommer un autre arbitre, le cabinet de Québec n'a pas compromis sa position.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Pendant la discussion de l'adresse, j'ai donné quelques explications sur l'arbitrage. Dans toute cette affaire, le gouvernement a veillé avec un soin scrupuleux aux intérêts de la province. Nous avons fait tout en notre pouvoir pour arriver à un arrangement que nous désirons beaucoup. Notre bonne volonté s'est heurtée contre les prétentions exorbitantes de l'Ontario et notre arbitre, mû par sa conscience, et nullement sous notre pression, s'est retiré de la commission de l'arbitrage. Nous avons ensuite protesté contre les travaux des arbitres. La commission, privée d'un de ses membres, ne pouvait plus agir et n'existait plus de fait. Nos avocats, MM. Casault et Ritchie, hommes d'expérience et de savoir, ont soutenu notre position et prouvé au Haut-Canada qu'il se trompait étrangement, en s'appuyant sur les propres autorités citées par l'avocat de l'Ontario.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Cette Chambre a donné de mauvaises habitudes au gouvernement en le traitant en enfant gâté. S'il n'en était pas ainsi, le premier ministre ne s'étonnerait pas qu'on lui demande si le gouvernement a fait son devoir. C'est la conduite du gouvernement, avant la démission, que nous aimerions connaître. Si on nous la refuse, j'essaierai d'obtenir par une adresse, ou autrement, la correspondance écrite qui a précédé la résignation de notre arbitre.

Le gouvernement a-t-il demandé le temps de nommer un autre arbitre?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Non.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): M. Joly demande si le gouvernement n'aurait pas dû remplacer M. Day. C'est une question à décider. L'acte de 1867 ne dit rien à cet effet, et je suis d'avis que le gouvernement n'avait pas ce droit. Je crois que, pour nommer un nouvel arbitre, il aurait fallu s'adresser au Parlement impérial et lui demander de modifier l'acte de 1867.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je ne suis pas

disposé à admettre que le gouvernement ne puisse pas remplacer son arbitre. Je veux savoir si la province de Québec n'a pas souffert de ce que nous n'avions pas de représentant.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Fait quelques remarques.

A cinq heures la séance est levée.

### Séance du 11 novembre 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Fortin — la pétition de Joseph Bouchette, tant en son propre nom qu'au nom des enfants et petits-enfants de feu Joseph Bouchette, en son vivant arpenteur général de la province du Bas-Canada, maintenant la province de Québec.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet — la pétition de Louis Charron et d'Antoine Adrien, de la paroisse de Longueuil.

Par M. Beaubien — la pétition de la compagnie du chemin de fer du Canada central.

Par M. Carter — la pétition de la société de numismatique et d'archéologie de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

D'Olivier Gouin et autres, de la cité des Trois-Rivières; demandant la passation d'un acte pour détacher de ladite cité une certaine étendue de terrains, et l'annexer à la municipalité de la paroisse des Trois-Rivières.

De Max. Saint-Godard et autres; demandant des amendements à la loi de la chasse.

De la municipalité du township d'Orford et de B. Pomroy et autres, du township de Compton; demandant respectivement la passation d'un acte pour ériger les townships de Compton, Ascot et Orford, et la ville de Sherbrooke, en une municipalité séparée, et pour autres fins.

De William Workman et autres, de la cité de Montréal; demandant de l'aide pour l'institution protestante pour les sourds-muets et les aveugles, dans ladite cité.

De la société d'histoire naturelle de Montréal; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

Des dames religieuses de l'Hôpital de la ville de Saint-Jean, des dames religieuses de la salle d'asile de la ville de Saint-Jean, et des soeurs de l'asile de la Providence de Laprairie, comté de Laprairie; demandant respectivement de l'aide.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Attire l'attention de la Chambre sur la lecture des pétitions demandant des subventions. Bien que ces pétitions sont reçues par la Chambre, on ne doit pas conclure que le gouvernement accorde les subventions demandées. A Ottawa, la règle est plus sévère. Là, les pétitions qui impliquent des subventions doivent passer par un comité avant d'être reçues par la Chambre.

Rapports de comités:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Cham-

bre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici ce rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici ce rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. L.R. CHURCH (Ottawa): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour incorporer le séminaire de Saint-Germain-de-Rimouski, et a l'honneur de le rapporter avec certains amendements qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

### Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Selon l'ordre du jour, propose que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération la motion "Que les subsides soient accordés à Sa Majesté".

Adopté.

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution.

### Code municipal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill intitulé: "Le code municipal de la province de Québec".

Pendant l'ajournement, le code a été distribué aux députés qui, sans doute, l'ont étudié

avec attention; il lui paraît donc inutile d'entrer actuellement dans de longues explications. Le sous-comité chargé de réviser les différentes parties du code a rempli sa tâche avec un soin scrupuleux. Quant à lui (le procureur général), il a également étudié le texte du code, avec M. Marsan, apportant plusieurs corrections là où le besoin s'en faisait sentir. La Chambre reconnaîtra que le code, dans sa forme présente, contient toutes les dispositions de la loi concernant les municipalités.

M. J. ROSS (Compton): Soulève un point d'ordre. Il attire l'attention de la Chambre sur les clauses 47 et 1076 du code; ces clauses s'attaquent à des droits privés, et puisqu'il n'y a pas eu d'avis selon les règlements de la Chambre, le code ne peut pas être lu une deuxième fois aujourd'hui dans sa forme actuelle. Il explique que la ville de Sherbrooke et deux autres municipalités sont rattachées à Compton pour les fins municipales; or, le code propose de détacher la ville de Sherbrooke de Compton.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Répond que Sherbrooke est indépendante au point de vue électoral et il pense que la ville a également le droit d'être indépendante au point de vue municipal. C'est une question de justice et de droit.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Suggère au représentant de Compton (M. Ross) qu'il serait préférable pour lui de retirer son point d'ordre actuellement et de chercher à le faire reconnaître à un autre moment.

L'HONORABLE J. ROSS (Compton): Consent à retirer son objection.

Le bill est lu la deuxième fois.

La Chambre s'ajourne à trois heures et demie.

## Séance du 14 novembre 1870

Sous la présidence  
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et dix minutes.

### Dépôt et lecture de pétitions :

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Robertson, la pétition de la corporation de "Bishop's College".

Par M. Pozer, la pétition de la municipalité du township de Forsyth.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition des soeurs de l'asile de la Providence de la cité de Montréal.

Par M. Bergevin, la pétition du révérend D. Charland, de la paroisse de Saint-Clément-de-Beauharnois.

Par M. Carter, la pétition de l'honorable John Joseph Caldwell Abbott, Conseil de la Reine, et de l'honorable Frédéric William Torrance, l'un des juges de la Cour Supérieure de Sa Majesté pour le Bas-Canada, tous deux de la cité de Montréal; la pétition de Jean Lukin Leprohon et autres, de la cité de Montréal, et la pétition des dames directrices de l'asile des orphelins catholiques romains de Montréal.

Par M. Ross, la pétition de l'honorable J.S. Sanborn et autres, de la ville de Sherbrooke.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de Saint-Hyacinthe, et de la Société de passage du pont neuf de Saint-Hyacinthe; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De T.J. Claxton et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Montreal Young Men's Christian Association".

De la compagnie du chemin de fer du Canada central; demandant un délai de cinq ans pour conserver ses droits à l'appropriation des terres accordées à ladite compagnie, par la 19e et 20e Vict., chap. 112, et la 24e Vict., chap. 80.

De John Auld, de la cité de Montréal; demandant des amendements à l'Acte 29 et 30 Vict., Chap. 171, intitulé: "Acte pour autoriser John Auld à aliéner certains biens mobiliers et immobiliers, appartenant à ses enfants mineurs".

De N.-P. Massicotte, de la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan; demandant la passation d'un acte lui accordant le privilège exclusif de bâtir un pont sur la rivière Batiscan.

De Louis Charron et Antoine Adrien, de la paroisse de Longueuil; demandant que telle partie de leurs terres qui se trouve appartenir à la municipalité de Saint-Lambert, en soit détachée pour être annexée à la municipalité de la paroisse de Longueuil.

De Joseph Bouchette, tant en son propre nom, qu'au nom d'autres, les enfants et petits-enfants de feu Joseph Bouchette, de son vivant arpenteur général de la province du Bas-Canada, maintenant la province de Québec; demandant une certaine somme, prétendant leur être légitimement due par l'ancienne Chambre d'Assemblée législative du Bas-Canada.

De la Société de numismatique et d'archéologie de Montréal; demandant une allocation annuelle.

De la Société bienveillante et de refuge des dames de Montréal; demandant que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

### Rapport de comités:

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de la Compagnie du chemin de fer de la rive nord et de la navigation et des terres du Saint-Maurice, demandant un acte pour prolonger la durée de la charte de ladite compagnie, et trouve que les avis donnés sont suffisants:

Aussi, les pétitions de R. L. Harvey et autres, de la ville de Sherbrooke et autres places, demandant que ladite ville soit détachée du comté de Compton pour les fins municipales, et que d'autres townships lui soient annexés pour les fins électorales et municipales, et trouve que les avis nécessaires ont été donnés.

### Demande de documents:

#### Inspecteurs de prisons

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente à la Chambre: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 8 novembre 1870; demandant un état indiquant les institutions et prisons qui ont été visitées par les inspecteurs de prisons durant l'année 1869, spécifiant le nombre de visites et leurs dates, faites durant ce temps à chaque institution ou prison, et le nom de l'inspecteur qui a fait chaque telle visite; plus un état donnant les mêmes renseignements pour les premiers dix mois de la présente année; ces états devant mentionner, en sus de ces visites, le nombre, la nature et la durée des enquêtes qui ont pu avoir été tenues par lesdits inspecteurs (donnant le nom de l'inspecteur qui a tenu chaque telle enquête) au sujet de ces institutions et prisons durant le temps sus indiqué. (Documents de la session, no 12).

#### Cautionnements des officiers de la province

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, un

état renfermant la liste des officiers publics du gouvernement de la province de Québec qui ont souscrit des cautionnements ou obligations, ou donné des garanties, en vertu de l'acte 32 Vic., chap. 9, intitulé: "Acte relatif aux cautionnements des officiers de la province de Québec". (Documents de la session, no 10)

#### Introduction de bills:

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Demande la permission d'introduire un bill pour exempter de la saisie-exécution, le patrimoine de famille et autres biens au-dessous d'une certaine valeur.

Accordé.

#### Incorporation du séminaire de Saint-Germain-de-Rimouski

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer le séminaire de Saint-Germain-de-Rimouski.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE H.-L. LANGEVIN (Dorchester): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec un amendement.

#### Interpellations:

#### Nominations de juges de paix

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Demande si c'est l'intention du gouvernement de faire une nouvelle nomination de juges de paix pour toute la province de Québec vu le grand nombre de magistrats qui sont morts, absents ou qui ne se sont jamais qualifiés bien que leurs noms figurent encore sur la liste des magistrats.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que c'est l'intention du gouvernement de réviser la liste des juges de paix, de remplacer ceux qui sont absents ou sont décédés et d'examiner le cas de ceux qui, étant qualifiés, refusent d'agir.

Ce n'est pas l'intention du gouvernement de faire une nouvelle nomination de magistrats stipendiaires.

#### Code municipal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill intitulé: "Le code municipal de la province de Québec."

Adopté.

Le comité étudie le bill.

La Chambre s'ajourne à trois heures et cinquante.

### **Séance du 15 novembre 1870**

Sous la présidence  
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

#### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Jodoin la pétition de François Charon et autres, du comté de Chambly.

Par M. Verreault la pétition de l'honorable L. Letellier et autres, de la Rivière-Ouelle et autres lieux.

Par M. Genest la pétition de Toussaint Bellemare, de l'endroit appelé "La Pêche," sur la rivière Saint-Maurice, la pétition du collège des Trois-Rivières, et la pétition du révérend F. Baillargeon, de la cité des Trois-Rivières.

Par M. Lafontaine la pétition de S. Coupal et autres, du comté de Napierville.

Par M. Carter la pétition de J.-H. Joseph et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Chapleau la pétition de Louis Maillé et autres, de la paroisse de Saint-Hyppolite, comté de Terrebonne, et des townships de Kilkenny et Wexford, comté de Montcalm.

Par M. Marchand la pétition des soeurs de l'asile de la Providence, Montréal, la pétition des soeurs de la Charité, directrices de l'Hôpital Général, Montréal, et la pétition du révérend A. Tranchemontagne et autres, de la cité de Montréal.

#### Rapport de comités:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de faire rapport à la Chambre que le comité auquel a été renvoyée la considération de la motion, "Que des subsides soient accordés à Sa Majesté," fait rapport d'une résolution. Voici cette résolution.

"Que des subsides soient accordés à Sa Majesté."

Adopté.

#### Comité permanent des comptes publics

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose que le représentant d'Iberville (M. L. Molleur) soit ajouté au comité permanent des comptes publics.

#### Séminaire de Saint-Germain-de-Rimouski

L'HONORABLE H. LANGEVIN (Dorchester): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill incorporant le séminaire de Saint-Germain-de-Rimouski.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.



### **Code municipal.**

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): D'après quelques conversations que j'ai eues avec des députés, je me suis convaincu que l'on doit proposer plusieurs amendements au code municipal; je demanderai à ceux qui désirent modifier le code de me passer leurs amendements, afin que je puisse les proposer. J'ai moi-même plusieurs amendements à proposer. En suivant cette manière de procéder, nous sauverons du temps. Ainsi, je demande à la Chambre de remettre à demain la présentation de ces amendements.

M. J. ROSS (Compton): Dit qu'il se réserve le droit de soulever encore le point d'ordre qu'il a soumis à l'attention de la Chambre il y a quelques jours. Il ne croit pas que le gouvernement puisse apporter des modifications au code concernant la municipalité de Sherbrooke.

M. L'ORATEUR: Le représentant de Compton (M. Ross) ne peut soulever sa question d'ordre maintenant, attendu que l'honorable procureur général désire renvoyer l'étude du code à demain.

M. L.R. CHURCH (Ottawa): Demande si le gouvernement désire communiquer les amendements aux députés.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que les amendements seront pleinement discutés par la Chambre.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Soulève

une autre difficulté. Il avertit la Chambre qu'elle est sous une fausse impression, en croyant que le projet de code présenté par le procureur général renferme exactement les amendements du sous-comité, qui avaient été définitivement adoptés pendant la dernière session. Selon lui, on a tronqué des clauses introduites par le sous-comité. C'est ainsi que la dernière édition de ce projet de code confère au procureur général le droit de soumettre à la cour Supérieure pour les faire annuler, les règlements municipaux décrétant un vote d'argent en faveur d'une compagnie de chemin de fer.

Or, il prétend que l'an dernier le sous-comité a éliminé cette disposition et conféré exclusivement à un électeur municipal le privilège que la dernière édition du code donne au procureur général. Cette altération est grave. On n'a pas seulement corrigé ou modifié cet article 696, mais on l'a changé radicalement. Cette transformation est importante et la Chambre devra insister pour qu'on substitue à la disposition actuelle celle qu'elle a adoptée l'an dernier.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Prend la question en considération, ignorant la nature de ce changement.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande si c'est l'Opposition qui doit faire la proposition d'ajournement aujourd'hui.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Se lève et propose l'ajournement.

La Chambre s'ajourne à quatre heures.

## Séance du 16 novembre 1870

Sous la présidence  
de l'honorable J.-G. Blanchet.

La séance s'ouvre à trois heures.

### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Langevin — deux pétitions du révérend F.-X. Méthot et autres, de Saint-Léon-de-Standon, comté de Dorchester.

Par M. Hemming — la pétition de la Compagnie de chemin de fer des comtés de Richelieu, Drummond, et Arthabaska, et la pétition de E.J. Hemming et autres.

Par M. Ross — la pétition de L. Pope et autres.

Par M. Beaubien — la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Montréal.

Par M. Lavallée — la pétition de l'Hospice de la ville de Joliette.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet — la pétition de J.-Philémon Laberge, président de l'Institut médical de Montréal.

Par l'honorable M. Robertson — la pétition de J.B. Paddon et autres, du township d'Ascot.

Par M. Carter — la pétition de la Compagnie du chemin de fer à passagers de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De l'honorable John Joseph Caldwell Abbott, conseil de la Reine, et l'honorable Frederick William Torrance, un des juges de la cour supérieure du banc de la Reine, pour le Bas-Canada, tous deux de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'Institut Fraser.

De Jean Lukin Leprohon et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de l' "Hôpital des Femmes, de Montréal."

De la corporation de Bishop's College — et des soeurs de l'asile de la Providence de la cité de Montréal; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De l'honorable J. S. Sanborn et autres, de la ville de Sherbrooke; demandant que les limites du comté de Compton ne soient pas changées.

Des dames directrices de l'Asile des orphelins catholiques romains, de la cité de Montréal; demandant de l'aide.

Du révérend D. Charland, de la paroisse de Saint-Clément de Beauharnois; demandant de l'aide pour l'hospice Saint-Joseph de Beauharnois.

De la municipalité du township de Forsyth; demandant de l'aide pour des chemins.

### Rapport de comités

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre

le premier rapport du comité permanent des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis nécessaires ont été donnés en chaque cas:

D'Olivier Gouin et autres, de la cité des Trois-Rivières; demandant la passation d'un acte pour détacher une certaine étendue de terrain de ladite cité et l'annexer à la municipalité de la paroisse des Trois-Rivières.

Du maire, des échevins et des citoyens de la cité de Saint-Hyacinthe; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de ladite cité.

Votre comité a aussi examiné la pétition de T.J. Claxton et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Montreal Young Mens' Christian Association," et trouve qu'elle n'est pas de nature à demander la publication d'avis.

Il a aussi examiné la pétition de la Société de passage du pont neuf de Saint-Hyacinthe, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et trouve que les avis nécessaires ont été donnés.

### Introduction de bills:

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour détacher une certaine étendue de terrains agricoles du territoire de la cité des Trois-Rivières, et l'annexer à la municipalité de la paroisse des Trois-Rivières.

Accordé.

### Compagnie du chemin de fer de la rive nord

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill pour prolonger le délai fixé pour l'achèvement des travaux de la Compagnie du chemin de fer de la rive nord et de la navigation et des terres du Saint-Maurice.

Il est ordinairement d'usage d'attendre la deuxième lecture d'un bill pour le discuter et je ne veux pas soulever un débat inutile sur la mesure que j'ai l'honneur de soumettre à la Chambre; mais je me permettrai de faire quelques observations sur la demande de la compagnie qui sollicite la prolongation des délais fixés à la confection de son chemin et la permission d'augmenter son capital.

L'ancien Parlement du Canada a voté jadis, comme subside, de considérables allocations de terre en faveur de plusieurs chemins de fer projetés, parmi lesquels se trouvait le chemin de

fer du nord; mais aucune des compagnies qui avaient entrepris la construction de ces chemins ne l'a effectuée, en sorte qu'elles n'ont pas droit aux allocations de terre.

Aujourd'hui, je suis heureux de voir que ces différentes compagnies sont mûres, que la compagnie du chemin de fer du nord est mûre et que les différentes municipalités qui sont intéressées à l'exécution de cette entreprise sont mûres. Nous sommes prêts à nous unir pour construire ces chemins de fer, qui contribueront tant à la prospérité du pays.

Depuis 1851, j'ai toujours soutenu et défendu de ma plume et de ma voix la cause des chemins de fer et j'en appelle aux députés dont les comtés bénéficient aujourd'hui de ces chemins pour dire si je n'ai pas toujours fait des efforts constants pour déterminer la Législature à voter des sommes qui pussent assurer la construction des chemins de fer qui font aujourd'hui leur richesse, bien que je ne pusse rien espérer en retour pour mon comté, dans lequel il est impossible d'exécuter de pareilles entreprises.

Eh bien ! après vingt ans de luttes en faveur des autres parties de la province, je viens consacrer mes faibles efforts au succès d'une entreprise que j'ai toujours eue à coeur: le Chemin de fer du nord. Je viens demander à la Législature de procurer aux habitants de la rive nord les avantages qu'elle a prodigués aux populations de la rive sud. Quand elle aura passé le code municipal et quelques autres mesures peu importantes, nous aurons épuisé la législation.

Alors, nous devons nous occuper plus spécialement de développer les richesses de notre sol, qui sont en quelque sorte enfouies sous terre. Or, quel est le moyen le plus efficace de développer nos ressources? N'est-ce pas de construire des chemins de fer? Voilà pourquoi j'attire l'attention du gouvernement non seulement sur le chemin de fer du nord, mais sur tous les projets de cette nature. Je ne veux pas être égoïste.

Je vais d'abord expliquer le bill. Nous demandons de prolonger jusqu'en 1875 la chartre qui expire en 1872. Nous avons été obligés, à plusieurs reprises, de demander du délai parce que les municipalités, pour différentes raisons, n'étaient pas prêtes à souscrire les sommes nécessaires à l'entreprise. Mais aujourd'hui, tout le monde est disposé à travailler à cette oeuvre gigantesque. Les compagnies du Chemin de fer du Nord, du Canada central et autres veulent réaliser une grande idée. Ces compagnies sont préparées à travailler parce que le peuple est prêt et croit qu'il peut sortir d'une position peu enviable.

Nous demandons donc à la Chambre de nous aider à sortir de l'isolement où se trouve Québec et le pays entre cette ville et Montréal. Il y a des membres de cette Chambre qui ont contribué à faire construire des chemins de fer, et je leur rappellerai que mon influence a

toujours été acquise à ceux qui, depuis 1854, ont favorisé les communications par voie ferrée. En retour, aujourd'hui, je leur demande de nous aider, de nous rendre, pour ainsi dire, ce que nous leur avons prêté.

Je ne viens pas dire à cette Chambre que les chemins de fer ont opéré des miracles partout où ils existent. Non, elle le sait comme moi; je viens seulement décrire notre position et rappeler où nous en sommes. Je ne viens pas non plus me placer à un point de vue exclusif et ne demander du secours que pour notre entreprise; je désire que l'on aide les autres, pourvu qu'on le fasse en ne nous amoindrisant pas.

Je ne veux pas démontrer l'importance des chemins de fer, car des hommes intelligents, comme le sont les représentants du peuple, savent comme moi qu'ils sont les agents par excellence du progrès. Il nous faut, à nous, habitants de Québec, un chemin de fer pour nous tirer de la misère, pour éviter la ruine. Québec l'a si bien compris que notre corporation a souscrit un million. Mais la ville a souscrit cette somme à une condition: elle exige que nous ayons encore deux millions. La compagnie du reste ne veut pas commencer le chemin avant que nous n'ayons cinq millions.

Nous voulons donner un chemin à la rive nord, comme celui de la rive sud. Le gouvernement a si bien compris l'importance de ces voies de communications qu'il va dépenser \$20,000,000 pour Intercolonial et qu'il a donné \$16 millions au Grand-Tronc. Je suis heureux que l'on ait dépensé ces sommes pour les parties du pays traversées par ces chemins de fer. Mais je dis: "Vous leur avez donné le moyen d'être prospères; eh bien, faites-nous, je ne dis pas la même faveur, mais aidez-nous dans la mesure de nos besoins".

Par notre bill, nous demandons de changer la largeur de la voie, nous voulons adopter la voie de 4 pieds 8 1/2 pouces, système américain. Je ne veux pas discuter la valeur relative des différents systèmes. Je suis indécis sur leur mérite relatif après les avoir étudiés. Il est certain que les voies larges offrent plus de stabilité et que la traction est moins grande sur les voies étroites.

On nous dit: "Où allez-vous trouver du commerce dans ce pays"? Mais le chemin le développera, le fera naître partout. La compagnie du Richelieu n'avait d'abord que des petits bateaux; aujourd'hui elle en a douze grands et les affaires les plus profitables se font entre des ports intermédiaires du pays que notre chemin traversera.

On a dit: Le Canada est arriéré parce qu'il n'est pas annexé aux Etats-Unis. A cela, je répondrai: "le Canada est arriéré parce qu'il n'a pas voulu avancer, parce qu'il s'est isolé et a négligé les moyens employés ailleurs pour développer la richesse matérielle. Eh bien, aujourd'hui, que chacun cherche à s'enrichir, et la prospérité de chacun fera la prospérité générale, la richesse de la nation. Les capitaux qui

dorment à l'heure qu'il est circuleront partout pour développer les ressources de notre province. Le capital, c'est la matière en mouvement, c'est la production sous toutes ses formes, c'est la vie, l'activité, les nerfs d'un pays. Grâce au Chemin de fer du nord, nous verrons le capital opérer des prodiges, nous verrons nos campagnes changer d'aspect, la prospérité remplacer la misère".

On ne cesse de répéter que nos agriculteurs sont arriérés, qu'ils ne veulent pas faire de sacrifices pour les chemins de fer. Je dirai à leur honneur que lorsqu'on leur expose les faits, les avantages d'une entreprise, ils comprennent parfaitement la position et sont décidés à mettre la main à la roue, à en aider les promoteurs.

Pourquoi les Etats-Unis sont-ils si prospères? C'est qu'ils ont plus de chemins que tous les autres pays. Les distances étaient immenses chez eux, ils les ont supprimés par ces chemins. Ils avaient peu de capitaux, c'est pour cela qu'ils ont construit des chemins à bon marché. S'ils n'avaient pas ces chemins, croyez-vous qu'ils seraient les égaux des peuples les plus avancés?

On nous dit: Pourquoi ne faites-vous pas le chemin plus loin, dans l'intérieur? Qu'appellez-vous pénétrer dans l'intérieur? Est-ce construire le chemin sur les Laurentides? Nous ne voulons pas construire les chemins pour les générations à venir, mais pour celles qui existent, pour celles qui en paient les frais, pour celles qui peuvent en profiter de suite. Du reste, un chemin de ce côté serait une entreprise impraticable à raison de nos moyens.

J'espère que la compagnie remplira tous les devoirs, tâchera de satisfaire toutes les exigences de ceux qui nous aideront.

Je dois dire à l'honneur de M. Cartier qu'il a contribué plus que tout autre à faire accorder des concessions de terre au Chemin du nord et des Piles. Si nous n'avons pas encore profité des avantages que nous avons obtenus, la faute en est aux circonstances.

Nous voulons aujourd'hui un délai pour accomplir cette oeuvre désirée par tant de personnes. Mais si on nous le refuse, nous tâcherons tout de même de construire le chemin avant le 1er janvier 1872. Nous nous lèverons et nous ferons un appel à toute l'énergie du peuple; nous lutterons, nous combattrons afin d'avoir droit à nos terres. Si nous sommes vaincus, on dira au moins que nous avons fait notre devoir.

Mais nous espérons que nous n'en serons pas réduits à ces dures extrémités et que le gouvernement, s'il ne nous donne pas les terres, nous aidera, nous donnera une partie de l'équivalent. Nous ne sommes pas exigeants, nous ne voulons pas demander tout ce à quoi nous avons droit, nous voulons seulement obtenir les moyens de construire ce chemin.

Il ne m'est pas possible d'examiner toutes les lois relatives à cette entreprise, mais demain je

pourrai les faire distribuer aux députés, afin qu'ils puissent les étudier eux-mêmes.

Nos industries languissent, notre population diminue constamment et je pense qu'aujourd'hui Québec et les places environnantes, qui comptaient à peu près 65,000 âmes il y a une dizaine d'années, n'en comptent guère plus de 45,000. Nous sommes dans la voie de la décadence. Une partie de notre population s'éloigne tous les jours de nos murs et l'herbe est sur le point de croître dans nos rues.

Parlant de cette émigration de notre ville, une dame disait il n'y a pas longtemps: "Ce sont les bêtes qui partent." Oui, mais où les bêtes ne peuvent pas vivre, les hommes crèvent et où les bêtes peuvent vivre, les hommes peuvent trouver une existence aisée.

Quoi qu'il en soit, notre population diminue et si nous la laissons diminuer jusqu'à 10,000, il sera trop tard alors pour remédier aux maux qui nous affligent. Mais non! nous ne laisserons pas diminuer ainsi notre population. Il n'est pas encore trop tard. C'est maintenant qu'il faut mettre l'épaule à la roue pour construire le Chemin du nord, qui nous mettrait en communication avec une population de 300,000 âmes qui languit aujourd'hui dans son isolement.

Comment voulez-vous que ces populations prospèrent quand elles sont par la nature éloignées de tous les marchés? N'ayant pas d'autre voie pour les transporter, elles sont contraintes de sacrifier leurs produits à vil prix avant que la navigation ne cesse, sans quoi elles ne pourraient aucunement les écouler.

D'ailleurs, ne sont-ce pas les chemins de fer qui font partout la richesse des peuples? D'où proviennent la richesse de Montréal et l'immense développement du Haut-Canada, si ce n'est des chemins de fer? Et que dire des milliers de chemins de fer des Etats-Unis? Après un siècle d'existence, ils sont aujourd'hui le plus grand peuple du monde; ils pèsent de leur poids dans la balance européenne, grâce aux richesses immenses que leur ont procurées les voies ferrées.

Quant aux ressources de la compagnie, elle a d'abord le million de piastres que lui a voté la corporation de Québec, à condition que les directeurs trouvent les capitaux nécessaires pour mener leur entreprise à bonne fin. Or ce million serait perdu si le gouvernement ne consentait à donner une allocation suffisante. On peut facilement juger du montant de cette allocation. Le chemin coûtera cinq millions. Pour couvrir ces frais, nous avons d'abord le million de Québec et un autre million promis par les municipalités, dont plusieurs augmentent leurs souscriptions. Si, à ces deux millions, le gouvernement en ajoute deux autres, nous pourrions trouver le cinquième en émettant des débetures sur la garantie du chemin.

Le gouvernement ne devrait pas hésiter un seul instant à nous accorder l'aide que nous lui demandons. Tous les chemins du Canada ont été construits en grande partie avec l'argent de

la province et quelques-uns même, tel que le chemin allant de Toronto à Collingwood, ont été construits exclusivement avec les fonds provinciaux. Nous avons donné seize millions au Grand-Tronc et vingt millions ont été votés pour la construction du Chemin de fer Intercolonial. Je suis heureux que ces chemins aient reçu ces encouragements, et je demande qu'on accorde la même faveur au Chemin de fer du nord. Enfin, si nous voulons travailler efficacement à la prospérité du pays, il nous faut construire des chemins de fer. L'histoire des Etats-Unis, qui occupent aujourd'hui un rang prééminent parmi les nations, comme celle de tous les peuples qui ont donné une attention spéciale à la construction des voies ferrées, est là pour le prouver.

Il cite plusieurs ordres en conseil relatifs aux concessions de terre. 1o aux 1,500,000 acres pour le Chemin des Piles; 2o aux 4 millions d'acres pour toutes les compagnies qui construiraient des chemins sur les rives nord depuis Québec jusqu'à Arnprior. Il explique que, plus tard, on assigna une part à chaque chemin. Le Chemin du nord eut 1,200,000 acres pour sa quote-part. Puis il continue.

Je n'ai plus qu'un document à citer. Il émane du gouvernement que nous avons soutenu avec tout le zèle possible et que nous voulons aider à faire les grandes choses qui sont devant lui.

Dans ce document, le gouvernement de Québec reconnaît que nous avons droit à cette concession, comme vous pourrez vous en convaincre en le lisant.

"Québec, 26 janv. 1870.

"A M.J.M. Winchell, écuyer,

"Monsieur,

"J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 24 courant, m'informant que des avocats vous ont dit qu'en construisant un chemin de la ville des Trois-Rivières aux Grandes-Piles, et en plaçant un bateau sur la rivière Saint-Maurice, la Compagnie du chemin de fer du nord, de la navigation et des terres du Saint-Maurice aurait droit à une concession gratuite de 1,500,000 acres de terres arrosées par le Saint-Maurice. Votre lettre demandait de plus certains renseignements relativement à cette concession désirée.

"Pour répondre, je dois vous informer que le gouvernement, après avoir étudié la question, est d'avis que la concession de terre à laquelle la compagnie pourrait avoir droit en vertu de l'Acte 20 Vict., ch. 149 a été mise à part, pour la construction tant du Chemin de fer des Piles que pour un chemin entre Québec et Montréal sur la rive nord du Saint-Laurent, et comme on a abandonné ce dernier projet, le gouvernement, vu les circonstances présentes, s'opposera à toute tentative de la compagnie pour obtenir cette concession de terres.

"J'aime à vous dire que, en vue des avantages que procurerait la colonisation du Saint-Maurice, le gouvernement serait heureux si la compa-

gnie lui faisait voir un estimé du coût du chemin, de voir s'il n'y aurait pas moyen de lui donner des secours en rapport avec les besoins de l'entreprise.

"J'ai l'honneur d'être, etc.,

(Signé) P.-J.-O. Chauveau.

Le gouvernement peut-il retirer sa parole? Je ne veux pas le mettre dans l'embarras, mais je dis: Nos droits sont antérieurs à votre existence, à la Confédération; nos droits sont personnels. On nous dit que vous avez concédé les terres qu'on nous a promises et nous sont garanties par la plus haute autorité du pays. En devenant le gouvernement, vous deviez respecter les droits acquis, les droits qui appartiennent à ceux qui voudront construire ce chemin. Nous ne vous demandons pas tout ce qui nous revient, nous vous demandons seulement de nous aider à accomplir notre oeuvre, nous vous demandons de venir à notre aide. Nous avons un droit; nous combattons de toute notre énergie pour le faire valoir. Si, ce qui n'arrivera pas, on voulait le méconnaître, nous aurions à remplir le triste devoir de tâcher d'arracher ce qu'on refuserait de nous céder. Mais, j'en ai le ferme espoir, nous n'en serons jamais réduit à cette triste alternative. J'aime mieux croire que le gouvernement et la compagnie s'entendront parfaitement et que le pays verra se réaliser une grande entreprise.

Le bill est introduit. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

#### Interpellations:

##### Incendies de forêts

M. P. FORTIN (Gaspé): Demande si le gouvernement a raison de croire que les incendies qui ont dévasté les forêts cette année dans plusieurs parties du pays sont dues à l'insuffisance des lois existantes pour prévenir et arrêter ces incendies. Et si c'est le cas, le gouvernement se propose-t-il d'introduire pendant cette session une loi pour amender la loi actuelle afin de prévenir les incendies dans les forêts, de manière à la rendre plus efficace, et le gouvernement a-t-il établi quelques mesures administratives pour faire observer par tout le pays la loi pour prévenir les incendies?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Dit qu'il consultera le ministre des Terres de la couronne à ce sujet.

#### Introduction de bills :

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 15 des statuts refondus

pour le Bas-Canada, étant l'acte concernant l'allocation provinciale en faveur de l'éducation supérieure et des écoles normales et communes. Accordé.

### Sociétés de colonisation

M. P. LARUE (Portneuf): Je propose: Qu'il soit donné instruction au comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation de s'enquérir du fonctionnement des sociétés de colonisation, des avantages et des résultats qu'elles ont produits et de faire rapport à la Chambre des modes d'administration qui lui paraîtront les plus propres à promouvoir les intérêts de la colonisation.

Le temps où l'on doit connaître ce qu'a produit la loi concernant les sociétés de colonisation est arrivé.

Pour ma part, je crois que c'est une des meilleures lois adoptées par le pays. Je crois qu'avant qu'elle arrive à son terme, il est important de constater le bien qu'elle a produit, et d'examiner son *modus operandi*.

Dans le comté de Portneuf, il y a trois sociétés. La première a réalisé dès la première année \$1,100. Elle a distribué des secours aux colons de Colbert et de Saint-Hubert, et Bourglon, de Montauban et de Saint-Hubalde. On comprendra l'importance de ces secours quand l'on saura que les colons sont obligés d'aller travailler dans les chantiers pour trouver l'argent nécessaire à l'achat des grains de semence.

Les deux autres sociétés de Portneuf sont plus fortes que la précédente. Il existe encore, dans le comté de Portneuf, un quatrième théâtre où l'on travaille à la colonisation. La société de Québec a confié des fonds à M. l'abbé Bélanger pour le canton de Chavigny. On ne pouvait choisir un homme plus capable de rendre ce service au pays. Il a déjà conduit dans cet endroit 15 ou 16 colons jeunes hommes robustes et pleins d'énergie.

Je crois que le meilleur moyen d'encouragement serait d'accorder une prime suivant le nombre d'arpents de défrichement.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Je me permettrai d'ajouter quelques remarques à celles que vient de faire si judicieusement l'honorable député. La loi concernant les sociétés de colonisation est en force depuis dix-huit mois. Cette loi passée par cette Chambre pour favoriser la colonisation de nos terres incultes, le rapatriement de nos compatriotes qui sont aux Etats-Unis, et l'immigration étrangère à s'arrêter dans notre province, va-t-elle réussir? Il est important de connaître si cette loi fonctionne régulièrement et doit arriver au but que cette Chambre a eu en vue en la décrétant. C'est une heureuse pensée que l'honorable député de Portneuf (M. P. LaRue) a eue en demandant qu'il soit donné au comité sur l'agriculture et la colonisation instruction de s'enquérir de suite du fonctionnement de ces sociétés. Je m'abstiendrai de

parler longuement de la société de colonisation que j'ai formée dans le comté que j'ai l'honneur de représenter. Cette société promet des succès que je ne veux pas calculer ici crainte d'être taxé d'exagération, mais je ferai connaître tout ce qu'elle a fait et se propose de faire devant le comité auquel sera renvoyée la proposition de mon honorable ami le député de Portneuf (M. P. LaRue). La loi concernant les sociétés de colonisation est en force depuis dix-huit mois et déjà cinquante sociétés sont formées régulièrement; si toutes ces sociétés se mettent à l'oeuvre sérieusement, quel immense résultat n'avons-nous pas lieu d'espérer? Les plus immédiats seront le retour d'une partie de nos compatriotes des Etats-Unis, l'immigration étrangère dans notre province et le ralentissement de l'émigration de notre population dans la république voisine. J'ai dit que j'avais réussi à fonder une société de colonisation qui me paraît l'être sur des bases solides. Elle compte cinquante membres actifs et dévoués qui ont déjà fait défricher cent acres de terre depuis trois mois. Cette terre qui sera le printemps prochain, il y a lieu de l'espérer, prête à recevoir la semence, sera cultivée par dix braves colons qui doivent s'établir le printemps prochain dans le canton choisi par la société. La position faite à la province de Québec par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord qui décrète que chaque province sera représentée dans les Communes par un nombre de députés proportionnel à sa population a créé une certaine anxiété parmi notre population qui était portée à croire que le Haut-Canada, dont la population est supérieure en nombre à la nôtre, profiterait de cet avantage pour nous taxer. En considérant attentivement cette disposition de l'acte constitutionnel, on s'aperçoit qu'elle a un but tout particulier, c'est de créer de l'émulation entre les diverses provinces de la Confédération. En effet, les avantages que le Haut-Canada paraît avoir par sa supériorité numérique n'est qu'éphémère. Le Haut-Canada n'a que peu de terres à coloniser, il a eu jusqu'ici une immigration assez considérable qui est venue chaque année l'aider à développer ses ressources et lui apporter des capitaux. Durant le même temps, le Bas-Canada voyait une partie de sa population émigrer vers les Etats-Unis, l'immigration étrangère ne pas s'arrêter dans cette partie de la Puissance. J'ai la plus grande confiance que dans peu d'années la population de la province de Québec sera plus nombreuse que celle d'Ontario, si nous travaillons tous ensemble à la colonisation, au rapatriement de nos compatriotes qui demandent et désirent revenir au pays.

Depuis un an, il nous est revenu plus de Canadiens des Etats-Unis que dans les trois années précédentes et on peut établir la même proportion pour ceux qui ont laissé le pays durant la même période. Le devoir de tout bon citoyen étant de travailler pour son pays dans la mesure de ses forces, il ne peut remplir mieux cette tâche qu'en travaillant au rapatriement de

nos compatriotes et à établir ceux qui seraient tentés d'émigrer aux Etats-Unis. Je dirai incidemment que je ferai tous mes efforts pour encourager toutes les entreprises publiques qui ont pour résultat de favoriser le commerce, l'agriculture et la colonisation et que je vois avec plaisir les efforts que fait la Compagnie du chemin de fer du nord pour construire son chemin de fer au profit de la population de la rive nord du fleuve. Je me ferai un devoir d'aider cette compagnie qui a droit à des secours de la part des députés représentant des comtés sur la rive sud du fleuve; c'est une dette pour ces derniers, ils l'acquitteront honorablement, j'en suis convaincu.

Je serai toujours favorable à toute mesure qui tendra à favoriser l'agriculture, le commerce et la colonisation. L'agriculture n'ayant pas encore reçu tout l'encouragement qu'elle a droit d'avoir, je me fais un devoir d'attirer l'attention de cette Chambre sur le sujet. Pour obtenir des résultats satisfaisants de la colonisation, il faut commencer par encourager efficacement l'agriculture, les chemins à lisses et renoncer au luxe qui est la plaie encore saignante qui a engendré l'usure et qui nous a ravi un si grand nombre de concitoyens. J'espère que les sociétés de colonisation seront un puissant engin pour repousser le luxe, l'usure et tout ce qui s'oppose à notre prospérité.

M. J. GAUDET (Nicolet): Monsieur l'Orateur, l'occasion étant favorable pour tout député des comtés où se sont établies des sociétés de colonisation de faire connaître le fonctionnement de ces sociétés, qu'il me soit permis de dire que, dans le comté de Nicolet que j'ai l'honneur de représenter, une de ces sociétés a été établie l'année dernière.

On me permettra aussi de dire que j'ai eu l'honneur de coopérer à son organisation, mais qu'il m'a été impossible de prendre part aux délibérations du comité de régie. Ce n'est dû qu'à mes absences pour le Parlement. Si je fais cette remarque, ce n'est pas que je veuille blâmer en aucune manière l'action des directeurs, non certes, loin de moi cette intention.

Cette société a été formée avec l'intention de faire tout le bien possible, et je suis convaincu que chacun de ses directeurs n'a eu autre chose en vue.

Nous avons élu comme directeur le révérend curé et le maire de chacune des paroisses du comté, sans tenir compte de la politique de ces derniers.

Monsieur l'Orateur, je n'hésite pas à dire que, dans nos comtés ruraux, il n'y a pas moyen de réussir en fait d'organisation de cette nature, sans le concours et l'appui du clergé. J'ai la consolation de dire que j'ai rencontré beaucoup de bonne volonté et d'appui de la part des membres du clergé du comté.

Le comté a souscrit, \$902.

Le gouvernement nous a donné, \$600.

Ce qui forme, \$1,502 qui ont été employés

comme suit: moitié de cette somme a été divisée en huit parts égales pour aider les colons les plus pauvres en leur fournissant du grain de semence.

L'autre moitié a été divisée de la même manière pour les aider à payer le fond de leurs terres.

Une des paroisses a employé sa quote-part pour faire travailler un chemin de colonisation; c'est la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets.

Je pense que nous avons par là rencontré l'intention de la loi en fournissant du grain de semence à ceux qui n'en avaient pas; nous leur avons fourni le moyen de défricher leurs terres au moins pendant le temps qu'il leur aurait fallu pour le gagner.

Et il en est ainsi de ce qu'il leur a été donné pour l'acquit de leurs terres.

Monsieur l'Orateur, je suis heureux de faire remarquer que nous avons trouvé assez de bonne volonté dans la personne de J. Jutras, Ecr., de la paroisse de Bécancour, aidé de son neveu, M. Blondin, pour se charger d'agir comme secrétaire gratuitement en sus d'une souscription généreuse de sa part.

Monsieur l'Orateur, j'aime à faire cette remarque pour entraver autant que possible la marche d'un certain nombre de malins qui sont toujours prêts à prêter aux autres ce qu'ils pourraient faire eux-mêmes.

Quel est le député d'un comté qui a pu prendre l'initiative en pareil cas sans qu'on ait dit qu'il avait en vue de se faire de la popularité?

Quel est le secrétaire qui s'est chargé de cette besogne sans qu'on lui ait supposé un intérêt pécuniaire? Dans le cas où l'on me demanderait si de semblables réflexions ont été faites dans mon comté et par des personnes bien placées dans la société, je demanderais d'être exempté de répondre et cela dans l'intérêt du comté. Celui qui représente un comté durant treize à quatorze ans s'y attache tellement qu'il n'aime pas à faire connaître qu'il y réside d'aussi misérables créatures. Heureusement que le nombre en est très limité...

La formation de sociétés de colonisation a dû faire du bien, ou il n'y a pas de moyen d'en faire; les gens se prêtaient de bonne grâce à tout faire gratuitement, chacun des souscripteurs ayant intérêt à ce que sa mise soit bien employée; que voulez-vous de mieux? Il est bien vrai que d'autres moyens nous sont suggérés. Mais seront-ils plus efficaces, j'en doute fortement. Tous ceux qui se sont montrés indifférents à la formation de ces sociétés ont intérêt à faire des suggestions pour justifier leur indifférence; cependant, je ne veux pas dire par là que tous ceux qui font des suggestions n'ont rien fait pour la colonisation.

Monsieur l'Orateur, la marche que nous avons prise ne conviendrait probablement pas partout; mais pour nous qui avons des nouvelles paroisses dans le township sur presque toute la longueur du comté, que des colons ont été

forcés d'établir, n'ayant pas le moyen d'aller plus loin, ayant la misère à nos portes, craignant le découragement de la part des colons, nous avons cru que nous ne pouvions rien faire de mieux que de faire des efforts pour empêcher cette émigration si déplorable. On me permettra de faire remarquer que les colons qui se trouvent dans mon comté n'ont pas autant d'avantages que bien d'autres qui peuvent se procurer de meilleures terres plus faciles à exploiter, et pour le même prix.

Il y a quelques années, j'ai demandé moi-même une réduction du prix de ces terres; je l'ai obtenue pour quelques rangs d'un township seulement. On s'est efforcé de me représenter que le prix n'était pas trop élevé, par les avantages que devait donner le chemin de fer qui passe dans les environs.

Monsieur l'Orateur, je n'hésite pas à dire qu'une mauvaise terre est plus chère à deux deniers l'acre que la bonne ne l'est à deux piastres. De plus, tout avantageux que puissent être les chemins de fer, ce n'est pas grand-chose pour le pauvre qui n'a rien à porter au marché et qui n'a pas le moyen de voyager.

Je termine, Monsieur l'Orateur, en soumettant humblement la cause, et en demandant pardon à cette honorable Chambre de l'avoir retardée, sans avoir pu l'intéresser.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): On crie tous les jours que notre pays se dépeuple et que ces maux ne se remarquent pas ailleurs, que tous les autres peuples ne souffrent pas comme nous; j'ai été à même de me convaincre qu'on est dans l'erreur. Documents en mains, je puis prouver que, pour deux Bas-Canadiens qui émigrent, il y a trois Haut-Canadiens qui s'en vont. Je ne veux citer d'autre preuve que le fait que le prix de la main-d'œuvre augmente en Ontario. Il n'y a plus de domestiques, ils s'en vont vers l'Ouest. Le même fait se remarque dans l'Etat de New York. Dans cet état, on abandonne de beaux terrains pour se diriger vers le Grand-Ouest.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

Message du Conseil législatif:

M. l'Orateur du Conseil législatif informe l'Assemblée législative que, tel que demandé par son message d'hier, les membres du Conseil législatif concourent dans l'adresse à Son Excellence le gouverneur général.

### Sociétés de colonisation

La Chambre reprend les débats sur la question proposée aujourd'hui, qu'il soit donné instruction au comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation de s'enquérir du fonctionnement des sociétés de colonisation, des avantages et des résultats qu'elles ont produits et de faire rapport à la Chambre des modes d'administration qui lui paraîtront les plus propres à promouvoir les intérêts de la colonisation.

M. A.-L. DESAULNIERS (Maskinongé): En prenant la parole dans ce débat, j'aurais en commençant à faire des remerciements, si les députés de cette Chambre pouvaient en recevoir pour ce qu'ils croient être l'accomplissement d'un devoir.

Je dois néanmoins féliciter l'honorable député de Bagot (M. P.-S. Gendron) d'avoir eu la bonne idée de donner de suite sa franche et cordiale adhésion à la grande entreprise du Chemin du nord et du Chemin des Piles; j'ai surtout remarqué qu'il avait dit que le sud était endetté envers les habitants de la rive nord et qu'il n'était pas disposé à renier ses dettes. Je le félicite d'avoir, de tous les députés de la rive sud, le premier fait cette juste remarque et j'espère qu'il ne sera pas le dernier. J'espère que tous les députés de la rive sud reconnaîtront comme lui que les habitants de la rive nord ont contribué pour leur bonne part aux grands travaux publics exécutés dans d'autres parties du pays et qu'il est temps pour eux de recevoir la leur.

Monsieur l'Orateur, je suis heureux de la motion faite par le député de Portneuf (M. P. LaRue), relative à la loi des sociétés de colonisation. Cette loi que nous devons à l'honorable premier ministre est certainement une bonne loi, qui a déjà produit de bons résultats. Mais enfin, comme toute chose humaine, elle n'est pas parfaite, elle peut avoir ses défauts. La motion du député de Portneuf (M. P. LaRue) aura pour effet de faire connaître ces défauts, s'ils existent, et de permettre et au gouvernement et à la Chambre de les corriger.

Son but, son utilité nous portent naturellement à parler de colonisation.

Il y a trois moyens, suivant moi, de développer la colonisation. Le premier, c'est en faisant connaître notre pays à l'étranger, d'attirer au milieu de nous l'immigration européenne. Le second est celui de rapatrier ceux de nos



nationaux qui ont abandonné le pays. Le troisième, c'est de conserver, de retenir dans le pays, notre population. Mais si je ne me trompe pas, les résultats obtenus jusqu'aujourd'hui par les deux premiers moyens ne sont pas assez satisfaisants pour justifier amplement le gouvernement des sommes considérables dépensées pour ces objets.

Je crois qu'il est et qu'il sera toujours difficile de convaincre les immigrants d'Europe de venir se fixer dans notre pays, lorsqu'ils voient qu'une grande partie de notre population émigre aux Etats-Unis. Ce fait, malheureux sans doute, sera toujours un grand obstacle à attirer ici l'immigration étrangère. Si on pouvait faire comprendre aux immigrants d'Europe que c'est sans raison, sans motif que nos compatriotes émigrent, à la bonne heure.

Mais il est presque impossible de produire chez eux cette conviction.

Le gouvernement a fait imprimer une brochure qui contient d'excellents renseignements. Dans cette brochure, il n'a pas cherché à tromper les immigrants, il ne leur a pas dit qu'en arrivant ici, les poulets leur tomberaient tout rôtis dans la bouche, mais qu'ils pourraient par le travail y acquérir une bonne position. Mais elle n'aura pas pour effet de porter les immigrants à venir dans notre pays.

Le gouvernement ferait mieux suivant moi de dépenser les sommes qu'il consacre à l'immigration européenne à la confection des chemins, des grandes voies de communication qui retiendraient ici notre population.

Quant au rapatriement de nos nationaux émigrés aux Etats-Unis, je pense qu'il est difficile aussi de l'obtenir. Il y a deux classes de gens qui émigrent.

Il y a ceux qui sont tombés dans l'infortune, qu'un malheur a réduits à la misère. Ecrasés de dettes, n'ayant aucun emploi, ils vendent le peu de bien qui leur reste et s'en vont aux Etats-Unis pour y trouver des moyens de vivre. S'ils réussissent à s'y créer une bonne position, généralement ils y demeurent et travaillent constamment à l'améliorer.

Ils ne reviennent pas dans le pays. S'ils n'y réussissent pas, la honte les retient. Ils ont peur de venir étaler leurs misères dans leur pays natal.

D'ailleurs, leurs goûts, leurs habitudes ne sont plus les mêmes. Leurs nouvelles relations, leurs nouveaux rapports les retiennent sur la terre étrangère.

La seconde classe de ceux qui émigrent se recrutent parmi ceux qui préfèrent le travail des manufactures aux travaux des champs, qui aiment mieux la vie de l'usine que la vie paisible de la campagne. Beaucoup d'entre eux sont trompés par certains journaux qui leur font presque croire que l'or se ramasse dans les rues aux Etats-Unis. Combien de fois j'ai lu moi-même sur ces journaux des écrits qui étaient de nature à augmenter ces illusions que partage cette seconde classe d'émigrants! De ceux-là,

quoiqu'ils sont vite désabusés, une fois rendus sur la terre étrangère, peu nombreux sont ceux qui reviennent.

Eh bien! dans ce cas encore, il n'est pas avantageux de dépenser des sommes considérables, on ne peut pas avancer par là la colonisation.

Le troisième moyen de développer, de faire progresser la colonisation, c'est de garder nos nationaux dans le pays. C'est vers ce but que les efforts du gouvernement doivent être dirigés. Il est plus aisé, il est plus facile de garder ici les habitants du pays que d'y attirer une immigration étrangère. Que le gouvernement dirige donc tous ses efforts dans ce sens et il n'aura pas à s'en repentir.

Un autre moyen de favoriser la colonisation, c'est d'encourager la construction des chemins à lisses de bois ou de fer.

Le gouvernement l'a déjà compris et j'espère qu'il le comprendra encore davantage.

A mon opinion, une éducation qui aurait pour but de développer, dès la plus tendre enfance, l'amour du pays, de lui faire comprendre qu'il peut tout aussi bien, sinon mieux, faire fortune ici que dans les pays étrangers, contribuerait beaucoup à arrêter l'émigration, à retenir nos nationaux dans le pays.

Un petit catéchisme rédigé dans ce sens et qui serait enseigné dans toutes les écoles primaires atteindrait ce but.

L'enfant recevrait ainsi une éducation saine, patriotique qu'il serait très difficile de détruire plus tard et il serait plus attaché au sol natal.

S'il est important de faire de la colonisation, il est aussi important de ne pas la défaire. Je donnerai à ce sujet quelques explications à la Chambre.

En 1868 et 1869, j'ai travaillé de toutes mes forces à favoriser la colonisation dans mon comté. J'ai fait comprendre à l'honorable commissaire d'Agriculture et des Travaux publics qu'il y avait dans mon comté de bonnes terres qui seraient certainement prises par les colons si on favorisait les chemins de colonisation. En 1868, j'ai réussi à obtenir pour chaque chemin un octroi de \$500; en 1869, un octroi de \$1,000. En avril 1870, j'ai demandé à l'honorable commissaire s'il serait disposé à m'accorder le même montant, lui donnant pour raison que nos chemins pouvaient être bientôt terminés et que les terres qu'ils mettraient disponibles étaient excellentes.

L'honorable commissaire me promit que j'aurais \$1,000 pour chaque chemin. Quelque temps après, il jugea à propos d'envoyer M. Delfausse visiter les chemins de mon comté. Sans en avoir entendu parler, j'apprends plus tard qu'au lieu d'avoir accordé \$3,000, l'honorable commissaire n'en avait donné que \$1,000. Je vais lire maintenant quelques extraits du rapport de M. Delfausse afin de faire mieux connaître et à la Chambre et au pays les raisons pour lesquelles je me plains. Ils en jugeront:

Voici ces rapports:

Extrait du rapport de J.-Basilide Delfausse, Ecr. sur la visite des chemins des comtés de Saint-Maurice, en juillet 1869, et de Maskinongé.

#### **CHEMIN SAINT-DIDACE**

**Conducteur: — Rémi Barette**  
**Argent octroyé \$500.**

Il a été fait l'an dernier 33 arpents de chemin bien parachevé, ces 33 arpents étaient défrichés des années précédentes, voir le rapport de ce M. en date du 12 nov. 1868. Il reste environ 2 1/2 milles de chemin à faire pour se rendre au lac "Les Bonnes Terres", du moins connu sous ce nom; le coût probable de ce chemin, d'après M. Barette, sera de \$500 environ par mille.

Le chemin fait par M. Maigret nécessite beaucoup de réparations; les taillis sont d'une hauteur de 8 à 10 pieds, et demandent un nouveau défrichement, le coût de cet ouvrage sera à peu près de \$5 à \$6 par mille, ce chemin n'est point parachevé aussi bien que l'est celui de M. Barette. S'il était permis de blâmer un ouvrage trop bien fait, je croirais devoir le faire dans cette occasion-ci: je trouve le chemin de M. Barette trop bien fait en ce que les circonstances ne le demandent pas pour le moment et que la colonisation se trouve privée d'aller là où les terres permettent le plus, car une partie des terres le long de ce chemin ne sont pas propres à la colonisation et celles qui sont plus éloignées promettent beaucoup plus si on en juge par le nom qu'on lui donne, de sorte que, avec le même argent, on pourrait faire le double du chemin, ce qui serait plus avantageux sous tous les rapports. Il n'y a aucun colon résidant sur toute l'étendue de ce chemin et lorsqu'il y a des colons, les chemins se travaillent peu à peu et deviennent parfaits avec le temps.

#### **CHEMIN DE LA RIVIERE-DU-LOUP**

**Conducteur: — F.-X. Rivard**

Ce monsieur a la conduite des travaux sur quatre chemins connus sous les noms de 1er chemin de la rivière aux Ecorces; 2e chemin du lac "Saccomic", 3e et 4e chemins des deux côtés de la grande Rivière-du-Loup. Il reste à faire 1 1/2 mille dans le 1er de ces chemins, le second est parachevé, 4 milles dans le 3e, 15 dans le 4e pour aller à la Rivière aux Pins Rouges. Le coût probable du parachèvement serait de \$100 par mille. Les terres qui avoisinent ces différents chemins sont toutes propres à la colonisation et sont en partie prises par des colons. Ces chemins ont coûté de 70 à \$100 par mille. Il n'y a point de fossés; ces chemins côtoient des rivières.

L'année dernière il a été fait avec \$500. 5 3/4 milles de chemins, ce qui montre que l'argent du gouvernement a été employé avec bénéfice pour les fins de la colonisation et l'utilité des colons. Depuis que M. Rivard est conducteur de chemins de colonisation, il a été

octroyé \$2,200 et avec cet argent il a fait 25 milles de chemin comme suit: dans la direction du lac "Saccomic" 12 milles; de la décharge du susdit lac en suivant la grande Rivière-du-Loup, 2 milles, du côté nord-est de la rivière du Loup 5 milles; des deux côtés de la rivière aux Ecorces 6 milles.

Je ne puis qu'approuver la manière dont se conduisent les travaux en n'ouvrant qu'une route très propice aux colons pour y passer facilement; ces routes finissant par être des chemins selon l'exigence de nos lois lorsque les terres sont possédées et habitées par des colons.

#### **CHEMIN SAINTE-URSULE**

J'ai rencontré plusieurs personnes signataires d'une requête en date du 7 mai 1869, Louis Saint-Louis, A.-T. Lacoursière et autres, se plaignant de ce que le conducteur T. Grenier, n'a pas observé les règles prescrites par votre département en n'employant pas assez de monde à la fois, sous prétexte que cela ne lui était pas assez profitable; et que quoique l'argent fût octroyé pour ouvrir une communication entre Sainte-Ursule et la rivière aux Ecorces, le conducteur a pris pour point de départ la ligne nord de Hunterstown au lieu de la ligne sud, ce qui ne donne point la communication projetée. La raison pour laquelle M. le conducteur Grenier a commencé son chemin tel qu'il l'a fait, est qu'il a suivi les avis de MM. Mayrand, curé du lieu, et Desaulniers, M.P.P., prétextant qu'il valait mieux travailler sur les terres du gouvernement que sur celles de la compagnie américaine.

J'ai vu et visité les travaux qui ont été exécutés sous la surveillance du conducteur Grenier, et j'ai trouvé qu'il avait fait beaucoup d'ouvrage comparativement à l'argent dépensé; l'an dernier, il a été fait 8 milles de chemin qui ont coûté \$400; cette année 13 ou 14 hommes ont travaillé pendant une quinzaine et on fait 11 1/2 arpents de chemin et un pont de 12 1/2 pieds de longueur avec deux quais, une caisse au milieu et une aile de 25 à 30 pieds. Cela démontre suffisamment que les deniers du gouvernement ont été employés avec bonne économie, et dans l'intérêt de tous ce monsieur en dépit des plaintes portées contre lui mérite d'être maintenu dans sa charge étant très habile à la remplir.

Il a été octroyé l'an dernier une somme de \$500 mais \$400 seulement ont été dépensés. Ce chemin, où il est rendu aujourd'hui, est boisé en ormes, frênes, aulnes, orties, etc., ce qui annonce un sol des plus productifs, et le terrain paraît plan sur une assez grande étendue. Plusieurs lots ont été choisis et les colons n'attendent qu'un débouché pour aller s'y établir.

(Signé) J.-B. Delfausse  
S. Lesage  
Vraie copie Asst -com.

Ainsi donc, je le répète, Monsieur l'Orateur, quand on fait de la colonisation, il ne faut pas la défaire. Les rapports que je viens de lire démontrent suffisamment que l'argent n'a pas été distribué convenablement.

Avant-hier, j'avais besoin d'informations au sujet du chemin de Saint-Didace. Je me suis en conséquence adressé au département de l'Agriculture et des Travaux publics et je fus fort surpris d'apprendre qu'on n'avait encore envoyé que \$500 pour ce chemin et que la balance se trouvait entre les mains du gouvernement.

Il y a là négligence, abus, qu'il est utile de signaler.

On connaît les colons, on sait qu'ils ont l'impression que c'est toujours en rechignant que le gouvernement leur accorde de l'argent pour les chemins. La moindre petite négligence ne fait qu'augmenter ces récriminations.

Je veux bien croire qu'il n'y a pas eu mauvaise intention chez l'honorable commissaire, je préfère attribuer cela plutôt à un oubli. Mais la négligence existe et je le mentionne pour que ces abus ne se renouvellent plus.

M. L.-C. CLEMENT (Charlevoix): Témoigne du bon travail accompli par les sociétés de colonisation dans le comté de Charlevoix. Il nie l'assertion de ceux qui affirment que le comté de Charlevoix n'a plus de terres de colonisation.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Attaque vivement la politique du gouvernement et blâme sa conduite.

M. L.R. CHURCH (Ottawa): Parle de la "triste peinture" faite par l'orateur précédent. Il trouve son langage injuste en face des sacrifices faits par le gouvernement. Quant à ce qui regarde son comté, le gouvernement y a dépensé pour la colonisation cinq fois plus que les gouvernements antérieurs.

Il parle longuement des progrès de l'exploitation forestière dans la région d'Ottawa.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): On parle beaucoup plus qu'on n'agit. On dépense beaucoup de paroles et autant d'argent. Par malheur, les résultats ne répondent pas aux sacrifices. Ainsi, d'après les rapports, on a dépensé \$217,000 pour les chemins de colonisation et établi 51 sociétés de colonisation. Les résultats sont presque nuls. Ces chemins sont très coûteux. Qu'on contemple par exemple les chemins construits par M. Langlois. Il en a construit 4 milles au prix de \$6,000. Il dit qu'il a été obligé de les fasciner. Je crois que M. Langlois a aussi fasciné les ministres. Il paraît qu'il construit des chemins magnifiques. Les habitants de la capitale désireront en avoir de semblables, quand ils en auront lu la description.

Après avoir parlé du colon canadien, de ses éminentes qualités, de sa vigueur, de son amour de la patrie, il (M. Marchand) aborde la question du rapatriement de nos compatriotes.

Il nie la théorie selon laquelle l'immigration est orientée de l'Est à l'Ouest, citant à l'appui le cas des Chinois immigrant en Amérique.

M. P. FORTIN (Gaspé): Dit que lorsque le bill pour la formation des sociétés de colonisation est venu devant cette Chambre, il l'a appuyé de toutes ses forces parce qu'il y voyait une mesure destinée à développer la colonisation.

Il considère les sociétés de colonisation comme des sociétés de bienfaisance. Établies dans les villes et dans les vieilles paroisses, elles doivent, au moyen de souscriptions volontaires, assister les colons pauvres, et leur procurer ce qui leur manque souvent pendant les premières années de leur établissement: les grains de semence et d'autres secours.

Mais, comme "charité bien ordonnée commence par soi-même," et que ces sociétés doivent au contraire donner aux autres, le gouvernement s'est vu obligé, comme il l'a fait déjà pour l'établissement des sociétés d'agriculture, de stimuler le zèle des membres de ces sociétés par l'appât d'une prime.

Cette mesure a déjà eu d'excellents résultats, et elle fait espérer beaucoup pour l'avenir, puisque déjà il s'est formé une cinquantaine de ces sociétés.

D'après tous les rapports qui nous sont venus, la plupart de ces sociétés fonctionnent régulièrement, et elles ont déjà fait beaucoup de bien.

Aussi, ai-je été surpris d'entendre quelques membres de cette Chambre déclarer qu'elles avaient été sans résultats aucuns.

Ou bien ces députés ont été trompés par de faux renseignements, ou bien ils se sont trompés eux-mêmes, en ignorant ou en ne faisant pas assez d'attention aux difficultés sans nombre qui entravent maintenant la colonisation dans ce pays.

En effet, ce n'est pas comme autrefois, dans les premiers temps des établissements agricoles de ce pays, lorsque la colonisation se faisait dans la vallée du Saint-Laurent.

Là, on trouvait des terres d'une fertilité étonnante. On se trouvait près des grandes voies de communication par terre ou par eau, on se trouvait dans le voisinage des marchés, des moulins à farine, des moulins à scie, enfin on se trouvait dans les circonstances les plus favorables.

Aussi la colonisation a pu marcher dans ces temps heureux sans le secours du gouvernement. Mais ces temps sont bien changés. La colonisation se fait maintenant dans des conditions difficiles. Les colons sont obligés d'aller au loin, aux extrémités du pays pour ainsi dire. Dans le Saguenay, il faut qu'ils passent à travers 20 à 30 lieues de pays tout à fait arides. Dans le nord, il leur faut franchir les Laurentides. Dans les townships, elle atteint les terres hautes, dans les paroisses d'en bas de Québec et dans la Gaspésie, elle a dépassé la chaîne des montagnes

qui est la continuation des Alléganys. Oui, la colonisation est difficile maintenant, il faut l'avouer, et la vie du colon, comme je l'ai déjà dit dans cette Chambre, est dure, et souvent un martyre.

Les choses en étant ainsi, comme je le crois, le gouvernement ne pourrait rester froid spectateur des difficultés, de la misère des colons; mais au contraire, il devrait lui offrir toutes espèces de secours, en subventionnant les sociétés de colonisation, et bien plus encore en ouvrant des chemins de colonisation, car il ne faut pas se le cacher, les sociétés de colonisation sont un excellent agent de colonisation, mais elles ne sont d'aucune utilité, sans l'ouverture de voies de communication pour permettre aux colons de parvenir au milieu de la forêt.

J'ai entendu des membres de cette Chambre dire que le gouvernement avait dépensé trop d'argent pour les chemins de colonisation et qu'on devrait laisser les colons faire les chemins. C'est là une erreur fatale.

Chez nous, les goûts ruraux sont si peu développés que rarement les gens riches, les cultivateurs en moyens vont coloniser. Cette oeuvre difficile, mais nationale, est donc laissée aux pauvres.

Quelles sont les ressources de ces derniers? Une hache, des bras robustes, une volonté ferme et beaucoup de résignation. Oui, il leur faut des secours.

L'honorable député de Saint-Jean s'est acquis beaucoup de popularité dans ce pays par les efforts qu'il a tentés pour rapatrier nos compatriotes des Etats-Unis. Un grand nombre de requêtes lui ont été présentées spontanément, je crois, par des milliers de Canadiens qui désireraient leur retour au pays natal.

Eh bien! s'il avait réussi dans son oeuvre patriotique, je le lui demande, est-ce donc dans nos villes où la main-d'oeuvre abonde qu'il aurait pu placer ses immigrants? Est-ce dans les vieilles paroisses où la propriété, à cause de la prospérité croissante du pays, passe de jour en jour entre les mains des grands propriétaires, qu'il aurait pu leur trouver des patrimoines? Où donc pouvait-il espérer les placer? Sur ses terres neuves, dans les forêts. Et pour s'y rendre, il fallait des chemins. Et pouvaient-ils faire ces chemins? Non. Les engager à venir dans ce pays sans leur fournir les moyens de s'y établir de manière à pouvoir gagner leur vie, c'était donc les condamner à la misère.

L'honorable député de Saint-Jean et d'autres députés du côté gauche ont condamné les mesures que le gouvernement a prises pour l'avancement de la colonisation, mais il serait bon de faire connaître à la Chambre les moyens d'action qu'ils voudraient voir employer pour activer l'oeuvre de la colonisation.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande à donner quelques explications.

Il dit qu'il a proposé un système de colonisation et d'immigration; c'est celui d'employer

des agents dans les différentes parties du pays pour fournir aux colons tous les renseignements nécessaires sur les lieux où ils peuvent se placer le plus avantageusement, et sur toutes les autres choses qui peuvent les intéresser.

M. P. FORTIN (Gaspé): Répond que les mesures auxquelles l'honorable député de Saint-Jean fait allusion ont déjà été prises par le gouvernement.

Qui ne sait pas qu'il y a par tout le pays des agents pour la vente des terres publiques, des agents de colonisation, qui sont chargés de fournir, gratuitement, à tous ceux qui s'y adressent, soit par lettre, soit personnellement, tous les renseignements dont les colons peuvent avoir besoin et d'activer la vente et l'établissement des terres par tous les moyens en leur pouvoir?

Et l'oeuvre de la colonisation marche, peut-être pas aussi vite que cette Chambre et le pays le désireraient, mais elle marche d'un pas assuré, grâce à l'initiative d'un grand nombre de membres de notre clergé, à une foule de citoyens patriotiques, aux sociétés de colonisation et surtout à l'octroi puissant du gouvernement qui a si résolument pris en main la cause de la colonisation, en a compris l'importance et a si généreusement contribué à son développement par des allocations d'argent pour l'ouverture des chemins de colonisation.

La colonisation est une oeuvre sociale, en même temps qu'une oeuvre de haute politique: oeuvre sociale par la colonisation, permettant à une grande partie de la famille canadienne, (et quand je dis Canadien, je veux dire Canadiens anglais, écossais, irlandais, français,) à jouir de sa part de terres publiques et à vivre dans le pays natal, au lieu de se réfugier sur la terre étrangère; oeuvre de haute politique, parce que c'est le seul moyen de faire disparaître la disproportion qui existe entre la population de la province d'Ontario et de la province de Québec, disproportion qui donne à la première une prépondérance politique sur la dernière.

Les terres publiques, dans la province d'Ontario, sont à peu près toutes prises. La colonisation ne peut donc plus prendre une grande extension dans cette province, tandis que, dans la province de Québec, il y a encore de grandes contrées qui offrent de riches perspectives au défricheur et au cultivateur.

En attirant de toutes nos forces la colonisation, nous pouvons parvenir à rétablir l'équilibre entre les deux provinces rivales et ainsi soustraire notre province à la diminution dont nous sommes menacés par le Haut-Canada.

Je termine en disant hautement que les mesures que le gouvernement a prises depuis le commencement de notre existence comme province séparée sont excellentes.

Je le loue hautement de la voie éclairée et patriotique dans laquelle il s'est engagé. J'espère qu'il ne faiblira pas dans la mission qu'il accomplit au nom du pays et pour l'avantage de

tous et de cette Chambre. Le pays tout entier lui donnera son assentiment le plus entier.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Félicite le gouvernement des mesures positives qu'il a prises. L'ouverture de chemins de colonisation est la meilleure garantie de protection et de secours à nos manufactures. Quant à l'arbitrage de la dette provinciale, il regrette l'absence des ministres fédéraux, car ils n'entendront pas son opinion à ce sujet.

Il parle favorablement des chemins de colonisation, dont celui du Lac-Saint-Jean qui, selon lui, favorisera la colonisation d'une des plus belles et plus fertiles régions de cette province.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-comté): Assure la Chambre que la question de l'émigration et de la colonisation recevra bientôt du gouvernement une attention particulière.

Il est ordonné que les débats soient ajournés jusqu'à demain.

La séance est levée à onze heures et demie.

## Séance du 17 novembre 1870

Sous la présidence  
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions :

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Joly la pétition de l'Asile des dames protestantes, Québec, et la pétition de John Racey, de la cité de Québec.

Par M. Hemming la pétition de Henry Hughes et autres, du township de Durham.

Par M. Rhéaume la pétition de Ed. Lemieux et autres, de la cité de Québec.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet la pétition de la société bienveillante de Notre-Dame-de-Bonsecours, Montréal.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine la pétition de l'Asile des orphelines protestantes et la pétition de l'Asile des orphelins en rapport avec l'Eglise d'Angleterre, toutes deux de la cité de Québec.

Par l'honorable M. Robertson la pétition de l'honorable John S. Sanborn et autres, de Sherbrooke.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De J.-H. Joseph et autres, de la cité de Montréal; demandant des amendements à l'acte concernant l'éducation en cette province.

De S. Coupal et autres, du comté de Napierville; demandant que la concurrence de juridiction entre les cours de circuit de comté et les cours de circuit de district soit rappelée.

De Louis Maillé et autres, de la paroisse de Saint-Hippolyte, comté de Terrebonne, et des townships de Kilkenny et Wexford, comté de Montcalm; demandant à être détachés du comté de Montcalm et annexés à celui de Terrebonne.

De François Charron et autres, du comté de Chambly; demandant au gouvernement de garantir les emprunts nécessaires à la confection des chemins empierrés, ainsi que l'octroi d'une allocation pour aider l'entreprise de l'empierrement desdits chemins.

De Toussaint Bellemare, du lieu appelé La Pêche, sur la rivière Saint-Maurice; demandant la remise des arrérages par lui dus sur les lots de terre Nos. 30 et 31, du 3e rang de Radnor, dans le territoire du Saint-Maurice, en considération de ce qu'il a exposé sa vie pour retirer du Saint-Maurice le corps de John Head, écr., fils de Sir Edmund Head, alors gouverneur général du Canada, et aussi pour avoir sauvé la vie à diverses autres personnes.

Du collège des Trois-Rivières; demandant de l'aide.

Du révérend F. Baillargeon, de la cité des Trois-Rivières; demandant de l'aide pour un couvent dans ladite cité.

Du révérend A. Tranchemontagne et autres,

de la cité de Montréal; demandant de l'aide pour l'Asile Bethléem, dans ladite cité.

Des soeurs de l'Asile de la Providence et des soeurs de la Charité, directrices de l'Hôpital Général, toutes deux de la cité de Montréal; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

#### Rapport de comités:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a soumis les rapports des officiers supérieurs de la Chambre à un sous-comité, qui en fait rapport,

Que votre comité approuve ledit rapport, et demande à votre honorable Chambre de vouloir bien l'adopter.

Votre comité a aussi l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre, la résolution suivante, et la prie de vouloir bien l'adopter.

Résolu que le rapport du sous-comité ci-annexé, marqué A, auquel a été soumis les rapports des officiers supérieurs de la Chambre, soit adopté.

Le tout respectueusement soumis.

Jos.-H. Bellerose,  
Prés. C.D.C.

#### **Assemblée législative** **Mardi, 15 novembre 1870**

Le sous-comité soussigné a l'honneur de faire rapport: Qu'il a examiné les rapports de E. Simard, écuyer, assistant-greffier, de C.-F. Langlois, écuyer, greffier en chef des bureaux, de Pierre Chenest, écuyer, maître de poste, d'Olivier Robitaille, messenger en chef, et de E. Simard, écuyer, président du bureau des auditeurs.

Votre sous-comité remarque avec plaisir que les employés de cette Chambre se sont acquittés de leurs devoirs avec régularité et du mieux qui leur était possible.

Votre sous-comité regrette qu'il y ait eu autant de délai dans la distribution des journaux anglais; ces journaux n'ayant été distribués que peu de temps avant l'ouverture de la session.

Votre sous-comité est aussi d'opinion qu'on devrait faire de nouveaux efforts pour engager le gouvernement fédéral à permettre, franc de port, durant toutes les saisons de l'année, le transport de tous papiers parlementaires, statuts, journaux, appendices et autres documents.

Votre sous-comité approuve les réparations faites par le département des travaux publics aux bâtisses de l'Assemblée législative pour la sûreté des divers documents de cette Chambre.

Votre sous-comité, après avoir pris communication du rapport de M. Langlois, est d'opi-

nion que la plus stricte économie a été pratiquée dans son département.

Le rapport du maître de poste fait Voir qu'il a été dépensé, en estampilles, pour documents et lettres reçus et expédiés, pour huit cent soixante-deux piastres et quatre-vingt-un centins; cet excédent sur le rapport de l'année dernière est dû à ce que celui de cette année comprend un espace de douze mois tandis que le premier n'est fait que pour l'espace de dix mois.

Le message en chef a fait son rapport de la quantité des documents qu'il a expédiés et du nombre de ceux qui lui restent en main; en se référant audit rapport, on voit que le nombre de copies du code municipal reçues excède de trois mille celui qui a été mis en circulation; nous recommandons, en conséquence, qu'à l'avenir, l'impression des documents parlementaires soit plus limitée.

Les auditeurs déclarent dans leur rapport qu'ils ont fait tous les mois l'audition des livres du comptable, et les ont trouvés corrects et en bon ordre.

L'état préparé par le comptable des dépenses de la Chambre est référé à un sous-comité nommé pour examiner les dépenses de la Chambre.

Respectueusement soumis.

J.S.Brigham,  
Ls.-J. Moll,  
Ls.-H.Blais

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les pétitions de l'honorable J.J.C. Abbott, C.R., et l'honorable F.W. Torrance, un des juges du Banc de la Reine, tous deux de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Institut Fraser", et de la corporation de "Bishop's College; demandant des amendements à son acte d'incorporation, et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas;

Votre comité a aussi examiné les pétitions de J.-L. Leprohon et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'hôpital des femmes de Montréal", et des soeurs de l'asile de la Providence, de la cité de Montréal; demandant des amendements à leur acte d'incorporation, et trouve qu'elles ne sont pas de nature à exiger des avis.

Quant à la pétition de l'honorable L. Letellier et autres, de la Rivière-Ouelle et autres parts; demandant un acte d'incorporation sous le nom de la "Compagnie de la pêche aux marsouins de la Rivière-Ouelle".

Votre comité trouve que les avis ont été publiés depuis un mois seulement, mais il est convaincu, par les informations qui lui ont été données, que les parties intéressées sont parfaitement instruites de la demande, et, en consé-

quence, votre comité recommande humblement la suspension de la 51<sup>e</sup> règle de cette Chambre.

### Sociétés de colonisation

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question qui a été proposée hier, qu'il soit donné instruction au comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation de s'enquérir du fonctionnement des sociétés de colonisation, des avantages et des résultats qu'elles ont produits; et de faire rapport à la Chambre des modes d'administration qui lui paraîtront les plus propres à promouvoir les intérêts de la colonisation.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Continue le débat sur cette grande question. Il rend témoignage aux bons résultats que produisent les sociétés de colonisation et montre combien il importe de favoriser par tous les moyens possibles l'action bienfaisante de ces patriotiques associations. Il est bien convaincu que ces sociétés font un bien immense; c'est pourquoi il regrette que des hommes sans expérience ou animés par des motifs peu avouables cherchent constamment à en amoindrir l'importance et la mission. Si les Cantons de l'Est sont aujourd'hui habités par une nombreuse et active population, c'est en grande partie aux sociétés de colonisation qu'ils en sont redevables.

D'ailleurs, ces récriminations contre des institutions qui contribuent à l'avancement de la colonisation n'ont pas lieu de nous surprendre; il est dans le pays des hommes qui semblent avoir pour mission de critiquer tout ce que font nos gouvernements, même leurs mesures les plus acceptables. Ils appartiennent à ce parti réactionnaire qui n'a cessé de condamner les allocations votées pour la construction du Grand-Tronc. Après cela, faut-il s'étonner de leur manière d'apprécier les sociétés de colonisation. Car, il faut l'avouer, c'est bien le Grand-Tronc qui a donné à notre commerce un développement immense, tout en déterminant l'établissement des centaines de paroisses traversées par cette ligne. On aurait donc tort d'ajouter la moindre confiance aux critiques de ces censeurs sans vergogne.

M. E.J. HEMMING (Arthabaska-Drummond): Did not believe the country lost much in the emigration of its citizens because as soon as they had accumulated money they returned here and invested their gains. We had to compete with a powerful country on the other side of the line, which offered to all producers a better market than could be found in this Province. To prevent our people leaving us, we had to offer them as profitable a market for their goods. He concurred with the view expressed by an honorable Member yesterday, when he said that the Ottawa Government reaped the benefit of the sale of our Crown lands. He was glad to notice that the Government had at last

taken an interest in promoting a foreign emigration to this Province. We must, in bringing settlers to this country follow the example set up in the United States, accept them for their qualities as men — working men, tillers of the soil, irrespective of religion or nationality. Our duty was to build up a nationality here, and in doing so, we ought to secure a healthy moral, hard-working population. He (Mr. Hemming) here drew a similitude between our policy on emigration and the return of the Prussians to the territories of Alsace and Lorraine. He did not approve of some of the views of Mr. Marchand, particularly that which appeared to be his hobby, the return of French Canadians from the United States. He (Mr. Hemming) would welcome all Canadians back were they willing to return, but, at the same time, he would not make any effort to prevent their going away. Man was a free agent and could go and come when and where he pleased. He next adverted to the approaching census which, he thought, when perfected, would throw some light on the subject.

M. J. ROSS (Compton): I rise with reluctance to prolong for a short time a debate which has already, perhaps, been too long. My apology for doing so is, first, the importance of the subject, and secondly, as but two English Members have spoken on the subject, it might be supposed we treated the subject with indifference. Such is not the case. Having over a quarter of a century ago settled in the wild woods, and having been in a twofold sense fighting ever since to keep the wolf from the door, I may be presumed to know something of colonization. I would presume that there are three classes amongst us who do great injury to immigration and colonization. The first are those who, through the press and in public speeches, are always speaking disparagingly of our country — representing it as a sterile, inhospitable country — that we cannot offer such advantages to intending settlers as Ontario or the Far West. Immigrants take us at our words and pass our doors to go to Ontario and the West, to enrich those countries by their labor and by their money. A second class are those who think that our wild lands should be reserved for a certain native population, and look with ill-pleasure at any efforts made to induce immigration into this Province. I heard, a few years ago, a patriotic American song, in which all the world was invited to that great country. The ending of the chorus was:

"Don't feel alarm. Uncle Sam is rich enough to give you each a farm."

We might adopt this chorus also, with a slight alteration, and say:

"Beaubien's rich enough to give you all a farm."

Yes, Mr. Speaker, we have land enough and to spare for natives and foreigners.

A third class are those who expect the Government to do everything while they themselves do nothing to favor immigration, and I am not prepared to say that Government has done all it might have done, but I say if it had done and was to do a great deal more, their efforts would be fruitless unless seconded by ourselves. Let us be as unanimous as Ontario, and we are sure to retain a fair proportion of the immigrants who now pass us by thousands. As to colonization roads, I am not prepared to say that expenditure on them has always been done wisely and well, but it must be admitted that Colonization roads have, within the last 20 years, added several new counties to the Province. In my own county, within the last 15 years, six townships have been opened up, and are all of them tolerably well settled. Six others are now being opened up by leading roads, and I would here observe that no insuperable difficulties — such as stated by an honorable Member last night — exist to prevent settlers from finding good land. The Crown Land agents and officers of Colonization Societies will only be too glad to show intending settlers where they can find good lands. What we want most is a network of railroads through our Province. They are the arteries through which, so to speak, the life blood of our prosperity and progress will flow, opening up our lands for settlement and giving employment to all intending settlers. As to the progress of colonization in my county, perhaps it is not all we might desire, but I could give instances of settlers who, 15 years ago, were very poor and are to-day proprietors of large farms, with a good stock of cattle, out of debt, with money at interest and these are not exceptional cases. My experience for the last 25 years had been this: I never knew a sober, industrious settler — whatever his privations for the first years might be — fail to get along and ultimately do well.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Les remarques faites par les honorables députés de Saint-Jean et d'Iberville m'obligent de faire quelques observations. J'ai déjà eu l'occasion, il y a deux ans, d'exprimer mes vues sur l'inefficacité de notre système de colonisation. La surveillance exercée n'est pas suffisante. Sans un surintendant chargé d'exercer un contrôle à peu près absolu sur les différents conducteurs de chemin, il est impossible qu'il n'y ait pas des dépenses inutiles quelque part. Le conducteur auquel on a fait allusion a été choisi contre mon gré, et voici dans quelles conditions, d'après ce que l'on m'a dit: ce conducteur en question aurait été trouver le commissaire de l'Agriculture et l'aurait assuré que si on lui donnait la conduite des travaux du chemin Kénogami, il se faisait fort de mettre le député actuel de Chicoutimi hors de la Chambre. Si la même chose devait se renouveler, je deviendrais réellement une charge pour la pro-

vince et je me verrais obligé de remettre mon mandat.

Je suis heureux de remarquer que le gouvernement a reconnu son erreur en nommant cette année un surveillant général de ce chemin.

Si le gouvernement a fait ouvrir 100 milles de chemin dans le comté de Chicoutimi, les colons ont aussi fait leur part, puisque, comme je le disais l'année dernière, ils ont ouvert 300 milles.

L'honorable député de Montmorency nous faisait remarquer, hier, que le gouvernement de l'ancienne province des Canadas-Unis avait dépensé 16 millions sur le Grand-Tronc, que celui de la Puissance va dépenser 20 millions sur l'Intercolonial, et celui de Québec plusieurs millions sur le Chemin du nord. Ces sommes considérables sont dépensées à l'avantage des comtés traversés par ces chemins. Le comté de Chicoutimi n'en retire aucun avantage direct, bien qu'il soit taxé pour le paiement de ces travaux comme ceux qui en profitent. Je me vois donc en droit de demander que le gouvernement fasse une part considérable des deniers publics aux colons du Saguenay, dont on connaît la position isolée.

La colonisation du Saguenay a éprouvé un échec bien sensible dans le terrible incendie du 17 mai dernier. Si les colons ont pu surmonter les difficultés qui ont été la suite de ce désastre, c'est grâce à l'aide qu'ils ont eue du gouvernement, et aux secours qui leur ont été envoyés de toutes les parties de la province.

Il (M. Tremblay) cite les noms des députés qui ont répondu franchement à l'appel qui leur a été fait au sujet d'un octroi par le gouvernement de \$25,000 en faveur des incendiés et il leur offre ses sincères remerciements. Il cite aussi les noms des citoyens qui l'ont aidé dans les collections qu'il a faites à Québec et à Montréal, et entre autres d'Anglais qui ont donné avec une générosité remarquable en faveur d'une population toute canadienne-française. Les compagnies du Richelieu, des Remorqueurs, celle du Grand-Tronc, MM. Cherrier Hudon, Sincennes, McNaughton, Dorion, Holton, Barsalou, Ogilvie, Workman, Carter, Valois, de Montréal, ont reçu leur part d'éloges bien mérités.

M. Dobell, de Québec, qui a donné \$500, a une mention toute particulière. En terminant, le député de Chicoutimi exprime l'espoir que le gouvernement continuera à favoriser la colonisation par tous les moyens en son pouvoir dans les comtés qu'il représente et dans les autres comtés où il est nécessaire d'ouvrir des chemins.

M. L.-C. CLEMENT (Charlevoix): Demande au représentant de Chicoutimi-Saguenay (M. P.-A. Tremblay), pour quelle raison celui-ci n'a pas inclus son nom dans la liste des représentants qui ont travaillé à la formation des comités de secours.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay):



nay): Répond qu'il n'a pu le faire puisque le représentant de Charlevoix (M. L.-C. Clément, n'a répondu à sa lettre que deux mois après la formation des comités de secours. Il se plaint amèrement du peu d'intérêt manifesté par plusieurs paroisses du comté de Charlevoix. Il ajoute que lorsqu'il reçut la lettre du député de Charlevoix, il était trop tard déjà pour accepter ses services.

M. L.-C. CLEMENT (Charlevoix): Monsieur l'Orateur, sans prétendre faire un long discours, je me permettrai cependant de faire quelques observations sur l'importante et intéressante question qui occupe en ce moment cette honorable Chambre

Représentant un comté purement agricole, je croirais manquer à mon devoir en gardant le silence en cette occasion, et j'espère que cette honorable Chambre ne me refusera pas l'indulgence dont j'ai besoin et que je sollicite respectueusement.

J'ai le plaisir de dire que la colonisation fait des progrès rapides dans le comté que j'ai l'honneur de représenter. Dans le township Chauveau, qui n'a été chafné que l'année dernière, toutes ou presque toutes les terres y sont prises et les défrichements commencés.

Les sommes d'argent qui ont été dépensées sur les chemins de colonisation dans mon comté, pendant les trois dernières années, ont produit des résultats satisfaisants; les colons ont redoublé d'ardeur et de courage et ont généreusement secondé les efforts de nos honorables ministres dans cette oeuvre nationale de la colonisation. On a voulu insinuer qu'il n'y avait que peu de colonisation à faire dans le comté de Charlevoix; je crois devoir rectifier cette erreur et constater le contraire en disant qu'il y a quatre township dans mon comté dont trois ne sont encore qu'au début de la colonisation.

Nous devons, je crois, M. l'Orateur, encourager la colonisation par tous les moyens à notre disposition. Par la colonisation, nous retiendrons au pays une foule de courageux jeunes gens qui, sans cela, iraient grossir la république voisine en nous affaiblissant. Par la colonisation, nous contribuerons immensément à la prospérité et à la richesse de notre province, et nous aurons bien mérité de la patrie. Aussi, j'espère que nos honorables ministres ne s'arrêteront pas à mi-chemin et qu'ils continueront à favoriser l'oeuvre de la colonisation, oeuvre qui sera, pour le Canada, une source de bien-être et d'abondance.

Il y a quelques années, j'ai vu avec regret dans la partie de la province que je représente se former un courant vers les Etats-Unis; mais je me hâte de dire que, depuis quelque temps, il se fait une réaction, grâce aux hommes distingués qui sont actuellement au banc du trésor. Grâce à un gouvernement effectivement colonisateur, un autre courant s'établit à la place du premier, celui-ci est consolateur, Monsieur l'Orateur, car c'est vers la forêt que ces robustes et courageux cultivateurs de Charlevoix se dirigent maintenant, sans craindre les pénibles travaux et les

privations de toute espèce et de chaque jour qui les attendent pour quelques années, mais confiants en la Providence et en la sollicitude du gouvernement.

La colonisation est utile aux villes comme aux campagnes, Monsieur l'Orateur, mais il faut des chemins partout où il y a des terres à exploiter, car, sans une circulation facile, la colonisation serait impossible. Les villes sont, si je puis m'exprimer ainsi, le coeur d'un pays d'où part le sang, d'où part la vie, pour revenir à sa source avec les produits et les richesses du sol, et répandre l'abondance sur les marchés. Ainsi, ayons des chemins, ne craignons pas d'employer des octrois considérables dans ce but, et la colonisation avancera rapidement.

Quant aux sociétés de colonisation, je regrette de dire que des circonstances incontrôlables jusqu'à présent n'ont pas permis la formation de semblables sociétés dans la partie du pays que j'habite; mais j'ai étudié cette question, et je suis d'avis que ces sociétés doivent rendre d'immenses services à la classe agricole, et que l'honorable premier ministre verra, en peu d'années, son oeuvre couronnée des beaux succès qu'il a en vue et qu'il a prévus avec son habileté bien connue.

Je me permettrai de mentionner ici que le comté de Charlevoix est un de ceux qui ont le plus fait pour la colonisation du beau et populeux comté de Chicoutimi. Ce sont les Tremblay, les Simard de la Malbaie qui, les premiers, ont osé pénétrer dans les immenses forêts du Saguenay et y abattre le premier arbre. Un si bel exemple de dévouement à la cause de la colonisation devrait produire de bons fruits; aussi le comté de Charlevoix compte-t-il de douze à treize mille de ses enfants maintenant établis dans le comté de Chicoutimi. Plusieurs de ces colons sont à la tête de jolies fortunes; l'un d'eux, M. Jude Gauthier, a récolté, cette année, 2,500 minots de blé, et un grand nombre d'autres sont dans une position prospère, et ce, malgré les difficultés innombrables qui accompagnent toujours le colon, malgré les difficultés des communications et les incendies qui ont ravagé ce comté, surtout l'incendie du 19 mai dernier, qui a été si désastreux.

Mais hâtons-nous de dire que grâce à la libéralité de notre gouvernement, grâce aux secours sympathiques de toutes les parties du pays et à son abondante dernière récolte, le comté de Chicoutimi pourra, je ne dis pas oublier cette conflagration, mais s'en consoler.

Pour le moment, Monsieur l'Orateur, je me borne à ces courtes observations.

M. C. BERGEVIN (Beauharnois): Parle longuement des intérêts de la colonisation et du fléau de l'émigration.

### Ajournement

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose l'ajournement de la chambre à 5 heures et

demie, afin de permettre au comité chargé de préparer l'inauguration du chemin Gosford de terminer ses arrangements.

Il informe la Chambre que l'inauguration du chemin à lisses de Gosford aura lieu samedi et que la compagnie compte sur la présence des députés.

#### Interpellation.

##### Vente des terres du clergé

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Demande si c'est l'intention du gouvernement de réduire à 60 centins l'acre le prix de vente des terres du clergé, afin d'engager par ce moyen les colons à aller s'établir sur ces terres, de même que sur les autres terrains de la Couronne, et de faciliter ainsi les progrès de la colonisation par l'ouverture des voies de communications en faisant disparaître les obstacles à la continuation des établissements, obstacles causés par la différence du prix.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Dit que c'est l'intention du gouvernement.

A cinq heures trente, la Chambre interrompt ses travaux.

#### Reprise de la séance à sept heures et demie

##### Sociétés de colonisation

La Chambre reprend les débats sur la question qui a été proposée hier; qu'il soit donné instruction au comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation, de s'enquérir du fonctionnement des sociétés de colonisation, des avantages et des résultats qu'elles ont produits; et de faire rapport à la Chambre des modes d'administration qui lui paraîtront les plus propres à promouvoir les intérêts de la colonisation.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit qu'il a été heureux de voir que la motion de l'honorable député de Portneuf a donné lieu à un jet spontané d'éloquence dans toute la Chambre, dont l'effet devra se faire sentir dans tout le pays. Le mouvement de la colonisation, par tous les moyens que nos ressources peuvent permettre, ne demande que de l'encouragement pour ne pas se ralentir. Aussi, c'est avec un bien vif plaisir qu'il a vu un grand nombre d'honorables députés se lever pour constater publiquement les progrès de notre province, les causes de ce progrès et les moyens de le continuer.

C'est au contraire, ajoute l'orateur, avec peine que j'ai entendu un de nos collègues de l'autre côté de la Chambre essayer avec effort et d'une manière rien moins que bienveillante, de rabaisser notre position, nier les progrès du gouvernement que tous les hommes de cœur s'efforcent de promouvoir, pour nous montrer

l'idéal de la prospérité comme une impossibilité ailleurs que chez nos voisins.

Un honorable député a dit que nous ne devons jamais exposer notre situation sous de trop belles couleurs et laisser croire à un état de choses plus satisfaisant que celui qui existe réellement; que, pour lui, il ne croyait pas au progrès que l'on essayait de nous faire voir. Je ne sais pas si, dans l'usage ordinaire de la vie, il vaut mieux voir tout en sombre plutôt que d'avoir confiance quand même. Tout ce que je puis dire, c'est qu'il me paraît bien dangereux de n'avoir que des paroles de découragement pour son propre pays tandis que l'on ne saurait trop vanter le pays qui nous avoisine. Si vous exaltez tant ce dernier, pourquoi ne pas l'imiter? Voyez-le, il chante constamment aux quatre vents du ciel l'hymne de sa grandeur et de sa prospérité pour tâcher d'attirer sur ses bords les populations avides des merveilles qui leur sont promises. Si nous ne prêchons que misère et détresse, on finira par nous croire, et l'enfant du sol aussi bien que l'étranger s'éloigneront de nous.

L'honorable député d'Iberville n'a pas, je veux le croire, mesuré la portée de ses paroles, lorsque, voulant reprocher au gouvernement l'inefficacité de sa loi sur les sociétés de colonisation, il nous a dit que grand nombre de ces sociétés n'étaient que des prétextes employés par quelques individus pour spéculer avec la trop grande générosité du gouvernement, sans but aucun de colonisation. Si l'honorable député connaît de tels faits, qui sont une violation directe de la loi, il est de son devoir de les divulguer pour que les auteurs en soient punis, et ne pas laisser planer vaguement des accusations qu'il ne pourrait prouver.

C'est abaisser, c'est dégrader notre population que de laisser se répandre à l'étranger, par la publicité de nos débats, la connaissance de semblables fraudes. Mais je crois pouvoir dire avec confiance que dans toute la province rien de semblable ne s'est produit, et je serais prêt à mettre l'honorable député au défi de prouver un tel avancé. Qu'une société se forme dans le but avoué d'aider un nombre limité de colons qu'elle a désignés; qu'elle avoue que ces colons n'ont même pas un besoin absolu de secours, je ne vois pas de mal là-dedans; tant mieux si la colonisation peut se faire par des gens ayant des ressources; ayez des colons riches et soyez sûrs que les pauvres eux-mêmes en profiteront les premiers.

L'honorable député de Saint-Jean nous a dit que ce qui empêcherait l'émigration, ce serait la protection de l'industrie manufacturière dans ce pays. Je suis d'accord avec lui en disant que le développement de l'industrie dans ce pays diminuerait le flot de l'émigration que les manufactures étrangères attirent hors de notre province. Je n'ai jamais manqué une occasion dans cette Chambre et ailleurs de proclamer cette idée. Qu'on se rappelle mes paroles en réponse au discours du trône, l'an dernier. Je

disais alors que dans un pays comme le nôtre, avec sept mois d'hiver, c'était une utopie que de nous croire essentiellement un pays agricole; il nous faut des manufactures, de la protection. Je regrette en ce moment l'absence des honorables députés qui siègent au Parlement fédéral sur les bancs du trésor, car jamais on ne saurait trop faire résonner à leurs oreilles ces mots : manufactures et protection. Je sais que notre position comme colonie, malgré les libertés larges dont nous avons joui, gênait nécessairement la législation dans le sens que j'indique, mais les gouvernements qui nous régissent ne sauraient oublier qu'il y a dans ces questions tout un avenir pour notre pays.

Une autre question qui se rattache intimement à la colonisation et qui se trouve dans les limites des attributions de ce gouvernement, c'est la question des chemins de fer. C'est la question à l'ordre du jour, l'idée qui s'est emparée de tout le pays et qui doit le gouverner en le conduisant dans la voie du progrès et de la prospérité. "La politique des chemins de fer, écrivait-il n'y a pas longtemps un homme d'état éminent, est la politique qui tient en ses mains le secret de l'avenir des nations; aux gouvernements qui sauront le plus hardiment et le plus intelligemment la mettre en pratique appartient la palme du vrai progrès, surtout pour les nations jeunes." Regardez plutôt la république voisine dont on fait si souvent miroiter la splendeur à nos yeux éblouis; vous pouvez compter l'avancement et la richesse de chacun de ses Etats par l'établissement de ses voies ferrées.

J'entendais avec bonheur cet après-midi les paroles un peu rudes peut-être, mais si éloquentes, d'un homme nourri dans l'expérience de la vie publique. Tout le monde comprend que je veux parler de l'honorable député de Montmorency. Sa voix était bien l'écho des aspirations de tout ce qui pense en politique et en économie, lorsqu'il nous disait que le capital et la richesse, pour un pays, c'était la matière mise en mouvement, la matière qui ne peut produire que lorsqu'elle est remuée et façonnée aux besoins de la civilisation. Oui, la matière inerte mais précieuse que renferment nos forêts, nos rivières, nos mines demande du mouvement, du transport, du travail.

Tout ce que l'on pourra jamais faire de sacrifices pour la colonisation sur la rive nord de notre grand fleuve, le Saint-Laurent et l'Ottawa, ne pourra jamais avoir de meilleur complément que cette ligne ferrée dont la confection est devenue une nécessité. De toutes les vallées au-delà des Laurentides devront couler des ruisseaux de colonisation qui viendront se jeter dans cette grande artère du commerce du nord, la plus grande espérance et la plus solide garantie pour la vitalité commerciale de la population de la province de Québec et surtout de la nôtre.

Au commencement de la Confédération, on pouvait se rejeter sur l'incertitude de notre

position financière pour prévenir l'opinion publique contre ces entreprises gigantesques; mais le moment de l'hésitation est passé; le sentiment populaire, ici, la jalousie hautaine et franchement, injuste de notre soeur province, dans son système hautement avoué d'empiètement sur nous, nous font un devoir de ne plus attendre, mais au contraire, d'avancer hardiment dans une voie qui est notre seule chance de salut.

Que chacun donc laisse de côté ses petites rancunes, ses caprices, ses petites idées de timidité rétrograde. Que l'on encourage sans arrière-pensée le gouvernement dans sa politique de colonisation, par tous les moyens possibles; mais que le gouvernement non plus n'oublie pas que le pays a les yeux sur lui, qu'on attend de lui une politique large de vues et hardie dans la détermination et les moyens.

Que le gouvernement ne craigne pas d'ouvrir la voie du Saint-Laurent au lac Saint-Jean par la voie du chemin Gosford, si heureusement ouverte, la voie du Saint-Maurice par le chemin du Saint-Maurice, la voie du Saint-Laurent à l'immense et fertile vallée qui s'étend en arrière des riches paroisses des comtés de Terrebonne et d'Argenteuil, et pour relier tout cela, qu'on ouvre la grande voie du nord pour relier les deux capitales de notre province ou de la Puissance.

Quand ces grandes oeuvres seront commencées, le gouvernement n'aura pas à craindre de rencontrer le peuple à la tribune publique; nous ne craignons plus la compétition jalouse de notre orgueilleuse soeur province, ni les comparaisons offensantes avec la république qui nous avoisine.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Répond à quelques attaques dont le député de Saint-Jean (M. Marchand) a été l'objet à la suite de son discours. Il s'efforce de prouver que, sans l'Opposition, l'on n'aurait peut-être pas adopté la loi discutée en ce moment. Nous avons signalé le mal, nous avons montré nos compatriotes émigrant aux Etats-Unis. C'est pour remédier au mal signalé par nous que l'on a présenté la loi de colonisation. Cette loi est loin d'être parfaite, et son fonctionnement est difficile. Je ne m'attacherai pas à montrer ses défauts, mais à constater les bons résultats qu'elle a produits.

Je dis que si, grâce à cette loi, vingt, trente Canadiens ont été retenus dans ce pays ou ont été ramenés des Etats-Unis, elle a du bon et qu'en la présentant, le gouvernement a cherché le bien du pays.

Je crois que la meilleure manière d'activer la colonisation, c'est d'ouvrir de grandes communications et de ne pas dépenser des sommes considérables sur des petites voies. Cette remarque me conduit à parler du chemin Gosford. Je ne sais pas si je me fais illusion, mais ce chemin me semble destiné à se terminer au lac Saint-Jean.

Le député du Saguenay (M. Tremblay) est plus en état que moi de vous faire connaître les ressources du Saguenay, de vous parler de son climat plus doux que celui de Québec. Je ne sais pas si tous les députés partageront mon opinion, mais je serais heureux de les voir consentir à retrancher une certaine somme de crédits affectés aux chemins de colonisation pour les donner à la compagnie qui construirait un chemin jusqu'au lac Saint-Jean. Une somme de \$12,000 par année donnerait l'intérêt de \$200,000 de débentures.

Le député de Montmorency (M. Cauchon) nous a parlé du Chemin de fer du nord, des ressources sur lesquelles il compte pour mener l'entreprise à bonne fin. Je dois dire que je me suis toujours opposé à ce qu'une concession de 1,500,000 acres fût accordée pour la construction d'un chemin de 36 milles. Tout en m'opposant à l'octroi, je me suis dit: Si vous faites les deux chemins, je crois que vous avez droit à cette concession. Je crois que le gouvernement a trouvé la véritable manière de coloniser le pays et je ne me gêne pas de dire que c'est lui qui a donné l'impulsion pour la construction des chemins à lisses.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Réfute certaines accusations lancées contre la politique de colonisation du gouvernement. Il s'attache à réfuter le discours du député d'Iberville (M. L. Molleur).

Il attaque l'Opposition en général, lui reprochant de faire cause commune avec des annexionnistes ennemis du pays et hommes prêts à dénigrer le pays.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Ce n'est pas vrai ! Ce n'est pas vrai !

Il félicite les honorables membres qui avaient pris la parole de leurs sentiments de patriotisme et dit que le pays s'enorgueillira avec raison. Il parle ensuite de l'émigration; il dit que les personnes qui quittent le pays sont animées d'un sentiment qu'on ne peut qualifier. Nous avons d'abondantes ressources du sol, de magnifiques pouvoirs d'eau, le pays est doué d'institutions commerciales qui font l'envie de nos voisins; nous avons une navigation magnifique, que leur manquerait-il donc? Il décrit la fertilité de la vallée du Saguenay et du Lac-Saint-Jean, et la contrée de Gaspé qu'il a visitée et il a été frappé des ressources et des richesses que ce pays offre. Il demande pourquoi on quitte la province de Québec pour se rendre aux Etats-Unis. Des Américains viennent s'établir en

Canada, établissent des maisons de commerce ou autres et toutes leurs entreprises sont couronnées d'un plein succès. Ce fait prouve que les sentiments qui poussent nos compatriotes à émigrer à l'étranger n'est pas valide et qu'ils ne sont animés que du désir de voyager.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): A l'émigration canadienne vers les Etats-Unis, qui ne trouve, sauf quelques exceptions, que pauvreté, déceptions et servitudes, il oppose l'immigration américaine vers le Canada, ses succès immenses dans le commerce et l'industrie.

A la stabilité des établissements fondés par les Américains au Canada, il a comparé la vie nomade de groupes considérables de Canadiens aux Etats-Unis.

En faisant allusion aux progrès incontestables qu'a faits le pays, à l'aisance générale de la population, au développement graduel de son industrie, à la prospérité de son commerce, à la sécurité de ses institutions financières, au nombre, à l'importance de ses établissements d'éducation et de bienveillance, à ses territoires immenses encore inexploités, à ses richesses naturelles, il se demande comment une population jouissant de toutes les libertés qui font des citoyens heureux, pouvait croire ceux qui après cela veulent encore déprécier le pays au bénéfice des Etats voisins.

Il prétend que notre province est favorisée au point de vue du climat et de la fertilité du sol. C'est à tort que l'on veut faire croire que notre pays ne peut nourrir ses habitants. Pour tout homme qui travaille, il y a place au soleil en Canada. Tout homme qui veut, comme nos ancêtres, travailler courageusement n'aura pas besoin d'émigrer et d'aller gagner sa vie à l'étranger.

Notre province a marché lentement, mais sûrement dans la voie du progrès. Elle a vu l'abolition du régime féodal et l'inauguration des voies ferrées. Mais c'est depuis 1854 que le Canada a marché à grands pas dans la voie du progrès.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Reprend la parole et critique le discours du député d'Iberville.

M. L. MOLLEUR: Et la question étant mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

A onze heures, la séance est levée.

## Séance du 18 novembre 1870

Sous la présidence  
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et dix.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition de John Sharpies et autres, la pétition de Evan J. Price et autres et la pétition du révérend Louis Fournier et autres, toutes de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery.

Par M. Craig la pétition de monseigneur J. Desautels, de Varennes.

Par M. Sénécal la pétition de V. Gladu et autres, du comté de Yamaska.

Par M. Bessette la pétition de la municipalité du township de Ely-Sud; la pétition de la municipalité du township de Ely-Nord et la pétition de Erastus Lawrence et autres, du township de Stukely, toutes du comté de Shefford; la pétition de John W. Taylor et autres, du township de Bolton, la pétition de M. L. Elkins et autres, du township de Potton, toutes deux du comté de Brôme et la pétition de F. Préfontaine et autres, du township de Durham, comté de Drummond.

Par M. Le Cavalier la pétition du révérend G. Huberdeault et autres, de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal.

Par M. Rhéaume la pétition de Louis Picard, de la paroisse de Saint-Roch-de-Québec.

Par M. Chapleau la pétition du révérend F.-X. Laberge et autres, de la paroisse de Saint-Hippolyte, comté de Terrebonne.

Par M. Simard la pétition de Ernest Gagnon et autres, de la cité de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De J.-Philémon Laberge, président de l'Institut médical de Montréal; demandant un acte d'incorporation pour ledit institut.

De la Compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska; et de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal; demandant respectivement des amendements à leur acte d'incorporation.

De J.B. Paddon et autres, du township d'Ascot; demandant la passation d'un acte pour ériger les townships de Compton, Ascot et Orford, et la ville de Sherbrooke en une municipalité séparée, et pour d'autres fins.

De E.J. Hemming et autres et de L. Pope et autres; demandant respectivement que la concurrence de juridiction entre les cours de Circuit de comté et les cours de Circuit de district soit rappelée.

Du révérendissime évêque catholique romain

de Montréal; demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'Institution des sourds muets de Montréal soit continuée et augmentée.

De l'Hospice de la ville de Joliette; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

Du révérend F.-X. Méthot et autres, de Saint-Léon-de-Standon, comté de Dorchester; demandant de l'aide pour un chemin.

Du révérend F.-X. Méthot et autres, de Saint-Léon-de-Standon; demandant de l'aide pour un chemin et un pont.

### Arbitrage

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Met devant la Chambre: Correspondance relative à l'arbitrage entre Ontario et Québec, en vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867. (Documents de la session, no 11)

Et aussi: Réponse à une adresse datée le 10 novembre 1870, demandant un état du montant total des dépenses et des revenus de la prison de réforme de la province, pour l'année 1869, et pour les dix mois maintenant écoulés de l'année courante, avec, de plus, le montant probable des dépenses et revenus pour les deux mois restant de 1870.

De plus, un détail montrant le montant des dépenses pour la culture des terres de l'institution et leurs revenus; le montant des dépenses et des revenus de chacun des ateliers, savoir: des cordonniers, menuisiers, ferblantiers, selliers, forgerons, tailleurs, etc., etc., et dans le département du majordome, la quantité et la valeur des articles reçus par cet officier et dépensés à la table des détenus; le montant en argent dépensé pour l'arrestation des déserteurs; quel nombre a déserté l'établissement et la moyenne du nombre des détenus, la quantité d'animaux que possèdent cette institution et la quantité de fourrage, foin, paille, avoine, etc., dépensé pour la nourriture de ces animaux, séparant la quantité fournie de la quantité achetée par l'établissement, le tout pour les deux périodes susmentionnées. (Documents de la session, no 12)

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-comté): Donne avis qu'il propose que vendredi prochain la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions sur lesquelles devra être basée l'adresse à Son Excellence le gouverneur général concernant l'arbitrage, fait en vertu de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, au sujet du partage de ladite dette de la ci-devant province du Canada, protestant contre les procédés et contre la décision des arbitres de Toronto et d'Outaouais.

### Interpellations:

#### Colonisation

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Demande si le gouvernement compte réduire à 60 cents l'acre le prix des réserves du clergé, afin

d'encourager les colons à s'y établir aussi bien que sur les terres de la Couronne; et pour favoriser ainsi le progrès de la colonisation, il a l'intention d'ouvrir des voies de communication, ce qui supprimerait la différence de prix qui nuit à l'extension de la colonisation.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement accordera la réduction demandée.

#### Introduction de bills:

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation des compagnies de cimetières de 1870.

Accordé.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour refondre et amender la loi concernant les licences et les devoirs et obligations des personnes tenues d'en être munies.

Accordé.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer "l'Institut Fraser".

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande des explications.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Ne veut pas expliquer ce projet de loi avant d'avoir entendu les défenseurs des deux parties.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): En devenant loi, ce projet léserait sérieusement les droits des héritiers Fraser, lesquels contestent actuellement, en cour Supérieure de Montréal, le testament.

L'été dernier, M. Fraser mourut et laissa par testament sa fortune à son exécuteur testamentaire, M. Abbot, pour établir une bibliothèque publique. Je ne conteste pas le droit qu'avait M. Fraser de léguer ses biens dans ce but. Mais ses héritiers naturels contestent la validité du testament. Ainsi, en passant cette loi, nous intervenons dans une cause pendante.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Knew that it was not unusual to discuss the merits of a bill at its first reading, unless something appeared upon its face that was illegal. He would oppose any measure that interfered with private rights, or would give to one person an undue advantage over another. Before members had formed an opinion upon the subject he would ask them to hear the case on both sides, in the Private Bill Committee. Mr. Fraser had left the money for the purpose of forming a public library to which all persons would have access gratuitously. He thought it was their first duty as legislators to protect the

public in their rights, but at the same time to see that private rights were not interfered with, and he would oppose any clause that would have the effect of taking away the claims of the collateral heirs. Before taking his seat he again requested the Members not to form an opinion upon the bill, until the gentleman promoting it had been heard.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Le représentant de Mégantic (M. Irvine) vient de nous dire que le bill n'est pas nuisible aux intérêts privés. Mais nous ne devons pas seulement considérer le bill dans sa teneur, mais faire attention à la requête présentée contre le bill, requête présentée par les héritiers collatéraux qui prétendent être privés d'une somme de \$160,000. Il faut donc s'occuper de cette mesure afin de ne pas léser les intérêts privés.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Ce débat me prouve que j'ai bien fait de remettre la discussion de la mesure à un autre jour. Je propose que ce bill soit renvoyé au comité des bills privés.

La permission est accordée, et le bill, après sa première lecture, est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour encourager l'introduction et l'établissement de manufactures en cette province.

Accordé.

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill concernant le défrichement des terres et pour amender l'acte pour la protection des forêts contre les incendies.

Accordé.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande la permission d'introduire un bill pour amender la loi relative à la cour du Recorder de la cité de Québec.

Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill concernant les registres de l'état civil, dans une certaine partie du district du Saguenay.

Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour refondre les actes concernant les abus préjudiciables à l'agriculture.

Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour continuer, pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés.

Accordé.

Message du Conseil législatif:

MONSIEUR L'ORATEUR: M. l'Orateur du Conseil législatif informe l'Assemblée législative que le Conseil législatif a passé une adresse, priant Son Excellence le lieutenant-gouverneur de bien vouloir transmettre à Son Excellence le gouverneur général l'adresse de félicitation que le Conseil législatif a passé conjointement avec l'Assemblée législative, à l'occasion de son élévation à la pairie du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande; et que cette adresse sera présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur par les honorables messieurs du Conseil qui font partie du Conseil exécutif, conjointement avec les membres qui seront nommés par l'Assemblée législative.

Ajournement

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Informe la Chambre que le représentant de Deux-Montagnes (M. Ouimet), qui est chargé de s'occuper du code, vient d'apprendre la mort de son frère, et ne peut s'occuper de cette mesure.

Il prie la Chambre, par sympathie et respect envers son honorable collègue, de s'ajourner.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il est heureux d'appuyer cette proposition.

La séance est levée à quatre heures.

Séance du 21 novembre 1870

Sous la présidence  
de l'honorable J.-G. Blanchet

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Genest, la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité des Trois-Rivières.

Par M. Jodoin, la pétition du révérend A. Thibault et autres, de la paroisse de Chambly.

Par M. Rhéaume, la pétition de George Grenier et autres, de la cité de Québec.

Par M. Carter, la pétition de Andrew Allan et autres, la pétition de Benjamin Lyman et autres, toutes de la cité de Montréal, et la pétition du dispensaire de Montréal.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition du révérend M. Tassé et autres, de la paroisse de Saint-Benoît, comté des Deux-Montagnes, la pétition de l'Institution des Aveugles, Asile Nazareth, Montréal, la pétition de l'Asile, rue Bonaventure, Montréal, et la pétition de l'Asile Nazareth, Montréal.

Par M. Mailloux, la pétition de l'honorable John Beekwith et autres.

Par M. Simard, la pétition de la société charitable des dames catholiques romaines de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De l'honorable John S. Sanborn et autres, de Sherbrooke; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La compagnie des pouvoirs d'eau de Sherbrooke"

De Ed. Lemieux et autres, de la cité de Québec; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "L'Union Saint-Vallier de Québec".

De Ernest Gagnon et autres, de la cité de Québec; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "L'Académie de musique de Québec".

De la société bienveillante de Notre-Dame-de-Bonsecours de Montréal; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De John Racey, de la cité de Québec; demandant un acte l'autorisant à vendre certaines propriétés appartenant à ses enfants mineurs.

De Henry Hughes et autres, du township de Durham; demandant qu'une partie dudit township soit détachée de la municipalité de Durham et annexée à la municipalité de Durham-Sud.

De V. Gladu et autres, du comté d'Yamaska; demandant que la concurrence de juridiction entre les cours de circuit de comté et les cours de circuit de district, soit abrogée.

De John Sharpies et autres; de Evan J. Price et autres; et du révérend Louis Fournier et autres, tous de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery; demandant respectivement que les limites de la cité de Québec ne soient pas agrandies.

De monseigneur J. Desautels, de Varennes; demandant de l'aide pour l'Hospice Lajemmerais.

Du révérend G. Huberdeault et autres, de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal; demandant de l'aide pour l'Asile de la rue Fullum.

De l'Asile des Orphelines protestantes; de l'Asile des Orphelins, en rapport avec l'Eglise d'Angleterre; et de l'Asile des dames protestantes, tous de la cité de Québec; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Du révérend F.-X. Laberge et autres, de la paroisse de Saint-Hyppolyte, comté de Terrebonne; demandant de l'aide pour un chemin.

De Louis Picard, de la paroisse de Saint-Roch de Québec; demandant le remboursement de la somme de \$1,232 dépensée pour l'ouverture d'un chemin d'hiver jusqu'au Lac Jacques-Cartier.

### Inspecteurs de prisons

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, datée du 8 novembre 1870, demandant un rapport spécial des inspecteurs des prisons, asiles, etc., sur l'état, tel que constaté dans leurs visites des derniers dix mois, de la prison de réforme de la province, depuis le commencement de janvier dernier jusqu'au 1er novembre courant; ce rapport montrant l'époque à laquelle le préfet actuel est entré en office, et celle à laquelle son prédécesseur a laissé l'état de l'administration actuelle de cette institution; les améliorations, et quels progrès a fait la discipline; leur opinion sur le système d'économie des deniers publics pratiqué par le préfet actuel; quelle différence il peut y avoir dans la conduite, sous tous rapports, des détenus, combien de ces derniers ont réussi à s'échapper de l'établissement depuis le commencement de cette année, et combien ont réussi pendant les premiers dix mois de l'année dernière; quel montant en argent a été dépensé dans le même temps (les premiers dix mois des années 1869 et 1870) pour l'arrestation des déserteurs de cette maison; et enfin, quels amendements à la loi qui régit les réformes, le bureau des inspecteurs suggère, ou qui peuvent leur avoir été suggérés par le préfet de cette institution (Documents de la session, no 13).

### Adresse à lord Lisgar

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que cette Chambre concourt dans l'adresse de l'honorable Conseil législatif à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de transmettre l'adresse conjointe des deux Chambres à Son Excellence le gouverneur général, félicitant Son Excellence de son élévation à la pairie du Royaume-Uni, de la Grande-Bretagne et d'Irlande, en la manière que Son Excellence jugera convenable, et que le

blanc en icelle soit rempli par les mots "et l'Assemblée législative", et que ladite adresse soit signée par M. l'Orateur de la part de cette Chambre.

Adopté.

### Introduction de bills:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Hôpital des femmes de Montréal.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les actes incorporant les soeurs de l'Asile de la Providence de Montréal.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer "The Montreal Young Men's Christian Association".

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### Comité des dépenses contingentes

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose que cette Chambre concourt dans le second rapport du comité des dépenses contingentes.

Adopté.

### Impression des lois municipales

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Propose qu'une adresse soit présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur demandant un état relatif à l'impression des lois municipales et d'agriculture.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que la Chambre possède déjà un grand nombre de ces détails et demande au député de Napierville (M. Lafontaine) de modifier sa motion en disant que sur un ordre émané de la Chambre il sera donné l'état demandé.

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Propose que le greffier prépare et mette devant la Chambre: 1o Un état indiquant le nombre d'exemplaires des refontes des lois municipales et d'agriculture, avec leurs amendements, imprimé d'après la suggestion du comité spécial nommé durant la première session du présent Parlement, pour s'enquérir du fonctionnement de l'acte municipal refondu du Bas-Canada, et des actes concernant les abus préjudiciables à l'agriculture; montrant le coût de cette impression, et par qui elle a été faite. 2o Un état



indiquant les dépenses faites pour l'impression du code municipal; montrant aussi combien de fois il a été imprimé, par qui et à combien d'exemplaires chaque fois.

Adopté.

### Code municipal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la réception du rapport du comité spécial chargé d'étudier le bill intitulé "code municipal de la province de Québec".

J'ai dit à la Chambre que j'avais quelques amendements de rédaction à proposer au code. J'ai pris connaissance de certains amendements que les députés m'ont fournis. Parmi ceux-là, il s'en trouve de très importants qui ont soulevé de grandes discussions dans le comité du code municipal. Il y a surtout deux amendements sérieux, l'un relatif au cours d'eau, et l'un touchant les chemins. Les députés anglais m'ont fait remarquer que la traduction anglaise laissait beaucoup à désirer. C'est un défaut qu'il sera facile de faire disparaître.

Il dit que la manière la plus expéditive de procéder serait de discuter en comité général tous les amendements proposés sans que le comité ne soit obligé de se lever à chaque instant pour rapporter progrès.

En conséquence du grand nombre d'amendements il demande l'adoption de ce mode de procéder et dit que la plupart des amendements ne reposent que sur des fautes de rédaction. Quelques-uns sont très importants et devront être adoptés par la Chambre et d'autres devront souffrir la discussion.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il rappellera à l'attention de la Chambre les remarques faites par le député pour Saint-Hyacinthe que le bill actuel est différent de celui du comité et propose que le rapport du comité général ne soit pas adopté maintenant mais que le bill soit renvoyé à un comité général pour être rendu conforme au rapport du comité auquel le bill a été déféré.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Soutient d'abord que le député de Saint-Hyacinthe est dans l'erreur et que le rapport du comité n'a pas été modifié. Mais après avoir comparé les deux versions du code, il convient qu'il se trompe lui-même et que les

réclamations du représentant de Saint-Hyacinthe sont bien fondées et que ces changements sont en effet d'une importance capitale.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Je pense que le représentant de Lotbinière (M. Joly) ne propose pas le vrai moyen de remédier à l'abus qu'il signale. Si le bill du comité, nommé par la Chambre, a été modifié, ce n'est plus le bill de la Chambre, et ainsi il n'y a aucune mesure devant la Chambre, à moins qu'il ne soit présenté comme une nouvelle mesure.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Répète ses observations faites il y a quelques jours. Il souligne le fait que les changements qui ont été apportés au code sont capitaux, comme il l'a démontré la première fois qu'il en fut question.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre afin d'y faire plusieurs amendements," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

La Chambre en comité discute le bill jusqu'à six heures.

A sept heures et demie, la Chambre reprend ses travaux.

### Introduction de bills:

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): Demande la permission d'introduire au bill incorporant "La compagnie de la pêche aux marsouins de la Rivière-Ouelle et pour d'autres fins."

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

### Code municipal

Le comité de toute la Chambre continue l'étude du code municipal.

La séance est levée à neuf heures quarante-cinq.

## Séance du 22 novembre 1870

Sous la présidence  
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures quinze.

### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Robertson la pétition de C. Millier et autres, de la ville de Sherbrooke et autres lieux.

Par M. Church la pétition du révérend R. Thos. Caron et autres, du township de Ripon, comté d'Ottawa; et la pétition de Henry J. Morgan, de la cité d'Ottawa.

Par M. Gélinas la pétition de l'Hôpital-Général du district de Richelieu, Sorel.

Par M. Thérien la pétition du révérend J. Gravel et autres, et la pétition de J.-B. Varin et autres, toutes du village de Laprairie.

Par M. Pozer deux pétitions du révérend F. Gagné et autres, du township de Broughton, comté de Beauce.

Par M. Coutlée la pétition de l'Asile de la Providence de Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De la municipalité du township de Ely-Nord; de la municipalité du township de Ely-Sud; de Erastus Lawrence et autres, du township de Stukely, tous du comté de Shefford; de John W. Taylor et autres, du township de Bolton; de M. L. Elkins et autres, du township de Potton, tous du comté de Brôme; et de F. Préfontaine et autres, du township de Durham, comté de Drummond; demandant respectivement un acte d'incorporation pour construire un chemin de fer de Durham à Sutton ou autres lieux.

### Rapport de comités:

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions de "l'Union Saint-Vallier de Québec;" demandant un acte d'incorporation sous ce nom, et d'Ernest Gagnon et autres, de la cité de Québec, demandant à être incorporés sous le nom d'"Académie de musique de Québec," et trouve qu'elles ne sont pas de nature à exiger des avis;

Il a aussi examiné les pétitions de N.-P. Massicotte, de la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan; demandant l'adoption d'un acte lui accordant le privilège exclusif de bâtir un pont sur la rivière Batiscan; et de John Racey et autres, de la cité de Québec, demandant un acte

l'autorisant à aliéner certains biens mobiliers et immobiliers appartenant à ses enfants mineurs et trouve que les avis nécessaires ont été donnés;

Quant aux pétitions de John Auld, de la cité de Montréal; demandant des amendements à l'acte 29 et 30 Victoria, chap. 171, intitulé: "Acte pour autoriser John Auld à aliéner certains biens mobiliers et immobiliers appartenant à ses enfants mineurs;" et de la compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska, demandant des amendements à son acte d'incorporation, votre comité trouve que les avis n'ont pas encore été complètement donnés, mais comme ces avis seront complétés avant que le comité des bills privés ne prenne les bills en considération, il recommande la suspension de la 51<sup>e</sup> règle.

M. J.-H. BELLEROSE (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des dépenses contingentes. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a nommé un sous-comité pour l'examen des livres, comptes, pièces justificatives, etc., du comptable.

Que ledit sous-comité a fait rapport à votre comité du résultat de son examen.

Que votre comité approuve ledit rapport et demande à votre honorable Chambre de vouloir bien l'adopter.

Votre comité a aussi l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre la résolution suivante, et la prie de bien vouloir l'adopter.

Résolu, que le rapport du sous-comité ci-annexé, marqué A, auquel a été soumis l'état des livres, comptes et dépenses de la Chambre d'Assemblée, pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> novembre 1869 et le 31 octobre 1870, soit adopté.

Le tout respectueusement soumis.

Jos.-H. Bellerose  
Président  
C.D.C.

Le sous-comité, nommé par le comité permanent des dépenses contingentes, pour examiner et faire rapport sur l'état des livres des recettes et dépenses de la Chambre d'Assemblée, a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a examiné avec soin les détails de toutes les dépenses de l'Assemblée législative pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> novembre 1869 et le 31 octobre 1870.

Que les livres du comptable, Laurent Simoneau, écuyer, sont tenus dans un ordre excellent; les pièces justificatives sont mises en ordre et correspondent aux divers montants portés dans les livres.

Le comptable mérite tous les éloges pour la manière habile avec laquelle il remplit les devoirs importants de sa charge.

Votre sous-comité a l'honneur de soumettre l'état suivant des recettes et dépenses:

	\$	cts	\$	cts
Balance —				
Argent entre les mains du comptable (lors de la dernière audition) le 1er novembre 1869 . . .	4,558.72			
Payé par mandat du département du Trésor . . .	93,300.00			
Revenu casuel . . . . .	17.50			
			97,876.22	

Dépenses pour indemnité payée aux membres, frais de route, salaires, impressions, reliure, papeterie, dépenses imprévues, etc., etc., . . . . .	93,149.64			
Payé au trésorier, 30 juin 1870. . . . .	1,093.36			
			94,243.00	

Laissant, en argent, entre les mains du comptable au 31 octobre 1870. . . . .	2,633.22			
---	----------	--	--	--

On remarquera que le montant dépensé pour l'Assemblée législative durant les dix mois précédant le 1er novembre 1869, y compris une session de la Chambre, était de . . . . . 87,187.33

Mais il conviendrait d'ajouter à ce montant la somme de . . . . . 5,372.48

Payé pour frais d'impression et de reliure durant l'année dernière, et qui fait partie des dépenses de l'année précédente, portant le montant actuel des dépenses à . . . . . 92,559.81

Les dépenses de la Législature pour les douze derniers mois finissant au 1er novembre courant, y compris les . . . . . 5,372.48 mentionnées plus haut étaient de . . . . . 93,149.64

Et en déduisant le montant payé comme susdit pour les dépenses encourues durant l'année précédente, il reste une somme de . . . . . 87,777.16

pour les dépenses des douze derniers mois.

On verra ainsi que les dépenses de l'Assemblée législative pour les douze derniers mois, en réalité moins considérables que pour les dix mois précédents.

Il n'est que juste de remarquer que les règles établies quant à ce qui regarde l'approbation des comptes, par certains officiers de la Chambre, avant d'être payés, ont été observées fidèlement par ces officiers, et on a lieu d'espérer que cette pratique se continuera.

Votre sous-comité désire attirer l'attention sur la grande dépense faite pour frais de port, télégrammes et impressions, mentionnée dans les comptes, dans l'espoir que le comité général pourra suggérer quelques moyens de diminuer ces dépenses à l'avenir.

Il est presque inutile à votre sous-comité de dire qu'il espère qu'on observera désormais la plus stricte économie qui soit compatible avec le bon fonctionnement des divers départements de la Chambre.

Le tout respectueusement soumis.

J.G. Robertson,  
Jos.-H. Bellerose,  
Elie Mailloux,

Chambre de comité  
Assemblée législative  
10 novembre 1870

#### Introduction de bills:

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Union Saint-Vallier de Québec.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte pour incorporer la Société de passage du pont neuf de Saint-Hyacinthe.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### Code municipal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que la Chambre, en conformité à l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité pour étudier le bill intitulé: "Le code municipal de la province de Québec."

Adopté.

Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

#### Ajournement

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose l'ajournement de la Chambre

pour permettre au Comité exécutif de se réunir dans la soirée.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à cinq heures.

## Séance du 23 novembre 1870

Sous la présidence  
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures dix

### Comité général des élections

Henri-Gustave Joly, écuyer, Pierre Bachand, écuyer, Antoine Chartier de Lotbinière-Harwood, écuyer, Edward Carter, écuyer, Edward J. Hemming, écuyer, et Joseph-Hyacinthe Bellerose, écuyer, étant les six députés nommés par M. l'Orateur, pour servir dans le comité général des élections, et auxquels la Chambre n'a pas objecté, prêtent séparément le serment suivant: "Je jure que je remplirai bien et fidèlement les devoirs qui sont dévolus à un membre du comité général des élections et au meilleur de mon jugement et capacité, sans crainte ni faveur. Ainsi que Dieu me soit en aide."

M. l'Orateur informe la Chambre qu'en conformité de la 39<sup>e</sup> clause de l'acte de la ci-devant province du Canada, concernant les élections parlementaires contestées, il fixe à demain, à onze heures de l'avant-midi, dans la chambre du comité des élections contestées, la première réunion du comité général des élections.

### Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Gélinas, la pétition de J. Armstrong et autres de la ville de Sorel.

Par M. Bachand, la pétition de l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe.

Par M. Ross, la pétition de la municipalité du township de Newport, Ditton, Chesham et Clinton.

Par M. Desaulniers (Maskinongé), la pétition des Soeurs de la Providence de la paroisse de Sainte-Ursule.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, deux pétitions du révérend F. Gagné et autres, du township de Thetford, comté de Mégantic.

Par M. Carter, trois pétitions du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal.

Par M. Simard, la pétition de l'Asile du Bon Pasteur, Québec.

Par M. Chapleau, trois pétitions du révérend A. Labelle et autres, du village et de la paroisse de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, et la pétition de la municipalité du village de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Andrew Allan et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Montreal Thistle Curling Club".

De Benjamin Lyman et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Collège de pharmacie de Québec".

De George Grenier et autres, de la cité de Québec; demandant des amendements aux lois de la chasse.

Du maire, des échevins et citoyens de la cité des Trois-Rivières; demandant que le bill intitulé: "Acte pour détacher une certaine étendue de terrains agricoles du territoire de la cité des Trois-Rivières, et l'annexer à la municipalité de la paroisse des Trois-Rivières", ne devienne pas loi.

Du révérend A. Thibault et autres, de la paroisse de Chambly; demandant de l'aide pour l'Hôpital Saint-Joseph.

Du révérend M. Tassé et autres, de la paroisse de Saint-Benoît, comté des Deux-Montagnes; demandant de l'aide pour l'Hospice Youville.

De la société charitable des dames catholiques romaines de Québec, du dispensaire de la cité de Montréal; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De l'Asile de Nazareth, Montréal, et de l'Asile rue Bonaventure, Montréal; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

De l'Institution des aveugles, l'Asile Nazareth, Montréal; demandant de l'aide.

De l'honorable John Beckwith et autres; demandant de l'aide pour construire un chemin de fer de Rivière-du-Loup à Woodstock ou Frédérickton, dans le Nouveau-Brunswick.

#### Rapport de comités:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill intitulé: "Acte pour incorporer "l'Union Saint-Vallier de Québec", et y a fait certains amendements, qu'il recommande respectueusement à votre honorable Chambre.

#### Introduction de bills:

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser John Racey à vendre certaines propriétés appartenant à ses enfants mineurs.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte passé dans la session du Parlement tenue pendant les années 29 et 30 du règne de Sa Majesté, chapitre 171, intitulé: "Acte pour autoriser John Auld à aliéner certains biens mobiliers et immobiliers appartenant à ses enfants mineurs" et pour étendre les pouvoirs accordés audit John Auld relativement à l'aliénation desdits immeubles.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### Interpellations."

#### Chemins de colonisation

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Demande si c'est l'intention du gouvernement de continuer avec activité l'ouverture du chemin Taché et des autres chemins de colonisation, situés dans le comté de Témiscouata, pour favoriser la colonisation et les sociétés de colonisation du même comté.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement a de fait l'intention de continuer ce chemin Taché. Quant aux autres chemins de colonisation, il dit qu'ils doivent être pris en considération par le gouvernement.

#### Bibliothèque du Parlement

M. E.J. HEMMING (Arthabaska): Propose que l'honorable M. Cauchon soit ajouté au comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement, et pour agir au nom de cette Chambre comme membre du comité conjoint de la bibliothèque.

Adopté.

#### Code municipal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que la Chambre, en conformité à l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité pour étudier le bill intitulé: "Le code municipal de la province de Québec".

Adopté.

Le comité étudie le bill, rapporte qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

La Chambre s'ajourne à six heures.

## Séance du 24 novembre 1870

Sous la présidence  
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures dix.

### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Mathieu, la pétition des soeurs de la Providence de la paroisse de l'Assomption.

Par M. Simard, la pétition du bureau de commerce de Québec.

Par M. Church, la pétition de la municipalité du township de Templeton, la pétition de J. Ferrier et autres, du township de Bolton, comté de Brôme.

Par M. Hemming, la pétition de E. L. Chandler et autres, des townships de Brôme et Sutton, dans le comté de Brôme, la pétition de G.G. Stevens et autres, du village de Waterloo, et la pétition de A. B. Parmelee et autres, du township de Shefford, toutes du comté de Shefford.

Par M. Pelletier, la pétition du révérend L.-A. Proulx et autres, de la paroisse de Saint-Vallier, la pétition du révérend Jos. M. Rioux et autres, du township de Buckland, la pétition du révérend G. Beaulieu et autres, de la paroisse de Beaumont, la pétition du révérend P. Pouliot et autres, de la paroisse de Saint-Gervais, la pétition du révérend D. Martineau et autres, de la paroisse de Saint-Charles, et la pétition du révérend E. Dufour et autres, de la paroisse de Saint-Lazare, toutes du comté de Bellechasse.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De J.-B. Varin et autres du village de Laprairie; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La compagnie de navigation de Laprairie".

De C. Millier et autres, de la ville de Sherbrooke et autres lieux; demandant la passation d'un acte pour ériger les townships de Compton, Ascot et Orford, et la ville de Sherbrooke, en une municipalité séparée, et pour autres fins.

De Henry J. Morgan, de la cité d'Ottawa; demandant que la Chambre souscrive à un certain nombre d'exemplaires du "The Canadian Parliamentary Companion".

Du révérend J. Gravel et autres, du village de Laprairie; demandant de l'aide pour construire une maison d'école.

De l'Hôpital Général du district de Richelieu, Sorel; et de l'Asile de la Providence, de Saint-Ignace-du-Côteau-du-Lac; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Du révérend R. Thos. Caron et autres, du township de Ripon, comté d'Ottawa; et deux

pétitions du révérend F. Gagné et autres, du township de Broughton, comté de Beauce, demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

### Rapport de comités:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill pour amender les actes incorporant les soeurs de l'Asile de la Providence de Montréal, et y a fait un amendement qu'il soumet respectueusement à votre honorable Chambre.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): J'ai l'honneur de présenter le sixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de J. Philémon Laberge, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'Institut médical de Montréal; et celle de Andrew Allan et autres, de la cité de Montréal; demandant à être incorporés sous le nom de "The Montreal Thistle Curling Club," et trouve que ces pétitions sont de la nature de celles qui n'exigent pas d'avis.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Fait rapport que le comité général des élections, en conformité de la 48e clause de l'acte concernant les élections parlementaires contestées, a choisi sur la liste alphabétique des députés qui lui a été renvoyée, les quatre députés suivants pour composer la liste des présidents, qui doivent servir comme présidents de comités d'élection pour la présente session: Sydney Bellingham, écuyer, Joseph-Adolphe Chapleau, écuyer, Félix-Gabriel Marchand, écuyer, et Jacques-Philippe Rhéaume, écuyer.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Fait rapport que le comité général des élections, en conformité de la 49e section de l'acte concernant les élections parlementaires contestées, a partagé les députés restant sur la liste alphabétique en trois listes marquées respectivement A,B,C, chacune contenant un égal nombre de noms.

Sur ce, le greffier a tiré au sort, à la table, l'ordre desdites listes, et a désigné chacune par un numéro indiquant l'ordre dans lequel elles ont été tirées respectivement, comme suit: C, no 1; B, no 2; A, no 3.

### Prison de réforme de la province

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Présente à la Chambre: Réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative, datée le 10 novembre 1870, demandant un état du montant total des dépenses et des

revenus de la prison de réforme de la province pour l'année 1869, et pour les dix mois maintenant écoulés de l'année courante, avec de plus, le montant probable des dépenses et revenus pour les deux mois restants de 1870, etc. (Documents de la session no 12).

#### Inspecteurs de prisons

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-comté): Met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, le second et le troisième rapports des inspecteurs de prisons, asiles, etc., pour l'année 1869 et partie de 1870, en conformité du chapitre 23 des statuts de la province de Québec (Documents de la session, no 12).

#### Introduction de bills:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill concernant la reprise de certaines terres abandonnées dans les seigneuries.

Accordé.

#### Comité des dépenses contingentes

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (M. J.-A. Chapleau), que cette Chambre concourt dans le troisième rapport du comité permanent des dépenses contingentes.

Adopté.

#### Code municipal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que la Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité pour étudier le bill intitulé: "Le code municipal de la province de Québec."

Adopté.

Le comité, après avoir étudié le bill, rapporte progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

#### Travaux de la Chambre

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Propose que le délai pour recevoir des pétitions pour les bills privés soit prolongé jusqu'à huit jours.

Adopté.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

#### Reprise de la séance à sept heures et demie

#### Union Saint-Vallier

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer "L'Union Saint-Vallier de Québec."

Adopté.

#### Code municipal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération le bill intitulé: "Le code municipal de la province de Québec."

Adopté.

Le Comité, après avoir étudié le bill, rapporte qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

La Chambre s'ajourne à dix heures.

## Séance du 25 novembre 1870

Sous la présidence  
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures

### Dépôt et lecture des pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Joly la pétition du révérend S. Belleau et autres, de la paroisse de Sainte-Croix.

Par M. Brigham la pétition du révérend James B. Davidson, M.A., et autres, syndics de l'Ecole de grammaire de Frelighsburg.

Par M. Bessette la pétition de L.S. Huntington et autres, du township de Shefford, comté de Shefford et la pétition de C. C. Whitney et autres, du comté de Brôme.

Par M. Hemming la pétition de E. L. Chandler et autres, du comté de Brôme, et la pétition de John Wood et autres, du village de Roxton Falls, comté de Shefford.

Par M. Dugas la pétition du révérend A.H. Coutu et autres, du township de Wexford, comté de Montcalm.

Par M. Locke la pétition de Robert Manson et autres, du township de Potton, comté de Brôme.

Par M. LaRue la pétition du révérend L. Provancher, de la cité de Québec.

Par l'honorable M. le procureur général Ouimet, la pétition de l'Ecole de Médecine et de Chirurgie de Montréal.

Par M. Carter la pétition de la faculté de Médecine de l'Université McGill à Montréal et la pétition de l'asile Sainte-Brigitte de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal; demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal; demandant qu'il ne soit pas permis de se servir de locomotives pour traîner les chars urbains sans avoir au préalable obtenu l'approbation de la corporation de ladite cité.

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal; demandant qu'il ne soit pas permis aux épiciers de vendre au verre des boissons enivrantes.

De J. Armstrong et autres, de la ville de Sorel; demandant des amendements au code de procédure civile.

De la municipalité du village de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne; demandant l'extension des limites de ladite municipalité.

Du révérend F. Gagné et autres, du township de Thetford, comté de Mégantic; demandant que ledit township soit érigé en municipalité.

De la municipalité des townships de Newport, Ditton, Chesham et Clinton; demandant

que les limites du comté de Compton ne soient pas changées.

Des Soeurs de la Providence de la paroisse de Saint-Ursule; demandant de l'aide.

Du révérend A. Labelle et autres, du village et de la paroisse de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne; demandant de l'aide pour "l'Académie commerciale de Saint-Jérôme."

De l'Hôtel-Dieu de Saint-Hyacinthe et de l'asile du Bon Pasteur, Québec; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du révérend F. Gagné et autres, du township de Thetford, comté de Mégantic et deux pétitions du révérend A. Labelle et autres, de la paroisse de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

### Rapport de comités:

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné la pétition de J.-B. Varin et autres, de Laprairie, demandant à être incorporés sous le nom de la Compagnie de navigation de Laprairie, et trouve que des avis suffisants en ont été donnés.

Quant à la pétition de Benjamin Lyman et autres, de la cité de Montréal, demandant à être incorporés sous le nom de "Collège de pharmacie de Québec," votre comité trouve que les avis ne sont pas encore complétés; cependant, considérant que les Chambres ont été convoquées plus tôt qu'on ne s'y attendait, et que les avis seront complétés lorsque le bill viendra devant le comité des bills privés, votre comité désire recommander à votre honorable Chambre la suspension de la 51<sup>e</sup> règle dans ce cas.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné le bill pour incorporer l'Hôpital des femmes de Montréal, et y a fait certains amendements qu'il soumet respectueusement à votre honorable Chambre.

### Introduction de bills:

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill pour établir des dispositions spéciales concernant la Législature de la province de Québec.

Accordé.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer le collège de pharmacie de Québec.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.



L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour rendre permanent un certain acte y mentionné, concernant les magistrats de police. Accordé.

### Arbitrage

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande qu'un comité de toute la Chambre soit formé pour étudier certaines résolutions devant servir de base à une adresse concernant la dette provinciale, tel qu'exigé par l'Acte de la Confédération.

Il informe la Chambre qu'on est en train de traduire les documents relatifs à cette question; compte tenu de la nature de ces documents, il dit qu'il est nécessaire d'apporter un grand soin à leur traduction et à leur impression. Il aimerait que l'étude de cette question soit renvoyée à mardi prochain.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Regrette que le gouvernement ne soit pas prêt à ce que la Chambre se forme en comité pour étudier cette question. Il espère qu'on ne renverra pas à plus tard que mardi prochain l'étude de ces résolutions.

### Compagnies de cimetière

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation des compagnies de cimetière de 1870.

Adopté.

Il propose ensuite la troisième lecture de ce bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Continuation de certains actes

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la deuxième lecture du bill pour continuer, pendant un temps limité, certains actes y mentionnés.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des lois expirantes.

### Nomination de surintendants de chemins dans le comté de Beauce

M. C. H. POZER (Beauce): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de toute correspondance relative à la nomination de surintendants de chemins et ponts de colonisation, dans le comté de Beauce, depuis le premier juillet dernier.

Adopté.

### Pétition de Louis Picard

Il est résolu que la pétition de Louis Picard, de la paroisse de Saint-Roch de Québec, soit renvoyée à un comité spécial pour en examiner le contenu et en faire rapport.

### Union Saint-Vallier

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill incorporant l'Union Saint-Vallier de Québec.

Adopté.

### En comité:

M. E. J. HEMMING (Arthabaska): Propose de faire disparaître du bill les clauses accordant à la société le pouvoir d'imposer des amendes à ses membres qui négligent de se conformer à ses règlements. Il dit que la Chambre doit être très prudente dans l'octroi de tels pouvoirs à des institutions qui, à première vue, semblent des sociétés à buts charitables, mais qui de fait sont des syndicats. Il rappelle en exemple les troubles occasionnés dans cette ville par la société des constructeurs de navires, qui a été incorporée dans un but charitable mais qui a, par la suite, dévié de sa charte.

### Ouverture d'un chemin d'hiver

M. C. H. POZER (Beauce): Propose que la pétition de Louis Picard, de la paroisse de Saint-Roch-de-Québec, soit renvoyée à un comité spécial composé de l'honorable M. Chauveau, M. Simard, M. Tremblay, M. Verreault et M. Rhéaume, pour en examiner le contenu et en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Dénonce la comparaison faite entre la société dont il demande l'incorporation et "The Ship Laborers' Benevolent Society". Il s'efforce de démontrer que le député d'Arthabaska (M. E. J. Hemming) devrait retirer son amendement. A quoi sert de passer des lois si on ne fait pas en sorte de les faire observer? Du reste, ce sont les membres eux-mêmes qui demandent d'imposer cette amende. Plusieurs d'entre eux seront heureux, par exemple, de ne pas assister aux réunions, afin de payer une certaine somme qui formera un fond pour les membres pauvres de la société.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Parle contre l'amendement du député de Drummond-Arthabaska. Il croit qu'il n'est pas logique de donner à cette société le pouvoir de faire des règlements sans lui accorder en même temps l'autorité nécessaire pour les faire respecter.

L'HONORABLE J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande seulement que les membres

de l'Union Saint-Vallier n'obtiennent que par un ordre en conseil la faculté d'imposer des amendes pour faire observer ses règlements.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Énumère plusieurs sociétés bénévoles qui, en vertu de leurs actes d'incorporation, ont le droit de punir les membres qui ne se plient pas aux règlements. Il ajoute que les sociétés ont également le droit de recourir aux tribunaux pour recueillir les amendes imposées en guise de punition.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit que la Chambre doit étudier de tels bills avec beaucoup de soin. Il y a plusieurs sociétés qui ont été incorporées dans un but charitable et qui, une fois incorporées, ont violé leur charte. Il suggère de trouver un moyen d'annuler plus facilement les chartes de ces sociétés si elles ne les respectent pas. Dans les circonstances actuelles, il est très difficile d'annuler de telles chartes.

Le comité étudie le bill et fait rapport, avec un amendement.

#### **Soeurs de l'asile de la Providence de Montréal**

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la deuxième lecture du bill amendant les actes incorporant "Les Soeurs de l'asile de la Providence de Montréal".

Adopté.

#### **Code municipal**

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill intitulé: "Le code municipal de la province de Québec".

Adopté.

#### **En comité**

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande de fixer de plus longs délais pour la reprise des terres vendues par les municipalités afin de permettre aux héritiers du propriétaire ainsi dépouillé de se mettre en possession de l'héritage vendu.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que les délais fixés par le bill sont suffisamment longs pour permettre aux héritiers des propriétaires négligents de se mettre en possession des terres vendues par les municipalités.

Le comité fait rapport qu'il y a eu progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

La Chambre s'ajourne à six heures.

### **Séance du 28 novembre 1870**

Sous la présidence  
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

#### **Dépôt et lecture de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Bessette, la pétition de E. Kemp et autres, du township de Sutton, comté de Brôme.

Par M. Brigham, la pétition de G. Chevalier et autres, du township de Stanbridge.

Par M. Pozer, la pétition de Charles Lacroix et autres de la paroisse de Sainte-Marie, la pétition de la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie, la pétition du révérend C. Hallé et autres, des townships d'Aylmer et Gayhurst, et la pétition de la municipalité des townships d'Aylmer et Gayhurst, toutes du comté de Beauce.

Par M. Moll, la pétition de E. Octavian Cuthbert et autres.

Par M. Ross, la pétition de John Johnston et autres, du township d'Ascot.

Par M. Lavallée, la pétition d'Alexis Etu et autres, du township de Joliette.

Par M. Dugas, la pétition de Edward Mason et autres, du township de Chertsey, comté de Montcalm.

Par M. Hemming, la pétition de N. Trudeau et autres, du township de Roxton, et la pétition de John McCaig, du township de Wickham.

Par M. Joly, la pétition de l'honorable Thomas Cushing Aylwin, de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du révérend James B. Davidson, M. A., et autres syndics de l'Ecole de grammaire de Frelighsburg; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de ladite école.

De E. L. Chandler et autres, des townships de Brôme et Sutton, comté de Brôme, de G. G. Stevens et autres, du village de Waterloo, de A. R. Parmelee et autres, du township de Shefford, et de John Wood et autres, du village de Roxton Falls, tous du comté de Shefford; demandant respectivement que l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin à lisses de Richelieu, Drummond et Arthabaska, soit amendé.

Du révérend D. Martineau et autres, de la paroisse de Saint-Charles, du révérend P. Pouliot et autres de la paroisse de Saint-Gervais, du révérend Ant. Campeau et autres, de la paroisse de Beaumont, du révérend E. Dufour et autres, de la paroisse de Saint-Lazare, du révérend L.-A. Proulx et autres, de la paroisse de d'Armagh, et du révérend Jos. M. Rioux et

autres, du township de Buckland, tous du comté de Bellechasse; demandant respectivement que le comté de Bellechasse soit détaché du district de Montmagny et annexé à celui de Québec, pour les fins judiciaires.

Du révérend S. Belleau et autres, de la paroisse de Sainte-Croix de l'honorable L.S. Huntington et autres, du township de Shefford, comté de Shefford, de C.C. Whitney et autres, de E. L. Chandler et autres, et de Robert Manson et autres, du township de Potton, tous du comté de Brôme; demandant respectivement que la concurrence de juridiction entre les cours de circuit de comté et les cours de circuit de district, soit abrogée.

Du révérend L. Provancher, de la cité de Québec, demandant une augmentation de subvention pour le "Naturaliste canadien".

Des soeurs de la Providence de la paroisse de l'Assomption; demandant de l'aide.

De l'Ecole de médecine et de chirurgie, Montréal, et de la Faculté médicale de l'Université McGill, Montréal; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

De la Maison de refuge Sainte-Brigitte, Montréal; demandant que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

De la municipalité du township de Templeton, de J. Ferrier et autres, du township de Bolton, comté de Brôme, du révérend A.-H. Coutu et autres, du township de Wexford, comté de Montcalm; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Du Conseil du bureau de commerce de Québec; demandant de l'aide pour un chemin de fer de la Rivière-du-Loup à Woodstock ou Frédérickton, Nouveau-Brunswick.

#### Rapport de comités:

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature. Voici le rapport :

Le comité conjoint des impressions pour les deux Chambres demande la permission de présenter, comme son premier rapport, le rapport de son sous-comité au sujet des comptes d'impressions de l'année écoulée, le rapport de son greffier, et en recommande respectueusement la considération.

Le tout respectueusement soumis.

J.-O. Beaubien,  
président

Chambre de comité no 3  
25 novembre 1870

Au président du comité conjoint des impressions,

Monsieur

Votre sous-comité, nommé pour examiner

les comptes d'impressions pour l'année écoulée, les contrats faits avec les imprimeurs et les documents sessionnels, aux fins de recommander l'impression ou la non-impression de ces derniers, a l'honneur de vous faire rapport comme suit :

"Qu'il a examiné soigneusement les comptes d'impressions de l'année écoulée et les a trouvés en bon ordre et corrects.

"Qu'il a particulièrement remarqué le contrôle efficace exercé par le greffier du comité sur les comptes d'impressions: c'est une preuve qu'il a rempli son devoir avec fidélité.

"Qu'il a examiné les différents contrats faits au sujet des impressions de la Législature avec A. Côté, Ecr.; J.J. Foote, Ecr.; et L.-N. et L.-D. Duvernay, ecrs; et en exprime son entière satisfaction; et recommande que le greffier de votre comité en surveille soigneusement l'exécution."

Votre sous-comité recommande spécialement que la 56e règle de l'honorable Conseil législatif et la 58e règle de l'Assemblée législative, en ce qu'elles ont trait à l'impression des bills privés par les entrepreneurs des deux Chambres, soient strictement suivies; A. Côté, Ecr., imprime la version française, et J.J. Foote, Ecr., la version anglaise des bills; et que tous les bills soient imprimés avec le caractère Small Pica.

Que tout bill qui, sans un ordre formel du greffier des impressions, sera imprimé par une autre personne que les entrepreneurs des deux Chambres, ou avec un caractère différent de celui mentionné plus haut, ne soit pas reçu; à moins que les frais additionnels occasionnés en pareil cas ne soient payés par le promoteur.

Votre sous-comité recommande aussi qu'à l'avenir les quantités des documents imprimés soit celles indiquées dans le tableau suivant, savoir :

**Tableau**

	Français	Anglais
Ordres du jour du Conseil . . .	200	200
Procès-verbaux du Conseil . . .	250	200
Bills privés, 1ère lecture et bills publics du Conseil . . .	325	270
Bills, 3e lecture du Conseil . . .	200	150
Votes et délibérations de l'Assemblée . . . . .	450	375
Bills publics et documents de l'Assemblée . . . . .	500	300
Ordres du jour de l'Assemblée . . .	270	245
Rapports des départements de l'Assemblée . . . . .	500	300
Bills privés, 1ère lecture de l'Assemblée . . . . .	325	270
Bills, 3e lecture de l'Assemblée . . .	250	250
Journaux du Conseil législatif . . .	200	150
Journaux de l'Assemblée législative . . . . .	350	250
Papiers sessionnels . . . . .	350	250

Votre sous-comité croit devoir représenter que les municipalités de paroisse ont un besoin

très fréquent de la Gazette officielle pour prendre connaissance des publications qui les concernent et pour les diverses informations d'un genre privé.

Qu'il est très à propos qu'elle leur soit adressée et qu'instruction soit donnée aux secrétaires-trésoriers de la conserver comme document de record, pour l'usage du public.

Votre comité recommande que les procès-verbaux du jour de l'honorable Conseil législatif soient imprimés assez à bonne heure pour être distribués le lendemain avant-midi.

Que l'impression qui a été faite du rapport de l'honorable commissaire des Terres de la couronne, pour les dix-huit mois expirés le 30 juin 1870, 2,000 exemplaires français et 1,000 exemplaires anglais, y compris les quantités requises pour les documents sessionnels, et de l'état des comptes publics de la province de Québec, pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1870, 650 exemplaires français et 650 exemplaires anglais, à part les documents sessionnels, soit approuvée.

Que les documents suivants soient imprimés, savoir :

"Arbitrage entre Ontario et Québec, sous l'autorité de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, moins la commission des arbitres et la cédule marquée A."

"Réponse à une adresse — liste des officiers publics du gouvernement de la province de Québec, indiquant les cautionnements donnés sous l'autorité de l'Acte 32 Vict., chap. 9 — qu'il soit fait un tirage à part 100 exemplaires du tableau qui a rapport aux shérifs, pour l'usage du bureau de l'honorable trésorier."

Que le premier de ces deux documents soit imprimé en la quantité ordinaire pour la distribution pendant la session et comme document sessionnel; et que le second le soit comme document sessionnel.

Que les documents suivants ne soient pas imprimés, savoir:

"Rapports municipaux pour 1869."

"Rapports de l'imprimeur de la Reine au sujet de l'impression et distribution des statuts de la session 1869-70."

"Réponse à une adresse faisant connaître les institutions et prisons qui ont été visitées par les inspecteurs des prisons durant l'année 1869 et les premiers six mois de 1870."

"Etats comparés de l'administration de la maison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul."

Le tout respectueusement soumis.

Ed. Hale,  
président du S.C.

Assemblée législative,  
Québec, 14 novembre 1870

Au président et aux membres du comité conjoint des impressions pour les deux Chambres:

Monsieur le Président,

Conformément à l'ordre permanent du comi-

té, je vous sou mets les comptes pour impressions, papiers et reliures des deux Chambres pour l'année écoulée.

Les comptes sont accompagnés de pièces justificatives et numérotées, pour l'honorable Conseil législatif de 1 à 213, et pour l'Assemblée législative de 1 à 869, formant en tout 1082.

Le montant se divise comme suit:

Pour l'honorable Conseil législatif:

Impression . . . . .	\$ 727.18	
Papiers. . . . .	148.59	
		\$ 875.77

Pour l'Assemblée législative:

Impression . . . . .	\$6,956.84	
Papiers. . . . .	2,090.08	
Reliure. . . . .	313.61	
		\$ 9,360.53
		\$10,236.30

J'ai l'honneur de mettre aussi devant votre comité les différents contrats pour impressions, signés par A. Côté, écr., J. J. Foote, écr., et L.-N. et L.-D. Duvernay, écrs.

La distribution de l'ouvrage et les données qui leur ont servi de base sont les mêmes que celles qui ont été soumises à votre comité, et approuvées le 2 décembre 1869.

Le tout respectueusement soumis.

C.-F. Langlois,  
G.C.C.I.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport :

Votre comité a examiné le bill pour incorporer "The Montreal Young Men's Christian Association," et y a fait certains amendements qu'il recommande respectueusement à la considération de votre honorable Chambre. Il désire aussi recommander à votre honorable Chambre que l'avis de dix jours, requis par la 60e règle de cette Chambre, soit limité à deux jours seulement, à compter de la date de l'ordre de renvoi de tous les bills privés pour la prise en considération de ces bills par le comité permanent des bills privés, pour le reste de la session, et que la 60e règle soit suspendue de manière à permettre à votre comité de prendre en considération tous tels bills, deux jours après celui de l'affichage.

Adopté.

Introduction de bills:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande de la permission d'introduire un bill pour amender l'Acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer le "Thistle Curling Club," de Montréal.

Acordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### Union Saint-Vallier de Québec

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill, pour incorporer "l'Union Saint-Vallier de Québec".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Hôpital des femmes de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer "l'Hôpital des femmes de Montréal".

Adopté.

#### Interpellations:

##### Nomination d'un magistrat de district, pour Trois-Rivières

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Demande si c'est l'intention du gouvernement de nommer un magistrat de district pour le district des Trois-Rivières, en vertu du chap. 23 de la 32 Victoria, Statuts de Québec 1869, et pourquoi le gouvernement n'a pas nommé un tel magistrat pour le district des Trois-Rivières, lorsqu'il en a nommé pour certains autres districts, en octobre dernier.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Lorsque cette loi fut passée, le gouvernement a dit qu'il ne nommerait que quatre ou cinq magistrats d'abord, pour voir comment cette loi fonctionnerait. On les a nommés dans les districts qui avaient le plus besoin de leurs services. Le gouvernement avisera plus tard de satisfaire aux demandes, y compris celles de Trois-Rivières.

#### Colonisation

M. F. DUGAS (Montcalm): Demande si c'est l'intention du gouvernement de faire arpenter de nouveau les townships en arrière des comtés de Joliette, Montcalm et Terrebonne, afin de favoriser la colonisation et l'organisation des sociétés de colonisation dans cette partie de la province de Québec et si c'est aussi son intention de faire terminer, dans le cours de

l'été prochain, les chemins Provost et Coutu qui conduisent à ces nouveaux townships.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-comté): Répond que demain, le gouvernement sera en état de répondre à cette interpellation.

#### Canadian Parliamentary Companion

M. L.R. CHURCH (Ottawa): Propose que la pétition de H.J. Morgan, de la cité d'Ottawa, demandant que la Chambre souscrive pour un certain nombre d'exemplaires du "Canadian Parliamentary Companion", soit renvoyée au comité conjoint de la bibliothèque.

Adopté.

#### Code municipal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill intitulé: "Le code municipal de la province de Québec".

Adopté.

#### En comité

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Suggère de réduire à deux ou trois mois les délais fixés pour demander la cassation du procès-verbal.

Adopté, après débats.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propose de ne faire contribuer aux frais de construction des ponts, d'entretien des cours d'eau, que dans la proportion de la grandeur des terrains égouttés par les fossés.

M. A.-L. DESAULNIERS (Saint-Maurice): S'oppose à cette proposition.

Adopté.

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Réclame pour les autorités religieuses le privilège d'ériger des paroisses canoniques, indépendamment du consentement du gouvernement civil.

Le comité étudie le bill et fait rapport à la Chambre qu'il a fait des amendements.

#### Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer le séminaire de Saint-Germain-de-Rimouski", avec un amendement, auquel il désire le concours de l'Assemblée législative.

La Chambre adopte l'amendement du Conseil législatif.

La Chambre interrompt ses travaux à six heures.

Reprise de la séance à sept heures et demie

### Code municipal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que le rapport du comité de toute la Chambre chargé d'étudier le bill intitulé: "Le code municipal de la province de Québec", soit maintenant reçu.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la proposition, soient retranchés, et que les mots "le bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en retranchant dans le paragraphe 824 les mots "lors même que la partie du lot possédée ou occupée par eux n'aurait pas front sur le chemin"; et les remplaçant par les suivants:

"Pourvu que la partie du lot possédée ou occupée par eux ait front sur le chemin", soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. L.-D. LAFONTAINE (Napierville): Propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Genest), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" soient retranchés jusqu'à la fin de la proposition, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour l'amender en retranchant le mot "et" après "provinciale", dans la deuxième ligne du second paragraphe de l'article 209, et que les mots "et les instituteurs employés comme tels" soient ajoutés à la fin dudit paragraphe.

Que le troisième paragraphe dudit article 209 se lise comme suit: "les avocats, les notaires, les arpenteurs provinciaux, les médecins et les apothicaires seront sujets à la charge de conseiller, et à nulle autre sans leur consentement", soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR: MM. Bellerose, Bergevin, Clément, Gaudet, Gendron, Genest, Laberge, Lafontaine, LeCavalier, Marchand, Mailloux, Mathieu, Molleur, Picard, Robert, Roy, Thérien et Verreault. 18.

CONTRE: MM. Bellingham, Bessette, Blais, Brigham, Cantwell, Cauchon, Chauveau, Church, Coutlée, Craig, Desaulniers, (Maskinongé), Dugas, Hamilton, Hemming, Irvine, (soll. gén.), Jodoin, LaRue, Lavallée, Locke, Mill, Ouimet, (proc. gén.),

Poupore, Pozer, Rhéaume, Robertson, Ross, Simard et Tremblay, 28.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi): Propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Lavallée), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la proposition, soient retranchés, et que les mots "le bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre pour être amendé en retranchant après le mot "comté", dans l'article 27", et ne faisant pas partie d'un township, et en retranchant les articles 28, 29 et 30", soient mis à la place.

Et l'amendement est retiré du consentement de la Chambre.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. D.-A. COUTLEE (Soulanges): Propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Bergevin), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la proposition, soient retranchés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en ajoutant après le dernier mot de l'article 750, l'article suivant: "750a. Mais toute compagnie de chemin de fer ou de chemin à lisses de bois, ou autre compagnie ou corporation, fera et entretiendra toutes les clôtures, chemins et cours d'eau sur les terrains appartenant à telle compagnie ou corporation et possédés par elle, et sera sujette à tous les règlements, procès-verbaux et ordres municipaux et dispositions passés à cet effet, et à toutes charges publiques, municipales ou locales, à tous procès-verbaux concernant l'ouverture des cours d'eau pour des fins d'agriculture, suivant le cas, dans tout comté, paroisse ou township dans la province de Québec, que traversera tout chemin de fer ou chemin à lisses de bois; et la compagnie ou corporation pourra, pour toute infraction, être poursuivie par les officiers de la municipalité dûment autorisés à cette fin, devant la cour du Magistrat de comté, ou la cour de Circuit dans la juridiction de laquelle ces clôtures, chemins, cours d'eau seront situés; et la signification de l'avis de la sommation ou autre document à tout greffier ou officier chargé de la section du chemin de fer, chemin à lisses de bois située dans cette juridiction, ou au dépôt le plus voisin du chemin de fer ou chemin à lisses de bois, sera une signification régulière à la compagnie. Chaque fois que telle compagnie de chemin de fer ou chemin à lisses de bois aura négligé d'exécuter ce qui est requis d'elle, dans les trente jours de l'avis qui lui aura été signifié comme susdit par tout officier municipal, le conseil de la municipalité auquel il appartiendra pourra faire exécuter, par un ou des personnes

compétentes, les ouvrages que telle compagnie de chemin de fer ou à lisses de bois, aura négligé de faire et exécuter en contravention aux règlements, procès-verbaux et ordres du conseil de toute municipalité, et recouvrer le montant du prix de ces ouvrages avec vingt pour cent en sus, de la compagnie en défaut, devant toute cour de magistrat de comté ou la cour de Circuit dans la juridiction de laquelle les cours d'eau, chemins ou autres travaux seront situés", soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

La Chambre se forme en comité et adopte l'amendement.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. D.-A. COUTLEE (Soulanges): Propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Bergevin), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la proposition, soient retranchés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en retranchant l'article 523", soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Mailloux), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la proposition, soient effacés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en substituant aux mots contenus dans l'article 706 les suivants: "Le droit de demander la cassation d'un règlement, d'un procès-verbal, d'un rôle d'évaluation, d'un rôle de perception, d'une résolution, se prescrit par trois mois à compter de l'entrée en force de tel règlement, procès-verbal, rôle d'évaluation, rôle de perception et résolution", soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

La Chambre se forme en comité et adopte l'amendement.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. P.-S. GENDRON (Bagot): Propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Mailloux), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la proposition, soient retranchés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de retrancher le second paragraphe de l'article 886", soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bellerose, Bergevin, Blais, Carter, Cauchon, Clément, Coutlée, Craig, Dugas, Gaudet, Gendron, Genest, Lafontaine, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Marchand, Mailloux, Mathieu, Molleur, Poupore, Pozer, Robert, Thérien, Tremblay et Verreault: 26.

CONTRE: MM. Bellingham, Bessette, Cantwell, Chauveau, Church, Desaulniers (Maskinongé), Hemming, Irvine (soll. gén.), Jodoin, Locke, Laberge, Ouimet (proc. gén.), Rhéaume, Robertson, Ross et Simard: 16.

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix.

Il est ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de retrancher le second paragraphe de l'article 886.

La Chambre se forme en comité et adopte l'amendement.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Propose, appuyé par le représentant de Laprairie (M. Thérien), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la proposition, soient retranchés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour y être amendé comme suit:

"Que les clauses 820 et 827 soient retranchées et remplacées par la suivante :

"Tous les travaux sur les routes, nonobstant tout procès-verbal ou règlement qui les régit, seront faits et payés à même le fonds commun de la municipalité" soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M.E.J. HEMMING (Arthabaska): Propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. Molleur), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la proposition, soient retranchés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en ajoutant à l'article 1009, après les mots "y sont substituées," les mots "et les montants pour lesquels cette terre peut être grevée pour le paiement des débentures municipales, émises pour venir en aide à la construction de chemins de fer ou autres entreprises publiques, soit avant ou après la mise en force du présent code," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

La Chambre se forme en comité et adopte l'amendement.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu, elle est résolue dans l'affirmative.

La Chambre s'ajourne à onze heures et demie.

## Séance du 29 novembre 1870

Sous la présidence  
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Hemming — la pétition du révérend J.S. Taupier et autres, de la paroisse de Sainte-Cécile-de-Milton, comté de Shefford.

Par M. Coulée — la pétition de G. Beaudet et autres.

Par M. Carter — la pétition de l'honorable J. Ferrier et autres — la pétition de Thomas Workman et autres — la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Montréal et autres — et la pétition de Nathan Bethune et autres, toutes de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. Cauchon — la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec.

Rapport de comités:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport :

Votre comité a examiné le bill pour détacher une certaine étendue de terrains agricoles des limites de la cité des Trois-Rivières, et l'annexer à la municipalité de la paroisse des Trois-Rivières, et trouve que le préambule n'a pas été prouvé, attendu qu'il n'a pas été donné de preuves suffisantes à l'appui dudit préambule.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de l'honorable John S. Sanborn et autres de Sherbrooke; demandant à être incorporés sous le nom de "La Compagnie des pouvoirs d'eau de Sherbrooke," ainsi que celle de la "Société bienveillante de Notre-Dame-de-Bonsecours, Montréal," demandant des amendements à son acte d'incorporation, et trouve que des avis suffisants ont été donnés en chaque cas.

Quant à la pétition de John W. Taylor et autres, de Bolton, et autres endroits, demandant une charte pour la construction d'un chemin de fer de Durham à Sutton ou autre lieu, votre comité a trouvé que les avis n'avaient été publiés que depuis le 12 novembre courant, mais le promoteur du bill ayant prouvé à la satisfaction de votre comité qu'un grand nombre de pétitions avaient été signées par toutes les municipalités où doit passer le chemin de fer projeté, et que toutes approuvaient l'entreprise, il recommande dans ce cas la suspension de la 51e règle.



Quant à la pétition du maire, des échevins et des citoyens de la cité de Montréal, demandant des amendements à la charte de ladite cité; votre comité a trouvé que, bien que la publication des avis n'eût pas précisé d'une manière certaine la nature desdits amendements, la publicité donnée aux débats du conseil de ville de Montréal et l'impression de la discussion concernant cesdits amendements étaient suffisantes pour en faire connaître la nature au public, et en ce cas votre comité recommande la suspension de la 51<sup>e</sup> règle.

Votre comité a aussi examiné la pétition du révérend James B. Davidson et autres syndics de "l'Ecole de grammaire de Frelighsburg," demandant des amendements à l'acte incorporant ladite école, et a trouvé que les avis requis n'avaient pas été complètement donnés, mais comme ils seront complets lorsque le bill viendra devant le comité des bills privés, il recommande la suspension de la 51<sup>e</sup> règle.

**L'HONORABLE J.-E. CAUCHON** (Montmorency): Soulève une question d'ordre relativement à l'insuffisance des avis donnés par la corporation de Montréal au sujet de ses amendements.

Il signale le danger qu'il peut y avoir à mettre de côté les règles prudentes établies par la Chambre pour éviter toute surprise et protéger ceux dont les intérêts pourraient être lésés par une législation contre laquelle ils n'auraient pas été mis à même de se protéger.

**M. F.-G. MARCHAND** (Saint-Jean): Dit que l'esprit de la règle a été dans ce cas suffisamment rempli.

**M. E. CARTER** (Montréal-Centre): Parle dans le même sens. Après une légère discussion, il retire sa motion.

#### Introduction de bills:

**M. C. THERIEN** (Laprairie): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer "La compagnie de navigation de Laprairie."  
Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

**M. O. PELLETIER** (Bellechasse): Demande la permission d'introduire un bill pour permettre, pour les fins judiciaires, au comté de Bellechasse, de faire partie des districts de Québec et de Montmagny.

Accordé.

**L'HONORABLE J. G. ROBERTSON** (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour ériger la division d'enregistrement de Sherbrooke en une municipalité de comté séparée.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**L'HONORABLE J. G. ROBERTSON** (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour constituer en corporation "La compagnie des pouvoirs d'eau de Sherbrooke."  
Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

#### Arbitrage

**L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU** (Québec-Comté): Dit que les documents relatifs à l'arbitrage ne sont pas encore imprimés en anglais. L'honorable trésorier doit présenter aujourd'hui son discours du budget, et il demande que la Chambre traite des affaires qui lui ont été soumises à la séance de l'après-midi, afin de consacrer la séance du soir à l'exposé financier. Il espère que vendredi le gouvernement sera en état de soumettre à la Chambre les documents sur l'arbitrage.

#### Reprise de certaines terres abandonnées

**L'HONORABLE G. OUMET** (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant la reprise de certaines terres abandonnées dans les seigneuries.

Adopté.

#### Saisie-exécution du patrimoine de famille

**M. M.-A. BESSETTE** (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour exempter de la saisie-exécution le patrimoine de famille et autres biens au-dessous d'une certaine valeur.

Suivant lui, la plupart des Canadiens émigrant aux Etats-Unis sont contraints de s'exiler par leur propre incurie. Ils s'endettent sans penser qu'il faudra payer, et n'étant pas capables de rencontrer autrement leurs obligations, ils vendent leurs terres et s'éloignent du pays, abandonnant à des créanciers trop souvent cupides les propriétés encore humides de leurs sueurs.

Il trouve absurde que dans un temps où l'on se prétend civilisé, on maintienne en vigueur des lois portant encore le caractère barbare des âges antiques, alors qu'il était permis au créancier de dépouiller son débiteur pour se rembourser. Puis, pourquoi cette loi ne produirait-elle pas au Canada, tout le bien qu'elle opère aux Etats-Unis, où elle est en vigueur dans presque tous les Etats?

**L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU** (Québec-Comté): Croit que ce qui a été effectué en

fait de législation jusqu'à présent est suffisant pour protéger les intérêts du débiteur.

La loi protège suffisamment le colon; exempter de saisie-exécution d'autres biens des colons affaiblirait son crédit dans la communauté, et nuirait finalement à sa prospérité.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Rappelle à l'honorable député de Shefford (M. M.-A. Bessette), que par un article du code, on conserve au débiteur malheureux un montant assez considérable et qu'on a même augmenté ce montant: sont exemptés certains de ses animaux, tous ses outils aratoires et autres effets. Cela suffit amplement à protéger le colon des actions des créanciers.

Il dit qu'il s'opposera donc au bill; il faut aussi protéger les intérêts du créancier qui aurait avancé un montant même considérable, de bonne foi.

Exempter de saisie tous ses biens, limiterait le crédit du colon. Sans quelques biens, le colon ne peut obtenir de crédit.

Cette mesure est de nature à modifier considérablement les dispositions du code civil. Il est d'avis que le code et la loi de colonisation de 1869 protègent suffisamment les colons.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Soutient le contraire et approuve le bill.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit que le chef de l'Opposition se montre sans doute favorable à cette mesure parce qu'elle est d'origine américaine.

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Répond qu'il conviendrait de renvoyer le bill au comité des divers bills où des explications de détail pourraient être apportées.

M. A.-L. DESAULNIERS (Saint-Maurice): Dit qu'il est évident, d'après les opinions exprimées, que le bill ne deviendrait jamais loi. Le renvoyer en comité constituerait une perte de temps et d'argent.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sher-

brooke): Est d'avis que la législation actuelle va assez loin et que l'exemption pour les effets mobiliers est suffisante, mais il pense qu'elle devrait s'étendre aux immeubles.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): La loi existante est suffisante. La Chambre se divise et la proposition est résolue dans la négative. Le bill est rejeté.

### Introduction de manufactures

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour encourager l'introduction et l'établissement de manufactures en cette province.

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Dit que cette mesure est très importante et qu'elle est propre à promouvoir les intérêts les plus grands du pays, car l'industrie est la principale source de richesse pour la province de Québec.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Appuie cette mesure qui sera certainement d'un grand avantage pour la province de Québec.

La deuxième lecture est faite.

Le bill est renvoyé à un comité composé de M. Genest, l'honorable M. Chauveau, l'honorable M. Robertson, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, M. Joly, M. Marchand, M. Pelletier, M. Roy, M. Dugas, M. Gendron, M. Picard, M. Craig, M. Desaulnier (Maskinongé), M. Gaudet et M. Beaubien, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

### Défrichement des terres

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant le défrichement des terres et pour amender l'acte pour la protection des forêts contre les incendies.

Les débats sont ajournés à demain.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à huit heures.

**Soeurs de l'asile  
de la Providence de Montréal**

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité sur le bill pour amender les actes incorporant "les Soeurs de l'asile de la Providence de Montréal" étant lu,

Il est ordonné que ledit ordre soit déchargé.

Il est ordonné que ledit bill soit de nouveau renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Hôpital des femmes de Montréal**

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour incorporer "l'Hôpital des femmes de Montréal."

Adopté.

Le comité étudie le bill, et en fait rapport, sans amendement.

**The Montreal Young Men's  
Christian Association**

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer "The Montreal Young Men's Christian Association."

Adopté.

**Subsides**

Message du lieutenant-gouverneur:

N.-P. Belleau,

Le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative l'estimé des sommes requises pour la province, pour les douze mois finissant le 30 de juin 1872; et en conformité avec les dispositions de la 54e section de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, de 1867, je recommande ces estimés à l'Assemblée législative (Documents de la session, no 14).

Hôtel du gouvernement,  
Québec, 21 novembre 1870

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Mr. Speaker, Custom has rendered indispensable, under a free system of Government like ours, that on making a motion that the House go into Committee of Supply, a full and clear exposition should be made for the information of the House and country, of the expenditure of the Supply previously granted by the Legislature, for public purposes. Of the amount of cash received and the sources from which collections have been made, it will be expected that I will give to the House every information on these points. It is also, and very properly too, expected that I should give the House, clearly to understand, the sources from which our revenues are expected to come, and the uses to which these revenues are to be

applied during the fiscal year ending June 30, 1872, and also to give to the House and the Country, as definite an idea as I can of our present standing and future prospects. While endeavouring to give such information on these points as I can, I trust, I may claim the indulgence of the House, feeling as I do my inability to express in as clear and lucid a manner as I could wish, the facts in relation to past transactions and my views and opinions on our present standing and future prospects. The House, with that courtesy and kindness which has characterised the members of this Branch of the Legislature since its first opening, received my financial statement last year, in a manner of highly flattering to me. May I ask again the same favourable consideration of the House, on the present occasion? I shall endeavour to make my remarks as brief as possible, as clear and definite as I can — and should I fail in making the House understand the true position of affairs — past and future I trust the House will, as in the past, give me credit for a desire to afford every information required, and that there is no attempt on the part of the Government or my own to withhold information of any kind whatever. On a previous occasion, I had to state that it was impossible for me to give but a partial statement of the financial standing of the Province, owing to the arbitration between Ontario and Québec not being finished. I regret being obliged to state on the present occasion that the same inability exists which then existed. There had been considerable progress made towards laying before the Arbitrators the claims of the Province, and several meetings were held in Ottawa and Montreal, in attempting to obtain due consideration of the claims of this Province before the Board. Circumstances, however, occurred which led the Québec Arbitrator to resign his commission to decline acting longer in connection with his colleagues, because he felt himself in a position where he could not obtain that justice for our Province to which she was entitled, and would no longer remain in a false position and give his countenance to the perpetration of a gross injustice to Québec, or lend the sanction of his name to a court whose preliminary judgments in a manner compelled the continuation of a course decidedly contrary to those principles of law and equity which should govern such an investigation. The Hon. Mr. Justice Day, a gentleman whose reputation as a Lawyer and Judge stands as high as that of any man in the country — whose opinion and decisions on questions of law are respected, and quoted by all our professional men; a gentleman whose integrity and honesty are above suspicion — whose opinion on questions of public policy and public law are matters of record in the annals of the country, political and judicial; whose clear exposition of his opinions on the questions at issue between the

two Provinces, no one has dared to controvert. He could not, in justice to his Government or himself, continue to act apparently for Quebec but unable to do more than protest against her spoliation. Under these circumstances, Mr. Justice Day resigned his position, preferring rather to do this than give his tacit consent or countenance to that course, which he saw was determined upon by his colleagues, in the interest of Ontario and against Quebec. True, there had been frequent sittings of the two remaining Arbitrators; that of the Dominion Government and the one from Ontario, who took upon themselves to sit upon and pretended to consider "in a calm judicial spirit", the important matters laid before them fully by Ontario and partially only by Quebec. True, they have promulgated a pretended award or decision or judgment, call it what you will, and in defiance of Law, Equity, sound judgment or common sense, actually placed their hands to a document called an "Award" or decision as between the Provinces of Ontario and Quebec, and the Dominion Government, which I dare not call otherwise than an imposition upon the public of the Dominion. This document is remarkable only for its manifest partiality to Ontario and injustice to Quebec. Their only preliminary judgment they have not adhered to, they have been guided by no principle, and given no reason of any kind for their judgment. That this House, or this Province will ever submit to such an outrage, I will not insult their understanding by even a supposition of the kind. That the people of our Sister Province will insist upon carrying out such an award, so manifestly the result of utter ignorance of the duties devolving on the Arbitrators and of the questions to be adjudicated upon, I have too good an opinion of their sense of fairness to believe. That our Federal Government will for a moment hesitate to announce their decided conviction founded upon law and justice, that the award cannot be recognized or acted upon by them is hardly within the bounds of possibility. In fact, to do otherwise, we would be acting contrary to their whole previous conduct, doing violence to what must be their own convictions, and seriously affect the stability and permanence of the whole Confederation. I do not, however, intend going into a detail of the whole circumstances connected with the arbitration, my present object being rather to give statements relative to the financial operations of the Government — past and future. Another opportunity will be afforded of going into the arbitration question by and by. In the meantime let me say that I do not impute to the two Arbitrators who acted, any corrupt or improper motives, but I cannot express very great confidence in their knowledge of the subjects treated upon, either as lawyers or practical business men, or much respect for the manner they have been induced to act, against the plain and explicit terms of

the B.N.A. Act of 1867, or a profound regard for their opinions and actions as statesmen.

### Ministerial Programme

Treating, therefore, the whole proceedings of the two Arbitrators thus far a nullity, I may remark, irrespective of these, that it is the intention of the Government to increase the resources of the Province and to contract the expenditure as much as is consistent with proper efficiency in the various departments of the public service and encouragement to enterprises likely to enhance property. The resources ought to be augmented as much as possible without bringing additional burdens upon the people more than absolutely necessary. This may be done with consent of the House, which I have no doubt will be granted. Last year I stated that I believed there would be a larger balance in the Treasury — notwithstanding the increased expenditure during the first four or five months of the year — at the close of the then current fiscal year, June 30, 1870, than was found in the Treasury the same period 1869. This anticipation, I am happy to say, has been realized; and an examination of the Public Accounts will, I think, convince this House that we have no reason to be dissatisfied with our financial position at the close of the past fiscal year ending the 30th June last. Our receipts were, taken together, more than my estimate — and the expenditure, less than I anticipated. There was in the Treasury at the close of the fiscal year the sum of \$667,243.49, which exceeded the amount in the Treasury at the close of the former year by \$104,043.38, not including warrants unpaid, I will now proceed to give somewhat in detail a statement of the receipts and expenditure of the past fiscal year. It will be in the recollection of hon. members that I took notes for some items of expenditure not sufficiently provided for in the former estimates for six months only to complete the last fiscal year, and these estimates for our complete fiscal year ending the 30th June next; so that hereafter the annual votes of this House, and the expenditure under these votes will correspond as to time, each year ending the 30th June, owing to plan formerly adopted of obtaining appropriations from the House for eighteen months, thus mixing part of two fiscal years.

### Budget

In the estimates, I shall not attempt to institute comparisons as to whether the estimated receipts and estimated expenditure agreed or nearly so with actual receipts and actual expenditure, as it would only confuse the House and necessitate a statement of the amount of appropriations made for each 18 months, unexpended at the end of twelve

months, and render the statement unintelligible. Hereafter, as I said before, the estimates of receipts and expenditure, corresponding as to time with the appropriations made by the House. Such comparison can easily be made, and the opinions of the Treasurer tested. I come first therefore to the statement of the receipts and expenditure for the last fiscal year. The details will be found in the public accounts in the hands of hon. members.

So far, Mr. Speaker, I have been dealing with the actual receipts and actual expenditure for the past fiscal year.

I now come to a much more difficult part of my subject, the estimated receipts and estimated expenditure for the next fiscal year beginning the first July next.

These have been prepared with much care, and I trust the House will consider them reasonable. It is only right I should state that, I have no doubt the aggregate receipts will be found nearly correct, in excess rather than under the estimate.

It will be for the House to decide whether our receipts may not by judicious Legislation be increased with advantage to the Country.

The first item of receipts is:

The Dominion Government  
This amount I put down at . . . \$ 813,638.00  
Trust Funds per award . . . \$1086,507.99  
Interest (say) . . . \$ 54,325.35

To arrive at that sum, I have carefully estimated the amount of surplus debt Quebec will have to pay, irrespective of the pretended award of the Quebec Arbitrators. Also the amounts paid for two years by the Dominion Government, and amounts collected by it on our account charging the interest on such trust funds in the hands of the Dominion Government, as there is no question about belonging to Quebec. Last year I was pressed to state the amount at which I estimated the Quebec share of the Surplus debt, with a detailed account of the Trust fund belonging to Quebec. In the public interest I declined to give information as tending to better the Government before the Arbitrators, and I feel sure that our position before the Country and the Arbitrators was improved by my not being committed to any figure.

If say 2 1/2 or 3 or 4 millions were stated to be what I called Quebec share of Surplus debt, it would have been construed into a confession of judgment for a larger amount than what we might have to pay, or on the other hand a gross error in placing the amount too small, I trust, therefore, in the public interest, that hon. members will not unduly press for information which will place whoever has to deal with the settlement of that vexed question — the division between Ontario and Quebec — in a false position.

I now come to receipts from  
Crown Lands Department, i.e.  
General Receipts from Woods  
and Forests, Crown Domain,  
Seigniori of Lauzon, etc. \$462,089.00

From Law and Registration

Stamps I expect to receive \$111,700.00

#### **Inland Revenue Collections**

Licenses of various kinds \$125,000,000

This amount exceeds previous receipts, but the consolidation of the License Acts in force, and a moderate increase in some of the License duties, if sanctioned by the House as I hope it will be, will increase our revenue. This bill is already before the House.

Law Fee Fund, Building and Jury Fund

Court House Tax — (exclusive of stamps)

I placed at . . . \$21,482.00

Educational Receipts, including

Normal Schools, at . . . 10,280.00

Reformatory Saint-Vincent-de-Paul,

St. John's Lunatic Asylum,

House of Correction . . . 11,365.00

Municipal Loan Fund . . . 50,000.00

The amount due on lower Canada

Municipal Loan Fund, is \$1,931,000  
principal and interest. 918,000

And we surely ought to  
reach and exceed the  
amount estimated, not 6  
per cent, on the interest  
due.

On the Quebec Fire Loan. . . . 5,000.00

From Official Gazette. . . . 17,000.00

Casual Revenue . . . \$1,200.00

Printing Laws (private) 160.00

Fees on private Bills . 2,500.00

Public Works. . . . 160.00

4,020.00

Interest on deposits, etc. . . . \$ 20,000.00

Police in Quebec. . . . 40,000.00

\$1,691,574.00

I will now proceed to give a statement of the estimated Expenditure for the fiscal year between 30th June, 1871, and 30th June, 1872.

It will be recollected that in obtaining votes from the House for those amounts it does not necessarily imply that the whole sum voted for any particular service will be spent.

My intention is to ask enough according to the most careful estimate made of what will be required, rather having a little too much appropriated than too little.

The unexpended balance being written off, that is retained in the Treasury, to be appropriated hereafter as the House may direct.

## I. Législation

Conseil législatif:	
Indemnité aux conseillers et frais de transport (aller et retour)	\$ 15,064.00
Salaires et dépenses contingentes	19,886.00
Assemblée législative :	
Indemnité aux députés et frais de transport (aller et retour)	40,000.00
Salaires et dépenses contingentes	53,600.00
Dépenses d'élections	23,000.00
Bibliothèque du Parlement	3,000.00
Greffier de la couronne en chancellerie :	
Salaire	600.00
Dépenses contingentes (\$400.00 et \$1,800.00 pour les élections)	2,300.00
Impressions, reliure et distribution des statuts	4,500.00
Greffier en loi :	
Salaires du bureau	2,600.00
Dépenses contingentes (comprenant un commis surnuméraire et un messenger)	845.00
Total	165,395.00

## II. Gouvernement civil

Département publics; salaires et dépenses contingentes:	
Salaires: Bureau du lieutenant-gouverneur	2,600.00
Département du Conseil exécutif	3,266.00
Département du Secrétaire	10,850.00
Département du Registraire	2,900.00
Département des Officiers en loi de la couronne	9,950.00
Département du Trésor	15,850.00
Département des Terres de la couronne	31,060.00
Département d'Agriculture et des Travaux publics	15,050.00
Département de l'Orateur du Conseil législatif	3,200.00
Dépenses contingentes	31,500.00
	\$137,086.00

## III. Administration de la justice, etc.

Administration de la justice	\$298,786.00
Police (couvrant l'allocation statutaire et comprenant le corps de police spécial, d'après la 33 Vict. chap. 24)	54,000.00
Prison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul: entretien	32,614.00
Inspection de prisons	4,000.00
Total	\$389,400.00

## IV. Education, etc.

### Education, couvrant les allocations autorisées par les statuts:

Education supérieure	\$ 71,000.00
Ecoles communes	129,000.00
Ecoles dans les municipalités pauvres	8,000.00
Ecoles normales	40,000.00
Traitements des inspecteurs d'école	20,600.00
Livres pour donner en prix	2,500.00
Journaux de l'éducation	2,400.00
Instituteurs en retraite	4,850.00
Total	\$278,350.00

### Institutions littéraires et scientifiques

Faculté médicale, Université McGill, Montréal . . . . .	\$ 750.00
Ecole de médecine, Montréal . . . . .	750.00
Société d'histoire naturelle, Montréal . . . . .	750.00
Société historique et littéraire, Québec . . . . .	750.00
Société historique de Montréal . . . . .	400.00
Aide pour la publication du Naturaliste canadien . . . . .	200.00
	\$ 3,600.00

### Arts et manufactures

Chambre des arts et manufactures . . . . .	\$ 3,000.00
--	-------------

### V. Agriculture, immigration et colonisation

Sociétés d'agriculture, etc. (couvrant les allocations autorisées par les statuts) . . .	\$ 52,000.00
Bureau d'agriculture . . . . .	8,000.00
Ecoles d'agriculture, deux françaises et une anglaise . . . . .	2,400.00
Immigration . . . . .	20,000.00

#### Colonisation

Sociétés de colonisation (couvrant les allocations autorisées par les statuts) . . . . .	\$25,000.00
Chemins de colonisation, 1re classe . . . . .	115,000.00
Chemins de colonisation, 2e classe . . . . .	15,000.00
Chemins de colonisation, 3e classe . . . . .	10,000.00
Chemins à lisses de colonisation (couvrant les allocations autorisées par les statuts) . . . . .	45,000.00
De Sainte-Anne-des-Monts au chemin de la Rivière-au-Renard (chemin de la Côte-du-Golfe) . . . . .	4,000.00
	\$214,000.00

### VI. Travaux et édifices publics

Loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général . . . . .	\$ 30,700.00
Inspections et examens . . . . .	4,000.00
Prison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul; pour l'achèvement de l'aqueduc et pour l'achat de matériaux pour utiliser le travail des prisonniers . . . . .	5,000.00
Asile de Saint-Jean, pour les aliénés; réparations; pour élever des dépendances et des clôtures . . . . .	5,000.00
Départements publics; pour la construction ou l'achat d'édifices (étant le tiers du prix de l'estimation) . . . . .	50,000.00
Palais de justice de Montréal; pour de nouveaux planchers et un logement pour le mécanicien, etc. . . . .	2,500.00
Bureau d'enregistrement de Montréal; pour acheter ou construire un —, à la condition que la ville de Montréal fournisse un montant égal . . . . .	8,000.00
Pont au Portage-du-Fort; pourvu que \$8,000.00 soient fournies par la Puissance, et \$5,000.00 piastres par des particuliers . . . . .	4,000.00

#### Imputables au fonds de bâtisses et de jurés de chaque district intéressé

Loyers des palais de justice et des prisons . . . . .	\$ 1,120.00
Assurances . . . . .	3,000.00
Réparations . . . . .	7,550.00
Prison de Montréal; pour élever de nouvelles bâtisses . . . . .	40,000.00
Prison de Montréal; appareil calorifère, ventilation, fourneaux de cuisine et pour exhausser les murs d'enceinte, et \$1,000.00 pour des ateliers . . . . .	19,000.00
Palais de justice et prison dans le comté de Bonaventure; pour construire un nouvel édifice . . . . .	6,000.00

Palais de justice et prison dans le comté de Gaspé; pour construire un nouvel édifice. . . . .	6,000.00
Prison de Québec; pour opérer les changements, suivant la recommandation faite par les inspecteurs, pour l'achat de fourneaux de cuisine et de matériaux pour utiliser le travail des prisonniers . . . . .	8,000.00
Palais de justice de Québec; pour l'agrandir. . . . .	7,000.00
Nouvelle prison de Sherbrooke; pour la construction de l'aile droite, et de hangars à remiser le bois. . . . .	10,000.00
Palais de justice et prisons dans les nouveaux districts; pour achever les murs d'enceinte. . . . .	15,000.00
	<u>\$152,670.00</u>

#### **VII. Hôpitaux et institutions de charité**

Asile des aliénés, Beauport . . . . .	\$195,500.00
Asile de Saint-Jean pour les aliénés. . . . .	20,000.00
Hôpital de la marine et des émigrés, Québec. . . . .	4,000.00

#### **Divers**

Corporation de l'Hôpital Général; Montréal. . . . .	\$ 4,000.00
Institution des sourds-muets catholiques. . . . .	3,000.00
Institution des sourds-muets protestants, Montréal. . . . .	1,000.00
Malades indigents de Montréal. . . . .	\$ 3,200.00
Hôpital Saint-Patrice, Montréal. . . . .	1,600.00
Soeurs de la Providence, Montréal. . . . .	1,120.00
Asile de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal. . . . .	600.00
Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal. . . . .	800.00
Asile Saint-Patrice pour les orphelins, Montréal. . . . .	640.00
Hospice de la maternité de l'Université, Montréal. . . . .	480.00
Asile de la Madeleine (Bon Pasteur), Montréal. . . . .	720.00
Asile des orphelins catholiques romains, Montréal. . . . .	320.00
Soeurs de la Charité, Montréal. . . . .	800.00
Soeurs de la Charité, Montréal, pour leur hospice des enfants trouvés tant qu'il n'y en aura pas à Québec. . . . .	400.00
Asile des orphelins protestants, Montréal. . . . .	640.00
Hospice de la maternité, aux soins des Soeurs de la Miséricorde, Montréal. . . . .	480.00

#### **VIII. Services divers**

Service des bureaux d'enregistrement . . . . .	\$ 20,000.00
Gazette officielle de Québec. . . . .	8,200.00
Allocations accordées sur le fonds des municipalités (Statuts refondus, B.-C, chap. 110, section 7). . . . .	10,216.00
Arbitrage sous l'autorité de l'acte constitutionnel. . . . .	5,000.00
Fonds de pensions de retraite, s'il est à propos de l'établir. . . . .	5,000.00
Pour faire exécuter les lois de la chasse. . . . .	1,000.00
Items divers. . . . .	20,000.00
Exploration spéciale et levée de plans pour la continuation du chemin de Gosford . . . . .	5,000.00
	<u>\$ 74,416.00</u>

#### **IX. Perception, administration et autres déductions sur le revenu**

Arpentages. . . . .	\$ 24,000.00
Dépenses générales par le département des Terres de la couronne (y compris les biens des Jésuites, le domaine de la couronne, la seigneurie de Lauzon et bois et forêts). . . . .	\$ 54,844.00
Timbres, licences, etc. . . . .	8,000.00
Montant des estimés pour l'année finissant le 30 juin 1872. Total. . . . .	\$1,841,031.00
Pour couvrir les mandats spéciaux pour défrayer les dépenses déjà faites imputables à l'année financière expirée le 30 juin 1870 (voir comptes publics de 1870, p. 74). . . . .	\$ 27,400.54



Recettes telles qu'estimées . . . . .	1,691,574.00
Réduction probable sur les dépenses de l'année courante, non encourues. . . . .	269,500.00
Balance au 30 juin 1871. . . . .	271,667.00
	\$2,222,741.00
Moins les appropriations . . . . .	1,841,030.00
Il reste au 30 juin 1871 un surplus total de . . . . .	\$ 381,710.00

This balance, it will be observed, although more than last year's estimates, still is less than former balances actually on hand, if all appropriations are paid.

It will be seen from the statements already made, that our position as a Province, is sound as regards our financial position; at the same time we require to exercise economy in the expenditure of our funds. Our undeveloped resources require to be examined into more closely. Our resources, agricultural and mineral, may be largely increased, by judicious assistance rendered from the public purse — but it should always be borne in mind, that we must rely mainly on private enterprise to initiate the modes to be adopted and the methods to be applied towards these important ends. I firmly believe that our mineral resources may be largely developed — and a little aid given by the Government towards the instruction of a class of students, to fit them for the practical, every day of work of mining operations — In fact, instruction in the principles of geology would prove of incalculable advantage to our Province, and largely increase our wealth from our mineral deposits. Government can only to a limited extent come in aid of such undertakings as bid fair to foster enterprise and increase our population, and thereby to develop our resources to a larger extent than at present. It is too often the case that both parties look to Government for pecuniary assistance to promote undertakings in which they are not willing to invest their own funds, and then to blame the administration for want of enterprise and energy, when in reality the fault lies in themselves, and in the object they seek to promote. Were the resources at command of the Government larger than they are in such a case, the administration, would only be too glad to assist in aid of many works of public utility, which under present circumstances and with limited resources at command, they must refrain from touching. We need a more self-reliant spirit among our people — more faith and confidence in our own resources and means, and less reliance on Government assistance and foreign aid. Many think and speak as if the means at command of the Government were unlimited, and that there is no danger of our finances becoming embarrassed by too great an expenditure or by Government lending its credit to enterprises of any description. Such opinions are not founded upon actual facts, and if followed would soon

ruin any Government, and seriously endanger the country. Heavy taxation must inevitably follow reckless expenditure of public funds — the prosperity of the Province be retarded, and thus our people, becoming discouraged, would hasten to flee from our country to where lighter burdens in the way of taxation would be laid upon them, or at any rate more means would be at command to meet them. May I be permitted to allude briefly to a few of those objects which have engaged the attention of the Government and this House during the past three years, in the hope that they may hereafter occupy a prominent place in whatever Government or House may be in existence at the close of the present session. These objects I consider of vital importance, and although I can say nothing new, or urge their consideration on the House and country in any other way than very common-place, still they may prove the means of doing some good. In alluding to those pursuits on which I consider the prosperity of our country mainly depends, let it be remembered that their success or failure depends in a great measure upon the action or non-action of the people themselves. Governments can do but little towards the advancement in prosperity of a country, unless the mass of the people are interested, and energetic in their efforts. I would first place in the list of subjects which should engage the serious attention of the Government, and this House as a body, or as individual members of society, attention to the fostering of our Agricultural pursuits.

Agriculture must be the main support of our province, looked at from a Provincial stand point. We have large tracts of land now in a state of nature, available for settlement. Recent explorations and surveys made by our Crown Lands Department in various parts of the Province have discovered many eligible tracts of land, equally fertile to any now settled upon.

The lands are well timbered, well watered, have good soil, abundance of water-power for manufacturing purposes, and possessing as far as natural advantages are concerned every requisite for sustaining a large population. Such lands, however, require to be opened up by means of roads, in order to render them accessible for settlement. The large grants for opening Colonization roads, imposed by the Government and sanctioned by this House, evince the interest felt in opening up wild lands for settlers. The amounts granted have been spent in most cases to good advantage. The

results will soon follow if means are taken to encourage settlers to locate on these lands and to afford that assistance necessary for them to establish themselves. Immediate results cannot be looked for. I take it that the Government by authorizing and contributing towards the establishment of Colonization Societies, which I am happy to say the people have lately shown so much interest in, will do much if well worked towards the inauguration of a system which cannot fail of success, and which will give satisfactory results. The expenditure of the large sum of \$644,500 during the past three years upon Agricultural and Colonization purposes, cannot fail if future efforts are kept up, to attract to our wild lands large numbers of immigrants, who will by their enterprise and industry naturally add to the prosperity and wealth of our Province, and induce others to remain in our midst, as well as to bring back those who have left the land of their birth in hopes of bettering their condition. It should be remembered that anything, like systematic, energetic efforts to open up our wild lands with the view of inducing our native population to remain in the country, or to attract settlers from other lands, is comparatively a late effort. We should not expect results too soon. It takes a long time to change the course of trade or of commerce into a new direction. Men's minds when running in a certain current, require first to have their attention arrested, to be brought to stop and consider, before they will work in another direction, and the same requires to be done in the present instance, but by continued efforts, by a systematic course of procedure, we may hope to succeed. Already I believe the current of our native population going to the United States is partially arrested. They are beginning to return in considerable numbers and during last season, there were several thousands from other countries who decided to remain in our Province.

Had the immigrants been of the agricultural class, we could have got more to remain, but it was thought best not to induce too many of that class from cities to remain, they are not being fitted for agricultural pursuits.

#### Colonization roads

While the Government has spent the largest amount of money upon Colonization roads of the 1st class, and very properly too, when the population is scarce and municipal institutions still in their infancy, I am rather inclined to think that hereafter the 2nd and 3rd class roads, upon which Municipal aid is requisite in order to obtain Government assistance, may be entitled to more encouragement. The personal interest felt by those who contribute directly towards an object in which they have a personal interest secure, I think, more attention and supervision than can be expected in other cases.

#### Colonization Societies

With respect to Colonization Societies already alluded to, I think they prove very useful in assisting settlers who wish to occupy our wild lands.

Their particular sphere I take to be the selecting of proper locations for intending settlers, so as to have some definite place ready to receive them, to assist them in making a beginning by sending persons accustomed to clearing land and building cheap houses, to show the parties how those things are done. And also to assist if need be in procuring seed grain and provisions till such time as their first crop is harvested.

In fact, the interest felt in the success of the new settler, and the sympathy expressed for him by the resident population will perhaps do more to encourage and stimulate to effort and induce parties to remain in our Province, than even the material aid afforded.

#### Immigration

It is peculiarly the business of the Dominion and Local Governments to afford assistance, by enabling immigrants to reach their ultimate destinations, and I am happy to say that with the Honorable Member for Brôme at the head of the Agricultural and Immigration Departments at Ottawa, whose indefatigable energy and industry are well known, his Government will not be behind hand in this important work, and that his efforts will stimulate, if it is required, which I feel assured it is not our Local Government to do its share in the encouragement to be afforded to this class of settlers. With the promotion of agriculture, therefore, the propriety of fostering immigration is another point we must not overlook. I care not where persons come from to settle amongst us, whether from Europe or the United States, the more of the agricultural class from any country we can induce to come here the better. Skillful training is further advanced in the old countries than it is here, and the example of experienced agriculturalists from England, Scotland, Ireland, France, Belgium, Sweden, Germany or other nations, has already done much, and in the future will, I hope, do more in stimulating our farmers to better modes of husbandry, to better selections of stock and farming implements, to increased care and skill in the manufacture and application of manures than have hitherto been obtained amongst us. The Honorable gentlemen here stated that the first prize for ploughing was won by a French Canadian. This would show the benefit derived from example. Our principal attention should specially therefore be directed to the introduction of settlers from the agricultural classes of Europe. Thousands of this class can find locations, where with

industry, sobriety and economy, they may make themselves homes in our midst — may make better provision for themselves and families than can be done in their native land. Active exertions prevent our native population from seeking to better their condition in the neighbouring Republic, and induce those now there — perhaps temporarily at first, to return to the land of their fathers; and all this can be done and much more too if our own people are true to themselves, go rightly to work, and assisted and aided as such efforts certainly will be by the Government whoever forms it. We may safely and confidently hope that the agricultural prosperity of our Province will be increased, and Quebec become a resting place, and home for thousands upon thousands in a short time to come. As bearing upon agriculture, let me also allude in a few words to the necessity of affording every facility to our young men in acquiring.

### Agricultural education

Many suppose that comparatively little education is necessary to fit young men to become farmers, in fact, that any one not exactly fitted for any other pursuit is good enough for a farmer. Another idea prevails too much, that farming, if not perhaps disreputable or disgraceful, is, on the whole, rather a low calling, and is associated in the minds of many with hard dirty work with ignorance of what is going on in the world, and no taste for literary information or intellectual culture of any kind. Language of this sort prevails too much. A greater falsity never existed, and the sooner such nonsense gets dissipated the better. We have, it is true, many honorable instances of gentlemen of wealth, intelligence, of mental culture giving their attention to agricultural pursuits — gentlemen whose valuable assistance is always ready — on our Boards of Agriculture in our Local Agricultural Society — ready to contribute money, and, what is far more valuable, their time and efforts to encourage and promote agricultural pursuits. Several of such gentlemen I have now the honour of addressing, and I gladly give them my humble tribute of praise for their efforts, and my sincere wishes for their success, gentlemen whom the people honour and who possess the esteem and respect of the whole community. Their efforts are directed to place agriculture in that rank — the first rank — to which it belongs, and whose services are, I am happy to say, fully appreciated and valued. Every member of this House will easily think over — that one and the other one in their respective localities — whose efforts to improve agriculture are worthy of all praise. One gentleman well known throughout our entire country showed me the invoice of improved stock, imported at one time, exceeding \$65,000. I need hardly say that I refer to Mr. Cochrane, of Compton. That

gentleman has faith in the future of our Province and all will join with me in wishing him every success. Notwithstanding the efforts of such gentlemen, scattered throughout the Province, we require something more to be done. We must have institutions where our young men, farmers' sons and others can receive an education specially fitted for agricultural pursuits. We have already our institutions for acquiring instruction in Theology, in Law and Medicine; in classical literature, in the arts and sciences to fit men for these professions; we have our commercial colleges; institutions for teaching men and women, so that they may be able to teach others in our academies and commercial schools. These are all good, all worthy of an earnest support, by time, influence and money. Our institutions alluded to are highly creditable to a new country like ours, but these are by no means enough. We have, it is true, several agricultural colleges, schools where the theory and practice of agriculture are taught, others where agricultural instruction is merely tacked on as if it was of no great moment. These have accomplished doubtless much good, but I would like to see such institutions multiplied in our land, and if properly organized and managed, they would soon become almost self-sustaining. We require more of such colleges, where our young men could be educated in those branches of education peculiarly adapted to a new country like ours.

Let us not, therefore, rest satisfied with what has already been done, nor relax our efforts, but by every means in our power encourage, and push forward a system of agricultural education, without which we must fall behind other countries in a great source of national wealth. The general diffusion of education among our population should be special matter of effort to the Government — to this House, and to the country. Without a general system of education our people must remain behind and in every department of industry and national wealth. We will become hewers of wood and drawers of water, to those who are more advanced in literature, in the arts and sciences, and in every department of mechanics. So important do I feel it that the entire mass of our population should be educated, as far at least as reading and writing, and the first principles of arithmetic are concerned, that it has been a question with me how far compulsory attendance upon our common schools should not be insisted upon. It might appear rather arbitrary to do this; at any rate, every means should be employed to impress upon our people the absolute necessity of attention to the education of the rising generation. Men of property and of influence in their respective localities ought to be more earnest in their efforts, more liberal in their contributions, more persistent in their endeavours to disseminate education. Our

superior education will compare favorably with that of any other country, but it must depend principally on the efforts of men of wealth for support, and I know of no better way in which gentlemen who have acquired a competency can dispose of a portion of their wealth than in aiding in the establishment and maintenance of our Colleges and Universities. I cannot help expressing my sincere congratulations and thanks to many of our wealthy men for their liberal contributions in this direction — contributions which reflect the greatest honor on those who make them, and tend to encourage those who are engaged in the management and conduct of these institutions. May their number daily increase. This part of my subject is so large that I cannot enter more at length into the question, as time will not permit. I can only urge upon this House the propriety of placing our educational institutions of every grade upon the best possible footing.

#### Amendments to School Law

I cannot, however, leave this part of my subject without some allusion to the amendment made in the School Laws of this Province at the second session of this Parliament. It was feared by many of the English-speaking part of our population, when the question of the Confederation of the Provinces was under consideration, that it was not safe to trust the educational interests of the minority in the hands of the majority professing another faith and speaking another language. Whether these fears were well or ill founded, it was considered only proper that the question should be settled, and accordingly, it was agreed at the Quebec Conference, so called, that a measure should be carried through the Legislature of Canada at its last Session before Confederation, which should place the question upon a satisfactory basis. To carry out this agreement, a bill was introduced by the Hon. Mr. Langevin into the last Parliament of Canada, commonly called "The Langevin Bill", containing such provisions as were considered satisfactory to both Protestants and Roman Catholics. I need not go into the details of the failure of this measure in a House composed, it will be recollected, of a majority of English Protestants. The bill was withdrawn after some discussion, and this circumstance was felt so deeply and made so much of by certain parties who were seeking occasion for finding fault and to stir up national and religious feeling, that even those who entertained no such fears were obliged to take action, otherwise serious difficulties were apprehended, and Confederation was exceedingly doubtful.

It will, Mr Speaker, be in the recollection of the Honorable Members, that the Honorable Member for Montreal East stated that the Protestants need feel under no apprehension as

to their rights under the Quebec Legislature, that he felt assured the Parliament of Quebec would do justice to the rights of all, irrespective of creed or nationality. This declaration was by some considered as a mere put-off, at the time. The result which I will allude to by-and-by clearly shows that the Hon. Baronet well understood his countrymen, knew their desire to do justice to the minority, and could fully rely on their action in this regard when the time came. However, in the time, a clause was introduced into the B. N.A. 1867, on the subject of Education which, while it left the question in the hands of the Quebec Legislature, gave in certain cases the right of appeal to the Dominion Authorities. At the 2nd Session of this House, the question came up. I was not at the time a Member of the Government, and it will be in the recollection of the Hon. Members, that in my place in the House, I expressed my confidence in the desire of the majority of this House to grant all that the English Protestants would ask. That we, the English, only asked what was reasonable and just, and the French-Canadian majority even quite prepared to grant what would satisfy the minority, and place this taxed question at rest. Mr. Speaker, I need not go into details on this. The bill was introduced into House, was well received by all and passed without I may say any discussion or what may be called a division on its main features. Mr. Speaker, if that amendment fails to meet the wants of the Provincial community, no blame can be attached to the Government the Members of this House, and perhaps the House will allow me to thank them for the straight-forward, honest and manly way in which this question was treated to the full carrying out my own expectations and statements in relation thereto. It will be remembered that the Hon. Baronet referred to was not present in the House when this question came up, he was in England at the time, and the action of this House carried out to the letter, and fully verified his appreciation of what his countrymen would do. The action of the Government and this House fully redeemed his pledge given in Ottawa.

I intended to refer also to the way in which the Government and this House have shown their interest in opening up our country for settlement, by gratifying liberal aid towards the construction of Colonization Railways, but I must forbear; the intention of the Government being to aid such works, when the people in their respective localities feel interest sufficient to induce them to contribute the principal part of the expense. This is a perfectly legitimate way of spending public money and entirely distinct from opening up railways between large commercial centres; these should be considered upon their respective merits, and I believe the policy of the Government upon these railways to be liberal, always taking into account the financial condition and resources

of the Province, and I trust this House and the country will so consider it. Where such railways promote colonization purposes by settling the country, all the more reason why the Government should aid in these undertakings; as I have said before, the financial condition of the country must be kept imperatively in view.

### Civil department

Permit me to say a few words upon the organization of the different Departments of the Civil Government. In commencing the establishment of a new Government, it became necessary not only to organize these on some regular plan, to systematize the work to be done, but also to divide the work amongst the different departments, so as to ensure proper efficiency, and prevent any thing like undue interference by one department with another. This has all been done, and the working of the different departments has been found satisfactory. The improvements upon the old system adopted by the Dominion Government have been adopted here. In every respect, I think our system will compare favourably with that of any other Provinces in the Dominion. I have no hesitation in saying that the management of our Crown Lands is vastly improved. Our revenue largely increased, to what was the case during the former Government of Canada. Our Public Works Department is, to say the least, well managed, and the supervision exercised over the large expenditure for Colonization roads, more strict, with better results than hitherto obtained under the old regime. The various laws introduced into this House and adopted by it for the various Departments of the Government, throw a great responsibility on the administration in preparing the measures, and they have in the main been found to work well. Of course, in starting a new machine, it was to be expected that some parts of the machinery would produce more friction than was desirable, and that time and some alterations would be required to have all its parts work in harmony; and that some delays would occur in bringing all the different parts to act in union, so that the public business would not suffer. But I think the administration deserve well of this House and the country, for their successfully working out thus far our present governmental machinery and commencing a system which on the whole works so well, and bids fair to be permanent. I take no part of the credit of this to myself. I was not at the time a member of the Government, but I feel that my colleagues have acted busily, prudently, and in the true interest of our Province in what they have done. Although not perhaps strictly within the scope of the Quebec Legislature, still we will, I hope, be able hereafter to do something towards the development of our mineral wealth, and the establishment of manufactories

in our Province. With regard to the former, the raw material we have in abundance. In every section of the Province, valuable minerals are to be found. The working of those minerals will give employment to a large number of our people, thus retaining them in our country. The want of manufactories in the Province is the main cause in my opinion of the large numbers of our population seeking employment in the United States. I believe more than three quarters of our people go to the United States because of the employment afforded in the various manufacturing establishments which abound there. If Hon. Members want to prevent our native population from leaving the Province, and to induce those now in the neighbouring Republic to return to the land of their birth, if they want to attract skilled and intelligent labour in the various branches of mechanical industry, if they want to build up our Province in National wealth consequent upon the useful employment of skilled labour, in manufacturing pursuits, their efforts should be directed to encourage by every means the establishment of every kind of manufactories likely to prove successful. There is no question in my mind but that the prosperity of the country can be much augmented by a judicious expenditure of public money in aid of manufactories of various kinds. We have not, it is true, the imposing and collection of duties on foreign importations. We cannot by our Legislature afford that protection and encouragement to manufactories which they claim as a right, and expect from Government, and without entering further into the question at present, I think we may by our influence as a House and as private individuals encourage the establishment of factories of various kinds, and bring public opinion to bear on the Federal Legislature in such a way as will benefit these important branches of industry. In order to our progressing as a Province, it is not at all requisite that we should take a narrow contracted view of public questions, or look at them only from a local point of view. We must not bring every question down to that of parish politics. We should look at questions in a national point of view. As the Dominion prospers, we as part of the Dominion will prosper too, and in considering any question affecting our Province, we ought also to look at what effect our policy will have on the Dominion. If our own Province is likely to be benefited by an expenditure, and that expenditure is likely to benefit any of our sister Provinces, all the more reason we should engage in it. If each of the Provinces acts in this liberal way, without local jealousies but anxious to promote the welfare of the others, our whole country will advance and thus the bonds which exist between the several Provinces will be strengthened, and our Central Government be enabled to assist more and more in building up the Dominion on a fair and permanent basis.

It is only by united effort on the part of our people, on the part of this House, and on the part of the Government, that we can expect our Province to assume that importance in the Confederation, to which she is entitled.

### Our Laws

The administration of Justice in our Province is well attended to; our laws respected, and crimes punished. Our efforts in aid of agriculture, of colonization, of education, of the development of our timber resources, of the establishment of our Civil Government on a firm and permanent basis, have, so far, been a success. In these regards, the members of this House deserve well of the country, because, instead of trying for party ends and for party purposes, to prevent the passage of laws deemed important by the Government, every assistance has been afforded in carrying forward the legislation of the country.

### Our Politics

The attempted agitation upon the propriety of Canada's assuming a position of independence or, in other hands, preparing for annexation to the United States, has, so far, failed of ever being considered by the people as a proposition worthy of serious attention.

### The Fenian Invasion

The attempted invasion of our territory by bands of citizens from the neighboring Republic met with a quick response from our brave volunteers, so that our soil was not polluted, even for a day, by those lawless bands of ruffians. The prompt response by the volunteers of our Province when danger of invasion was apprehended, was worthy of all praise, and has received, at the hands of the Dominion Government, of our military officers and of the Home Government, not only the highest commendation, but substantial marks of approval from Her Majesty the Queen and the Queen's Government. The action of our volunteers, when the Fenian raids were anticipated, proves that our people may be fully relied upon in any emergency, when the invasion of our country is apprehended. The spirit of loyalty, of attachment to our country and institution, which universally prevails, backed as Canada would be with the whole power of England, in case of any difficulty with our neighbors across the line — of which difficulty I have no apprehension — renders us invulnerable against any foreign foe.

### The great fires

We have had, unfortunately, during the past season, several portions of our Province destroyed by fire, particularly the Saguenay

and Ottawa districts. The Hon. Member for Chicoutimi exerted himself nobly for the relief of those who were ruined by the large fire which swept from end to end of that district. Thanks to his efforts, seconded as they were by the people of the country in a liberal way, and assisted by the Government who felt that this House would, without a dissenting voice, sanction the aid given from the public purse, they were enabled to sow their fields again, and with a bountiful harvest. The settlers in the Saguenay district will remain on their farms and soon make themselves independent. The Ottawa region also was visited later in the season by a destructive fire. Here again the liberality of our people was tested and nobly did our cities, towns and villages respond to the call made upon them. The Government here again, on the instance of the Members for Ottawa and Pontiac, did something to assist private benevolence, and would have done more had not the Saguenay fire already drawn a considerable sum out of the Treasury. The relief granted to the Ottawa sufferers we placed in the hands of the general committee in Ottawa, for distribution, the Government thinking that in a case like that no regard should be had to the line dividing Quebec from Ottawa. This amount will, I doubt not, be cheerfully sanctioned by the House.

### The war in Europe

We have had peace from the horrors of war and plenty in all our borders, while the fairest portion of Europe, from which the majority of our people in the Province have sprung, has been the scene of war in all its enormity, and with famine and pestilence, have desolated a large portion of "La Belle France". This state of affairs in Europe could not fail to excite our deepest sympathy, and our earnest prayers for peace and tranquility. A careful study of the causes which led to the fearful war now raging in France, of those principles which are at work, regardless of the state of the country, of that party spirit which intrudes itself into every department of life, cannot fail if carefully viewed by those who occupy public life in this country, of moderating the expression of sentiments likely to unsettle men's minds and to render them dissatisfied with their present condition and future prospects. On a comparison of our position therefore, with almost every other, we have cause for thankfulness for the past, and hope for the future. Our people are living in peace and harmony with each other; the fears entertained by many of a different state of things under Confederation have so far proved groundless.

### Conclusion

This mixture of races and creeds may even, with proper care and consideration for each

other's feeling, prove a blessing to us as it has in other countries. Each may prove a stimulant to the other, to enterprize in industry, by each earning from the industry, by each earning from the other in those particular qualities in which one race may surpass the other. By this practice, by following up the course adopted since the union of the Provinces — by the non-discussion of public questions in a national or denominational spirit — by judging of public questions on their true merits — by individual effort — by associated effort — we can, and, I trust sincerely, will bend our energies to the advancement of our Province in intelligence, in material prosperity, and thus, by the blessing of Divine Providence upon our exertions, we will do our part to build up on this side of the Atlantic, a grand nationality worthy of our glorious ancestry. We may thus leave as a legacy to those who follow after, institutions, fixed and permanent, as that of Old England itself, institutions where the rights of others are respected, where liberty of conscience is enjoyed, where life and property are safe, where wise, beneficial laws are made and impartially administered, where unity and peace prevail, and where a resting place and home are ready for millions from other countries, who may wish to share with us, our true freedom and prosperity.

La Chambre se forme alors en comité.

En comité:

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas trente-quatre mille neuf cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'indemnité des membres et leur allouance pour frais de route, et pour les salaires et dépenses contingentes du Conseil législatif pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-treize mille six cents piastres soit accordée

à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'indemnité des députés et leur allouance pour frais de route, et les salaires et dépenses contingentes de l'Assemblée législative pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas vingt-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du greffier de la couronne en chancellerie, savoir: salaire, la somme de \$600, dépenses contingentes, la somme de \$400, et la somme de \$1,800 pour les élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impression, reliure et distribution des statuts pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas trois mille quatre cent quarante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes du bureau du greffier en loi, savoir: salaire bureau, la somme de \$2,600; dépenses contingentes (comprenant un commis surnuméraire et un messenger) la somme de \$845, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger à nouveau.

La séance est levée à minuit.

### Séance du 30 novembre 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

#### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table.

Par M. Gendron - la pétition de J.-B. Faucher et autres - la pétition de F. Préfontaine et autres - la pétition du révérend J. Quinn et autres, toutes de la paroisse de Saint-Fulgence de Durham.

Par M. Joly - la pétition de H.-G. Joly et autres, de la cité de Québec.

Par M. Robert — la pétition du collège commercial et industriel de Saint-Césaire, comté de Rouville.

Par M. Moll — la pétition de J.-B. Turgeon et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon.

Par M. Dugas — la pétition du révérend A.-H. Coutu et autres, du township de Chertsey.

Par M. Pelletier — la pétition de A. Fournier et autres, de la paroisse de Saint-Raphael — la pétition du révérend G.F.E. Drolet et autres, de la paroisse de Saint-Michel — et la pétition de Ferdinand Jolin et autres, du township Mail-loux, toutes du comté de Bellechasse.

Par M. Ross — la pétition de l'honorable J.S. Sanbom et autres, de la ville de Sherbrooke — la pétition de la municipalité du township de Lingwick — la pétition de L. Pope et autres, du township de Bury — et la pétition de Angus Smith et autres, du township de Winslow, toutes du comté de Campton.

Par M. Chapleau — la pétition de M. Prévost et autres, de la paroisse de Saint-Jérôme.

Par M. Carter — la pétition de l'asile des orphelins de Saint-Patrice de Montréal.

Par M. Simard — la pétition du révérendissime évêque anglican de Québec et autres de la paroisse de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De dame Anna E. Workman et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Protestant Infants' Home of Montreal."

De N. Trudeau et autres, du township de Roxton; demandant que l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin à lisses de Richelieu, Drummond et Arthabaska, soit amendé.

De la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie — et de Charles Lacroix et autres, de la paroisse de Sainte-Marie, comté de Beauce; demandant respectivement que la section 88 du code municipal ne devienne pas loi.

De l'honorable Thomas Cushing Aylwin, de la cité de Montréal; demandant que le bill intitulé: "Acte pour amender les actes incorporant les Soeurs de l'Asile de la Providence de Montréal," ne devienne pas loi.

De John Johnston et autres, du township d'Ascot; demandant que les limites du comté de Compton ne soient pas changées.

De E. Kemp et autres, du township de Sutton, comté de Brôme — de G. Chevalier et autres, du township de Stanbridge — et de E. Octavian Cuthbert et autres; demandant respectivement que la concurrence de juridiction entre les cours de circuit de comté et les cours de circuit de district soit abrogée.

De la municipalité des townships d'Aylmer et Gayhurst, comté de Beauce; demandant que les ventes de certains lots de terre, dans le township de Gayhurst, soient annulées.

De Alexis Etu et autres, du canton de Joliette — de Edward Mason et autres, du township de Chertsey, comté de Montcalm — et du révérend Chs. Hallé et autres, des townships d'Aylmer et Gayhurst, comté de Beauce; demandant respectivement de l'aide pour les chemins.

De John McCaig, du township de Wickham; demandant le remboursement d'une certaine somme par lui dépensée pour un chemin dans ledit township.

#### Rapport de comités:

M. L.R. CHURCH (Ottawa): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour incorporer "l'Institut Fraser", et le bill pour incorporer le "Thistle Curling Club," de Montréal, et a fait certains amendements à chacun de ces bills, qu'il recommande respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité désire aussi recommander que, vu que le délai pour la présentation des bills privés expire le premier jour de décembre prochain, la 49<sup>e</sup> règle de cette Chambre soit suspendue afin d'étendre ledit délai au dix dudit mois de décembre.

L'HONORABLE J.—E. CAUCHON (Montmorency): Suggère que le comité permanent des ordres permanents abolisse complètement cette règle, source de grande difficulté. Il ne croit pas que sa suppression entraînerait des inconvénients.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné la pétition de Henry Hughes et autres, du township de Durham; demandant qu'une partie dudit township soit détachée de la municipalité de Durham et annexée à la municipalité de Durham-Sud, et trouve que les avis n'ont pas encore été complètement donnés; vu qu'ils seront complets, lorsque le bill viendra devant le comité des bills privés, votre comité désire recommander la suspension de la 51<sup>e</sup> règle.



M. L.R. CHURCH (Ottawa): Propose, que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue et que le délai pour introduire des bills privés soit prolongé jusqu'au dix de décembre prochain conformément à la recommandation du comité permanent des bills privés.

Adopté.

#### Introduction de bills:

M. F.—G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les lois de la chasse en cette province.  
Accordé.

M. M.—A. BESSETTE (Shefford): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de Missisquoi et de la Rivière Noire.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour amender certains articles du code de procédure civile, en ce qui concerne la manière de procéder devant les cours supérieures et de circuit.

Accordé.

#### Interpellations:

##### Colonisation

M. F. DUGAS (Montcalm): Demande si c'est l'intention du gouvernement de faire arpenter de nouveau les townships en arrière des comtés de Joliette, Montcalm et Terrebonne, afin de favoriser la colonisation et l'organisation des sociétés de colonisation dans cette partie de la province de Québec et si c'est aussi son intention de faire terminer dans le cours de l'été prochain les chemins Provost et Coutu qui conduisent à ces cantons.

L'HONORABLE P.—J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que c'est l'intention du gouvernement de faire arpenter de nouveau les townships à mesure que les intérêts de la colonisation l'exigeront; quant aux chemins Provost et Coutu, il ne peut dire s'ils seront finis dans le cours de l'été prochain; il attend les rapports des arpenteurs qui n'ont pas été encore terminés.

##### Érablières sur les terres publiques

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'amender l'ordre en conseil par lequel il prohibe et défend l'exploitation comme sucreries des érablières situées sur les terres publiques sans une licence à cet effet. Si dans tous les cas le gouvernement

persiste à exiger, en outre du prix de telle licence, l'impôt additionnel de cinquante centins pour tout chaque cent érabes compris dans l'érablière ainsi exploitée.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le gouvernement a l'intention de continuer le système existant.

##### Terres de la couronne

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Demande si c'est l'intention du gouvernement de diminuer le prix fixe pour la vente des terres de la couronne dans les endroits où le sol est d'une qualité inférieure et de n'exiger dans tous les cas que le paiement du capital de la part de ceux qui occupent ces terres.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que ce n'est pas l'intention du gouvernement, mais que si l'honorable député connaissait quelques cas particuliers, le gouvernement s'empresserait d'y faire justice, dès qu'ils seraient connus.

##### Agents des terres de la couronne

M. P. FORTIN (Gaspé): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant son Excellence de vouloir bien faire mettre, devant cette Chambre, copie des instructions données aux agents des terres de la couronne, depuis le 1er juillet 1867; un exposé du mode adopté par le département des Terres de la couronne pour la tenue des livres par les agents des terres, depuis le 1er juillet 1867; aussi un exposé de la classification des terres de la couronne fournie par les agents des terres dans leurs agences respectives, indiquant la quantité des terres publiques vendues et occupées, la quantité des terres publiques vendues et non occupées, la date de la vente de chacune de ces terres, la quantité des terres publiques disponibles; et aussi un état indiquant le nombre de ventes de terres annulées depuis le 1er juillet 1870, et les raisons pour lesquelles ces ventes ont été annulées.

Il dit que cette demande est très importante; elle a pour but de faire connaître ce que le département des Terres de la couronne a fait pour le développement de la colonisation; le département des Travaux publics a fait beaucoup pour l'avancement de la colonisation et celui des Terres de la couronne a bien fait sa part; le gouvernement a réduit le prix des terres; mais il s'est produit des abus des hommes avides de gain s'accaparant des terres et qui firent des spéculations sur les colons; on doit surveiller cet état de choses d'une manière très active, et il appuiera toujours le gouvernement qui s'efforcera d'empêcher la spéculation sur les terres de la couronne.

Il dit aussi qu'on devrait fixer une époque à

laquelle le gouvernement devrait attendre pour voir si les terres prises par les colons sont défrichées.

**L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU** (Québec-Comté): Dit qu'on a donné les instructions les plus sévères aux agents de la couronne.

L'honorable commissaire s'occupe lui-même de la chose et a pris les mesures les plus promptes pour les cas d'accapuration et de spéculation.

Il félicite l'honorable moteur de cette mesure des remarques qu'il a faites.

Adopté.

### **Défrichement des terres**

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question qui fut proposée hier, que le bill concernant le défrichement des terres et pour amender l'acte pour la protection des forêts contre les incendies, soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. P. FORTIN** (Gaspé): Regrette d'être obligé de combattre le bill, attendu que plusieurs clauses de ce bill ne sont que la répétition de la loi passée à la dernière session. Quand au reste de la loi, cela serait difficile d'appliquer.

**M. C.-B. GENEST** (Trois-Rivières): Je ne veux pas faire une nouvelle loi, je veux qu'elle soit renvoyée à un comité spécial afin de comparer avec celle du député de Gaspé. Si l'on veut changer les dates pendant lesquelles il sera défendu de faire du feu dans les bois, je n'ai pas d'objection à les changer.

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois, et renvoyé à un comité spécial, composé de M. Genest, l'honorable M. le procureur général Ouimet, M. Jodoin, M. Gaudet, M. Mathieu, M. Molleur, M. Gendron, M. Fortin, M. Dugas, M. Simard, M. Marchand, M. Church, M. Roy, M. Picard et M. Clément, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

### **Hôpital des femmes de Montréal**

**M. E. CARTER** (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill incorporant "L'Hôpital des femmes de Montréal".

Adopté.

Il est résolu que le bill passe, et que le titre soit: Acte pour incorporer "The Women's Hospital of Montreal."

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **The Montreal Young Men's Christian Association**

**M. E. CARTER** (Montréal-Centre): Propose

que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill incorporant "The Montreal Young Men's Christian Association".

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec un amendement.

### **Subsides**

**L'HONORABLE J. G. ROBERTSON** (Sherbrooke): Propose que la Chambre se forme en comité des subsides.

**M. H.-G. JOLY** (Lotbinière): J'ai entendu l'exposé financier du trésorier. Hier, j'y trouvais, en l'entendant, beaucoup de clarté, mais depuis j'y trouve bien des choses étranges. Je trouve que la partie qui a rapport aux finances est des plus obscure, et que la partie qui a trait à la colonisation et à l'agriculture est très claire. En un mot, M. Robertson a dit tout ce qu'on ne lui demandait pas, et rien de ce qu'on en attendait. L'honorable trésorier a promis de donner toutes les explications possibles. Eh bien, on aimerait savoir pourquoi on ne soumet que les comptes jusqu'au 30 juin 1870, sans donner des explications sur ce qui s'est passé depuis cette date jusqu'à ce jour. L'an dernier, il nous a parlé de tout ce qui s'était fait, jusqu'au jour de son exposé. Pourquoi nous les refuser cette année?

Il est impossible de faire une étude approfondie de notre position financière, lorsque nous ignorons ce qui est de cette partie de l'année. Le trésorier parle encore — comme le gouvernement nous y a habitué — "de ce malheureux retard apporté au règlement de la dette."

Le premier ministre nous avait pourtant démontré avec force que ce retard du règlement de la dette provinciale avait doté la province d'une somme considérable. Espérons que cette somme sera employée, cette année, à combler les lacunes et le déficit. Il est de l'intérêt de la Chambre qu'elle sache ce que le trésorier actuel et son prédécesseur depuis longtemps se sont étudiés à nous cacher. L'exposé financier de cette année est plus confus encore que ceux des années passées, et cela est dû à l'intention obstinée du gouvernement de ne pas nous faire connaître ce qui est de la dernière partie de l'année.

Vient ensuite ce surplus dont on parle si souvent; personne ne sait cependant d'où il vient. Autrefois, avant la Confédération, nous n'avions que des déficits. Nous abordons ensuite le mystérieux compte avec la Puissance que personne n'a jamais pu comprendre. C'est un mystère impénétrable. Je voudrais savoir pourquoi, ayant droit à \$900,000 du gouvernement fédéral, le gouvernement ne lui donne crédit que pour \$813,000, puisqu'il dit que tout était réglé avec le Canada.

Dans les comptes publics, j'ai vu une foule de dépenses qui m'ont paru inutiles, mais nous les discuterons en comité. Il y en a cependant que je veux signaler.

La somme de \$6,400 a été payée à M. Ramsay, avocat de Montréal. J'aimerais savoir pourquoi cette province doit payer ces frais encourus avant la Confédération. Je crois dans tous les cas qu'ils sont payables par la ci-devant province du Canada, et non par celle de Québec.

Le trésorier a traité longuement de l'agriculture, de la colonisation et de l'indépendance. Ce sont des sujets d'un grand intérêt, mais fort déplacés dans un exposé financier. Il a réitéré ses remarques de l'an dernier à l'endroit de l'indépendance du Canada. Il persiste tant à parler de gens favorables à l'indépendance que je crois y voir des allusions à ce côté-ci de la Chambre. Eh bien, je vais y répondre.

Jusqu'à ce jour je me suis toujours abstenu de faire connaître ma pensée sur la question de l'indépendance du Canada, mais les récents événements en Europe m'ont déterminé. L'Angleterre s'est vue sur le point d'entrer en guerre avec la Russie, et qui sait si ce danger est sûrement écarté. Je le demande à la Chambre, que serions-nous devenus si les Etats-Unis d'Amérique avaient épousé la cause de la Russie?

L'honorable trésorier a parlé des dispositions de l'Angleterre de nous appuyer et de nous défendre contre toutes tentatives venant de l'autre côté des lignes. Je ne m'explique pas facilement ces remarques, quand le dernier soldat anglais s'embarque pour l'Angleterre, quand les canons de Québec et Montréal s'en vont aux fonderies pour en être (le fer) vendu aux Américains, et peut-être servir plus tard contre nous-mêmes. Sachant tout ceci, je ne comprends pas comment le trésorier dont chaque parole devait être pesée, parce qu'il parle avec autorité, je ne m'explique pas, dis-je,

comment il peut tromper l'opinion publique et nous faire croire que l'Angleterre nous appuiera à l'heure du danger.

Le parti auquel j'appartiens a été trop longtemps accusé des fautes des conservateurs et de manquer de loyauté. Mais il reste un fait acquis, c'est que nous sommes un fardeau onéreux pour l'Angleterre. La seule loyauté qui puisse exister aujourd'hui, chez nous, c'est la "loyauté au Canada".

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Donne les raisons pour lesquelles il n'a pas porté les estimés jusqu'au premier novembre dernier. Quant au paiement accordé au juge Ramsay, il fait remarquer qu'il a été fait sous l'autorité du gouvernement central; il croit qu'il s'agit d'une dépense légitime, puisqu'il concerne l'administration de la justice.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Relativement aux remarques de l'honorable député de Lotbinière, il dit qu'il ne pense pas qu'il y ait quelqu'un dans le pays qui désapprouve la politique actuelle de l'Angleterre qui a déclaré formellement que, dans un cas de danger, elle enverrait ses troupes pour nous protéger. Il n'est pas dans l'honneur ni dans les traditions de la Grande-Bretagne d'abandonner qui a confiance en elle, et certainement après avoir dépensé son dernier sou, après avoir employé son dernier soldat pour obtenir le Canada, elle n'ira pas jusqu'à abandonner cette colonie qui est une de ses gloires les plus belles.

Le comité des subsides fait rapport à la Chambre des résolutions adoptées à la séance d'hier.

La Chambre s'ajourne à six heures.

## Séance du 1er décembre 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. de Lotbinière-Harwood - la pétition de H.J. Harwood et autres, de la paroisse de Vaudreuil, du révérend C.-A. Boissonneault et autres, de la paroisse de Sainte-Marthe - et la pétition du révérend P. Bélanger et autres, de la paroisse de Rigaud, toutes du comté de Vaudreuil.

Par M. Church - la pétition de la municipalité du township de Bristol, comté de Pontiac.

Par M. Hemming - la pétition de J. Morrier et autres, des paroisses de Saint-André et de Saint-Théodore-d'Acton - et la pétition de J.A. Cushing et autres, du village d'Acton Vale, toutes du comté de Bagot.

Par M. Moll - la pétition de E. Joly et autres, de la paroisse de Saint-Damien.

Par M. Mailloux - la pétition de F. Langlois et autres, de la paroisse des Trois-Pistoles - la pétition du révérend F.-X. Guay et autres, du township Viger - la pétition du révérend Jos. Lagueux et autres, de la paroisse de la Rivière-du-Loup - la pétition du révérend F. Beaulieu et autres, de la paroisse de Notre-Dame-du-Portage - et la pétition de C. Bertrand et autres, de la paroisse de l'Isle-Verte, toutes du comté de Témiscouata.

Par M. Bachand - la pétition de l'honorable L.-V. Sicotte et autres, de la cité de Saint-Hyacinthe.

Par M. Chapleau - la pétition de A. Robert et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Beaubien - la pétition de la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal.

Par M. Pozer - la pétition du révérend L.-H. Grenier et autres, de la paroisse de Saint-Elzéar, comté de Beauce.

Par M. Rhéaume - la pétition du très révérend C.-F. Cazeau, administrateur du diocèse de Québec, et autres, de la cité de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De l'honorable J. Ferrier et autres, de la cité de Montréal; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Montreal Auxiliary Bible Society".

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec; demandant des amendements à son acte d'incorporation et l'autorisation à souscrire \$1,000,000 pour la Compagnie du chemin de fer de la rive nord.

Du révérend J.S. Taupier et autres, de la paroisse de Sainte-Cécile-de-Milton, comté de Shefford; demandant que l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin à lisses de Richelieu, Drummond et Arthabaska, soit amendé.

De G. Beaudet et autres; demandant que la concurrence de juridiction entre les cours de Circuit de comté et les cours de Circuit de district soit abrogée.

Du révérendissime évêque catholique romain de Montréal et autres — de Thomas Workman et autres — et de Nathan Bethune et autres, tous de la cité de Montréal; demandant respectivement des amendements à la loi des cadastres, en ce qui concerne ladite cité de Montréal.

### Rapport de comités :

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de la municipalité du village de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, demandant une extension de ses limites, et trouve qu'aucun avis n'a été donné; mais votre comité est convaincu, d'après les renseignements qui lui ont été donnés par le député chargé de veiller aux intérêts du bill, que tous ceux qui y sont intéressés ont été mis au fait de la nature de la demande, et de plus que la grande majorité d'iceux y est favorable. Votre comité recommande en conséquence la suspension de la 51<sup>e</sup> règle.

Quant à la pétition de C.A. Richardson et autres, demandant la division du comté de Stanstead en deux divisions d'enregistrement, votre comité trouve que les avis n'ont été publiés que dans la "Gazette officielle"; néanmoins, en autant que la pétition est revêtue des signatures des maires de toutes les municipalités et du registraire du comté, et qu'une assemblée publique des habitants dudit comté a eu lieu à laquelle on a adopté des résolutions approuvant ladite pétition et de plus comme votre comité est convaincu que la mesure en contemplation est d'un caractère public plutôt que privé, il recommande respectueusement aussi, dans ce cas, la suspension de la 51<sup>e</sup> règle.

Quant à la pétition de dame Anne E. Workman et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Protestant Infant's Home of Montreal," votre comité trouve qu'elle n'est pas de nature à exiger la publication d'avis.

Votre comité, en terminant, désire aussi recommander que le délai, pour la réception des pétitions pour bills privés, soit prolongé jusqu'au dix du courant, vu que ce délai expire le 3 du courant.

### Introduction de bills:

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province.

Accordé.

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi) : Demande la permission d'introduire un bill pour amender

l'acte 20 Victoria, chap. 185, intitulé: "Acte pour incorporer une école de grammaire à Frelighsburg, qui sera appelée l'Ecole de grammaire de Frelighsburg."

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. T. LOCKE (Stanstead): Demande la permission d'introduire un bill pour diviser le comté de Stanstead en deux divisions d'enregistrement.

Accordé.

Interpellations :

#### **Gazette officielle**

M. V. ROBERT (Rouville): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'envoyer la Gazette officielle à toutes les municipalités du Bas-Canada, afin de tenir le public au courant de toutes les ventes de terres annoncées par le shérif ainsi que de toutes les décisions et de toutes les proclamations émises par le gouvernement de la province de Québec.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que c'est l'intention du gouvernement.

#### **Comité permanent des bills privés**

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Propose que M. V.-P. Lavallée, représentant du comté de Joliette, soit ajouté au comité permanent des bills privés.

Adopté.

#### **Agents des terres de la couronne**

M. L.-C. CLEMENT (Charlevoix): Propose, qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie des instructions données aux agents des terres de la Couronne et des bois et forêts pour le district de Saguenay depuis leur dernière nomination, touchant le lieu ou les lieux où ces agents doivent tenir leurs bureaux respectifs.

Adopté.

#### **Cour du Recorder de la cité de Québec**

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender la loi relative à la cour du Recorder de la cité de Québec.

Adopté.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose que le bill soit renvoyé à un comité spécial composé de M. Joly, l'honorable M. le procureur général Ouimet, l'honorable M. le solliciteur général

Irvine, M. Bachand, M. Carter et M. Rhéaume, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Suggère que le nom de M. J. Hearn représentant de Québec-Ouest, soit ajouté à ce comité spécial.

Le député de Québec-Ouest (M. J. Hearn), qui est en ce moment absent, s'intéresse beaucoup aux affaires municipales du Québec et aurait, s'il était présent, pris la parole.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Appuie cette suggestion.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose que le bill soit renvoyé à un comité spécial composé de M. Joly, l'honorable M. le procureur général Ouimet, l'honorable M. le solliciteur général Irvine, M. Bachand, M. Carter, M. Rhéaume, et M. Hearn, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

#### **Double mandat**

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bachand), la deuxième lecture du bill pour établir des dispositions spéciales concernant la Législature de la province de Québec.

La question maintenant soumise à la Chambre n'est pas neuve. Elle a été discutée à chacune des sessions antérieures de cette Législature. Je dois dire que la dualité de représentation a été parfaitement éprouvée, et que le peuple de la province a pu arrêter son opinion sur cette question. Il serait conséquemment tout à fait inutile d'entrer dans une longue discussion sur le sujet et de réchauffer des arguments familiers à tous ceux qui connaissent la question. Je me contenterai, Monsieur l'Orateur, de rappeler ces arguments à la mémoire des membres de cette Chambre.

La position d'un représentant qui occupe un siège dans les deux Chambres est une anomalie. Dans une Chambre, il peut être appelé à combattre des opinions qu'il se verra forcé d'adopter dans l'autre. De plus, dans un Parlement, ses intérêts peuvent venir en conflit avec ses intérêts dans l'autre; de là les conséquences les plus graves.

La position d'un ministre fédéral qui se trouve investi d'un double mandat est pire encore. Il est impossible pour un ministre dans ce conseil de remplir d'une manière satisfaisante ses devoirs comme représentant d'un comté quelconque dans cette Chambre. Il doit, s'il veut véritablement travailler dans les intérêts du comté qu'il représente, occuper son siège pendant toute la session, assister à tous les débats. Les ministres fédéraux qui représentent dans la Chambre locale une section quelconque du pays

sont invariablement absents. Le fait est bien connu et bien établi. On n'a pas vu une seule fois M. Dunkin pendant cette session, et Sir Georges-Etienne Cartier n'y a fait qu'une très courte apparition.

Autre raison que je ferai valoir contre la dualité de représentation, c'est qu'il arrive fréquemment que cette Chambre a à discuter des questions sur lesquelles, comme membres du cabinet fédéral, ils ne peuvent sans préjudice à leur portefeuille exprimer leurs opinions. Il me serait très facile de citer un exemple à l'appui de ce que je viens d'avancer; sur la question de l'arbitrage, quelques ministres du gouvernement fédéral ont observé le plus complet silence, malgré que la Chambre leur eût demandé avec instance de faire connaître leurs opinions à ce sujet. Ces ministres ne peuvent dans cette Chambre prendre part à une discussion en faveur de telle ou telle loi, qu'ils seront appelés à démolir à Ottawa. Leur présence au milieu de nous soulève encore des objections; parce qu'ils exercent une influence indue sur tous les députés. Ceux qui appuient le système du double mandat n'ont qu'une raison à faire valoir contre ces objections.

On dit que l'on ne doit pas contrecarrer la volonté populaire. Cette objection me semble bien étrange; la dualité de représentation serait l'oeuvre d'un peuple opposé au suffrage universel. Mais il me paraît à propos de rappeler ici que sur 65 collèges électoraux, 15 ont appuyé le double mandat; conséquemment, ce fait prouve que la majorité du peuple est contre le système.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Réfute plusieurs arguments avancés par le représentant de Saint-Jean. Il ne croit pas en la possibilité d'un conflit d'intérêt entre la Chambre provinciale et la Chambre fédérale. L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord a bien défini les pouvoirs de chaque Chambre. Le Parlement provincial a le contrôle du système municipal, de l'administration des terres de la Couronne et de la Justice; le fédéral en est réduit à débattre des questions abstraites. Le problème qui s'est posé au sujet de l'arbitrage ne se posera probablement jamais plus. Supposons que la population de la province était directement concernée par une grande question nationale, ses intérêts seraient sûrement protégés par la présence dans cette Chambre de plusieurs membres du gouvernement fédéral. Il croit fermement en cela.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le gouvernement n'a pas changé d'avis au sujet de cette mesure et, cette année encore, il s'opposera de toutes ses forces à son adoption. J'avoue qu'il m'en coûte de répéter les arguments que le député d'Argenteuil a si bien fait valoir contre le projet de loi de l'honorable député de Saint-Jean. Comme l'a fort bien observé l'auteur du bill, les usages

constitutionnels doivent être calqués sur les besoins du pays et ratifiés par l'opinion publique. Nous sommes grandement intéressés, ainsi que l'a expliqué le député d'Argenteuil (M. Bellingham), à ce que des ministres fédéraux fassent partie de ce Parlement, afin d'exercer une plus grande influence dans la Législature fédérale, où ils peuvent ainsi protéger plus efficacement nos intérêts.

D'ailleurs, pourquoi ne pas laisser au peuple le soin de résoudre lui-même la question dans les élections générales qui se feront l'été prochain? C'est à lui de juger.

Nous sommes à l'approche des élections générales, laissons le peuple décider s'il y a réellement des inconvénients au double mandat. Laissons à chaque comté la tâche de décider s'il devra nommer un double mandataire et de juger si ceux qui ont été dépositaires d'un double mandat s'en sont rendus dignes. Il demande à toute la Chambre s'il n'est pas dans les intérêts du pays que ceux qui ont assisté aux délibérations importantes dans cette Législature aillent au Parlement fédéral. Le double mandat est une puissance, est un moyen de résistance pour la protection de nos intérêts.

Je propose donc, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Ouimet), sous forme d'amendement, que le mot "maintenant" soit effacé et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin de la proposition.

M.P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Monsieur l'Orateur, je suis surpris de voir que l'honorable premier ministre ait présenté une pareille motion. Une raison doit pousser le gouvernement à permettre aux députés de voter librement sur la question. Cette raison est que l'honorable trésorier est en faveur du bill. Il y a une grande distinction à faire entre les clauses du bill et la loi des élections générales. Le bill proposé n'affecte en aucune manière le vote des citoyens, mais a le même objet que la loi maintenant en vigueur, qui défend aux membres du Conseil législatif d'occuper un siège dans cette Chambre. La loi projetée ne regarde que ceux qui sont éligibles à un siège dans la Chambre locale et qui ne sollicitent aucunement en dehors les suffrages populaires. J'ai lu le printemps dernier dans un journal une dépêche télégraphique disant que les ministres de la Chambre locale pendant qu'ils étaient occupés aux Communes à Ottawa ont tenu un conseil de cabinet, mais ont dû se transporter à Hull pour légaliser leurs procédures.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Monsieur l'Orateur, lorsque la question est venue devant la Chambre, je n'ai eu aucune opportunité d'exprimer mon opinion à ce sujet parce que la chose ne fut pas alors débattue longuement. A cette époque, j'étais convaincu, théoriquement, qu'un seul individu ne devait pas représenter un comté et aux Communes et à la Chambre locale; mais depuis,

j'ai pu me convaincre que, pratiquement, le système n'a aucun résultat fâcheux. Réflexion faite, je crois qu'il est extrêmement avantageux pour la province de Québec d'avoir des hommes expérimentés qui représentent ses intérêts dans le Parlement fédéral.

Comme preuve de ceci, je citerai que le quorum provincial d'Ontario a pris tous les moyens pendant la session fédérale d'amender la question de l'arbitrage sur le tapis, au désavantage de la province de Québec, pour qui il était absolument nécessaire d'avoir un représentant aux Communes pour veiller sur ses intérêts et les défendre. J'admettrai aussi que j'ai été beaucoup aidé dans l'exécution de mes fonctions comme trésorier de cette province par les avis de ministres expérimentés.

M. J. ROSS (Compton): When this question was brought up during the first session of this Parliament, I voted in its favor, because I was somewhat nettled in believing, as I then did, that there was an attempt made to stifle discussion on the subject. Had I been permitted then to give my opinion on the subject, I would have stated that the measure was premature, and would have voted against it. Since that time, we have had a full opportunity of ascertaining how the existing mode of double-representation works. On a patient review of the three last sessions, I am of opinion that the first bill is uncalled for. Without in the slightest degree disparaging the individual and collective abilities of honorable members of this House, who like myself, have been sent to this Parliament only, I think I may safely say that if we are divested of all the honorable gentlemen who hold seats in the Dominion Parliament and Government here, I fear we would not get along quite as we are doing. It may be answered that other gentlemen of equal talent and ability would be sent in their place. I contend that the presumption is against that argument. At any rate, constituencies have at present the right to send whom they please, and I am, for these reasons, disposed to allow the present state of things to remain as it is, I will, therefore, vote against this bill.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi): Je maintiens que si nos ministres étaient toujours au siège du gouvernement, ils rempliraient mieux leur devoir. Ils sont payés \$3,490 pour rester ici, mais ils sont trop souvent à Outaouais. On me reprochera d'être contre le double mandat, tout en représentant le comté de Chicoutimi dans les deux Chambres, mais en étant ici, je puis y être opposé, tandis que si le comté envoyait un autre député, il voterait peut-être pour cette mesure. Je voterai pour le bill du député de Saint-Jean.

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Dit que les raisons qui l'ont engagé à voter contre une proposition semblable, il y a quatre ans, ne

peuvent plus exister, puisque le cas va se présenter bientôt aux élections générales. La mesure qui était alors prématurée ne l'est pas maintenant.

Aujourd'hui, il trouve bonne et belle l'occasion de faire connaître l'opinion qu'il a toujours entretenue sur la question. Cette conviction, cette opinion, c'est d'enregistrer son vote contre la proposition du premier ministre, demandant le renvoi à six mois de la mesure.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je dois une explication sur le vote que je suis appelé à donner sur cette question.

Je regrette de voir que le gouvernement fasse une question ministérielle de cette mesure, qui n'affecte aucunement l'administration dans ses actes passés ni dans son programme.

Lorsqu'à la première session de ce Parlement la même mesure fut présentée, l'honorable premier ministre proposa alors, comme aujourd'hui, une motion de renvoi à six mois. Une des raisons principales qu'il donna alors contre la mesure fut qu'elle était intempestive au commencement de ce Parlement. Les honorables membres de cette Chambre doivent se rappeler qu'alors je me levai et déclarai explicitement que j'étais d'opinion que le double mandat était un danger pour nous, avec la constitution que nous avions. Je déclarai en même temps que je croyais prématurée l'introduction de cette mesure par l'honorable député qui la présente encore aujourd'hui. Cette loi ne devant prendre effet qu'après l'expiration de ce Parlement, notre action législative ne pouvait ni guérir ni prévenir un mal; c'était une législation inutile alors, et toute législation inutile est mauvaise, car elle expose à des erreurs et à des remords souvent trop tardifs.

Le gouvernement avait alors le droit de considérer cette mesure comme une taquinerie de la part de l'opposition, et, comme je n'avais pas été élu pour venir ici faire au gouvernement de petites misères, je votai pour le renvoi à six mois, réservant mon vote lorsque la question viendrait en temps opportun. Ce temps est arrivé et, aujourd'hui comme alors, j'exprime hautement sur la question ce que je crois être chez moi une opinion politique arrêtée, je dirais même une conviction, s'il y en avait en politique. Je vois rire les honorables députés qui siègent sur les bancs ministériels. Ne riez pas trop, messieurs les conservateurs, je viens de citer un de vos plus grands polémistes, l'éminent publiciste et pamphlétaire Louis Veillot.

"La base essentielle de l'organisation de tout corps délibérant est qu'il ne renferme pas dans son sein d'élément, de force, qui le contrôle, sans cela ses délibérations ne sont plus complètement libres comme elles devraient l'être. Qu'il y ait un contrôle au dehors, c'est la balance salutaire des pouvoirs constitutionnels; mais que ce contrôle se transporte au dedans, alors, il y a destruction de l'harmonie du système. C'est pour cela qu'on n'a jamais songé à laisser

prendre un siège dans l'Assemblée législative aux membres nommés à vie dans la Chambre des lords, dans le Sénat ou le Conseil législatif; le peuple lui-même l'eût-il voulu qu'un gouvernement sage n'aurait jamais respecté cette volonté. C'est là un principe politique que personne ne peut mettre en doute".

Toute la question est donc de savoir si, en laissant aux membres du Parlement fédéral et surtout aux membres du Conseil privé de la Puissance le privilège de prendre part à nos délibérations et à notre législation, nous laissons s'introduire au milieu de nous un élément de nature à nous contrôler ou du moins à gêner, à entraver notre action.

Pour résoudre cette question, il suffit de voir si, par la constitution, le Parlement et le gouvernement de la Puissance ont un droit d'examen sur nos actes législatifs, et si cet examen peut se traduire en refus, en veto de nos actes. On ne dira pas qu'il n'a pas ce pouvoir, lorsque nous avons déjà vu quelques-uns de nos bills renvoyés et quelques autres censurés par le gouvernement. Du reste, l'Acte impérial l'a voulu et devait le vouloir ainsi; autrement, au lieu de nous laisser province dans la Puissance, on aurait fait de nous un état indépendant. Je m'étonne que l'on feigne d'ignorer un état de choses que la constitution a le bon sens de nous montrer d'une manière si évidente.

En effet, à moins de fermer les yeux ou de vouloir nier l'évidence, quel est l'homme qui oserait dire que la présence ici des membres du gouvernement fédéral, lorsque cette présence existe et est active, (et autrement, c'est de l'inutilité, dont on doit se débarrasser), n'est pas un élément puissant de contrôle sur les actes de cette Chambre et du gouvernement? Ceux qui regardent l'ont vu et le savent très bien. Et d'où vient cette force puissante de contrôle, si ce n'est de leur position là-bas?

Il y a donc contrôle, et par là-même contradiction du principe que j'exposais il y a un instant.

Mais on dira peut-être que cette influence est salubre et nous profite; c'est possible pour un moment. Quant à moi, Monsieur l'Orateur, je n'ai jamais pensé qu'en vidant un grand principe constitutionnel, on posait la constitution sur des bases solides et que l'on préparait de belles destinées à un pays.

D'ailleurs, n'est-il pas dans le domaine des possibilités raisonnables qu'il y ait avant longtemps des conflits d'autorité et d'intérêt entre les deux gouvernements? Dans ce cas, croyez-vous que la présence des membres de ce Parlement, de ce gouvernement antagoniste ne gênerait aucunement notre action; lorsque nous dépendons d'eux presque complètement, surtout dans cette phase d'incertitude où nous a fait entrer la conclusion malheureuse de l'arbitrage provincial; lorsque nous sommes à leur merci pour la plus grande partie de notre revenu public; lorsque nous tirons sur eux, presque

sans aucun droit, pour la moitié de nos finances?

Il ne s'agit pas de fermer les yeux et de chanter bonheur et prospérité. Le premier devoir de l'homme véritablement politique est de scruter le présent, de regarder, d'interroger l'avenir et de voir s'il n'y a pas de dangers, afin de les prévenir.

Jusqu'ici, dites-vous, nous n'avons pas souffert; mais allez-vous attendre que l'écueil vous ait brisé pour le voir, et la meilleure des législations n'est-elle pas celle qui prévient le mal et l'empêche d'atteindre le corps social?

Je ne veux pas maltraiter le raisonnement qui a le plus frappé l'honorable député de Sherbrooke, et c'est celui-ci: Si vous n'avez pas, dit-il, quelques membres de cette Chambre aux Communes, nous serons obligés de payer des avocats pour aller à la barre de ce Parlement plaider pour les intérêts de la province de Québec. Tout entier à la finance et à la garde de la caisse publique, l'honorable trésorier n'a pensé qu'à la brèche qui serait faite à son budget, sans songer aux soixante-cinq députés dévoués que la province enverrait exclusivement à Ottawa pour y défendre ses intérêts.

Mais je termine par le plus formidable argument que le gouvernement apporte pour justifier sa position sur cette question.

"C'est pour respecter la volonté populaire"! Mais quand le peuple vous demandera le suffrage universel, l'exemption de la qualification électorale, l'élection de ses magistrats, une loi du travail, toutes ces utopies enfin que le penchant naturel à la liberté inspire à la volonté populaire, ne lui répondrez-vous pas qu'il y a au fond de toutes ces doctrines des principes sociaux ou politiques qui sont dangereux pour les destinées d'une société? Ne direz-vous pas à ce peuple que vous l'empêcherez de se faire du mal, fallût-il violenter sa volonté? Oh! Monsieur l'Orateur, je suis étonné de voir qu'un gouvernement, qui est censé représenter l'opinion essentiellement conservatrice de l'immense majorité de cette province, ne trouve pas de meilleur argument dans une grande question politique qu'un lambeau de paradoxe que l'on va chercher dans les théories les plus démocratiques!

Et, du reste, qu'a-t-il ce peuple dont vous parlez avec tant de considération? N'a-t-il pas dit son mot sur la double représentation aux dernières élections? N'a-t-il pas affirmé le principe du mandat séparé par l'immense majorité de ses votes? Regardez plutôt cette Chambre et comptez où se trouve la volonté populaire qui n'attend, en dépit de nos assertions, qu'une occasion prochaine pour se dessiner d'une manière encore plus éclatante.

Ne parlez donc plus de la volonté du peuple, car elle est contre vous sur cette question de même que la saine logique des principes qui vous condamne.

Je demande pardon à cette honorable Chambre de la longueur de ces remarques. Je ne les ai



faites que parce qu'en conservateur éprouvé, je ne puis jamais transiger avec un principe, et les honorables députés qui siègent devant moi le savent parfaitement.

Je termine en exprimant encore une fois mon regret de voir que le gouvernement n'ait pas laissé cette question ouverte et me force à donner un vote contre des ministres que j'ai été heureux de seconder dans leurs efforts pour assurer la prospérité du pays, et que j'aimerais à voir encore longtemps occuper ces sièges où ils sont en ce moment.

**L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes):** Le discours que nous venons d'entendre est un discours que le député de Terrebonne (M. Chapleau) a fait à sa dernière élection et qu'il sent le besoin de répéter à la veille de la nouvelle élection. Si le principe qu'il défend maintenant était bon lors de sa première élection, il était bon pendant la première session, où il a voté pour le double mandat.

Cependant, il nous dit qu'il a des principes avec lesquels il ne transige jamais. Cela ne l'a pas empêché de parler pour et contre cette mesure.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie

#### **Institut Fraser**

**M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga):** Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer "l'Institut Fraser".  
Adopté.

#### **The Montreal Young Men's Christian Association**

**M. E. CARTER (Montréal-Centre):** Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer "The Montreal Young Men's Christian Association".  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Thistle Curling Club de Montréal**

**M. E. CARTER (Montréal-Centre):** Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer le "Thistle Curling Club de Montréal".  
Adopté.

#### **Double mandat**

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement qui a été proposé aujourd'hui à la question que le bill pour établir des dispositions spéciales concernant la Législature de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois, lequel amendement était que le

mot "maintenant" soit effacé et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin de la proposition.

**L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes):** Dit que le gouvernement est gardien de la loi et doit la faire observer jusqu'à ce que le peuple ait manifesté son intention.

L'honorable député de Terrebonne aurait dû dire au peuple quels étaient ses droits, car le double mandat est un de ses droits et, en adoptant cette loi, ce serait contrôler ce droit. Il demande quelle incompatibilité existe entre l'exercice de ce double mandat. Est-ce que les intérêts de la province auront à en souffrir? Non, la constitution plus sage a défini quels étaient les pouvoirs de chaque Parlement. Le gouvernement fédéral n'a pas le droit de contrôler nos lois dans nos attributions. Le mandataire ne peut être contrôlé dans l'exercice de son mandat ni dans le Parlement fédéral, ni dans le Parlement local, et il n'est à la connaissance de personne qu'une seule requête ait été présentée demandant l'abolition du double mandat. La plupart des comtés ont donné des doubles mandats à l'unanimité; donc, si nous voulions restreindre cet exercice du droit qui a été donné au peuple, nous ne serions pas justifiables. Je reproche aux honorables députés qui appuient ce bill de vouloir tramer le peuple à leur remorque. Ils sont loin d'être très justifiables car ils veulent dire au peuple: "Le droit que vous avez est pernicieux et est condamnable."

Le gouvernement a droit et doit s'opposer à une loi qui contrôlerait nos institutions.

**M. E.J. HEMMING (Arthabaska):** Dit qu'il s'est toujours opposé au bill et qu'il persiste dans sa politique d'opposition.

**M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean):** Dit qu'il regrette beaucoup de voir qu'on n'a répondu à aucun de ses arguments et objections contre le présent système.

**M. H.-G. JOLY (Lotbinière):** Critique sévèrement la conduite du gouvernement qui a fait du double mandat une question ministérielle. Lors de la première présentation de ce bill, le gouvernement n'a pas adopté cette conduite, et il n'est même pas allé jusqu'à s'opposer au bill.

Maintenant, il dit aux députés: "Nous, le gouvernement, en avons fait une question ministérielle, et vous devez suivre la voie que nous vous indiquons".

Il dit qu'il ne comprend pas comment le gouvernement puisse se dire le gardien de la constitution quand il l'a violée et l'a imposée au peuple sans le consulter.

**L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic):** Dit qu'il ne laissera pas insinuer que la constitution a été imposée au peuple par la force, puisqu'elle a été adoptée par les représentants du peuple dans le Parlement. Il ne doute pas que la

Chambre ait le droit de légiférer sur cette question, mais il ne croit pas qu'il soit opportun de limiter ces droits qui appartiennent au peuple.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Dit qu'une attention sérieuse a été donnée de sa part au débat mais qu'aucun des arguments qui ont été présentés n'a pu le faire changer d'opinion. Cette question doit être laissée à la décision du peuple, qui est très compétent pour exprimer son opinion à ce sujet.

M. E.J. HEMMING (Arthabaska): Dit qu'il a toujours été d'avis que ce bill était une mesure sur laquelle nous ne devrions pas légiférer.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR: MM. Beaubien, Bellerose, Bellingham, Bergevin, Bessette, Blais, Brigham, Cantwell, Carter, Cauchon, Chauveau, Church, Clément, Coutlée, Craig, De Lotbinière-Harwood, Desaulniers (Maskinongé), Dugas, Fortin, Gaudet, Gélinas, Gendron, Hamilton, Hemming, Irvine, (sol. gén.), Jodoin, Lavallée, LeCavalier, Locke, Mathieu, Moll, Ouimet (proc. gén.), Picard, Poupore, Robertson, Ross, Simard, Thérien et Verreault: 39.

CONTRE: MM. Bachand, Chapleau, Garon, Genest, Joly, Laberge, Lafontaine, LaRue, Marchand, Mailloux, Molleur, Pelletier, Pozer, Rhéaume, Robert, Roy, Sénécal et Tremblay; 18.

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, il est ordonné que le bill soit lu la deuxième fois de ce jour en six mois.

La séance est levée à dix heures.

## Séance du 2 décembre 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures

Dépôt et lecture de pétitions :

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Brigham, la pétition de U. M. Smith et autres, des comtés de Missisquoi et Iberville, et la pétition de John Hunter et autres, de Saint-Georges-de-Clarenceville.

Par M. Molleur, la pétition de L. Roy et autres, la pétition de J. Hogle et autres, toutes deux de la paroisse de Saint-George-de-Henryville, et la pétition de R. Bowers et autres, de la paroisse de Saint-Sébastien.

Par M. Clément, la pétition du révérend G. Tremblay et autres, de la paroisse de Saint-Louis de l'Isle-aux-Coudres, comté de Charlevoix.

Par M. Mailloux, la pétition de Paschal Lebel et autres, de la paroisse de Saint-Honoré, et la pétition du révérend L.-N. Bernier et autres, de la paroisse de Saint-Louis, toutes du comté de Témiscouata.

Par M. Hemming, la pétition du révérend Louis-Adélard Buisson et autres, du township de Chester et autres lieux, et la pétition de Cyrille Fournier et autres.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition d'Arthur Wellesley White et autres.

Par l'honorable M. Langevin, la pétition du révérend F.-X. Méthot et autres, et la pétition de George Girard et autres, toutes deux du township de Ware, la pétition du révérend père François-Xavier et autres, de la paroisse de Sainte-Justine, township Langevin, toutes du comté de Dorchester, et la pétition de Hugh Kelly et autres, du township de Frampton et autres lieux.

Par l'honorable M. Robertson, la pétition de A. G. Martin et autres, du township de Clifton, comté de Compton.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De A. Fournier et autres, de la paroisse de Saint-Raphaël, comté de Bellechasse; demandant l'abolition du Conseil législatif.

De J.-B. Faucher et autres, et de F. Préfontaine et autres, tous de la paroisse de Saint-Fulgence-de-Durham; demandant respectivement que les conclusions de la pétition de Antoine Adrien et autres, pour être annexés à Saint-André-d'Acton, ne soient pas accordées.

Du révérendissime évêque anglican de Québec et autres, de la paroisse de Québec; demandant que les limites de la cité de Québec ne soient pas agrandies.

De L. Pope et autres, du township de Bury, de Angus Smith et autres, du township de Winslow, et de la municipalité du township de

Lingwick, tous du comté de Compton; demandant respectivement que les limites du comté de Compton ne soient pas changées.

Du révérend G.-F.-E. Drolet et autres, de la paroisse de Saint-Michel, et de Ferdinand Jolin et autres, du township Mailloux, tous du comté de Bellechasse; demandant respectivement que le comté de Bellechasse soit détaché du district de Montmagny et annexé à celui de Québec, pour les fins judiciaires.

De Jean-Baptiste Turgeon et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon; demandant que les limites de la seigneurie Lanaudière soient de nouveau tracées.

Du collègue commercial et industriel de Saint-Césaire, comté de Rouville, et de l'asile des orphelins de Saint-Patrice, Montréal; demandant respectivement de l'aide.

Du révérend J. Quinn et autres, de la paroisse de Saint-Fulgence-de-Durham, et du révérend A.-H. Coutu et autres, du township de Chertsey; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

De l'honorable J. S. Sanborn et autres, de la ville de Sherbrooke; demandant un octroi de terre pour la compagnie du chemin de fer international de Saint-François et Mégantic.

#### Rapport de comités:

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné la pétition de H.-G. Joly et autres, de la cité de Québec, demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford, et trouve qu'aucun avis n'a été donné, mais en autant qu'il appert à votre comité que les amendements proposés auront pour résultat la réalisation d'une oeuvre d'une grande utilité publique et que votre comité est convaincu, d'après la nature desdits amendements, que le défaut d'avis ne peut être préjudiciable à aucun intérêt privé, il recommande respectueusement la suspension de la 51<sup>e</sup> règle, pourvu qu'une clause soit insérée dans le bill prohibant l'emploi de locomotives, en dedans des limites de la cité, à moins que la corporation de Québec n'y donne préalablement son consentement.

#### Travaux de la Chambre

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Propose que le délai pour l'introduction des bills privés soit prolongé jusqu'au 10 décembre courant.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que ce délai soit le dernier proposé afin de permettre au gouvernement de finir la session le plus promptement possible.

M. P. FORTIN (Gaspé): Demande si la session sera terminée avant le 24 décembre.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Qué-

bec-Comté): Répond que le gouvernement a l'espérance de terminer la session le ou avant le 24 décembre.

#### Introduction de bills:

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les dispositions de l'acte d'incorporation de la cité de Saint-Hyacinthe.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### Arbitrage

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Au sujet des documents relatifs à l'arbitrage de la dette de la province de Québec, il précise que l'impression desdits documents n'est pas complétée, et dit que le gouvernement ne peut pas être blâmé de ce retard. La correspondance est très volumineuse et contient un grand nombre de chiffres dont la compilation exige beaucoup d'attention et de soin. Après vérification, il est convaincu que personne n'est responsable de ce retard. Si les députés veulent discuter cette question sans avoir en mains les documents, il n'a pas d'objection; cependant c'est une chose qu'il ne saurait recommander.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose de donner instruction au comité des impressions de faire une investigation sur les causes de ces retards.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit qu'avant la réunion des membres du comité des impressions, il a de son propre chef envoyé des copies de tous les documents aux traducteurs, afin d'éviter toute perte de temps.

L'étude de cette question est remise à mardi prochain.

#### Compagnies de cimetières

##### Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation des compagnies de cimetières de 1870" avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Les amendements sont lus une première fois.

#### Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je désire quelques explications sur le discours du trésorier provincial.

Je ne crois pas que notre position soit enviable. En faisant, moi aussi, des calculs, je

trouve dans nos finances un déficit de \$149,000 pour l'année prochaine. On nous dit que les revenus des terres de la couronne ont augmenté, mais j'ai raison de croire que, pour arriver à cet accroissement de ressources, on a mis à la gêne de pauvres colons. On me dit que le gouvernement ou ses agents se sont montrés impitoyables.

Il demande au trésorier s'il est vrai que le surplus annuel décroît, et si ce n'est pas là la raison du désir qu'il exprimait dans son discours d'augmenter le revenu de la province par de nouvelles sources. Il demande s'il ne serait pas plus opportun d'augmenter le revenu de la province en pratiquant une économie plus considérable plutôt que par l'institution de nouvelles taxes; la précarité de nos finances telle que démontrée par le trésorier justifierait cette pratique.

Il croit regrettable que le trésorier persiste à tenir le public dans l'ignorance de ce qui entoure les griefs de la province de Québec contre le gouvernement fédéral, car le trésorier ne peut se justifier en prétendant que la révélation de ces renseignements serait préjudiciables à la province; le trésorier de l'Ontario ne s'embarrasse pas des mêmes scrupules. Ne serait-il pas possible de tenir compte de toutes les requêtes non contestées et d'établir un état précis de notre situation financière?

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Monsieur l'Orateur, les remarques faites par l'honorable député de Saint-Jean me fournissent l'occasion de dire ma pensée sur la conduite de l'honorable commissaire des Terres de la couronne à l'égard des colons. Pendant que le département des Travaux publics fait des efforts pour encourager la colonisation, celui des Terres vient mettre des entraves. On paraît ne pas comprendre dans ce dernier département les difficultés que doit surmonter un colon pour s'établir. Voyons ce qui en est. Un colon pauvre part des anciennes paroisses muni de provisions pour trois ou quatre mois. Pendant les quatre premières années, il lui faudra faire les dépenses suivantes: ouverture de chemin \$60, part de route \$15, défrichement de 10 acres \$80, maison \$50, 1 cheval \$80, attelage et voiture \$40, grange et étable \$100, poêles et autres articles \$50, en tout \$475. Dans les conditions les plus avantageuses, il recueillera, première année, 50 minots de blé, \$50; deuxième année 75 minots, \$75; troisième année 100 minots, \$100; quatrième année 125 minots, \$125; plus 100 minots de patates par année, 400 minots, \$80. En tout \$430, somme insuffisante pour payer les dépenses que je viens de mentionner. Il lui faudra donc trouver soit dans les chantiers ou ailleurs de quoi nourrir et habiller sa famille, de quoi payer le curé, le médecin, etc. Il est facile de dire dans un bureau que c'est une bagatelle de payer \$20 pour un lot; oui une bagatelle pour celui qui a les moyens, mais pour le pauvre qui manque du nécessaire la chose est

souvent impossible. Je regrette d'être obligé de blâmer l'honorable commissaire des Terres, M. Beaubien, mais il est de mon devoir de faire comprendre à la Chambre que les colons ne rencontrent pas de sa part les égards auxquels ils ont droit. Dans un temps où le colon du Saguenay au moyen des aumônes qu'il a reçues tâche de réparer ses pertes, on le force de payer et les arrérages et le capital qu'il doit au gouvernement. On a confisqué dernièrement les lots de colons qui ont perdu tout ce qu'ils possédaient dans le dernier incendie, et on ne consent à les leur revendre aujourd'hui qu'à la condition qu'ils perdent les deux versements qu'ils ont payés il y a 4 ou 5 ans.

Ces colons n'ont pu remplir toutes les conditions de défrichement parce qu'il n'y a point de chemins pour y parvenir.

Je connais des colons qui ont choisi des lots il y a 20 ans lorsqu'ils travaillaient dans les chantiers, 10 à 15 ans plus tard, des chemins ayant été ouverts, ces colons ont pu se rendre sur ces lots et y faire des défrichements. A cette dernière époque, ils les ont achetés, et aujourd'hui le gouvernement les oblige de payer des rentes depuis le moment où ils en ont fait le choix. On connaît le terrible incendie qui a ravagé un territoire de 1500 milles carrés, détruit des propriétés pour une valeur d'au moins un million de piastres et réduit à la plus extrême misère une population de 6,000 personnes. Grâce à la libéralité publique et à l'aide du gouvernement, on a pu subvenir aux plus pressants besoins de cette population, et l'empêcher d'émigrer; mais à peine commence-t-elle à améliorer sa position que le département des Terres l'oblige de remettre au gouvernement l'argent qu'elle a reçu soit du gouvernement lui-même soit des particuliers.

J'ai entendu dire par quelques personnes que les colons du Saguenay étaient mieux maintenant qu'avant l'incendie. Ces personnes s'imaginent que parce que la plupart ont réussi à bâtir une petite maison ils sont maintenant à l'aise. Que l'on aille visiter les livres de compte des commerçants, et l'on se convaincra que les secours qui ont été envoyés par les habitants de toutes les parties de la province, quelques abondants qu'ils aient été, ont été loin de suffire aux besoins des incendiés, et que sans les avances de plusieurs marchands un grand nombre n'auraient point encore de demeure.

Je citerai un fait. Un habitant du canton de Chicoutimi me disait dernièrement que pour ne pas perdre sa terre, il se trouvait dans l'obligation de donner à l'agent des terres les 22 piastres qu'il avait reçues du comité des incendiés, seule ressource sur laquelle il pouvait compter pour mettre sa famille à l'abri des rigueurs de l'hiver. Si le département des Terres persiste à faire payer les arrérages, et s'il refuse d'accorder un délai pour le capital, il vaut mieux de suite conseiller aux colons du Saguenay de laisser le pays, car il leur sera impossible de rencontrer les obligations imposées.

J'ai entendu avec chagrin l'honorable premier ministre répondre avec une certaine aigreur au député de Témiscouata, que le gouvernement n'accorderait aucune réduction sur le prix des terres de qualité inférieure; je comprends par là qu'il veut expulser les colons qui les occupent. J'ai essayé, mais inutilement, il y a deux ans, de faire annuler la loi concernant la vente des terres, afin de permettre au gouvernement de donner des terres ailleurs que sur les grands chemins de colonisation.

Je sais que le gouvernement a besoin de revenus; mais au moins que l'on ne fasse pas retomber sur le pauvre colon le fardeau presque entier des dépenses publiques. Le gouvernement reçoit des commerçants de bois une grande partie de la valeur des terres qu'il vend aux colons. Je remarque aussi dans les règlements établis par le bureau des terres que le colon pour avoir sa patente doit payer à l'agent local \$3 pour un certificat, outre les frais de voyage de \$4 par jour pour visite de la terre qu'il occupe.

L'honorable commissaire des Terres paraît fort peu s'occuper de rencontrer les désirs des colons. L'année dernière, j'ai eu occasion de lui faire remarquer que l'agent des terres du comté de Chicoutimi ne résidait pas dans l'endroit convenable, et que la plupart des colons éprouvaient des inconvénients considérables. Il en a eu la preuve par l'un des officiers du département, et il a pu s'en assurer encore mieux en consultant des honorables collègues qui ont visité le comté de Chicoutimi.

Mais il a refusé obstinément de se rendre aux suggestions de ceux qui connaissent l'endroit mieux que lui puisqu'il ne l'a jamais visité.

J'ai aussi pris la liberté de faire remarquer à l'honorable commissaire des Terres que le mode de faire des explorations en été était beaucoup plus coûteux qu'en hiver. Je puis aujourd'hui démontrer que j'avais raison par le rapport officiel du département des Terres.

Le tracé de 260 milles dans le territoire du Saint-Maurice a coûté l'année dernière \$12,847. Ce tracé a été fait en été. En 1861, un tracé de 403 milles fait en hiver sur les rivières Péribonka, Mistassini et Ashuapmouchouan n'a coûté que \$4,120., bien que chacun des arpenteurs employés fût obligé de faire tous les deux jours des explorations de chaque côté de ces rivières, explorations non comprises dans les 403 milles. Si l'exploration du Saint-Maurice eût été faite de la même manière, elle aurait coûté seulement \$2,657. de sorte que j'en conclus que le département des Terres a dépensé inutilement \$10,190. La chose se comprend facilement puisque en été l'arpenteur est obligé de se frayer un chemin dans les forêts, tandis qu'en hiver en suivant le cours des rivières il effectue ses chaînages sur la glace, et qu'il fait le transport de ses provisions avec beaucoup plus de facilité. Nonobstant ces observations que je faisais uniquement dans des vues d'intérêt

public, l'honorable commissaire n'en a pas moins persisté à continuer cette année les explorations du Saint-Maurice et de l'Ottawa pendant la saison d'été. Quoi qu'en dise le député de Gaspé, l'arpenteur qui a eu la pratique nécessaire peut toujours distinguer quelle est la nature du terrain, si c'est une savane, ou une terre arable. Les montagnes sont visibles en hiver comme en été, et l'honorable député ne m'apprendra rien sur ce sujet.

Les remarques que je viens de faire s'adressent d'une manière toute spéciale à l'honorable commissaire des Terres de la couronne que je tiens seul responsable de la mauvaise administration de son département. J'espère que ses honorables collègues voudront bien l'aviser convenablement et l'engager à seconder au lieu de paralyser l'action du département des Travaux publics.

M. P. FORTIN (Gaspé): Dit qu'il ne suit pas le député de Chicoutimi (M. P.-A. Tremblay), attendu qu'il n'est pas au fait de tout. Cependant, il est satisfait, pour lui, de l'administration du département des Terres de la couronne.

Il dit que les règlements en force et en opération dans les terres de la couronne sont tous à l'avantage du colon, et qu'ils ont été observés avec beaucoup de rigueur dans le district de Gaspé; s'il y a eu des lots confisqués, c'est que les colons possesseurs de ces lots étaient en contravention avec les règlements établis. M. Tremblay porte des accusations si fortes contre le gouvernement peut-être parce que ses amis, ses parents, et lui-même peut-être ont eu des lots confisqués.

Il dit que les explorations faites pendant l'hiver ne sont pas exactes et qu'à sa connaissance personnelle, des arpenteurs ont fait sur une région explorée en hiver un rapport qui ne contient que des données inexactes sur la nature du sol qu'ils n'avaient pas vu.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Réfute cette prétention et soutient qu'un arpenteur habile peut fort bien constater en hiver la nature du sol qu'il explore. Ses paroles ont d'autant plus de poids qu'il est homme du métier et arpenteur lui-même.

Il avoue que le gouvernement lui a en effet confisqué des lots appartenant à ses parents.

M. P. FORTIN (Gaspé): Demande au député de Chicoutimi-Saguenay (M. P.-A. Tremblay) pourquoi il ne charge pas un ami de répéter le même discours dans le Conseil législatif où se trouve l'inculpé.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Le Conseil législatif ne siège jamais.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-comté): La suggestion du député de Saint-Jean n'a qu'un inconvénient, c'est qu'elle viderait la caisse publique. On sent à la conduite de

l'opposition que les élections approchent. Ces messieurs voudraient donner à pleines mains à droite et à gauche, et cependant conserver un excédent en caisse. Ce sont des manoeuvres électorales.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): N'attaquez pas les motifs de vos adversaires.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je n'attaque pas les motifs du représentant de Saint-Jean. Je ne fais que lui prêter la bonne intention, que nous avons tous, de nous faire réélire !

J'en arrive au représentant de Chicoutimi. Aucun comté n'a eu plus pour la colonisation que le comté de Chicoutimi.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Malgré vous.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le gouvernement a accordé, comme c'était son devoir et son inclination, des secours abondants aux victimes du Saguenay...

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Malgré vous.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Si l'honorable député avait la moindre idée comment les choses se passent au sein d'un cabinet, il saurait que tous les ministres sont solidaires, que toutes les décisions sont unanimes et que lorsque le premier ministre est opposé à une chose, elle ne se fait pas. J'ai été le premier, mes collègues peuvent le dire, à prendre en mains la cause des incendiés que le député de Chicoutimi servait avec tant de zèle, mais aussi d'adresse et d'habileté; et je n'ai pas apporté dans mes démarches les mêmes motifs que l'honorable député. Ce n'était pas en leur qualité d'électeurs que je portais secours aux victimes du Saguenay, mais en leur qualité de victimes et pour un motif d'humanité.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Je répondrai en quelques mots à l'honorable premier ministre, et je maintiendrai la distinction que j'ai faite entre lui et ses collègues; ils ont de l'esprit public, il n'en a pas. Les victimes leur doivent tout, elles ne lui devront rien à lui-même. Quand j'ai appris le désastre du Saguenay, j'étais à Québec; je me suis empressé d'aller voir le premier ministre qui m'a reçu froidement. J'y suis retourné le lendemain; même réception. Alors, je lui ai dit de voir M. le curé Constantin et de se faire raconter les faits; que peut-être sa voix serait plus persuasive que la mienne. Le premier ministre a vu M. Constantin et lui a dit: Le gouvernement veut bien faire quelque chose pour les victimes, mais on ne veut rien donner à Tremblay.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je nie absolument cela.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi-Saguenay): Comment se fait-il alors que, lorsqu'à mon retour, j'ai répété au premier ministre la phrase qu'on lui prêtait et qui circulait dans mon comté, il ne l'a pas niée?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'en appelle avec confiance au témoignage de M. Constantin. J'ai simplement dit à l'honorable député à son retour qu'en faisant courir dans son comté le bruit que j'étais opposé aux octrois donnés aux victimes, il tenait une conduite indigne, et je le répète.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Parle de la colonisation et s'en prend à la politique suivie par le gouvernement. Il reprend les idées qu'il répète depuis le début de la session sur l'émigration grandissante de Canadiens français aux Etats-Unis, émigration qu'il attribue à la grande prospérité qui règne dans ce pays et aux rémunérations plus fortes versées aux ouvriers.

Attirés de la sorte, il croit que les Canadiens français vont continuer d'émigrer. Il affirme cependant que c'est notre devoir d'établir des manufactures et d'offrir les terres de la couronne afin d'assurer dans son pays des revenus suffisants à notre peuple.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

#### Institut Fraser

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill incorporant "l'Institut Fraser".

Adopté.

#### En comité

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Attire l'attention de la Chambre sur la dernière ligne du préambule, où il est dit que "ledit Institut se composera et sera dirigé selon ledit testament", c'est-à-dire le testament de feu M. Fraser.

Il suggère d'insérer, après le mot "dirigé", les mots "conformément au désir de feu Hugh Fraser".

Adopté.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose aussi un amendement à la quatrième clause pour enlever les mots "qui ont déjà". Il explique que les héritiers de feu M. Fraser contestent présentement la validité de ce testament devant la loi et qu'en laissant ces mots dans le bill, on pourrait toucher aux droits des héritiers.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit qu'un amendement a été présenté au comité des bills privés dans lequel on déclare que le présent acte ne doit en rien modifier les

droits que les héritiers Fraser auraient dans toute cause inscrite avant six mois.

L'amendement est retiré.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec un amendement.

### **Thistle Curling Club de Montréal**

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour discuter le bill incorporant le "Thistle Curling Club de Montréal."

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

### **Comité des subsides:**

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question, proposée aujourd'hui, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides; et la question étant mise aux voix,

Il est ordonné que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en ledit comité.

### **En comité:**

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Dit que la commission du service civil a déjà fait plusieurs suggestions et qu'il aimerait savoir si elles ont été prises en considération.

Il passe en revue les différents départements. Il trouve que dans les comptes publics, l'on charge \$1,200 pour un secrétaire privé à Son Excellence, ce poste de secrétaire n'existant plus depuis l'an dernier. Dans le bureau des Officiers en loi, il y a aussi augmentation, et dans celui des Travaux publics, c'est la même chose.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que certains employés décédés n'ont pas été remplacés et que nulle augmentation de salaire n'a été accordée.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Attire l'attention du comité sur la page quatorze des comptes publics. Il rappelle que M. Verret aurait reçu 1,000 dollars pour recueillir la somme de \$1,000 à l'occasion de l'incendie de Saint-Roch.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Dit que M. Verret est également employé à faire la collecte des versements du fonds d'emprunt municipal; il remplit aussi d'autres tâches.

### **En comité**

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas cent trente-sept mille quatre-vingt-six piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes des divers départements du gouvernement civil savoir: Bureau du lieutenant-gouverneur, la somme de \$2,600.00; département du Conseil exécutif, la somme de \$3,266.00; département du Secrétaire la somme de \$10,850; département du Registraire, la somme de \$2,900; département des Officiers en loi de la couronne, la somme de \$9,500.00; département du Trésor, la somme de \$15,850.00; département des Terres de la Couronne, la somme de \$31,060.00; département de l'Agriculture et des Travaux publics, la somme de \$15,050.00; département de l'Instruction publique, la somme de \$10,860.00; l'Orateur du Conseil législatif, la somme de \$3,200.00; dépenses contingentes, la somme de \$31,500.00; pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix-huit mille sept cent quatre-vingt-six piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas cinquante-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police, couvrant l'allocation autorisée par les statuts, et comprenant le corps de police spécial, d'après la 33 Vict. chap. 24, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas trente-deux mille six cent quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté pour l'entretien de la prison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'inspection des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas soixante et onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas cent vingt-neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles communales, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas huit mille

piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles normales, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les traitements des inspecteurs d'écoles, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des journaux de l'éducation, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande des explications sur le journal de l'Instruction publique.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Avoue que le journal de l'Instruction publique rapporté peu.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que ce journal est heureux d'avoir affaire au gouvernement, car il pourrait être comme les autres journaux, dans la difficulté de se maintenir sans cette aide, avec ses seules souscriptions.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Avoue que peu d'abonnés paient.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Est heureux de le savoir, attendu qu'on a toujours soin de lui demander tous les ans son abonnement.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des instituteurs en retraite, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la faculté médicale, collège

McGill, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de médecine, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'histoire naturelle, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société historique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société historique et littéraire, Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication du Naturaliste canadien, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Chambre des arts et manufactures, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas cinquante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des sociétés d'agriculture, etc., et couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du bureau d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture, deux françaises et une anglaise, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des sociétés de colonisa-



tion, couvrant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas cent quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1re classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 2e classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 3e classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins à lisses de colonisation, et comprenant les allocations autorisées par les statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du chemin de Sainte-Anne-des-Monts, au chemin de la Rivière-au-Renard (chemin de la Côte-du-Golfe), pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas trente mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances et réparations, etc., des édifices publics, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

32. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achèvement de l'aqueduc et pour l'achat des matériaux pour utiliser le travail des prisonniers de la prison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

34. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations et pour élever des dépendances et des clôtures à l'Asile de Saint-Jean pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

35. Qu'une somme n'excédant pas cinquante

mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour la construction ou l'achat d'édifices pour les départements publics (étant le tiers du prix de l'estimation), pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

36. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour des nouveaux planchers et un logement pour le mécanicien, etc., au palais de justice de Montréal pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

37. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour acheter ou construire un bureau d'enregistrement de Montréal, à la condition que la ville de Montréal fournisse un montant égal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

38. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du pont au Portage-du-Fort, pourvu que \$8000 soient fournies par la Puissance, et \$4,000 par des particuliers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

39. Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

40. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des assurances des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

41. Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations des palais de justice et des prisons, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

42. Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de nouvelles constructions pour la prison de Montréal, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

43. Qu'une somme n'excédant pas dix-neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour appareil calorifère, ventilation, fourneaux de cuisine, et pour exhausser les murs d'enceinte de la prison de

Montréal, et \$1,000 pour des ateliers imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

44. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'un nouvel édifice pour palais de justice et prison dans le comté de Bonaventure, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

45. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'un nouvel édifice pour palais de justice et prison dans le comté de Gaspé, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

46. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour opérer des changements suivant la recommandation faite par les inspecteurs, pour l'achat de fourneaux de cuisine et de matériaux pour utiliser le travail des prisonniers, de la prison de Québec, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

47. Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour agrandir le palais de justice de Québec, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

48. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour dé-

frayer les dépenses de la construction de l'aile de droite et de hangars à remiser le bois pour la nouvelle prison de Sherbrooke, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

49. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour achever les murs d'enceinte des palais de justice et prisons dans les nouveaux districts, imputable au fonds de bâtisses et de jurés, pour chaque district intéressé, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

50. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des aliénés de Beauport, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

51. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des aliénés, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

52. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la marine et des émigrés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que les représentants ne doivent pas se hâter de voter les dépenses. A sa suggestion, le comité met fin à son étude. Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger à nouveau.

La Chambre s'ajourne à dix heures vingt.

## Séance du 5 décembre 1870

Sous la présidence  
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures

### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Molleur, la pétition du conseil de ville de la ville d'Iberville, et la pétition d'Augustin Chouinière et autres, de la paroisse de Saint-Athanase, comté d'Iberville.

Par M. Carter, la pétition de M. Thomas Caverhill et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Fortin, la pétition de Bénonie Roy et autres, du township de Romieux.

Par l'honorable M. Langevin, la pétition de P. Cassidy et autres, du township de Cranbourne, et la pétition du révérend W. Richardson et autres, de la paroisse de Saint-Malachie, toutes du comté de Dorchester.

Par M. Jodoin, la pétition du révérend A. Thibault et autres, de la paroisse de Saint-Joseph-de-Chambly.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De A. Robert et autres, de la cité de Montréal; demandant que les conclusions de la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal, en ce qui concerne la vente des boissons enivrantes par les épiciers, ne soient pas accordées.

De Arthur Wellesley White et autres; demandant la passation d'un acte pour légaliser le contrat de mariage dudit Arthur W. White et de Caroline Charlotte Young.

Du très révérend C.-F. Cazeau, administrateur du diocèse de Québec, et autres, de la cité de Québec; demandant que la section 62, de la 36e George III, soit abrogée.

De la municipalité du township de Bristol, comté de Pontiac; demandant des amendements au code municipal.

Du révérend T.-L.-H. Grenier et autres, de la paroisse de Saint-Elzéar, comté de Beauce; demandant l'adoption de la clause 88 du code municipal.

De J. Morrier et autres, des paroisses de Saint-André et Saint-Théodore d'Acton, et de J. A. Cushing et autres, du village d'Acton Vale, tous du comté de Bagot; demandant respectivement que l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin à lisses de Richelieu, Drummond et Arthabaska soit amendé.

De A. G. Martin et autres, du township de Clifton, comté de Compton; demandant que le township de Clifton et autres townships, et la ville de Sherbrooke, soient érigés en une municipalité séparée, et pour autres fins.

Du révérend P. Bélanger et autres, de la paroisse de Rigaud, du révérend C.-A. Boissonnault et autres, de la paroisse de Sainte-Marthe, et de H. J. Harwood et autres, de la paroisse de

Vaudreuil, tous du comté de Vaudreuil; demandant respectivement que la concurrence de juridiction entre les cours de circuit de comté et les cours de circuit de district, soit abrogée.

De l'honorable L.-V. Sicotte et autres, de la cité de Saint-Hyacinthe; demandant de l'aide pour l'"Ouvroir Sainte-Geneviève" à Saint-Hyacinthe.

Du révérend G. Tremblay et autres, de la paroisse de Saint-Louis-de-l'Isle-aux-Coudres, comté de Charlevoix; demandant de l'aide pour construire un quai.

De E. Joly et autres, de la paroisse de Saint-Damien; demandant de l'aide pour chemins, et pour autres fins.

Du révérend père François-Xavier et autres, de la paroisse de Sainte-Justine, du township Langevin, de George Girard et autres, du révérend F.-X. Méthot et autres, du township de Ware, tous du comté de Dorchester, de Hugh Kelly et autres, du township de Frampton et autres lieux, et du révérend Louis-Adelard Buisson et autres, du township de Chester et autres lieux; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Du révérend Jos. Lagueux et autres, de la paroisse de la Rivière-du-Loup, de F. Langlais et autres, de la paroisse des Trois-Pistoles, de Bertrand et autres, de la paroisse de l'Isle-Verte, du révérend F. Beaulieu et autres, de la paroisse de Notre-Dame-du-Portage, du révérend F.-X. Guay et autres, du township Viger, du révérend L.-N. Bernier et autres, de la paroisse de Saint-Louis, et de Paschal Lebel et autres, de la paroisse de Saint-Honoré, tous du comté de Témiscouata; demandant respectivement de l'aide pour un chemin de fer de la Rivière-du-Loup à Woodstock ou Frederickton, Nouveau-Brunswick.

### Rapport de comités:

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Fait rapport que le comité spécial sur le bill pour encourager l'introduction et l'établissement de manufactures dans cette province, a examiné le bill et y a fait des amendements.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de J. Ferrier et autres, de la cité de Montréal; demandant à être incorporés sous le nom de "The Montreal Auxiliary Bible Society," et trouve qu'elle n'est pas de nature à exiger la publication d'avis.

Quant à la pétition d'Antoine Adrien et autres, d'Acton, demandant qu'une partie du canton d'Acton soit détachée de la paroisse de Saint-Fulgence-de-Durham et annexée à la paroisse de Saint-André-d'Acton, votre comité trouve qu'il n'en a pas été donné d'avis, et, en conséquence, il ne peut recommander la suspension de la 51e règle.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec, demandant des amendements à la charte de ladite cité, et le pouvoir de souscrire \$1,000,000 en faveur de la Compagnie du chemin de fer de la rive nord, et trouve que les avis requis ont été donnés. Votre comité désire cependant faire remarquer à votre Chambre que les pétitionnaires ont donné un deuxième avis en date du quatorze novembre dernier, ayant rapport à l'extension des limites de ladite cité, dans lequel avis il est fait mention d'une étendue de terrain moins considérable que celle décrite dans le premier avis, mais en même temps votre comité est convaincu que les parties intéressées sont bien informées de la nature de la demande.

Quant à la pétition de W.H. Smith et autres, des comtés de Missisquoi et d'Iberville, demandant une charte sous le nom de "La Compagnie du chemin de fer de jonction du Canada et de Rutland," votre comité trouve qu'il n'y a pas eu d'avis de donnés, mais comme il est convaincu, d'après les pétitions soumises à votre comité et signées par toutes les municipalités par où devra passer ce chemin, que ces municipalités sont favorables à cette entreprise, il recommande en conséquence la suspension de la 51e règle.

Quant à la pétition de Cyrille Fournier et autres, demandant qu'une partie des cantons de Chester-Est et d'Halifax soit érigée en une municipalité séparée sous le nom de la municipalité du canton de Chester-Nord, votre comité trouve que nul avis n'a été donné, cependant il recommande aussi dans ce cas la suspension de la 51e règle, vu que la requête est faite sur la demande de toutes les personnes intéressées et qu'elle est basée sur une résolution adoptée par le conseil municipal dudit township de Chester-Est.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants, à chacun desquels il a fait des amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre.

Bill pour incorporer "La Compagnie de la pêche aux marsouins de la Rivière-Ouelle."

Bill pour incorporer le "Collège de pharmacie de Québec."

Bill pour amender l'acte passé dans la session du Parlement tenue pendant les années 29e et 30e du règne de Sa Majesté, chap. 171, intitulé: "Acte pour autoriser John Auld à aliéner certains biens mobiliers et immobiliers appartenant à ses enfants mineurs."

Bill pour amender l'acte incorporant la Société de passage du pont neuf de Saint-Hyacinthe.

Bill pour incorporer la "La Compagnie de navigation de Laprairie."

Votre comité a de nouveau examiné le bill pour amender les actes incorporant les Soeurs de l'Asile de la Providence de Montréal renvoyé à ce comité; et après avoir pris connaissance de la pétition de l'honorable T.C. Aylwin, relativement à ce bill, votre comité est convenu d'ajouter un proviso qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

#### Institut Fraser

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer "L'Institut Fraser."

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Adopté.

#### Montreal Thistle Curling Club

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture du bill pour incorporer "The Montreal Thistle Curling Club".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Demande de documents:

#### Prison de Saint-Vincent-de-Paul

M. V.-P. LAVALLEE (Joliette): Propose qu'une humble adresse soit adressée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur priant son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copies de toutes correspondances échangées au sujet du tuyau d'ascension pour fournir l'eau à la prison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul.

Adopté.

#### Interpellations

##### Construction de quais dans le comté de Charlevoix

M. L.-C. CLEMENT (Charlevoix): Demande si le gouvernement a l'intention de répondre favorablement aux pétitions et sollicitations pressantes des habitants de la Baie-Saint-Paul, de l'Isle-aux-Coudres et de Saint-Irénée, dans le comté de Charlevoix, demandant de l'aide pour construire un quai dans chacune de ces paroisses, dans l'intérêt de l'agriculture, de la colonisation et du commerce.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Tout ce qui regarde la navigation des rivières est du ressort du gouvernement fédéral. Le gouvernement de Québec ne peut construire ces quais. Je suggère au représentant de Charlevoix de proposer aux municipalités intéressées et aux compagnies de bateaux à vapeur de construire elles-mêmes ces quais.

#### Lois de la chasse

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose la deuxième lecture de son bill pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Suggère de renvoyer le bill à un comité spécial afin de rendre les dispositions du bill semblables à celle de la loi de la chasse de l'Ontario.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Il n'y a pas lieu car, par le temps qui court, l'Ontario ne chasse pas avec Québec.

Les débats sur ce bill sont remis à plus tard.

### Subsides

Le comité des subsides fait rapport à la Chambre des cinquante-deux résolutions adoptées hier. Ces résolutions sont lues une deuxième fois.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que la Chambre se forme à nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital Général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution des sourds-muets catholiques, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution des sourds-muets protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison protestante d'industrie et de

refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Patrice pour les orphelins, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la maternité de l'université, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Magdeleine (Bon-Pasteur), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Charité, Montréal pour leur Hospice des enfants trouvés (tant qu'il n'y en aura pas à Québec), pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins protestants, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la maternité, sous les soins des Soeurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas huit cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les aveugles et les enfants pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société bienveillante des dames pour les veuves et les orphelins (y comprenant la ci-devant maison de refuge), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'industrie et maison de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la miséricorde, rue Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des dames charitables de l'Asile des orphelins catholiques romains, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la maternité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des dames protestantes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

32. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelines protestantes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

34. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

35. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile militaire du Canada, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

36. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

37. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

38. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

39. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

40. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Côteau-du-Lac, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

41. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, Beauharnois, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

42. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, Beauharnois,

pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

43. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, Sainte-Marie-de-Monnoir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

44. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Mascouche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

45. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, Saint-Jean, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande que l'estimé en faveur de l'hospice Saint-Jean soit augmenté. C'est une question d'urgence. Je n'ai pas besoin de rappeler que cet hospice est au centre d'un vaste district, et les dames qui le dirigent sont très pauvres. Pendant l'invasion fénienne, elles ont reçu les troupes et leurs malades. Pour ces services, on leur a donné \$20.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Pour les octrois aux maisons de charité, nous sommes obligés d'accepter le chiffre fixé par l'ancien gouvernement. Il est très difficile de rétablir le niveau entre les différents établissements sans grever le budget de nouvelles charges.

Le gouvernement prendra en sérieuse considération la demande du représentant de Saint-Jean, et tâchera de se rendre à ses désirs si les moyens le permettent.

Adopté.

46. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Lajemmerais, Varennes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

47. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Soeurs de la Providence, Saint-Vincent-de-Paul, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

48. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, Joliette, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

49. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, Laprairie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

50. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Joseph, Chambly, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

51. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la Providence, Sainte-Elizabeth, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

52. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Providence de l'hospice de Notre-Dame-de-l'Assomption, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

53. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité (pour l'hospice des enfants trouvés,) Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

54. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

55. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

56. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour le service des bureaux d'enregistrement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

57. Qu'une somme n'excédant pas huit mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la Gazette officielle de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

58. Qu'une somme n'excédant pas dix mille deux cent seize piastres soit accordée à Sa Majesté, pour allocations accordées sur le fonds des municipalités (Statuts refondus, B.C., chap. 110, section 7), pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

59. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour l'arbitrage sous l'autorité de l'acte constitutionnel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

60. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour fonds de pensions de retraite, s'il est à propos de l'établir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

61. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour faire exécuter les lois de la chasse, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

62. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

63. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'exploration spéciale et levée de plans pour la construction du chemin Gosford, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

64. Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'arpentage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

65. Qu'une somme n'excédant pas cinquante-quatre mille trois cent quarante-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses générales pour le département des Terres de la couronne, y compris les biens des Jésuites, les réserves du clergé, le domaine de la couronne, la seigneurie de Lauzon, et bois et forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

66. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

67. Qu'une somme n'excédant pas vingt-sept mille quatre cents piastres et cinquante-quatre centins soit accordée à Sa Majesté, pour couvrir les mandats spéciaux, pour défrayer les dépenses déjà faites imputables à l'année financière expirée le 30 juin 1870. (Voir Comptes p. de 1870, p. 74), pour l'année financière finissant le 30 juin 1872.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter

Le comité demande la permission de siéger de nouveau.

#### Compagnies de cimetières

La Chambre procède à la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation des Compagnies de cimetières de 1870".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre s'ajourne à cinq heures.

### **Séance du 6 décembre 1870**

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet.

La séance s'ouvre à trois heures et vingt.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Molleur, la pétition du révérend C. Saint-Georges et autres, de la ville d'Iberville.

Par l'honorable M. Robertson, la pétition de C.E. Towle et autres, du comté de Compton.

Par M. Bellerose, la pétition du conseil de ville de la ville de Lévis.

Par M. Hemming, la pétition de l'Académie de Drummondville, dans le township de Grantham, comté de Drummond.

Par M. Garon, la pétition d'Auguste Lamontagne et autres, de Cherbourg et autres townships, et la pétition de O. Martin et autres, des paroisses de Saint-Octave-de-Métis et de Sainte-Angèle-de-Mérici, comté de Rimouski.

Par M. Pozer, la pétition de F.-X. Dulac et autres, de la paroisse de Saint-Georges, comté de Beauce.

Par M. Bessette, la pétition de la compagnie des mines de Ives, et de la compagnie des mines de Huntington.

Par M. Simard, la pétition de l'Institut Canadien de Québec.

#### Rapport de comités:

M. E. CARTER (Montréal-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte 20 Victoria, chap. 185, intitulé: "Acte pour incorporer une école de grammaire, à Frelighsburg, qui sera appelée 1<sup>re</sup> École de grammaire de Frelighsburg", et y a fait divers amendements qu'il soumet humblement à votre honorable Chambre.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de Thomas Caverhill et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie du chemin de fer de Montréal et de la Rivière-creuse," et celle de la Compagnie du chemin à lisses de la colonisation du nord, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et trouve que nul avis n'a été donné dans chaque cas; cependant, vu la grande utilité publique de ces deux entreprises, votre comité recommande humblement à votre Chambre la suspension de la 51<sup>e</sup> règle, dans les deux cas.

#### Introduction de bills:

M. E.J. HEMMING (Arthabaska): Demande



la permission d'introduire un bill pour amender la charte de la Compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les actes ayant rapport à la corporation de la cité de Montréal et pour d'autres fins.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité des bills privés.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer "The Montreal Auxiliary Bible Society."

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour détacher une certaine partie du comté de Montcalm et l'annexer au comté de Terrebonne, pour toutes fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement.

Accordé.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Demande la permission d'introduire un bill pour donner de nouveaux pouvoirs à la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal et pour d'autres fins.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

#### Union Saint-Joseph de Montréal

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Signale à la Chambre la conduite blâmable du président de l'Union Saint-Joseph de Montréal, lequel refuse ou néglige de donner sur les affaires de cette institution un état complet, pour les cinq dernières années, ainsi que le lui a demandé le greffier. Onze jours se sont écoulés depuis que cet état a été demandé. Un jugement qui vient d'être rendu à Montréal donne une certaine importance à cette affaire, puisqu'il déclare inconstitutionnel un bill absolument identique à celui que nous avons passé l'an dernier au sujet de l'Union Saint-Joseph.

Enfin, il donne avis que, lundi, il proposera de faire venir le président de l'Union Saint-Joseph à la barre de la Chambre pour expliquer sa conduite ou fournir les renseignements demandés.

#### Interpellations:

#### Mines d'or de la Beauce

M. C. H. POZER (Beauce): Demande pourquoi on maintient aux mines d'or de la Beauce un corps de police qui est parfaitement inutile.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Se plaint de l'inefficacité de la police qui n'a pu découvrir le meurtrier de l'huissier O'Donahue assassiné à Saint-Sylvestre, non loin de Québec, où l'avaient appelé les devoirs de sa profession.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Déclare qu'en effet toutes les perquisitions faites pour découvrir l'auteur de ce meurtre n'ont abouti à rien. En vain le juge de la cour de Police s'est rendu sur les lieux pour faire une enquête sur la conduite d'un magistrat, enquête qui n'a eu d'autre résultat que la destitution de ce juge de paix.

La justice a fait des efforts extraordinaires pour arrêter le meurtrier, l'on a encouru de grandes dépenses sans avoir réussi à le découvrir. Rien n'a été épargné pour venger la majesté de la loi.

#### Subsides

Le comité des subsides fait rapport des résolutions adoptées hier. Ces résolutions sont lues une deuxième fois.

#### Gazette officielle

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Aimerais savoir quelle est l'autorité qui décide des articles qui doivent être publiés dans la Gazette officielle. Il trouve qu'il se publie dans la Gazette une foule de choses parfaitement inutiles et d'aucune utilité quelconque pour le public.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Déclare que le gouvernement n'a rien innové depuis qu'il est en fonction.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Oh! je le sais.

#### Arbitrage

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je propose que cette Chambre prenne maintenant en considération certaines résolutions sur lesquelles devra être basée une humble adresse à Son Excellence le gouverneur général, concernant l'arbitrage requis par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, au sujet des dettes et des biens de la ci-devant province du Canada.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Demande s'il ne serait pas plus opportun d'attendre que les députés aient lu un document qui n'a été mis sur les pupitres qu'aujourd'hui.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je n'entends pas presser la mesure, mais je crois devoir accompagner ces résolutions de quelques remarques.

Je n'ai pas besoin de dire que la question est de la plus haute importance pour la province de Québec, pour son avenir, pour sa prospérité.

Pendant les débats sur la Confédération, on a toujours classé la répartition de la dette entre les deux provinces du Haut et du Bas-Canada et le gouvernement fédéral, parmi les questions les plus difficiles à résoudre. Et comme la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick ne voulaient pas assumer le paiement partiel de cette dette, il a fallu recourir à l'arbitrage pour la répartir entre les deux provinces qui l'avaient contractée.

Il fut donc convenu que la Confédération se chargerait de \$62,000,000 et que le Haut et le Bas-Canada se partageraient la balance qui resterait à la charge de ces provinces.

Par l'acte de 1867, il est décrété que la dette de l'ancienne province du Canada sera divisée par trois arbitres, de manière à sauvegarder les intérêts de toutes les parties. Cette disposition indiquait bien clairement la ligne de conduite que devaient suivre les arbitres. L'Acte de 1867 statuait aussi que deux des arbitres devaient être nommés par les provinces intéressées laissant la nomination du troisième au gouvernement fédéral et que l'arbitre choisi par le cabinet d'Ottawa ne devrait pas résider dans l'une ou l'autre des provinces de Québec ou d'Ontario. Or, malgré cette disposition explicite, l'arbitre du gouvernement fédéral a presque toujours résidé dans Ontario. On a blâmé notre province parce qu'elle a protesté contre la présence de M. Gray dans la commission d'arbitrage, tout en résidant dans Ontario, contrairement aux termes de l'Acte d'Union qui voulait qu'il résidât en dehors des deux provinces concernées. Cependant, nous ne faisons que réclamer un droit et demander l'application de la loi.

Maintenant, voici les arguments sur lesquels je m'appuie pour soutenir la nullité de la sentence rendue par les deux arbitres: 1o La décision des arbitres doit être unanime. 2o Un des arbitres ayant donné sa démission, la commission arbitrale se trouve légalement anéantie par sa retraite. Tels sont, à mon avis, les deux points à considérer.

Quant à l'unanimité de la décision, on ne trouve aucune loi d'Angleterre ou d'Ecosse qui assimile cette question aux arbitrages ordinaires.

Les causes ordinaires d'arbitrage ne peuvent être assimilées à celles qui nous occupent. Pour trouver des règles qui touchent à la question, il faut s'adresser au droit international.

M'est avis que si deux pays avaient à vider un différend au moyen d'une sentence arbitrale, ils ne manqueraient pas d'exiger l'unanimité de la décision définitive. Cette doctrine est consacrée dans le préambule du traité de Ghent, qui détermine la position de la ligne frontière entre

le Canada et les Etats-Unis. Dans le 7ème article de ce traité, il est déclaré que la décision devra être ratifiée par tous les membres de la commission arbitrale, sans quoi une nouvelle commission devait être nommée.

Quant à la position prise par l'honorable juge Day, nous l'avons approuvée de tout coeur, car cette détermination était le seul moyen qu'il eût de nous protéger contre l'injustice dont nous étions menacés.

Il en est de même dans plusieurs statuts du Parlement impérial et notamment dans celui qui avait pour objet de diviser le revenu des douanes perçu à Québec et à Montréal entre le Haut et le Bas-Canada (Canada Trade Act); dans ce statut, il est pourvu spécialement que la majorité des arbitres décidera, et il est pourvu à ce qui doit être fait dans le cas où l'un des arbitres refuserait d'agir.

D'ailleurs, le 3e George IV justifie pleinement la démarche de notre arbitre. Dans le projet d'union de 1841, qui établissait une semblable commission arbitrale, il était positivement déclaré que si l'un des arbitres se retirait pour une raison quelconque de la commission, celle-ci cesserait par là même d'exister.

Aussi, le célèbre juge en chef Robinson, du Haut-Canada, qui s'opposait à la mesure, a-t-il dit dans la brochure qu'il a publiée à cette époque que l'absence d'une telle disposition ferait que, dans le cas où l'un des arbitres cesserait d'agir, la commission se trouverait nulle et que la loi elle-même resterait sans effet. Il est vrai qu'une partie de la cause a été plaidée devant le juge Day, mais il ne faut pas oublier qu'il n'a pris aucune part à la décision finale; il ne figurait pas même dans la commission quand la cause a été plaidée au mérite; il avait donné sa résignation, qui avait déjà été acceptée par le lieutenant-gouverneur.

Nonobstant la résignation de notre représentant dans la commission arbitrale, les deux autres arbitres ont continué l'audition de la cause et rendu un jugement final qui n'est pas du tout un jugement, puisqu'il n'a nulle valeur légale. Toute la population de la province n'aurait pas ratifié la conduite du juge Day, si elle n'avait été convaincue que la sentence qu'on voudrait nous imposer est à la fois cynique et illégale. Il est impossible d'examiner cette sentence sans être frappé de la vérité de ce que j'avance.

D'ailleurs, la décision des arbitres rendue après la résignation du juge Day est encore illégale en ce qu'elle accorde à la province d'Ontario plus qu'elle ne demandait, ultra petita, pour me servir de l'expression technique. Elle nous impose un fardeau que la condition financière de notre province ne saurait supporter.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmourencey) Et qu'elle ne supportera pas!

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je partage pleinement l'expression

de l'honorable député de Montmorency. Que l'on compare leurs prétentions avant et après la démission de M. Day et l'on verra la vérité de ce que j'avance.

Le juge Day avait posé en principe que, pour arriver à un partage équitable de la dette, il était nécessaire de faire entrer en ligne de compte l'état financier de chaque province à l'époque de l'Union en 1841. Il désirait appliquer, dans cette affaire, les règles du droit civil, c'est-à-dire du droit romain sur les sociétés universorum bonorum. Les autres arbitres s'étant opposés à ce mode de procédure, qu'ils rejetèrent par un jugement interlocutoire, il donna sa résignation. MM. Gray et McPherson résolurent de répartir la dette en prenant pour base d'opérations l'origine locale de chaque item, sans vouloir prendre en considération l'état de banqueroute du Haut-Canada lors de son entrée dans l'Union en 1841, ni les avantages qu'il avait retirés de cette union.

Il n'ont pas voulu s'occuper de ces questions importantes. Leur jugement n'est fondé ni sur des principes, ni sur des règles de droit. Ils n'ont consulté que leur volonté. Ils ont accordé au Haut-Canada plus qu'il ne demandait, plus qu'il n'attendait. La conduite des deux arbitres, MM. McPherson et Gray, a surtout été inique en ce qui regarde le fonds d'emprunt municipal du Haut et du Bas-Canada. Ce fonds était évidemment formé par les revenus des deux provinces. On a donné au Haut-Canada les six millions prêtés dans le Haut-Canada; au Bas-Canada les deux millions prêtés dans le Bas-Canada. Ils ne pouvaient donner une plus grande preuve de leur hostilité envers le Bas-Canada. Ils ont agi de la même manière à l'égard des terres des Sauvages, mais je ne veux pas entrer dans les détails.

Le juge Day avait posé un principe légal et équitable; il était prêt à examiner les inconvénients de ce principe dans la pratique, mais non pas à adopter deux principes contradictoires et tous deux hostiles au Bas-Canada; le refus de considérer l'origine de la dette lors de l'Union d'un côté, et la considération de l'origine des dépenses subséquentes qui ont augmenté cette dette. Quand il a été persuadé que ses collègues étaient décidés à fouler aux pieds les droits du Bas-Canada et à nuire à ses intérêts, il a agi sagement en donnant sa démission. Je rappellerai encore que les arbitres exigeaient plus que M. Cameron, l'avocat d'Ontario, ne demandait. Celui-ci était prêt à adopter la base de la population.

Quand la Chambre aura pris connaissance de tous les documents qui se rattachent à cette importante question, elle verra que le gouvernement ne pouvait protéger les intérêts de la province qu'en rejetant cette décision qui, j'en suis convaincu, sera aussi rejetée par ceux qui, après nous avoir longtemps défendus contre les projets ambitieux du Haut-Canada, sauront encore nous faire rendre justice.

Quand le Bas-Canada est entré dans la

Confédération, il n'a pas voulu se soumettre aux mesures injustes qu'on veut lui imposer parce que sa population est moins nombreuse et que ses ressources ne lui permettent pas d'exercer une influence aussi considérable. J'ai la ferme conviction que la province de Québec, après avoir lutté si longtemps pour conserver ses droits intacts et maintenir son indépendance, combattrait encore jusqu'à la fin les prétentions peu scrupuleuses des arbitres qui voudraient nous imposer leur inique sentence. Et je suis aussi convaincu que nous obtiendrons justice.

Je propose la lecture des résolutions concernant l'arbitrage.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par l'honorable premier ministre, que le débat de cette question soit ajourné à vendredi, afin que les honorables députés aient le temps de prendre connaissance des divers documents sur cette question.

Adopté.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

#### **Compagnie de la pêche aux marsouins de la Rivière-Quéle.**

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer "la Compagnie de la pêche aux marsouins de la Rivière-Quéle", et pour d'autres fins.

Adopté.

#### **Collège de pharmacie de Québec**

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer le Collège de pharmacie de Québec.

Adopté.

#### **John Auld**

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte passé dans la session du Parlement tenue pendant les années 29 et 30 du règne de Sa Majesté, chapitre 171, intitulé: "Acte pour autoriser John Auld à aliéner certains biens mobiliers et immobiliers appartenant à ses enfants mineurs" et pour étendre les pouvoirs accordés audit John Auld, relativement à l'aliénation desdits immeubles.

Adopté.

#### **Société de passage du pont neuf de Saint-Hyacinthe**

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte pour incorporer la

Société de passage du pont neuf de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

#### Compagnie de navigation de Laprairie

M. C. THERIEN (Laprairie): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la Compagnie de navigation de Laprairie.

Adopté.

#### Soeurs de l'asile de la Providence de Montréal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture pour amender les actes incorporant les Soeurs de l'asile de la Providence de Montréal.

Adopté.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité;

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Code municipal

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité pour étudier le bill intitulé: "Le Code municipal de la province de Québec".

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec des amendements.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. J. ROSS (Compton): Propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Locke), sous forme d'amendement, que tous les mots après "maintenant", jusqu'à la fin de la proposition, soient retranchés, et que les mots "de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction d'insérer l'article suivant comme article 707a:

"Que le revenu provenant des sommes d'argent déposées dans les banques ou représentées par des bons de la Puissance, garanties par hypothèques ou autrement placées comme prêt ou dans les compagnies à fonds social donnant

un revenu annuel, est aussi une propriété imposable", soient mis à la place.

M. E.J. HEMMING (Arthabaska): Propose, appuyé par le représentant de Stanstead (M. Locke), sous forme d'amendement à l'amendement déjà proposé, que tous les mots après "instruction" jusqu'à la fin dudit amendement, soient retranchés, et que les mots "de retrancher l'article 708 du code municipal", soient mis à la place.

Ce dernier amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bellingham, Cantwell, Hemming, Joly, Locke et Ross. 6.

CONTRE: MM. Beaubien, Bellerose, Bergevin, Bessette, Blais, Chapleau, Chauveau, Church, Clément, Coutlée, Craig, Desaulniers, (Maskinongé), Desaulniers, (Saint-Maurice), Dugas, Gaudet, Gélinas, Gendron, Genest, Irvine (sol. gén.), Jodoin, Laberge, Lafontaine, LaRue, Lavallée, LeCavalier, Marchand, Mailloux, Mollleur, Ouimet (pro. gén.), Pelletier, Picard, Pozer, Rhéaume, Robert, Robertson, Roy, Tremblay et Verreault. 38.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

L'amendement à la question principale étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question étant de nouveau proposée, que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose, appuyé par le représentant de Napierville (M. Lafontaine), sous forme d'amendement, que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la proposition, soient effacés, et que les mots "de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour en retrancher l'article 719", soient mis à la place.

Et cet amendement étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

La Chambre se forme en comité et le comité fait rapport, avec un nouvel amendement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre s'ajourne à neuf heures et demie.

### Séance du 7 décembre 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet.

La séance est ouverte à trois heures.

#### Dépôt et lecture de pétitions :

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Mailloux, trois pétitions du révérend L.-N. Bernier et autres, des paroisses de Sainte-Rose-du-Dégelé et du Détour-du-Lac, comté de Témiscouata.

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition de E.-G. DeBlois et autres, de la paroisse de Saint-Roch-de-Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

D'Augustin Choinière et autres, de la paroisse de Saint-Athanase, comté d'Iberville; demandant un acte d'incorporation pour la construction d'un chemin à lisses depuis le bureau de poste de Aird jusqu'à Saint-Jean, P. Q., sous le nom de "La Compagnie du chemin de fer du Canada et Rutland."

Du révérend A. Thibault et autres, de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly; demandant des amendements à l'acte concernant les voitures pour chemins d'hiver.

Du révérend W. Richardson et autres, de la paroisse de Saint-Malachie, de P. Cassidy et autres, du township de Cranbourne, tous du comté de Dorchester, et de Bénoni Roy et autres, du township de Romieux; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

#### Rapport de comités :

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le rapport du comité spécial auquel a été renvoyée la pétition de Louis Picard de la paroisse de Saint-Roch-de-Québec. Voici ce rapport:

Le comité, après avoir pris en considération les témoignages entendus, les pièces produites à l'appui de la pétition, notamment le rapport du comité spécial nommé durant la session de 1865 dans le but de connaître la nature et le progrès des travaux qui ont été faits dans la vue d'ouvrir un chemin direct de colonisation entre Québec et le Lac-Saint-Jean, auquel il réfère respectueusement, ainsi que les comptes et livres de comptes des dépenses faites; — considérant que le pétitionnaire a, le premier, mis en pratique l'idée d'ouvrir un chemin de colonisation conduisant au Lac-Saint-Jean, et ce, à ses frais et dépens, comptant seulement sur l'aide du public — votre comité en vient à la conclusion de recommander à la Législature d'accorder au pétitionnaire l'aide ou compensation qu'elle jugera convenable, mais sans prendre en considération les intérêts qu'il a pu payer.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Rappelle au représentant de Qué-

bec-Est (M. J.-P. Rhéaume), que le rapport ne peut pas être pris en considération puisque les versements doivent être d'abord approuvés par le lieutenant-gouverneur.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer, lignes télégraphiques et compagnies manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les bills suivants auxquels il a fait divers amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre: bill pour constituer en corporation "La Compagnie des pouvoirs d'eau de Sherbrooke", bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de la vallée de Missisquoi et de la Rivière Noire.

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de faire rapport à la Chambre que le comité spécial formé pour étudier le bill concernant le défrichement des terres et pour amender l'acte pour la protection des forêts contre les incendies a examiné le bill et y a fait des amendements.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'ai l'honneur de faire rapport à la Chambre que le comité spécial formé pour étudier le bill pour amender la loi relative à la cour du Recorder de la cité de Québec a examiné le bill et y a fait des amendements.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour autoriser John Racey à aliéner certains immeubles appartenant à ses enfants mineurs, et le bill pour incorporer "The Montreal Auxiliary Bible Society", à chacun desquels il a fait des amendements, qu'il soumet humblement à la considération de votre honorable Chambre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis donnés en chaque cas ont été suffisants.

Du conseil de ville de la ville de Lévis, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du conseil de ville d'Iberville, demandant des amendements à son acte d'incorporation.

#### Documents :

##### **Agents de terres de la couronne dans le comté de Saguenay**

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente: Réponse à une adresse,

datée le 1er décembre 1870, demandant copie des instructions données aux agents des terres de la couronne, et des bois et forêts, pour le district de Saguenay, depuis leur dernière nomination, touchant le lieu ou les lieux où ces agents doivent tenir leurs bureaux respectifs.

(Documents de la session, no 4)

#### Introduction de bills:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte des chemins de fer de Québec 1869, relativement à la manière de conduire la première élection des directeurs.

Accordé.

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 30 de l'acte 29 et 30 Victoria, intitulé: "Acte pour expliquer et fixer le sens et l'interprétation de certaines dispositions de la loi seigneuriale."

Accordé.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer "The Protestant Infant's Home" de Montréal.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. E.J. HEMMING (Arthabaska): Demande la permission d'introduire un bill pour annexer une partie de la municipalité de Durham à la municipalité de Durham-Sud.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. E.J. HEMMING (Arthabaska): Demande la permission d'introduire un bill pour détacher de la municipalité de Chester-Est, dans le comté d'Arthabaska, une certaine portion d'icelle, et de la constituer en une municipalité séparée.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Lévis.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### Interpellations:

##### Pont sur la rivière Famine

M. G. H. POZER (Beauce): Demande si c'est l'intention du gouvernement de construire un pont sur la rivière Famine, dans le comté de Beauce.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Répond que la chose est sous la considération du gouvernement. Il ajoute cependant que si le représentant de Beauce peut convaincre le ministre des Travaux publics que ce pont est utile à la colonisation, il obtiendra probablement un octroi.

#### Inspecteurs de l'asile de Belmont

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre une copie du rapport des inspecteurs de prisons et asiles sur l'asile de Belmont pour les ivrognes.

On se rappellera qu'à la dernière session l'on a passé un bill pour envoyer les ivrognes dans un asile, afin de les corriger de leur mauvaise habitude. Cela montre à quel point de civilisation on est arrivé dans notre province. Nulle part en Canada il n'existe un asile de ce genre. Je crois que quand le rapport des inspecteurs sera mis devant la Chambre, cette dernière devra demander au gouvernement d'accorder un octroi à cet asile de Belmont.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Les inspecteurs ont fait un rapport sur cet asile sans recommander de faire des règlements pour les maisons de cette nature. Quant à un octroi, il sera peut-être difficile de le donner. Cependant, nous ferons notre possible pour venir en aide à M. Wakesham.

Adopté.

#### Travaux de la Chambre

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose qu'à compter de lundi, inclusivement, les ordres du gouvernement aient tous les jours préséance sur tous les autres ordres, les jeudis exceptés.

Adopté.

#### Etablissement de manufactures

M. C. GENEST (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill encourageant l'introduction et l'établissement de manufactures en cette province.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

Le bill est lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Lois de la chasse

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose la deuxième lecture du bill amendant de nouveau les lois de la chasse en cette province.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité spécial

composé de M. Rhéaume, l'honorable M. Chauveau, M. Marchand, M. Bellingham, M. Beaubien, M. Tremblay, M. Verreault, M. Fortin, M. Church et M. Desaulniers (Maskinongé), pour en faire rapport, avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

#### **Divisions d'enregistrement dans le comté de Stanstead**

M. T. LOCKE (Stanstead): Propose la deuxième lecture du bill divisant le comté de Stanstead en deux divisions d'enregistrement. Adopté.

#### **Compagnie de la pêche aux marsouins de la Rivière-Ouelle**

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): Propose selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill incorporant "La Compagnie de la pêche aux marsouins de la Rivière-Ouelle" et pour d'autres fins. Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

#### **John Auld**

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill amendant l'acte passé dans la session du Parlement tenue pendant les années 29e et 30e du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour autoriser John Auld à aliéner certains biens mobiliers et immobiliers appartenant à ses enfants mineurs," et pour étendre les pouvoirs accordés audit John Auld, relativement à l'aliénation desdits immeubles. Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

#### **Société de passage du pont neuf de Saint-Hyacinthe**

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill amendant l'acte pour incorporer la société de passage du pont neuf de Saint-Hyacinthe. Le bill est lu la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

#### **Compagnie de navigation de Laprairie**

M. C. THERIEN (Laprairie): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill incorporant la Compagnie de navigation de Laprairie. Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec un amendement.

#### **Ecole de grammaire à Frelighsburg**

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose la deuxième lecture du bill amendant l'acte 20 Victoria, chap. 185, intitulé: "Acte pour incorporer une école de grammaire à Frelighsburg, qui sera appelée l'École de grammaire de Frelighsburg".

Adopté.

Introduction de bill:

M. L. MOLLEUR (Iberville): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville d'Iberville.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### **Ajournement**

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à vendredi prochain.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à cinq heures.

#### **Séance du 9 décembre 1870**

Sous la présidence  
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

#### **Impressions**

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Demande à la Chambre de faire une remarque relative aux impressions de la Chambre.

Il est de fait que les imprimeurs qui ont les contrats de cette Chambre ne peuvent suffire à ses besoins. Bien qu'ils travaillent jour et nuit et font de leur mieux pour satisfaire le gouvernement, ils ne peuvent nous livrer à temps leurs ouvrages. Eh bien, le comité des impressions devrait s'en procurer d'autres. Autrement, nous retarderons de beaucoup la Législature dans ses travaux. J'ai vu un autre imprimeur de Québec, M. Darveau, qui nous aiderait pour 48 cents le mille ems, au lieu de 40 cents, tel que le veut le contrat passé avec le gouvernement.

M. J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Attribue ces retards au surcroît de besogne donné à l'imprimeur de la Chambre depuis quelque temps.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Déclare que, pour sa part, il est prêt à appuyer une mesure en ce sens, venant du comité des impressions. Avant de l'appuyer,

il faudrait probablement obtenir un consentement de MM. A. Côté et Cie, et Hector Fabre, les imprimeurs attitrés du gouvernement.

M. L'ORATEUR: Informe la Chambre que le greffier a reçu un rapport de l'Union Saint-Joseph de Montréal, en obéissance à l'ordre de la Chambre du 24 de novembre dernier (Documents de la session no 5).

#### Dépôt et lecture de pétitions :

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Ross, la pétition de S.A. Hurd et autres, du township de Eaton.

Par M. Rhéaume, la pétition de la société amicale de Québec.

Par M. Carter, la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De E. G. DeBlois et autres, de la paroisse de Saint-Roch-de-Québec; demandant que les limites de la cité de Québec ne soient pas agrandies.

De l'Académie de Drummondville, du township de Grantham, comté de Drummond, et de l'Institut canadien de Québec; demandant respectivement de l'aide.

De F.-X. Dulac et autres, de la paroisse de Saint-Georges, comté de Beauce, demandant de l'aide pour construire un pont sur la rivière Famine.

Du révérend L.-N. Bernier et autres, de la paroisse de Sainte-Rose-du-Dégel, comté de Témiscouata; demandant de l'aide pour des chemins.

De Auguste Lamontagne et autres, de Cherboung et autres townships, de C. Martin et autres, des paroisses de Saint-Octave-de-Métis et Sainte-Angele-de-Méridi, toutes du comté de Rimouski, et des compagnies de mines de Ives et Huntington; demandant respectivement de l'aide pour des chemins et pour autres fins.

De C. E. Towle et autres, du comté de Compton; demandant un octroi de terre pour la compagnie du chemin de fer international de Saint-François et Mégantic.

Du révérend L.-N. Bernier et autres, de la paroisse du Détour-du-Lac, et du révérend L.-N. Bernier et autres, de la paroisse de Sainte-Rose-du-Dégel, toutes du comté de Témiscouata; demandant respectivement de l'aide pour un chemin de fer de la Rivière-du-Loup à Woodstock ou Frederickton, Nouveau-Brunswick.

#### Rapport de comités :

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill pour incorporer "The Protestant Infant's Home" de Montréal, et y a fait certains amendements, qu'il recommande respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport :

Votre comité a examiné la pétition d'Arthur Wellesley White et autres, demandant l'adoption d'un acte pour légaliser son contrat de mariage avec Caroline Charlotte Young, et trouve que des avis ont été donnés dans la Gazette officielle seulement, mais comme les pétitionnaires sont les seuls intéressés, votre comité est d'opinion que les avis ne sont pas nécessaires.

#### Introduction de bills:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte de la ci-devant province du Canada, passé dans la 18e année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour incorporer la Société bienveillante de Notre-Dame-de-Bon-Secours," Montréal.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de jonction du Canada et Rutland.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Demande la permission d'introduire un bill pour rendre légal un contrat de mariage passé entre Arthur Wellesley White et Caroline Charlotte Young.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser la Compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford à prolonger sa ligne jusqu'au Lac-Saint-Jean.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Demande la permission d'introduire un bill pour étendre les limites de la municipalité du village de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne.

Accordé. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. J.-E. CAUCHON (Montmorency): Demande la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.



M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Demande la permission d'introduire un bill pour prolonger l'incorporation de "La Société amicale de Québec", et pour amender et refondre les divers actes concernant ladite société.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

### Subsides

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité, pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides accordés à Sa Majesté.

En comité:

Il est résolu que pour faire face aux subsides octroyés à Sa Majesté, la somme de un million huit cent soixante-et-huit mille quatre cent trente-et-une piastres et cinquante-quatre centins soit accordée à même le fonds du revenu consolidé de cette province.

Le comité fait rapport à la Chambre de cette résolution qui est lue une deuxième fois.

Adopté.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Demande la permission d'introduire un bill pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière expirant le trente juin mil huit cent soixante-et-douze, et à certaines autres fins du ressort du service public.

Accordé.

### Explications du député de Chicoutimi

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi): Je désire faire quelques remarques relatives à une question qui m'est personnelle. En parlant l'autre jour des colons, j'ai dit que plusieurs d'entre eux avaient été maltraités par le gouvernement. Le député de Gaspé (M. Fortin) s'est ensuite levé et m'a reproché de plaider ma cause, prétendant que plusieurs lots qui m'appartenaient avaient été confisqués par le gouvernement. Je me suis justifié de cette attaque.

Dans son rapport, un des rédacteurs du Journal de Québec a omis une partie de cet incident. J'ai réclamé auprès de lui et il a publié quelques lignes à ma justification dans le numéro du 3. Cependant, dans le numéro du 6, on revient à la charge pour dire que mes réponses n'ont pas été victorieuses. C'est pourquoi je veux répéter mes explications.

L'auteur du communiqué aurait dû ajouter que le commissaire m'a revendu les lots. Je n'ai rien perdu. Le gouvernement m'a rendu justice, lorsque je lui ai dit que ces lots étaient situés à 15 milles du chemin et qu'il était impossible d'y faire des défrichements. Il m'a rendu justice, je

ne puis pas me plaindre. Ce n'est donc pas pour moi que je parlais. J'ai cité le nom de M. P. Gauthier et ses fils, qui ont payé deux versements sur leurs lots qui ont été confisqués sans tenir compte des deniers payés et on leur a fait perdre \$25.

On ne leur a pas fait la justice qu'on m'a rendue. Depuis, ils ont voulu les acheter de nouveau, mais on n'a pas voulu.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le député de Chicoutimi (M. Tremblay) n'est pas dans l'ordre. Il doit s'en tenir à la question personnelle.

M. L'ORATEUR: Vous ne devez parler que sur la question personnelle.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi): Je m'en tiendrai à la question personnelle et je répète mes explications, afin que les journalistes puissent me comprendre et me rendre justice; ainsi, je n'ai pas parlé pour moi, attendu que je n'ai rien perdu et que je n'ai pas raison de me plaindre.

M. P. FORTIN (Gaspé): Je crois que c'est moi qui aurais droit de me plaindre des journalistes et de celui qui représente ici le Journal de Québec. Il ne m'a pas rendu justice. J'ai accusé le député de Chicoutimi (M. Tremblay) de garder quatre lots sans se conformer aux règlements. J'ai porté cette accusation directement, sans insinuation, je l'ai accusé d'avoir voulu spéculer. Je l'accuse directement d'avoir blâmé le gouvernement parce qu'il a des lots, et je maintiens mes accusations! Qu'il prouve le contraire.

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi): Je vais le prouver, si l'on veut m'écouter.

J'avais des lots, le commissaire des Terres les a confisqués parce que je n'avais pas fait de défrichements impossibles. Il me les a rendus. J'ai dit qu'il était impossible de défricher ces lots que j'ai pris pour des parents pauvres. Je maintiens que je n'ai pas souffert et que je n'ai aucun motif personnel d'agir, je ne plaide que la cause des colons.

M. P. FORTIN (Gaspé): Le représentant de Chicoutimi n'a pas perdu, ce sont les colons qu'il a fait perdre.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Le représentant de Gaspé (M. Fortin) et la Chambre doivent être convaincu que le représentant de Chicoutimi (M. Tremblay) n'a eu aucun motif personnel d'agir. Pour ma part, je suis parfaitement satisfait de ces explications.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Prend la parole...

M. L'ORATEUR: L'interrompt et déclare l'incident clos.

### Arbitrage

La Chambre reprend les débats sur la question qui fut proposée mardi dernier, "Que cette Chambre prenne maintenant en considération certaines résolutions sur lesquelles devra être basée une humble adresse à Son Excellence le gouverneur général, concernant l'arbitrage requis par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, au sujet des dettes et des biens de la ci-devant province du Canada."

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je dois donner quelques explications sur mon discours. Il s'est glissé quelques erreurs dans les rapports des journaux anglais et de quelques journaux français. Celui du *Journal de Québec* était seul exact. Contrairement à ce que l'on me fait dire, je soutiens que, dans les arbitrages publics, le statut qui les ordonne dit toujours qu'une partie seulement des arbitres pourra rendre jugement, et que, sans cette disposition expresse, il faut que tous les arbitres concourent à la décision. Dans sa protestation contre l'Acte d'Union en 1840, le juge en chef Robinson a parfaitement établi, au sujet d'un pareil arbitrage, que la retraite, pour une raison quelconque d'un arbitre, met à néant la commission dont il fait partie.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): La province de Québec doit être unanime dans son protêt contre cette décision. On a trop souvent répété, en parlant du double mandat, que la présence de ces ministres ici nous était nécessaire et utile, pour que je ne demande pas maintenant à ces députés pourquoi ces ministres n'ont pas défendu les intérêts de la province de Québec. C'était pour eux, pourtant, le temps de profiter de la plus importante question qui soit, pour nous défendre et nous démontrer l'utilité de leur présence ici.

J'ai lu dans le discours du trône d'Ontario, cette phrase, "Je suis content, que nous connaissions notre part de la dette".

Eh bien, en lisant une déclaration aussi solennelle, nous devons être unanimes à appuyer le gouvernement.

Si je me lève, ce n'est pas afin de m'opposer à l'adoption des résolutions mais pour faire quelques réflexions. Je ne me lève pas pour faire des reproches au gouvernement.

Je n'opposerai pas le gouvernement sur cette question, ni quant à son opposition à la décision rendue, ni quant à son opposition aux moyens choisis pour rendre cette décision.

Le passé est oublié. Je vois que pendant la session à Outaouais le trésorier a fait des efforts nouveaux pour régler la question. Je me plais à lui rendre ce témoignage.

La question comporte deux aspects: d'abord le sujet de dispute et deuxièmement le caractère constitutionnel de la cour nommée pour arbitrer le litige.

Pour le premier aspect, après le mémoire du

juge Day, je ne viendrai pas m'étendre sur les mérites de la cause.

Il y a une contradiction dans la conduite de l'Ontario. Les avocats déclarent qu'il ne faut pas considérer la matière en litige comme une affaire ordinaire, devant se décider d'après les principes du droit civil ordinaire. D'un autre côté, l'Ontario, lorsqu'il s'agit de décider un autre point, l'origine des relations de la dette, fait un appel aux lois civiles. On dit que le tribunal, organisé par la loi civile, ne doit pas décider d'après la loi civile.

L'Ontario n'a pas le droit de nous dire qu'elle considère ce tribunal comme une cour civile, tout en refusant de reconnaître que les règlements de cours civiles s'appliquent.

J'appuierai le gouvernement, afin d'obtenir justice pour la province, mais il me semble que les résolutions du gouvernement ne vont pas assez loin. Je trouve qu'elles manquent d'une conclusion pratique, montrant ce que le gouvernement entend faire, montrant le mal et le remède. En conséquence, j'ai préparé une résolution, espérant que la Chambre l'acceptera. Je crois qu'elle ne contient rien de contraire à l'esprit des résolutions du gouvernement.

Voici cette résolution:

"Que la province de Québec regrette que le gouvernement fédéral ne soit pas intervenu ainsi que respectueusement requis de le faire par le gouvernement de la province de Québec par la dépêche du 8 août 1870, et qu'elle demande respectueusement au gouvernement fédéral de lui rendre justice en prenant les mesures nécessaires pour que tous les procédés des arbitres depuis le 8 août soient déclarés nuls et non avenus".

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande à M. l'Orateur de déclarer cette résolution irrégulière.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Je consens à ne la soumettre à l'approbation de la Chambre seulement quand les résolutions du premier ministre seront adoptées en comité.

Après avoir étudié le document, je suis venu à cette conclusion; c'est qu'au moment de l'Union, le Haut-Canada était endetté de \$5,000,000 alors que nous avions un actif de \$186,000.

La province d'Ontario s'étant enrichie à nos dépens depuis l'Union en 1841, il est juste qu'on mette à son compte le paiement de la dette qu'elle avait à cette époque, alors que nous avions un encaisse de \$1,200,000. C'est avec cette somme qu'ont été faits les travaux de canalisation qui ont développé les ressources du Haut-Canada, et il est juste qu'elle soit portée à notre crédit, si nous sacrifions les intérêts qu'elle nous aurait rapportés.

Dans tous les cas, il y a faute ou chez le gouvernement de Québec ou chez le gouvernement fédéral. Si le gouvernement local avait droit de demander au gouvernement fédéral

d'intervenir, ce dernier a commis une injustice à notre égard; si, au contraire, notre ministère local a fait aux autorités fédérales une demande induue, cette demande prouve que les membres du cabinet de Québec ont agi sans savoir ce qu'ils faisaient. Il faut nécessairement qu'il y ait faute quelque part. Cette union n'était pas consentie des deux côtés. Cette union répugnait au Bas-Canada. Pendant qu'elle a duré, admettons les prétentions d'Ontario qu'elle n'a pas été plus avantageuse à l'une qu'à l'autre. Si l'Ontario voulait être juste, elle avouerait que Québec, en lui aidant à payer ses dettes, l'a sauvée de la banqueroute.

Quelle objection peut-on faire à cette résolution? Le gouvernement local a déjà requis le gouvernement fédéral d'intervenir dans cette affaire. Il s'est contenté d'accuser réception de cette demande. La Chambre n'a-t-elle pas le droit d'exprimer son regret que le gouvernement fédéral n'ait pas jugé à propos d'accéder à son désir? La seconde partie de ma résolution demande au gouvernement fédéral d'intervenir, afin de remédier à l'injustice. A ceux qui ont récemment défendu la double représentation, je demande ce que les ministres fédéraux, membres de cette Chambre, ont fait; pendant l'absence de Sir. J.A. Macdonald, retenu par la maladie, nous avions au conseil des ministres quatre représentants, soit autant que l'Ontario. Les ministres fédéraux représentant notre province n'ont rien fait pour nous protéger, quand il leur était si facile de prévenir l'injustice dont nous nous plaignons en destituant le colonel Gray, sous prétexte qu'il résidait dans une des provinces intéressées, contrairement aux dispositions de l'acte de 1867.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said that differences of opinion had prevailed with respect to the principles upon which the division of the debt should proceed. Great trouble was taken to find a just mode of procedure. At length, they came to the conclusion that it was all but impossible to divide the debt on the consideration of origin of debt; because money spent in Quebec often inured to the benefit of Ontario and vice versa. It had been also found exceedingly difficult to trace the expenditure which was sometimes, after being voted by the Legislature, carried over two or three years. Beginning with the Union, the population of Lower Canada was conceded to exceed, then, that of Upper by 50 per cent; but it was admitted to be difficult to fix a particular period at which a division could be made on terms equitable to both provinces on equal or similar conditions. The mode of a universal partnership had been proposed by Quebec. On taking the origin of the debt, Upper Canada could not have denied for a moment the large burden she owed in 1841. That was one reason why she abandoned her claim for a method that would have taken account of her original debt. In order to arrive

at some rule to guide the Arbitrators, and the two Provinces in laying their claims before them, the Quebec Government had had recourse to the partnership principle because not only to English and French but to the old Roman Law would it guide in the conduct of the Arbitration. Their factum was consequently ready by the 1st Jan. according to the order of the arbitrators, that of Ontario being forthcoming also. After the meeting at Ottawa, discussions arose as to the items for which credit should be given to one or other province. He argued that the Indian annuities charge should be set against Ontario alone, as she had derived all the profit of the cession of the lands, and these were subject by the Imperial Act to all charges in favour of 3 parties; but this and other points were consistently decided against Quebec. Coming to the chief questions, in assuming a basis for the settlement of the debt, they could not forget Ontario entered the Union with a debt of nearly six millions. The debentures issued in consequence by Upper Canada had been renewed from time to time by the late Province of Canada, and now formed part of the Dominion's debt. If the debt of Ontario had been paid, the share of the surplus falling to Quebec would have been no much smaller. For the Quebec Government, then, to have overlooked the disadvantageous position of Ontario at the time of the Union would have been an injustice to the former. The expenditure was for the benefit of Ontario alone. Her representatives urged that it went to the construction of canals and other public works from which both provinces had been benefited. But apart from that, previous to those outlays, the Upper Canada Government had been spending, before the Union, 50,000 a year more than their receipts; and it was only through the aid and credit of Lower Canada that the means were found to complete the public works so useful to both provinces. Now, notwithstanding Quebec brought into the partnership an equal amount of assets with Ontario, and a large surplus of cash, she received no more compensation. If the debentures issued by the old Province of Ontario had been liquidated from her revenue, it would have been a question whether we should have had any claim in regard to their old debt. It seemed to Quebec that Ontario should have deducted that amount, and divided the balance. The papers would show that when the Dominion and Ontario arbitrators came to the consideration of this question of the basis to be adopted in dividing the debt, there was as much difference between them as there was between Messrs. Macpherson and Gray and Judge Day in regard to the division of the debt. Col. Gray gave different opinions as to the proper basis for this proceeding.

Mr. Macpherson afterwards saw it to Ontario's advantage to agree with Col. Gray, and as the latter was manifestly and decidedly

in Ontario's interest, and Judge Day perceived there was nothing to be hoped for from such a Commission, he felt it his duty to send in his resignation. He did not resign simply because he and his colleagues differed, but because they were determined to pronounce an interlocutory judgment in a manner which bound them to decide the matter of the debts and assets after a certain mode when they had only a part of the case before them. Judge Day advised that no judgment should be given upon a part of the case only; but that they should proceed with all the claims of the two provinces, and then see how near the separate bases adopted could be brought to each other, or how reconciled before a final decision. The preliminary judgment rendered, despite Judge Day, obliged the other arbitrators to take one of two courses, either to be inconsistent in the final award with their own decision, or else persist in a wrong in order to have consistency. After the meeting in Ottawa, an adjournment took place and the judgment arrived at by the two arbitrators was ostensibly rendered in May, but only rendered in August after Judge Day's resignation. The Quebec Government had no official notification of it till the 7th or 8th Aug. following, after Judge Day had resigned. Ontario knew perfectly well what the decision would be, and urged it: a decision giving her more than she had asked or was entitled to, and Quebec less than her demand and right. In the division of the debt according to the basis laid down by the arbitrators, they paid little or no attention to their own preliminary judgment. In every case in which they varied from it, it was to the prejudice of Quebec and the advantage of Ontario. They dared not go into the origin of the debt, but saw fit to adopt as the basis of their preliminary judgment the assets mentioned in the British North America Act, and from these and other sources making up the proportions assigned to each party. The mode of procedure was most disingenuous; they took, in estimating Quebec's position, assets that were not assets, and, in the partition of the debt, charged her with all the sums spent in the completion of the jails and court-houses, for which Ontario had received an equivalent. All the balances spent on those objects were set down as valuable assets to Quebec as against money in the hands of the Dominion given over to Ontario. The arbitrators for Canada and Ontario had held those assets formed by the joint contributions of both provinces ought to be divided equally. How did they do in the matter of the Common School Fund? They divided according to population, giving five ninths to Ontario and four ninths to Quebec. When they came to the Library that formerly belonged to Old Canada, also an asset from the joint contributions of the two provinces, how did they act again? Not in accordance with their preliminary judgment, but in the same way as in dealing with the debt. They were in fact so

very kind as to assign Ontario less debt than she in her factum was willing to assume, and to lay on Quebec more than there was any justification for — more than she ever admitted owing — or Ontario said she owed, and for what reason he (Mr. Robertson) could not tell. Quebec was credited with various assets of little or no value, and for which no good case could be made out. The Terrebonne and Ottawa County debentures furnished an illustration. Principal and interest lately amounted to \$400,000, but the Superior Court of Montreal had decided they were illegally issued, and an order in Council of the Government of Canada said the same, though they were worth nothing at all. Quebec had them set down to her account.

Then again the whole of the Quebec Fire Loan, amounting to \$284,000 was charged against her, without the trouble of noticing the amount collected by the Government of the late Province of Canada, and notwithstanding that in 1863 an order in Council was passed whereby 20 per cent of it was stricken off. If the two arbitrators had acted similarly towards Ontario, we should have had less reason to complain. But they cut off no less than upwards \$3,000,000 from her municipal Loan Fund debt, due by municipalities as it stood on the Dominion books, while adding to that of Lower Canada half a million for which there was no warrant. Therefore, he thought there could be no two opinions as to the determination not to do Quebec the justice to which she was entitled. When the question of unanimity first arose, the Ontario Counsel distinctly and repeatedly said that, though he believed two arbitrators could decide this question as well as three, yet he considered three must be present to hear the whole argument, and must be present at the decision. Notwithstanding this opinion, the two arbitrators saw fit to go on in the absence of Judge Day, and afterwards to give their award, which he had every reason to believe was not only null and void but positively unjust. Another remarkable effect of the award was that one portion gave the actual figures as they appeared in the public accounts, consisting, as he said before, in some cases of overdrawn accounts on the part of Quebec. When they came, however, to the division of the trust funds, there were no amounts placed in the award. By the present award, the debt of Quebec was put at \$5,006,327, and Ontario at \$5,593,673, the latter half a million less than she admitted owing, and the former many hundred thousands more than she was convinced was right. Quebec took the ground that the old Upper Canada debt should be taken off the common debt of ten millions and a half, and the balance divided between her and Ontario, on such principle as might be decided upon by the arbitrators.

In dividing the assets, Quebec had been awarded only about \$4,000,000 and Ontario

\$14,000,000. It seemed to him monstrous that Quebec should be subjected to such an injustice. With respect to the complaint of the Hon. Member for Lotbinière, as to the absence of the Dominion Ministers, Members of this House, and their silence at present, it seemed to him (Mr. Robertson) that those gentlemen must at one time or other sit in judgment on this question. It would have been improper for them to have sat here and participated in an ex parte treatment of the case. They would have an opportunity of discussing it in the Federal Parliament. He therefore thought they showed good sense in abstaining from taking part in the present discussion. With respect to the remark touching a demand on the Federal by the Local Government of Quebec, they took the ground that the same power that appointed an arbitrator could remove him at pleasure. Col. Gray had shifted his residence and become an inhabitant of Ontario, and in addition to this illegality, both arbitrators had determined to proceed without the co-operation of Quebec's representative. He thought the Ministers of Quebec were right in appealing to the Dominion authorities to interfere and stop their arbitrator from doing what was illegal and remove him from his post if needed to give justice. The whole gist of the Hon. Member's amendment would be found in the 6th resolution. The Government of Quebec said there that they were determined to use every legitimate means to secure her rights. The only way they could proceed was through the constituted authorities. If the Dominion Government refused to do them justice, they reserved the right of appeal to the Imperial Government. He was satisfied that the papers would show the Government of this province had used every means within their power to protect its interests in this business. Information respecting the position of the Indian lands he had in vain repeatedly asked from the Ontario Government. They were entitled to it and had for object in soliciting it the ascertainment of the amount of lands sold in the Western Province in 1867 and unpaid, and the lands unsold. If bound to pay a part of the debt, we were entitled to receive a share of the assets. It would be found by the papers now distributed that everything had been done by the Quebec Government that the case should be put fairly and squarely before the arbitrators not with the desire to injure Ontario, but to maintain our own rights. He considered Judge Day fully justified in resigning at the time he did. Otherwise he would have been obliged to take a course contrary to his conscience or to the interests of this province.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Demande si l'acte de 1867 justifie la retraite du juge Day et si, en continuant de faire partie de la commission arbitrale, il aurait pu protester efficacement contre les procédés des deux

autres arbitres. Il termine ses observations en taxant d'inutilité la résolution proposée par le député de Lotbinière (M. H.-G. Joly), vu que cette question arbitrale ne peut être régulièrement décidée que par le Parlement britannique, qui a constitué la commission arbitrale.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): J'ai déjà répondu à cette question par ma résolution. Si le gouvernement de Québec a demandé au gouvernement fédéral d'intervenir, il avait de bonnes raisons de le faire. Je ne dis pas qu'il a droit d'intervenir, mais la Chambre a confiance dans le gouvernement et c'est lui qui a déclaré qu'il avait le droit d'intervenir.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Ne croit pas que cette résolution aurait avantagé votre position.

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Est en faveur des résolutions. Mais il demande à la Chambre d'ajourner à lundi le débat, parce que plusieurs députés n'ont pas eu le temps de prendre connaissance des documents qui leur ont été distribués ces jours derniers.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): S'oppose à cet ajournement en disant qu'on peut continuer la discussion tant que les députés ayant une connaissance suffisante de la question débattue voudront parler.

A six heures, l'Orateur quitte son fauteuil.

#### **Compagnie de la pêche aux marsouins de la Rivière-Ouelle**

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer "La Compagnie de la pêche aux marsouins de la Rivière-Ouelle" et pour d'autres fins.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **John Auld**

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour amender l'acte passé dans la session du Parlement tenue pendant les années 29 et 30 du règne de Sa Majesté, chapitre 171, intitulé: "Acte pour autoriser John Auld à aliéner certains biens mobiliers et immobiliers appartenant à ses enfants mineurs, et pour étendre les pouvoirs accordés audit John Auld, relativement à l'aliénation desdits immeubles".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnie de navigation de Laprairie**

M. C. THERIEN (Laprairie): Propose la troi-

sième lecture du bill pour incorporer "La Compagnie de navigation de Laprairie".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Compagnie des pouvoirs d'eau de Sherbrooke

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer "La Compagnie des pouvoirs d'eau de Sherbrooke."

Adopté.

#### Compagnie du chemin de fer de la vallée de Missisquoi et de la Rivière Noire

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de la vallée de Missisquoi et la Rivière Noire.

Adopté.

#### Biens de John Racey

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser John Racey à vendre certaines propriétés appartenant à ses enfants mineurs.

Adopté.

#### The Montreal Auxiliary Bible Society

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour incorporer "The Montreal Auxiliary Bible Society."

Adopté.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

#### Introduction de bills:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Institut médical de Montréal.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### Arbitrage.

La Chambre reprend les débats sur la question qui fut proposée mardi dernier: que cette Chambre prenne maintenant en considération certaines résolutions sur lesquelles devra être basée une humble adresse à Son Excellence le gouverneur général concernant l'arbitrage requis par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord 1867, au sujet des dettes et des biens de la ci-devant province du Canada.

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Demande à nouveau que le débat soit ajourné à lundi. Il n'y a que quelques jours que les députés ont reçu la correspondance volumineuse, et cela suffit pour justifier cet ajournement. Pour sa part, il n'est pas prêt à voter et demandera à la Chambre la permission de se retirer quand le vote sera pris.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que plusieurs députés sont prêts à prendre la parole, et que le gouvernement n'insistera pas pour prendre le vote dès ce soir.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Regrette de n'avoir pu accorder à cette question l'attention que mérite son importance, à cause de ses nombreuses tâches de président du comité des bills privés, et d'autres travaux confiés à lui par la Chambre. Il est inutile de recourir aux chiffres pour montrer l'injustice de la sentence Gray-McPherson, cela ne servant qu'à éclairer les raisons de la démission du juge Day. Il ne veut pas non plus discuter l'opportunité de cette démission parce qu'une autre question est plus importante qui détermine toute l'affaire.

Toute la question se réduit à savoir si, aux termes de l'acte de 1867, l'unanimité des arbitres est requise pour rendre leur sentence valide. Or, pour peu qu'on examine la clause 142 de cet acte, on arrive nécessairement à la conclusion que cette unanimité est en effet requise et que, par suite, la sentence contre laquelle nous protestons est absolument nulle et illégale.

Cette clause 142 de l'acte fédéral établit pour un objet spécial une cour qui n'a qu'une juridiction particulière, ne possédant d'autres pouvoirs que ceux qui lui sont conférés par l'acte qui la constitue. Il faut donc considérer la commission arbitrale comme un tribunal inférieur, dont on ne saurait déterminer la juridiction en se basant sur les présomptions que fournissent les données du droit commun. Il cite alors les causes célèbres où l'opinion suivante est émise.

"If the Court is not in the exercise of its general jurisdiction, but of some special statutory jurisdiction, it is as to such proceeding an inferior court, and not aided by presumptions in favour of jurisdiction".

Maintenant, il est vrai que l'acte de 1867 ne dit pas que la majorité des arbitres décidera, mais cet acte crée positivement un tribunal ayant une juridiction statutaire. Or, les auteurs s'accordent à dire que la juridiction ainsi fixée par un statut doit être conforme aux dispositions de ce statut. Sedgwick est particulièrement clair sur ce point, dans son ouvrage sur le droit constitutionnel:

"But, on the other hand, it is a rule of great importance and frequently acted upon, that where by a statute a new right is given and a specific remedy provided, or a new power and

also the means of executing it are provided by statute, the power can be executed and the right vindicated in no other way than that prescribed by the statute".

Il est bien évident que la commission arbitrale ne pouvait régulièrement procéder qu'en se conformant aux dispositions de la loi qui l'a instituée; or, cette loi dit positivement que la décision sera rendue par les trois arbitres: donc, la sentence rendue par deux membres seulement de la commission est nulle et illégale. C'est bien à tort que M. Cameron, invoquant les principes du droit commun, a soutenu que la majorité des arbitres pouvait juger et prononcer une sentence légale, quand l'acte de 1867 déclare implicitement le contraire. Il est de principe que les règles du droit commun ne peuvent jamais affecter un statut spécial, ainsi que le dit positivement Dwaries, à l'encontre des prétentions de M. Cameron, dont les deux arbitres d'Ottawa et d'Ontario ont accepté les opinions pour règle de conduite.

Quant à la résolution proposée par le député de Lotbinière, il trouve qu'elle implique que les ministres fédéraux peuvent, comme membres du parlement local, contrôler son action, droit qu'il ne leur reconnaît aucunement. C'est pourquoi il est bien disposé à voter contre cette motion.

De quel droit cette Chambre reprocherait-elle au gouvernement fédéral de ne pas avoir suspendu les procédés de la commission arbitrale? Il nous faut remonter plus haut pour avoir justice et si l'on entend par cette résolution blâmer la conduite des ministres fédéraux qui siègent dans cette Chambre, je dirai que je ne leur reconnais pas le droit de venir contrôler ici notre action. Aussi, je ne manquerai pas de voter contre l'adoption de cette résolution.

M. E.J. HEMMING (Arthabaska): Had a doubt about the removal of the Dominion arbitrator from our Province to the other being sufficient to recuse him; but he would give the Province of Quebec the benefit of the doubt. He would ask the House if one arbitrator had died during the investigation, would it be pretended that no authority existed to justify the appointment of a third arbitrator. Upon the same principle, it appeared to him Judge Day had the right to resign the moment he saw the interests of the Province in danger.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): La première question est de savoir si l'on était justifiable de faire une preuve devant deux arbitres seulement; 2o si les arbitres pouvaient donner une décision en l'absence du troisième arbitre; 3o après la résignation de l'un des arbitres et l'acceptation de cette résignation, les deux autres pouvaient-ils légalement entendre la cause dans le but de donner une décision finale?

D'après l'article 142, on doit regarder cette référence aux arbitres plutôt comme étant un traité entre états indépendants, que comme matière de la loi municipale, qui devrait être jugée suivant les lois municipales. Les délégués des diverses provinces à la convention conclurent un traité qui fut finalement adopté entre

eux et passa à l'état de loi. A cette conférence, le surplus de la dette ne regardait pas essentiellement les relations générales. C'est pourquoi le pouvoir de décision fut délégué à trois commissaires. Deux ne pouvaient décider, et si le gouvernement n'eût pas nommé le sien, il n'y aurait pas eu de décision possible. La loi ne dit pas que les gouvernements étaient obligés d'en nommer et elle ne pourvoit pas aux moyens de forcer l'action d'un gouvernement au cas où l'un des gouvernements aurait refusé de nommer des arbitres. Nulle province n'eût consenti à être jugée par deux arbitres quand la loi déclare que ce sera à trois arbitres à juger. Si l'un des arbitres fût décédé, ou eût dû s'absenter, les autres n'auraient pas été autorisés à agir. L'intention a dû être de laisser à l'un des arbitres la faculté de résigner ou d'abandonner sa charge dans le cas où une injustice aurait pu être faite.

L'arbitre de la puissance n'a pas été un tiers-arbitre, mais un arbitre ayant les mêmes pouvoirs que les autres.

Le traité de 1794 entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis a nommé cinq commissaires pour décider de certaines réclamations des habitants de chaque pays, et déclare en termes précis que le quorum sera de trois, l'un des commissaires de chaque gouvernement devant faire partie du quorum. Par le traité de Ghent en 1814, deux commissaires étaient nommés et, en cas de différence d'opinion, on devait référer à un souverain ami ou à un Etat ami.

Dans le traité entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis en 1843, on réfère à des commissaires les réclamations pour les frontières de l'Orégon. Un commissaire est nommé par chaque gouvernement, un tiers-arbitre devait être nommé dont la décision sera finale.

Le statut 3, Geo. 4, chap. 119, concernant les droits de douanes du Haut et du Bas-Canada réfère la décision à trois arbitres, et la procédure est réglée par les sections 17 jusqu'à 21. La section 17 règle la manière de nommer les arbitres. La 20e règle la procédure. En cas de mort, de destitution, incapacité ou refus d'agir, le 21e déclare qu'une majorité pourra procéder et leur donne ce pouvoir pourvu qu'ils notifient le troisième.

Il se réfère ensuite au bill du Canada de 1861. La section 58 dit qu'il sera nommé cinq arbitres pour définir les divisions électorales, deux seront nommés par chaque gouvernement et ces quatre devront nommer un tiers-arbitre et, à défaut de ce faire, le cinquième sera nommé par la Couronne. La question devra se décider à la majorité des voix.

Le juge Robinson s'objecta à la 64e section, vu que cette loi ne disait pas quel est nombre de commissaires qui devaient assister à la décision d'une question. Il déclara que la loi n'ayant pas fixé de quorum, tous devaient être présents à cette décision.

Dans le Canada Trade Act, il est dit que deux des arbitres pourront procéder en l'absence du troisième, si la question doit se décider d'après les lois municipales ordinaires. Alors, auxquelles de ces lois devons-nous avoir recours? Les deux arbitres ont parlé des causes jugées en Angleterre sur des écrits en particu-

lier. Mais on ne cite aucun cas ou précédent décidant que, lorsqu'il s'agit d'un statut impérial qui contient les conventions de deux provinces ou états, ou dans lequel la Grande-Bretagne n'a pas d'intérêt, il faut l'interpréter dans un sens particulier; car il n'y a pas d'acte d'interprétation en Angleterre.

L'acte d'interprétation du Canada ne peut servir à interpréter l'acte impérial. Il y a celui d'Ontario et celui de Québec, lequel devra prévaloir dans l'impossibilité où l'on sera d'appliquer la loi anglaise et celle d'Ontario, ou celle du Canada ou celle de Québec. Il vaut mieux suivre les termes de la section 142.

Dans les cas particuliers, on a pu décider que deux sur trois arbitres pourraient agir, mais non dans une affaire qui affecte deux nations.

Sur audition devant trois arbitres, deux pourraient-ils agir sans le troisième? L'opinion des deux arbitres, énoncée le 21 juillet 1870, a été que deux pouvaient décider en l'absence du troisième; on n'y parle pas du troisième arbitre. En vertu de la clause 142, il faut nommer trois arbitres; or, à quoi bon en nommer trois, si deux pouvaient agir? Les termes de la section sont clairs et précis. En soutenant la prétention de l'Ontario, on pourrait affirmer aussi bien que l'arbitre de l'Ontario et celui de la Puissance pouvaient agir avant la nomination de celui de Québec, ou que celui de Québec pouvait agir avant la nomination de celui de l'Ontario. C'est un principe absurde. Les juges en Angleterre ont décidé qu'il fallait suivre les termes de statuts que cite l'orateur Story, relativement à l'interprétation des statuts: "This is a legislation act and it is to be interpreted according to the intention of the Legislators upon its bare every technical rule as to the construction or form of particular terms must yield to the exposition of the permanent will of the Legislature."

Si la cause est entendue devant trois arbitres, les parties ont droit de connaître l'opinion des trois et deux ne peuvent juger une telle question. Notre cour d'Appel est composée de cinq juges, quatre en forment le quorum, mais trois peuvent prononcer; où est la règle posée par le statut qui constitue la cour? Telle est la loi dans le Haut-Canada et les Etats-Unis sur ce qui regarde les tribunaux. Si la cour se compose de trois juges, deux ne peuvent juger à moins que le statut ne leur donne ce pouvoir.

Si un arbitre refuse d'assister au jugement, on ne peut faire procéder les autres. C'est ce qu'affirme Pigeon dans son ouvrage sur la procédure civile. Nous trouvons un exemple frappant dans notre code de procédure civile, article 336, concernant les experts. Si tous les experts sont d'accord, ils rédigent un seul et même rapport, sinon, chacun d'eux fait un rapport distinct s'il le juge à propos.

La même loi s'applique aux arbitres. Il faut donc qu'ils entendent la cause ensemble, jugent ensemble ou fassent des rapports séparés. Mais ils ne peuvent procéder à l'exclusion les uns des autres. Les autorités citées par MM. Gray et McPherson établissent simplement deux choses: Qu'une majorité d'arbitres peut décider lors-

qu'ils sont ainsi autorisés à le faire; 2o Que dans les matières commises aux officiers publics pour devenir en force contre des intérêts particuliers, la majorité décide s'ils sont tous présents. Il en est de même dans les compagnies publiques. La majorité des directeurs décide, mais d'après une autorisation statutaire et pourvu que tous soient présents. L'autorité de Baldwin, pages 202 à 210, citée par les deux arbitres, n'est pas précise d'autant plus que dans les causes qu'il cite la majorité était spécialement autorisée à agir.

Après la résignation d'un arbitre et la révocation de ses pouvoirs, les deux autres pouvaient-ils continuer leurs procédés? Cette résignation rend le tribunal incomplet. A la cour de Révision, par exemple, deux juges ne peuvent entendre la cause; il en faut trois. C'est une question de juridiction. Par la loi, le tribunal est composé de trois, or si deux peuvent agir, pourquoi un seul ne le pourrait-il pas? Les causes de la résignation d'un arbitre ne sont pas soumises à la considération des autres arbitres. Ils n'en sont pas juges. Pour eux, le fait de cette résignation acceptée et de ce pouvoir révoqué rend leur tribunal incompetent et tant qu'une autre nomination n'aura pas eu lieu, les parties se trouvent coram non judice. La cour ne sanctionnerait jamais un tel procédé.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit que la situation présente illustre ce qu'avaient attendu de la Confédération plusieurs de ses critiques. Il critique sévèrement la politique suivie par le gouvernement de la province de Québec dans cette affaire, de même que l'attitude des ministres québécois siégeant dans le cabinet fédéral; ces derniers n'ont pas fait sentir leur influence dans le cabinet d'Ottawa.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que les débats soient ajournés jusqu'à lundi prochain.

Adopté.

#### **Reprise de certaines terres abandonnées**

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant la reprise de certaines terres abandonnées dans les seigneuries.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec un amendement.

#### **Défrichement des terres**

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill concernant le défrichement des terres et pour amender l'acte pour la protection des forêts contre les incendies.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.



### **Divisions d'enregistrement dans le comté de Stanstead**

M. T. LOCKE (Stanstead): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour diviser le comté de Stanstead en deux divisions d'enregistrement.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

M. T. LOCKE (Stanstead): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cour du Recorder de la cité de Québec

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender la loi relative à la cour du Recorder de la cité de Québec.

Le comité étudie le bill, et en fait rapport, sans amendement.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations:

### **Police riveraine**

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Est-ce l'intention du gouvernement de s'assurer des services de la police riveraine pour l'hiver prochain, comme cela s'est fait pendant les trois dernières années, si non, est-ce l'intention du gouvernement d'augmenter le nombre d'hommes de la police riveraine?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que ce n'est pas l'intention du gouvernement. Il dit qu'au lieu de continuer le service de la police riveraine, le gouvernement se propose d'augmenter la force de police provinciale.

### **Décentralisation judiciaire**

M. F. DUGAS (Montcalm): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'amender durant la présente session, l'acte 20, Vict., chap. 44, relatif à la décentralisation judiciaire, chap. 79 des statuts refondus pour le Bas-Canada, en introduisant une mesure à l'effet d'abolir la juridiction concurrente de la cour de Circuit de comté et de celle du district.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que plusieurs pétitions ont été présentées pour et contre et que, comme cette question est très importante, ce n'est pas l'intention du gouvernement de s'en occuper à cette session.

La Chambre s'ajourne à dix heures.

## **Séance du 12 décembre 1870**

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Ross, la pétition de Narcisse Richard et autres, de la paroisse de Saint-Romain-de-Winslow-Nord, comté de Compton.

Par M. Hemming, la pétition de la municipalité du village de Victoriaville, comté d'Arthabaska.

Par l'honorable M. Dunkin, la pétition de la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est, et la pétition de la Compagnie des mines de Huntington.

Par M. Mailloux, la pétition du révérend M. Moreau et autres, de la paroisse de Saint-Modeste.

Par M. Lafontaine, la pétition d'Amable Patenaude et autres, de la paroisse de Saint-Edouard-de-Napierville.

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition des syndicats des chemins à barrières de la rive nord de Québec.

Par M. Carter, la pétition du révérend George M. Meacham et autres, officiers en charge de l'église méthodiste wesleyenne de la rue Dorchester, Montréal, et la pétition de H. Seymour et autres, officiers en charge de l'Eglise presbytérienne américaine, Montréal.

Par l'honorable M. le solliciteur général Irvine, la pétition du révérend D. Matte et autres, et la pétition de A. D. Campbell et autres, toutes deux du comté de Mégantic.

Par M. Beaubien, la pétition de William Workman et autres, de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue:

De S. A. Hurd et autres, du township de Eaton; demandant un octroi de terres pour la Compagnie du chemin de fer international de Saint-François et Mégantic.

Rapport de comités :

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné le bill pour amender les actes ayant rapport à la corporation de la cité de Montréal et pour d'autres fins, et informe votre honorable Chambre qu'il a divisé ledit bill en deux, faisant un bill séparé pour la disposition adoptée en comité, autorisant le conseil de la cité de Montréal à faire des règlements pour empêcher les propriétaires et autres de louer leurs maisons ou de les faire occuper pour objets de prostitution, et avec les présentes il rapporte ledit bill, intitulé: "Acte

pour autoriser le conseil de la cité de Montréal à passer des règlements pour empêcher les propriétaires et autres, de louer leurs maisons où de les faire occuper pour objets de prostitution", et recommande respectueusement que ladite disposition soit adoptée comme bill séparé, vu que quelques-uns des membres de votre comité avaient des doutes quant aux pouvoirs de cette Chambre de législater sur cette disposition, et en considération de la haute importance des autres dispositions du bill tel qu'introduit originairement, et dont il désire faire aussi rapport avec certains amendements, il a été jugé à propos de rapporter un bill séparé pour cette disposition pour lequel il demande la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, et en fait le rapport avec certains amendements à chacun de ces bills, qu'il soumet respectueusement à votre considération :

Bill pour amender l'acte de la ci-devant province du Canada, passé dans la 18e année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour incorporer la Société bienveillante de Notre-Dame-de-Bonsecours à Montréal".

Bill pour détacher de la municipalité de Chester-Est, dans le comté d'Arthabaska, une certaine portion d'icelle et la constituer en municipalité séparée".

Bill, "Acte pour annexer une portion du township de Durham à la municipalité de Durham-Sud".

Bill, "Acte pour incorporer l'Institut médical de Montréal".

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité conjoint des impressions de la Législature. Voici ce rapport:

Votre comité recommande que, à raison du besoin de presser l'impression des bills, la 56e règle de l'honorable Conseil législatif, et la 58e règle de l'Assemblée législative, quant à ce qu'elles ont trait à l'impression desdits bills par les entrepreneurs des impressions, soient suspendues pour le reste de la présente session.

Votre comité recommande aussi que son greffier, sous la direction du président du comité, soit autorisé à régler d'une manière équitable les surplus de charges qui en résulteront.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières. Voici ce rapport :

Votre comité a l'honneur de faire rapport: Qu'il a examiné les bills suivants et y a fait plusieurs amendements, qu'il recommande respectueusement à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour amender la charte de la compagnie de chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska.

Bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de jonction du Canada et Rutland.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): J'ai l'honneur de faire rapport à la Chambre que le comité spécial formé pour étudier le bill amendant de nouveau les lois de la chasse en cette province a examiné le bill et y a fait plusieurs amendements.

#### Introduction de bills:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour amender et étendre les lois concernant l'éducation en cette province.

Accordé.

#### Reprise de certaines terres abandonnées

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture du bill concernant la reprise de certaines terres abandonnées dans les seigneuries.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Arbitrage

Selon l'ordre du jour, la Chambre reprend les débats ajournés sur la question de l'arbitrage.

Que cette Chambre prenne maintenant en considération certaines résolutions sur lesquelles devra être basée une adresse à Son Excellence le gouverneur général, concernant l'arbitrage requis par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, au sujet des dettes et des biens de la ci-devant province du Canada.

Et la question étant mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

La Chambre procède, en conséquence, à prendre lesdites résolutions en considération, et elles sont lues comme suit :

1. Que d'après les dispositions de la 142e section de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, le partage et la répartition des dettes, obligations, crédits, propriétés et actifs du Haut et du Bas-Canada, devaient être renvoyés à trois arbitres, dont un nommé par le gouvernement d'Ontario, un par le gouvernement de Québec, et le troisième par le gouvernement fédéral, ce dernier ne devant être domicilié ni dans l'Ontario ni dans le Québec.
2. Que l'honorable Charles Dewey Day ayant été nommé arbitre par la province de Québec, l'honorable David Lewis McPherson par la province d'Ontario, et l'honorable John Hamilton Gray par le gouvernement fédéral, et ce dernier ayant établi sa résidence à Ottawa, le gouvernement de la province de Québec a cru devoir protester contre sa continuation en office, et en même temps exprimer au gouvernement d'Ottawa, ainsi qu'aux arbitres eux-mêmes, sa ferme conviction que la décision des

arbitres, pour remplir l'objet et l'intention de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, devait être unanime;

3. Que subséquemment, savoir, le neuvième jour de juillet dernier, l'honorable Charles Dewey Day, arbitre nommé par la province de Québec, différant d'opinion avec les deux autres arbitres sur une sentence préliminaire qui lui paraissait fondée sur des prétentions erronées en fait et en droit, et trouvant que par suite de la promulgation de cette sentence l'examen de la question serait assujéti à la règle inflexible d'un jugement erroné et que, par conséquent, il serait impossible d'arriver à un résultat équitable et satisfaisant, crut devoir se démettre de sa charge.

4. Que cette résignation ayant été acceptée par le gouvernement de la province de Québec, avis en fut donné immédiatement, savoir le onze juillet dernier, au gouvernement du Canada et à MM. Gray et McPherson, en même temps que le gouvernement de la province de Québec protestait contre l'action ultérieure de la commission d'arbitrage qui se trouvait incomplète;

5. Que, nonobstant les représentations qui leur avaient été faites, MM. Gray et McPherson ont procédé à l'examen des questions qui avaient été soulevées par les deux provinces, sans que la province de Québec fût aucunement représentée et qu'ils ont, le trois septembre dernier, prononcé une prétendue sentence arbitrale contre laquelle Son Excellence le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par une dépêche en date du treize septembre dernier, adressée à Son Excellence le gouverneur général, a protesté comme étant injuste et illégale;

6- Que l'injustice de ladite prétendue sentence arbitrale est évidente en ce qu'elle est rendue uniquement dans l'intérêt de la province d'Ontario et qu'en même temps que MM. Gray et McPherson ont refusé de tenir compte de la position relative des finances des deux provinces au temps de l'Union, ils ont pris en considération la cause et la nature de certaines dépenses comme ayant été faites dans l'une ou dans l'autre partie de la province depuis l'époque de l'Union jusqu'à celle de la Confédération, et que ladite prétendue sentence arbitrale est encore injuste en ce que la distribution de l'avoir, des crédits et des biens de l'ancienne province du Canada n'est pas même établie sur les bases et sur la proportion que l'on paraît avoir adoptées pour le partage de la balance de la dette, et ne repose sur aucun principe; mais qu'elle est purement arbitraire et favorise la province d'Ontario au détriment de la province de Québec, et qu'enfin les dispositions de ladite prétendue sentence arbitrale justifient pleinement les prévisions de l'éminent jurisconsulte que cette province avait choisi pour son arbitre, ainsi que la conduite ferme et indépendante dont il a fait preuve dans l'intérêt de la justice;

7- Que ladite prétendue sentence arbitrale est absolument nulle et illégale pour toutes les raisons ci-dessus exposées, et aussi parce qu'elle

a été rendue par deux arbitres, qui, par suite de la résignation de leur collègue, n'avaient plus aucun pouvoir ni juridiction, que par conséquent, les intentions de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord n'ont pas été mises à effet et qu'aucun titre valable n'est donné ni à l'une ni à l'autre province pour les dettes actives, obligations, crédits, biens et propriétés qu'il était du devoir desdits arbitres de séparer et de partager entre lesdites provinces.

8- Que la province de Québec ne saurait permettre que l'on dispose de ses biens ou que l'on exige d'elle aucune somme d'argent, comme elle-même ne saurait accepter aucun bien, titres, crédits ou obligations en vertu de ladite prétendue sentence arbitrale, et qu'elle doit résister et résistera par tous les moyens en son pouvoir à l'exécution de ladite prétendue sentence arbitrale, demandant que justice lui soit rendue, et que ses droits, tels que reconnus par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, soient maintenus.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Se basant sur les débats, il croit avec certains autres représentants que la Chambre est unanime à reconnaître que pour être légal et obligatoire le jugement de l'arbitrage devait être rendu par les trois arbitres. Il évoque ensuite les articles 36 et 49 de l'Acte de la Confédération et démontre que l'autorité de la cour d'Arbitrage est limitée et définie en fonction d'un but particulier. Il pense que le gouvernement fédéral ne peut pas intervenir dans cette affaire à moins que, par une adresse, on l'incite à ne pas reconnaître la décision des nouveaux arbitres. Il suggère qu'on ajoute à la résolution une annexe pour qu'une autre résolution soit incluse demandant au gouvernement fédéral de nommer d'autres arbitres.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Rose to explain that his remarks upon the Arbitration had been by some persons, misunderstood. He did not blame Judge Day for the course he had adopted, but thought his presence at the Board of Arbitration, had he remained, would have produced a high moral effect. He believed unanimity was essential on the part of the Arbitrators to render their decision legal and effective.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Lors de mes remarques sur l'arbitrage, j'ai regretté de ne pas voir un des ministres fédéraux en cette Chambre. Aujourd'hui, comme je vois M. Cartier à son siège et deux de ses collègues, je dois les répéter. Je dis donc, en parlant à nos ministres fédéraux, lorsque le gouvernement local vous demandait d'intervenir l'été dernier, pourquoi n'avez-vous pas forcé le cabinet fédéral d'intervenir? A cette époque, vous aviez quatre ministres de Québec contre quatre d'Ontario.

Sir John était absent et les autres ministres étaient neutres. C'était le temps d'intervenir. Je

dis que les membres du gouvernement fédéral n'ont pas fait leur devoir. Ce sont eux qui sont coupables. D'un seul mot, les ministres fédéraux de Québec pouvaient arrêter l'arbitrage et forcer leur arbitre à se démettre de ses fonctions. Je fais ces remarques en présence de Sir Cartier, le plus important des ministres fédéraux.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Avant de faire quelques observations sur la question soumise à l'attention de la Chambre, je dois dire que j'ai été heureux de voir M. Blake prendre une position à nous favorable dans la Chambre d'Assemblée de l'Ontario. Comme nous, il regarde la question de l'arbitrage comme une affaire encore pendante et déclare solennellement qu'à l'Ontario seul n'appartient pas le pouvoir de déclarer qu'elle est close. Il nous fait plaisir d'apprendre que notre opinion est partagée même dans l'Ontario.

En effet, tout homme de sens que les préjugés n'aveuglent pas devra dire avec nous que, du moment où le pouvoir qui avait le droit de constituer une partie du tribunal révoquait de ses fonctions l'homme qu'il avait nommé, le tribunal n'existait plus.

Quant à ce qui regarde l'unanimité des arbitres pour le jugement final, il est évident qu'en matière de droit et de question internationale, cette unanimité est nécessaire. Ceux qui ont essayé de combattre cette proposition en s'appuyant sur le droit civil, ont été forcés d'admettre au moins que, dans une affaire civile, si les arbitres ne devaient pas être unanimes dans leur décision, ils devaient au moins tous assister aux délibérations. En voulant assimiler la question de l'arbitrage à une simple cause civile, leurs arguments portent encore à faux, attendu que tous les arbitres n'étaient pas présents. Leur position sur ce point est donc encore insoutenable.

L'opinion du juge Berverley Robinson, que j'ai déjà fait connaître à cette Chambre, vient bien à l'appui de ma proposition. Toute la Chambre a dû être frappée de la force des raisonnements de l'honorable solliciteur général, quand il a montré l'injustice de l'Ontario, relativement au partage de l'actif de la province du Canada. Ils attribuent quatorze millions au Haut-Canada et deux millions seulement au Bas-Canada. Quand on songe que nous sommes entrés dans l'Union avec un actif de \$189,000, tandis que l'Ontario avait une dette de \$5,000,000, on ne peut s'empêcher, à la vue de l'audace des deux arbitres, de leur appliquer les paroles de l'Écriture: *Iniquitas mentuta est sibi*. L'iniquité s'est menti à elle-même. En effet, tantôt ils s'attachent à un système pour le partage de la dette, tantôt ils en préconisent un autre. Il y avait chez eux une absence complète de règle arrêtée. On ne voit que des contradictions dans leur conduite.

L'injustice, pour se consommer, a dû se

mettre en contradiction avec elle-même. On n'a pas craint de se montrer inconséquent jusqu'à ce point pour agir partialement en faveur de la province de l'Ontario.

Eh bien! je le demande: en face d'une injustice aussi flagrante et aussi révoltante, n'étions-nous pas justifiables de protester par tous les moyens possibles? Ne devons-nous pas sauvegarder l'honneur et la dignité de la province en approuvant de tout coeur la résignation du juge Day, qui n'avait pas voulu continuer de siéger avec des hommes aussi évidemment hostiles à notre égard?

Maintenant, on nous reproche de n'avoir pas suffisamment pressé le gouvernement fédéral d'intervenir, comme on accuse ce même gouvernement de ne pas être intervenu à notre demande.

Le député de Saint-Hyacinthe (M. Bachand) a dit que le gouvernement local aurait pu insister auprès du gouvernement fédéral, afin de faire annuler la sentence. C'est précisément ce que nous avons fait. Où réside la force d'exécution de la sentence? Ce n'est pas dans la sentence même. C'est par l'effet que lui attribuera le gouvernement fédéral. En sorte que nous avons dit à l'Ontario: Vous ne pourrez rien faire en vertu de cette sentence, et c'est grâce au gouvernement fédéral que nous nous trouvons dans cette position. Nous ne pourrions en aucune manière censurer le gouvernement fédéral, parce que ce serait mal débiter que d'indisposer ceux devant lesquels nous comparaissons comme partie réclamante.

Tous ces reproches, Monsieur l'Orateur, sont également mal fondés. Tout ce que nous devons faire, c'était de notifier le gouverneur général que nous ne reconnaissons pas à MM. Gray et McPherson le droit de procéder à l'arbitrage sans que la province de Québec fût représentée dans la commission arbitrale et que nous n'acceptons pas la sentence par eux seuls rendue. Eh bien! nous avons accompli toutes ces formalités, ainsi que l'attestent les documents fournis à la Chambre, et l'on n'a rien à nous reprocher sous ce rapport.

Quant au gouvernement fédéral, c'est bien à tort qu'on voudrait lui faire un crime de ce qu'il n'est pas intervenu de suite pour annuler les procédés des arbitres, et qu'on cherche encore à le presser de déclarer leur sentence illégale. Il sera forcé par le cours naturel des événements à se prononcer spontanément sur cette question. Quand la province de l'Ontario exigera, en vertu de la sentence Gray-McPherson, que le gouvernement canadien lui remette la part d'actif de l'ancienne province du Canada-Uni, dont il est le dépositaire, il faudra nécessairement qu'il décide alors si le jugement donnant lieu à cette demande est légal et régulier. Et lorsqu'il se serait ainsi prononcé, nous appellerons en Angleterre de sa décision, si nous n'en sommes pas satisfaits. Telle est la ligne de conduite qui doit être suivie.

Pour ce qui regarde la destitution du colonel

Gray, le député de Lotbinière devrait savoir que le cabinet d'Outaouais ne pouvait prendre une détermination aussi importante sans être au complet et surtout sans que les ministres représentant la province la plus directement intéressée prissent part aux délibérations qui devaient avoir pour résultat cette destitution. Eh bien! l'on sait que le premier ministre, un des représentants de la province d'Ontario dans le gouvernement fédéral, était pour des raisons majeures absent du Canada quand ont surgi les événements qui semblaient motiver la destitution du colonel Gray. L'abstention du ministre fédéral est donc parfaitement justifiable et c'est bien à tort que l'on cherche à l'incriminer.

Il termine son discours en déclarant de nouveau que jamais la province de Québec n'acceptera le jugement des deux arbitres, ni ne consentira à subir une aussi grande injustice.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Said that the unanimous and patriotic feeling which prevailed amongst members of the House of all shades of political opinion on the subject of the resolutions now under consideration, was very satisfactory and creditable to them. He would trespass for a short time on the patience of the House to explain the view which he took of the position of the Province in the matter of the Arbitration. The Legislature of the late Province of Canada in passing the resolutions which formed the basis of the Confederation, and representing as it then did both the Provinces of Ontario and Quebec had resolved that the division of the assets and surplus debt for the two Provinces should be left to the decision of three Arbitrators, one to be named by each of the Provinces, and one by the Government of the Dominion; and it was upon this resolution that the Act of the Imperial Legislature which now governs us is based. The subject must therefore be considered in the light of a treaty between the two Provinces, confirmed by an Act of the Imperial Parliament, and this consideration must be kept in view in considering the matter. Arbitrators having been appointed in conformity with the constitution, the Provinces each submitted their views to them, and it is important to bear in mind the proceedings which then followed. The Province of Quebec submitted that the only equitable view upon which their respective pretensions could be decided was that they should be considered as being a partnership during the Union. That their relative positions on entering into the Union ought to be first taken into consideration, and each Province charged or credited with the debt or asset which they might have respectively brought into the common Fund, and that the balance should then be equally divided between them. This opinion apart from its legal value, commended itself to common sense; during all the Union the Provinces had been equally represented in the Legislative and in the

Executive, and it was fair to assume that the expenditure had been made with equal justice to both. The Province of Ontario contended for various systems of division, one being according to population, and another according to the origin of the local debts. These questions were taken into consideration by the Arbitrators; and it became known that two of them, Judge Day the Arbitrator for Quebec dissenting, had determined to lay down a rule for the guidance of the Arbitration by which they ignored the position of the Provinces on entering into the Union, but considered the origin of the debts with reference to the local advantage of each Province during the Union. This decision which, if promulgated, would have been binding on the parties, the Arbitrator for Quebec requested should be suspended, hoping that if a fixed rule for their guidance were not laid down, they might on the examination of the details arrive at a satisfactory conclusion.

The other Arbitrators, having persisted in giving their decision and Judge Day, feeling that this judgment could not have been carried out without manifest injustice to Quebec, determined to send in his resignation, which the Government of the Province felt justified in accepting. As Counsel for the Province of Quebec before the Arbitrators, he (Mr. Irvine) had felt bound to urge the necessity for unanimity in any decision which they might arrive at; a view which has been so ably supported by argument and authority by his honorable friend, the member for Montreal Centre. But he could not help feeling that there was a stronger reason than the merely legal and technical view in support of this position. It was not to be expected that any decision would ever be received with satisfaction by any of the Provinces, if the Arbitrator of that Province had strongly dissented; and it was essential, to a fair solution of the question, that the Arbitrators should arrive at an agreement, but this point of the case is in reality of little importance now. No one can deny that Judge Day has a right to resign his office. No man, by accepting an office of that kind, is bound to continue to fill it if circumstances prevent him; and, as soon as he ceased to be an Arbitrator, the functions of his colleagues ceased. It might be asked how then could the intentions of the constitution be carried out? He would answer that the position would be the same as if the Province of Quebec had never appointed an Arbitrator. Whatever doubt there might be as to the other legal position taken by the Province of Quebec, he thought there was more upon this. Moreover, this question was of great importance, because it was not only a question of distribution of debt, but also of title to assets; and if this arbitration was illegal, as there was no doubt, it was neither Quebec nor Ontario would have any title to their share of the joint assets. But most honorable members as well as the country generally would ask was the result of the award

really unfair, for if it was not, they will probably care little for the legal difficulties. As an illustration of this he would cite one or two facts: The Province of Upper Canada came into the Union with a debt of over five million dollars. The surplus debt to be divided is now increased by that amount, which has never been paid, but no account has been taken of it, or of the \$600,000 which Lower Canada brought into the Union in cash. And although the Provinces were in a perfectly equal position, four millions assets only were given to Quebec, and fourteen millions to Ontario. He thought that to every candid mind this statement alone would show the injustice of the award. They had given Ontario not only a great deal more than they were entitled to but a great deal more than they asked. He might now be asked what were we to do? He would say use every constitutional means to resist such an injustice, to which, he was sure, this Province would never submit, and for his part he would never object to any decision provided it were given by an independent tribunal, and although such a decision might be adverse to the interests of this Province, he would for his part be prepared to submit to it.

**L'HONORABLE J.G. ROBERTSON** (Sherbrooke): Dit que les arbitres se sont appuyés sur de mauvais principes. Ils ont traité une partie de la question d'une manière, et l'autre côté de la question d'une manière entièrement différente. Il cite plusieurs exemples pour démontrer que, dans chaque cas, il n'y a pas justice et on ne veut pas nous laisser sortir de l'Union dans une aussi bonne condition que lorsque nous y sommes entrés.

Les six premières résolutions sont adoptées.

**M. H.-G. JOLY** (Lotbinière): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (**M. F.-G. Marchand**), que la résolution suivante soit insérée après la sixième résolution:

"Que la province de Québec regrette que le gouvernement fédéral ne soit pas intervenu, ainsi que respectueusement requis de le faire par le gouvernement de la province de Québec, par la dépêche du 8 août 1870, et qu'elle demande au gouvernement fédéral de lui rendre justice en prenant les mesures nécessaires pour que tous les procédés des arbitres, depuis le 8 août 1870, soient annulés."

**M. F.-G. MARCHAND** (Saint-Jean): Répète ses raisons contre la position qu'a prise les ministres fédéraux et dit que le gouvernement aurait dû insister auprès du gouvernement d'Ottawa.

**L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU** (Québec-Comté): Nous avons demandé au gouvernement fédéral d'empêcher le colonel Gray de continuer les procédés de l'arbitrage en l'absence de l'arbitre de Québec; que pouvions-nous faire de plus?

**M. P.-A. TREMBLAY** (Chicoutimi-Saguenay): Observe qu'il n'est pas sûr que le gouvernement fédéral puisse intervenir dans la question d'arbitrage. L'Acte de la Confédération lui donnait le pouvoir de nommer un arbitre de même qu'il donnait à chacune des provinces de Québec et d'Ontario d'en nommer aussi un. Son intervention ne peut aller plus loin. Le colonel Gray, arbitre nommé par la Puissance, a été pris en dehors des provinces intéressées. Pendant le cours des délibérations, il a dû rester dans un endroit convenable pour rencontrer les autres arbitres. Sur ce point encore l'intervention du gouvernement fédéral n'était pas admissible. L'Acte de la Confédération ne pourvoit pas au cas d'absence soit volontaire, soit pour cause de maladie, non plus qu'au cas de mort de l'un des arbitres. Cela prouve le peu de soin que les auteurs de la Confédération ont apporté à la préparation de notre constitution.

A en juger par les remarques pleines de sympathie du chef de l'Opposition haut-canadienne, il semble que la province de Québec aurait trouvé ses intérêts mieux servis par un arbitre choisi parmi les adversaires de l'administration fédérale actuelle.

La cause de la province de Québec doit être portée en définitive devant un autre tribunal que le gouvernement fédéral: un nouvel arbitrage ne peut avoir lieu que par l'action du Parlement impérial.

Il a admiré les paroles éloquentes de l'honorable procureur général et de l'honorable solliciteur général sur cette importante question; mais il regrette d'avoir entendu l'honorable premier ministre s'exprimer d'une manière injurieuse à l'égard de l'arbitre de l'Ontario et de l'arbitre choisi par la Puissance. Il aurait dû penser que le colonel Gray a été nommé par les chefs du grand parti conservateur, par ceux qui possèdent toute sa confiance. Pourquoi qualifier leur sentence de sentence inique? Pourquoi les appeler des individus ne possédant ni logique, ni suite d'idées, ni désir de rendre justice? Ne valait-il pas mieux se contenter d'affirmer qu'il se sont trompés, et que leur erreur peut être très préjudiciable aux intérêts du Bas-Canada. Doubtant de l'à-propos de la motion du député de Lotbinière (**M. H.-G. Joly**), et ayant pour principe de donner au gouvernement le bénéfice du doute, il termine en disant qu'il votera en faveur des résolutions de l'honorable premier ministre.

L'amendement est rejeté, sur division.

La septième résolution est adoptée.

#### Message du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre: Bill intitulé:

"Acte pour incorporer l'Union Saint-Vallier de Québec".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Institut Fraser".

La Chambre adopte les amendements du Conseil législatif.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

#### Montreal Auxiliary Bible Society

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer la "Montreal Auxiliary Bible Society".

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Compagnie des pouvoirs d'eau de Sherbrooke

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill incorporant la Compagnie des pouvoirs d'eau de Sherbrooke.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement. Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

#### Compagnie du chemin de fer de la Vallée de Missisquoi et la Rivière Noire

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill incorporant la Compagnie du chemin de fer de la Vallée de Missisquoi et la Rivière Noire.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec plusieurs amendements. Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Biens de John Racey

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill autorisant John Racey à vendre certains biens immobiliers appartenant à ses enfants mineurs.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

#### Collège de pharmacie de Québec

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill incorporant le Collège de pharmacie de Québec.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il y a eu progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

#### The Protestant Infant's Home of Montreal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill incorporant "The Protestant Infant's Home of Montreal".

Adopté.

La Chambre étudie le bill en comité.

Le bill est ensuite lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

#### Arbitrage

La Chambre procède à prendre en considération la huitième et dernière résolution concernant l'arbitrage requis par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, au sujet des dettes et des biens de la ci-devant province du Canada.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je félicite le gouvernement de la position qu'il a prise et des moyens qu'il a employés pour obtenir justice de ce jugement rendu par deux arbitres en l'absence de l'arbitre pour la province de Québec, et aussi pour maintenir et conserver nos droits attaqués par des hommes malhonnêtes qui n'ont pas voulu agir comme juges, mais comme des créanciers, comme des commis à qui l'on jette des comptes pour les régler. Non, il ne faut pas en douter, nous aurons justice du gouvernement fédéral. Nous avons là des Bas-Canadiens qui seront toujours fidèles à leur passé de luttes et d'épreuves et sauront défendre les droits de la province de Québec, pour lesquels ils ont combattu avec tant d'ardeur et de zèle. Et comment ne ferait-on pas droit à nos réclamations, lorsque nous voyons à la tête du gouvernement fédéral un homme sage et éclairé, Sir John Macdonald, que nous avons toujours soutenu parce qu'il représentait le droit et la justice?

On ne peut appeler cette décision équitable et juste; pour s'en convaincre, il ne suffit que de relire la section de l'acte constitutionnel qui réfère le partage de la dette du Haut et du Bas-Canada à un tribunal d'arbitres composé de trois. Où est l'arbitrage, tel qu'entendu par l'acte constitutionnel? Où sont les procédés? Ils n'existent pas. Deux agissent seuls, font un partage arbitraire et distribuent, sans égard pour chacune des provinces, sa part de dettes. Non, nous ne pouvons accepter cette sentence. Pour obtenir justice, nous avons la cour de Révision et après le Parlement fédéral, nous avons la cour

d'Appel du Parlement impérial, et j'espère que la province de Québec ne sera pas obligée de se soumettre à ce que l'injustice a voulu nous imposer.

L'adresse est adoptée.

### Magistrats de police

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill rendant permanent un certain acte y mentionné, concernant les magistrats de police.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à dix heures.

## **Séance du 13 décembre 1870**

Sous la présidence  
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Carter, la pétition du Temple Mont-Royal no 1, de l'ordre indépendant des bons Templiers, la pétition de la Division Howard no 1, des fils de la tempérance, la pétition du Temple Winstanley de l'ordre indépendant des bons Templiers, la pétition de la Loge Saint-Laurent no 1, de l'ordre de l'Amérique britannique des bons Templiers, la pétition des officiers en charge de la Tente de persévérance des Rechabites, la pétition des officiers en charge de l'Eglise Salem, nouvelle connexion méthodiste, la pétition des officiers en charge de l'Eglise Ebenezer, nouvelle connexion méthodiste, la pétition de la Loge Victoria no 5, de l'ordre de l'Amérique britannique des bons Templiers, la pétition du Temple Royal Victoria no 3, de l'ordre indépendant des bons Templiers, la pétition de la Loge de la Puissance no 65, de l'ordre de l'Amérique britannique des bons Templiers, la pétition des officiers en charge de l'Eglise presbytérienne du Canada, rue Côté, la pétition des officiers en charge de l'Eglise méthodiste Wesleyenne, rue Saint-Jacques, la pétition de la Société de tempérance de Montréal, la pétition de la Loge Champion no 2, de l'ordre britannique des bons Templiers, la pétition des officiers en charge de l'Eglise congrégationaliste de la rue Amherst, la pétition des officiers en charge de l'Eglise Zion, et la pétition d'Alexandre McKenzie Forbes et autres, toutes de la cité de Montréal.

Par M. Ross, la pétition de Allen McLeod et autres, des townships de Marston et Whitton, et la pétition de S.A. Hurd et autres, du township de Eaton, toutes du comté de Compton.

Par M. Beaubien, la pétition de la municipalité du village de Saint-Jean-Baptiste, comté de Hochelaga.

Par M. Rhéaume, la pétition de la municipalité de la paroisse de Québec.

### Rapport de comités :

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné le bill pour amender les dispositions de l'acte d'incorporation de la cité de Saint-Hyacinthe, et y a fait certains amendements qu'il recommande à la considération de votre honorable Chambre.

M. J. LOCKE (Stanstead): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du



comité permanent des ordres permanents. Voici ce rapport :

Votre comité a examiné la pétition de la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est, et trouve que nul avis n'a été donné, mais comme les amendements que l'on demande sont simplement pour suppléer à une omission dans la charte de la compagnie, et qui est très nuisible à ses intérêts, votre comité désire recommander la suspension de la 51e règle.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la Compagnie des mines de Huntingdon, demandant des amendements à sa charte, et trouve que, dans ce cas aussi, nul avis n'a été donné, mais comme les amendements demandés ne sont pas de nature à affecter les intérêts particuliers, votre comité désire aussi recommander la suspension de la 51e règle.

#### Introduction de bills:

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Demande la permission d'introduire un bill amendant de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Demande la permission d'introduire un bill autorisant la Compagnie des mines de Huntingdon à effectuer un certain chemin à lisses, depuis leur mine, dans Bolton, jusqu'au chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly et les eaux navigables du lac Memphrémagog.

Accordé.

Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser le conseil de la cité de Montréal à passer des règlements pour empêcher les propriétaires et autres de louer leurs maisons où de les faire occuper pour objet de prostitution.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Dit qu'il ne peut concourir dans l'adoption de ce bill.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit que le comité des bills privés n'aurait pas dû faire un rapport et rayer la clause qu'on ne voulait pas laisser passer. Il dit que nous n'avons pas le droit de légiférer.

Accordé.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 20e Victoria, chapitre 125, intitulé: "Acte pour diviser la

Commission des chemins à barrières de Québec en deux commissions distinctes et pour établir d'autres dispositions pour cet objet."

Accordé.

#### Subsides

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill octroyant à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière expirant le trente juin mil huit cent soixante-douze, et à certaines autres fins du ressort du service public.

#### Lois de la chasse

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande de remettre à quelques jours l'étude du bill relatif à la chasse sous prétexte que plusieurs personnes s'opposent à son adoption.

#### Cautionnement des fonctionnaires

M. E. LABERGE (Châteauguay): Demande si le gouvernement a mis en force, comme il l'a promis à la dernière session, l'acte relatif au cautionnement des officiers de la province de Québec, obligeant tous les officiers publics du gouvernement de la province de Québec à donner de bonnes et suffisantes cautions pour garantir leur fidélité dans l'exercice de leurs charges; sinon le gouvernement se propose-t-il de le faire, et quand se propose-t-il de le faire?

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Répond qu'il a adressé des circulaires à tous les officiers publics et qu'il a reçu leur réponse avec la date de leur commission et le montant de leur cautionnement.

#### Ecole de grammaire à Frelighsburg

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill amendant l'acte 20 Victoria, chap. 185, intitulé: "Acte pour incorporer une école de grammaire à Frelighsburg, qui sera appelée l'Ecole de grammaire de Frelighsburg."

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec un amendement. Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Collège de pharmacie de Québec

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill incorporant le Collège de pharmacie de Québec.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec des amendements.

### **Union Saint-Vallier de Québec**

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Union Saint-Vallier de Québec".

Adopté.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Institut Fraser**

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Institut Fraser".

Adopté.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Corporation de la cité de Montréal**

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill amendant les actes ayant rapport à la corporation de la cité de Montréal et pour d'autres fins.

Adopté.

### **Société bienveillante de Notre-Dame-de-Bonsecours**

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill amendant l'acte de la ci-devant province du Canada, passé dans la 18e année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour incorporer la Société bienveillante de Notre-Dame-de-Bonsecours à Montréal."

Adopté.

### **Municipalité de Chester-Est**

M. E.J. HEMMING (Arthabaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour détacher de la municipalité de Chester-Est, dans le comté d'Arthabaska, une certaine portion d'icelle et la constituer en une municipalité séparée.

Adopté.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité. Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Municipalité de Durham**

M. E.J. HEMMING (Arthabaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill annexant une partie de la municipalité de Durham à la municipalité de Durham-Sud.

Adopté.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Institut médical de Montréal**

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill incorporant l'Institut médical de Montréal.

Adopté.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Le comité étudie le tout et en fait rapport, sans amendement.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Compagnie de chemin à lisses de Richelieu, Drummond et Arthabaska**

M. E.J. HEMMING (Arthabaska): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill amendant la charte de la Compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska.

Adopté.

### **Compagnie de chemin de fer de jonction du Canada et Rutland**

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill incorporant la Compagnie de chemin de fer de jonction du Canada et Rutland.

Adopté.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec des amendements.

Le bill est lu la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre s'ajourne à cinq heures.

### Séance du 14 décembre 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures quinze.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Dunkin la pétition du révérendissime évêque catholique romain de Montréal et autres.

Par M. Pozer la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Vital-de-Lambton, comté de Beauce.

Par M. Joly la pétition du maire, des échevins et des citoyens de la cité de Québec.

Par M. Carter la pétition des officiers en charge de l'Eglise française évangélique baptiste et la pétition du révérend F.-P. Rivet et autres, toutes de la cité de Montréal.

Par M. Lafontaine la pétition de Vital Coupai et autres, de la paroisse de Saint-Michel-Archange, comté de Napierville.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Des syndics des chemins à barrières de la rive nord; demandant que le bill pour agrandir les limites de la cité de Québec ne devienne pas loi, sans que les droits desdits syndics ne soient protégés.

De Amable Patenaude et autres, de la paroisse de Saint-Edouard, comté de Napierville; demandant l'abolition du Conseil législatif.

Du révérend George M. Meacham et autres, officiers en charge de l'Eglise wesleyenne méthodiste de la rue Dorchester, de Montréal, et de H. Seymour et autres, officiers en charge de l'Eglise presbytérienne américaine, Montréal; demandant respectivement qu'il ne soit pas permis aux épiciers de vendre au verre des boissons enivrantes.

Du révérend D. Matte et autres et de A.D. Campbell et autres, toutes du comté de Mégantic; demandant respectivement que la concurrence de juridiction entre les cours de circuit de comté et les cours de circuit de district soit abrogée.

De la municipalité du village de Victoriaville, comté d'Arthabaska et de Narcisse Richard et autres, de la paroisse de Saint-Romain-de-Winslow-Nord, comté de Compton; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

Du révérend Jos.-M. Moreau et autres, de la paroisse de Saint-Modeste; demandant de l'aide pour un chemin de fer de la Rivière-du-Loup à Woodstock ou Frederickton, Nouveau-Brunswick.

Et la pétition de William Workman et autres, de la cité de Montréal, demandant que les conclusions de la pétition de la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal et de la Compagnie du chemin de fer du Canada central.

### Rapport de comités:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill pour prolonger le délai fixé pour l'achèvement des travaux de la Compagnie du chemin de fer de la rive nord et de la navigation et des terres du Saint-Maurice, et y a fait divers amendements qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre, qu'il a examiné le bill intitulé: "Acte pour continuer pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés" et en recommande l'adoption.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les bills suivants, savoir:

Bill pour donner de nouveaux pouvoirs à la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du Nord de Montréal et pour d'autres fins.

Bill pour amender de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est, auxquels il a fait divers amendements.

Qu'il a aussi examiné,

Bill pour autoriser la Compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford, à prolonger sa ligne jusqu'au Lac-Saint-Jean.

Bill pour autoriser la Compagnie des mines de Huntington, à effectuer un certain chemin à lisses depuis leurs mines, dans Bolton, jusqu'au chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly et les eaux navigables du lac Memphrémagog; auxquels il n'a fait aucun amendement. Et qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bachand), que cette partie du rapport qui se rattache au bill intitulé: "Acte pour donner de nouveaux pouvoirs à la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du Nord de Montréal, et pour d'autres fins", ne soit pas reçue, d'autant plus qu'aucun plan, arpentage, ou tracé, tel que requis par la 52e règle n'a été présenté devant le comité; et qu'aucune suspen-

sion de cette règle n'a été demandée ni recommandée par aucun comité; et que cette suspension n'a pas été adoptée ni ordonnée par cette Chambre avant la prise en considération dudit bill, par le comité des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, compagnies de mines ou manufacturières.

UN DEPUTE: Objecte que la motion n'est pas dans l'ordre comme étant contraire aux règles de cette Chambre.

Appel est fait à la décision de M. l'Orateur.

M. L'ORATEUR: Décide que ladite motion n'est pas dans l'ordre, et qu'elle est contraire à la seconde section de la 66e règle de cette Chambre qui exige, que quand un comité permanent fait rapport que le préambule d'un bill privé est prouvé, ledit bill soit placé sur les ordres du jour suivant la réception du rapport, pour la deuxième lecture, dans l'ordre de présentation, après les bills renvoyés à un comité général.

### Pétition du maire de Québec

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. Marchand), que la pétition du maire, des échevins et des citoyens de la cité de Québec, demandant que le bill pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec ne soit ni changé ni modifié en aucune manière, mais adopté ou rejeté comme une seule et même mesure, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Ne se prévaudra pas du règlement de la Chambre qui empêche la présentation de cette pétition. Mais il doit déclarer de suite que tous les allégués qu'elle contient sont faux.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Fait remarquer que si l'on ajoute foi à la parole du représentant de Québec-Montmorency (M. Cauchon), il n'est pas possible de recevoir une pétition qu'il déclare fondée sur des assertions fausses, et que si on la reçoit, c'est que...

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): S'opposera à la lecture de la pétition, n'ayant pas eu le temps de la lire, parce qu'elle demande le renvoi du rapport du comité. Etant lui-même un des directeurs de la compagnie, il n'a jamais eu connaissance qu'il y ait existé une entente entre la corporation de Québec et les directeurs de la Compagnie du chemin de fer du nord.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Il s'agit simplement de discuter si la pétition sera lue et reçue. Puisque le député de Montmorency (l'honorable J.-E. Cauchon), à ce qu'il semble, a cessé d'opposer le bill, la pétition devrait être reçue et lue de la manière habituelle.

Il donne alors avis qu'il proposera que la pétition soit lue et référée au comité des chemins à lisses, vendredi prochain.

Et objection étant faite à la réception de ladite pétition, comme étant contraire aux règles de cette Chambre;

Et appel étant fait à la décision de M. l'Orateur;

M. L'ORATEUR: Décide, qu'en autant qu'une objection a été faite par un député à la réception de ladite pétition, et qu'il doit s'écouler deux jours entre la présentation et la réception d'une pétition, ladite pétition ne peut pas être reçue maintenant.

### Introduction de bills:

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Demande la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 32e Victoria, chap. 3, intitulé: "Acte pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province".

Il explique que le but de ce bill est d'empêcher les membres du Conseil privé de siéger au Parlement provincial. L'introduction de cette mesure n'est qu'une affaire de forme, vu qu'elle a pour objet d'empêcher de siéger dans le Parlement de Québec les membres du gouvernement fédéral, qui, pratiquement parlant, n'occupent jamais leur siège.

Les députés qui sont membres du Conseil privé, comme l'a démontré le débat au sujet de l'arbitrage, ont abandonné leurs privilèges de membres de cette Chambre: c'est la seule conclusion qu'il faille tirer de leur silence pendant le débat.

### Aide aux chemins de fer

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Propose que cette Chambre se formera, vendredi prochain, en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'aide à être accordée à certaines compagnies de chemins de fer dans cette province.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUEAU (Québec-Comté): Informe alors la Chambre que Son Excellence le lieutenant-gouverneur a été informée du sujet de cette motion et la recommande à la considération de cette Chambre.

En soumettant les résolutions du gouvernement, concernant les chemins de fer, à l'attention de la Chambre, je ne veux pas parler de l'importance des chemins de fer et faire voir à des hommes d'expérience leur influence sur le développement d'un pays.

La position du gouvernement à l'égard des compagnies de chemins de fer est connue; je l'ai déjà définie, et à Ottawa et dans cette Chambre. En devenant le gouvernement de Québec, nous nous sommes trouvés en face de grandes obligations contractées par l'ancienne province du Canada. Les administrations antérieures à la

Confédération ont accordé des concessions de terres à plusieurs compagnies de chemins de fer, et tout en étant obligés de respecter leur décision, nous nous trouvions en face de charges très lourdes.

L'ancien gouvernement du Canada pouvait se montrer plus libéral que nous à l'endroit de ces entreprises, car il avait à sa disposition des ressources que nous n'avons pas. Ses revenus provenaient de deux grandes sources: la taxation sur les importations et les exportations, les droits d'accise et les perceptions sur le revenu de l'intérieur. Pour nous, nos recettes peuvent se classer en trois catégories: le subside fédéral, les terres de la Couronne et les droits de timbres et de licences. Il n'est donc pas étonnant qu'avant d'accorder des allocations aux compagnies de chemin de fer, nous examinions bien la quantité de nos ressources, afin de fixer sagement le montant de ces allocations.

Le gouvernement du Canada avait alloué pour la construction du chemin des Piles 1,500,000 acres de terre, pour celui de la rive nord 1,200,000, et subséquemment 1,400,000 acres pour le Canada Central. Après avoir examiné soigneusement les statuts décrétant ces allocations et avoir considéré les ressources dont nous pouvons disposer, nous avons fait une distinction entre ces trois chemins. Nous avons tenu compte des avantages respectifs qu'ils procureront à la province et nous n'avons pas perdu de vue que, chargés de l'administration des terres publiques, nous devons en favoriser par tous les moyens possibles l'accès aux colons et empêcher qu'elles ne tombent en la possession des spéculateurs.

Comme administrateurs du domaine public, et préposés à la garde et à la surveillance des terres, nous avons dû nous opposer à toute tentative faite pour séquestrer les terres; nous avons dû les rendre toutes accessibles aux colons et ne concéder que celles qui ne sont pas dans le rayon actuel de la colonisation.

C'est pourquoi nous avons eu soin de donner autant que possible aux compagnies des terres qui ne sont pas dans le mouvement actuel de la colonisation. Tel est l'esprit qui a présidé à la rédaction des résolutions que j'ai maintenant l'honneur de présenter à la Chambre.

La première compagnie de chemin de fer qui se recommandait à notre attention était la Compagnie du chemin de la rive nord et celle de la navigation et des terres du Saint-Maurice.

Elle avait des droits que nous n'avons guère contestés; mais comme elle ne voulait d'abord ne les faire valoir que pour exécuter seulement une partie de son projet, et obtenir pour la construction du chemin des Piles les 1,500,000 acres de terres que le gouvernement du Canada-Uni avait affectés à l'exécution de cette entreprise, nous nous sommes catégoriquement opposés à ses prétentions, parce que nous les trouvions exorbitantes. Mais nous en sommes arrivés plus tard à une entente avec la compagnie, à laquelle nous accordons pour la cons-

truction des deux chemins de la rive nord et des Piles, ainsi que pour établir une ligne de bateaux à vapeur sur le Saint-Maurice 2,000,000 d'acres de terres qui devront être prises autant que possible en dehors du mouvement actuel de la colonisation. Ces terres sont situées en partie sur la rive nord du Saint-Laurent et en partie dans le haut de l'Outaouais, ce qui n'empêche pas qu'elles ont une grande valeur par le bois dont elles sont couvertes. Je pense qu'avec la seule valeur de ces terres, sans les contributions municipales, excepté peut-être celle des villes de Montréal et de Québec, la compagnie aurait suffisamment pour réaliser ses projets.

Il va sans dire que ces terres sont en dehors du mouvement colonisateur actuel que nous n'avons pas voulu entraver.

Ces terres seront données aux conditions suivantes:

1o Que le gouvernement ne soit tenu de faire ledit octroi que lorsque lesdits chemins de fer auront été complétés et mis en opération à son entière satisfaction et que la navigation à vapeur sur le Saint-Maurice aura été mise en opération.  
2o Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, du moment que la compagnie aura réellement commencé la construction de son chemin, lui accorder pour chaque vingt-cinq milles qu'elle terminera la possession immédiate d'une part proportionnelle des 2,000,000 d'acres de terres;  
3o Le gouvernement pourra nommer le tiers des directeurs de la compagnie, sans tenir compte des directeurs ex officio; mais aucune municipalité ne pourra être représentée dans le bureau de direction par plus de directeurs que n'en nommera le gouvernement;

4o Que tous les octrois de terre accordés à ladite compagnie ou à la Compagnie du chemin de fer et de la navigation du Saint-Maurice et le subside accordé pour la construction d'un chemin à lisses de bois entre les Trois-Rivières et les Grandes-Piles par "l'acte de subvention des chemins à lisses de colonisation de 1869," soient révoqués.

Quant à la troisième condition, elle est fort juste. Puisque le gouvernement fournit la plus grande partie des capitaux nécessaires à la construction du chemin, il est raisonnable qu'il en contrôle quelque peu l'administration. Je sais que cette disposition rencontre certaines objections; mais je puis assurer les amis du gouvernement qu'il n'hésitera pas à se retirer du bureau de direction, quand le succès de cette entreprise sera certain.

Je n'essaierai pas de montrer à la Chambre tous les avantages que la construction de ce chemin procurera aux populations habitant la région située sur la rive nord, entre Québec et Montréal. Ce chemin formera partie de la grande ligne qui devra plus tard relier Québec et la partie supérieure de la vallée de l'Outaouais et même au Pacifique.

Quoi qu'il en soit, nous trouvons au bout de ce chemin de la rive nord une autre ligne allant

de Montréal à Aylmer. Pour le moment, nous ne pouvons accorder aux promoteurs de cette entreprise qu'un million d'acres de terre, à cause à l'exiguïté de nos moyens. Nous regrettons de ne pouvoir mettre la compagnie en lieu de prolonger son chemin jusqu'à la rivière Creuse. Cependant, nous faisons à l'égard de cette compagnie, à laquelle nous imposons d'ailleurs les mêmes conditions qu'à la Compagnie du chemin de fer du nord, une restriction assez importante.

Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, s'il juge à propos, à mesure que ladite compagnie aura fait vingt-cinq milles de chemin, de lui faire un octroi proportionnel de terre pour cette étendue, et que, pour cet objet, les travaux de ladite compagnie soient divisés en deux sections, la première s'étendant de Montréal à Grenville, et la seconde de Grenville à Aylmer; les octrois à être faits dans la première section ne devant être faits que sur le pied de cinq mille acres par mille et la balance ajoutée aux octrois pour la seconde section".

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Le premier ministre me permettra-t-il de lui demander s'il y a devant la Chambre un rapport d'exploration, un tracé, etc., de ce chemin?

M. P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le député d'Argenteuil (M. Bellingham) ferait mieux de me laisser exposer ces matières compliquées et d'attendre la fin de mon discours pour me poser ces questions.

J'ai donc exposé la politique du gouvernement à l'égard des deux lignes qui doivent mettre Québec en communication avec le haut de l'Outaouais, et faire prendre au commerce de l'Ouest la direction de Montréal et de Québec, en l'empêchant d'aller aux Etats-Unis par voie de Prescott. Si nous avons résolu de ne pas aller plus loin, de ne pas construire un chemin pour l'Ontario, c'est parce que nos ressources ne nous le permettent pas; nous ne connaissons pas exactement notre position financière et l'on sait qu'on nous reproche même d'être trop généreux.

Nous pensons que nous avons fait autant qu'il est nécessaire pour aider à mener à bonne fin cette grande entreprise.

Nous sommes convaincus que ces chemins formeront une ligne nationale entre les provinces de Québec et d'Ontario, en même temps qu'elles offriront des avantages incalculables au point de vue militaire. Si nous avons jamais une guerre avec les Etats-Unis, les troupes pourront en toute sûreté être transportée par cette voie reculée. Elle constitue donc un chemin par excellence et sa valeur stratégique devra la recommander aux faveurs du gouvernement fédéral.

J'en arrive maintenant à la cinquième résolution, qui accorde une allocation de 800,000 acres de terre en faveur du chemin de Saint-Jean et de la Rivière-du-Loup.

Il est à l'est de notre pays une province avec laquelle nous avons beaucoup de rapports commerciaux: c'est le Nouveau-Brunswick, qui, à cause de ses intérêts et de sa position géographique, cherche à se rapprocher de nous. Ses représentants sont venus nous demander de leur prêter main-forte et de leur aider à construire un chemin de fer de la Rivière-du-Loup à Woodstock.

Il s'y fait un chemin de fer qui supplémentera l'Intercolonial, lequel n'offre peut-être pas au point de vue commercial tous les avantages qu'on pourrait exiger. Le chemin de Saint-Jean et de la Rivière-du-Loup, actuellement construit entre Saint-Jean et Woodstock, développera considérablement le commerce qui se fait entre le Québec et le Nouveau-Brunswick et nous mettra pendant l'hiver en communication directe avec un port de l'Atlantique.

Au point de vue de la colonisation, cette ligne rendra accessible une immense étendue de territoire actuellement innabordable. Nous avons accordé à la compagnie qui sollicite cette allocation les mêmes conditions qu'aux autres, en sorte que nous n'avons pas à craindre le monopole des spéculateurs et des grands propriétaires.

Voici ce que nous lui accordons:

"Résolu, qu'il est expédient d'accorder à la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Nouveau-Brunswick, incorporé par acte du Parlement du Canada, un octroi de terres de la Couronne de dix milles acres par mille au chemin de fer qui sera construit depuis la frontière de cette province jusqu'à la Rivière-du-Loup, lesdites terres à être prises dans les townships de Packington, Bottsford et Robinson et dans le territoire avoisinant la frontière de cette province et du Nouveau-Brunswick à l'est dudit chemin".

Je regrette de dire que le gouvernement ne peut accorder à la Compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford un subside additionnel qui puisse la mettre en position de prolonger sa ligne jusqu'au Lac Saint-Jean, ainsi qu'elle demande à la Législature l'autorisation de le faire. Seulement, nous donnons \$5,000 pour pourvoir aux frais d'exploration.

Néanmoins, je crois que nous pourrions avant longtemps contribuer à la réalisation de ce beau projet. Le gouvernement se propose d'ailleurs de prolonger du mois de juillet 1872 au mois de juillet 1875 le délai fixé pour l'allocation du subside accordé aux chemins à lisses dont le chemin Gosford a déjà prouvé la praticabilité et démontré tous les avantages.

Quant aux autres compagnies, nous avons étendu de 1872 à 1875 le délai pendant lequel elles auront droit de réclamer un subside du gouvernement. Ceci s'applique au chemin de Lévis à Kennébec, et au chemin de fer international de Saint-François; nous avons accordé à cette dernière compagnie les subventions auxquelles avaient droit les deux compagnies qui l'ont précédée.

"Résolu, qu'il convient d'admettre à tous les avantages accordés aux chemins mentionnés dans l'acte en dernier lieu cité, y compris l'extension de délai, la Compagnie du chemin de fer international de Saint-François et Mégantic incorporée par acte du Parlement du Canada; et que ce subside accordé en faveur du chemin de la vallée du Saint-François et de Kennébec soit révoqué".

Je crois donc que le gouvernement s'est montré libéral à l'endroit de toutes ces grandes entreprises. Il n'a pas craint de s'imposer de fortes obligations pour donner à la province une importance supérieure dans la Confédération et il n'a pas hésité à prendre des mesures qui assument l'organisation d'un réseau de chemins qui mettra en communication plus directe toutes les parties du Canada. Il a fait une oeuvre nationale, et je suis persuadé qu'à raison de tous ces sacrifices, le gouvernement fédéral sera toujours disposé à voir d'un oeil favorable tout ce qui se rattache à notre province.

Les sacrifices que nous faisons en faveur des chemins de fer sont considérables, mais nous pensons qu'ils ne paraîtront pas trop lourds, vu que, dans quelques années, les chemins de colonisation seront terminés et que nous pourrions diminuer alors les octrois de la colonisation.

Ces chemins de fer et de colonisation exerceront une grande influence non seulement sur notre province, mais sur tout le pays. A part de la question de commerce et de développement de nos ressources, se présente, avec ces chemins, la question de la défense nationale.

Ils mettent le Haut-Canada en communication avec les provinces maritimes d'où nous pourrions communiquer avec l'Angleterre pendant l'hiver.

Si l'on nous reproche de faire des dépenses, l'on devra convenir que nous employons l'argent du pays à propos. Ainsi, ils étaient bien malveillants ceux qui se sont plu à nous taxer d'extravagance et à faire des comparaisons entre nos dépenses et celles d'Ontario. Ils oublient, à dessein, que nous sommes obligés d'avoir deux Chambres, et dans chacune des officiers en plus grand nombre qu'Ontario, parce que tout se fait dans les deux langues.

Ils feignent aussi d'oublier qu'en Ontario les municipalités paient une partie des frais de l'administration de la justice. L'Ontario n'est pas obligée de faire des chemins de colonisation. C'est un travail qu'elle a accompli pendant l'Union. J'espère que nous ne regretterons pas les dépenses que nous faisons aujourd'hui.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Fait observer au premier ministre que la copie anglaise des résolutions n'est pas encore imprimée.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que ces résolutions ne sont introduites que pour forme et qu'elles seront discutées seulement vendredi.

#### Interpellations:

##### Agent d'immigration à Richmond

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Demande si c'est l'intention du gouvernement de nommer à la station de Richmond un agent d'immigration durant environ trois mois de la prochaine saison de la navigation, et si c'est l'intention du gouvernement de donner à l'agent de colonisation de Coaticooke, le révérend M. Chartier, un agent assistant, lorsque besoin s'en fera sentir.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond qu'on prendra les deux demandes en considération.

##### Acte de chemins de fer

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte des chemins de fer de Québec, 1869, relativement à la manière de conduire la première élection des directeurs.

Adopté.

##### Lois de la chasse

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province.

Adopté.

#### En comité:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): S'oppose au bill qui, en permettant dès le 10 août de tirer des canards, conduira à l'extinction de la faune chassée.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Soutient qu'au commencement d'août les canards peuvent être avantageusement tués et qu'en conséquence on doit permettre aux chasseurs de les tuer à cette époque. S'il en est autrement à Montréal, nous pourrions fixer en faveur de chaque localité l'époque à laquelle la chasse de ce gibier pourra commencer.

Le comité demande la permission de siéger à nouveau.

#### Message du Conseil législatif:

##### The Thistle Curling Club de Montréal

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour incorporer "The Thistle Curling Club" de Montréal, avec un amendement, auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre adopte l'amendement. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement sans l'amender.

A six heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

**Collège de pharmacie de Québec**

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour incorporer le Collège de pharmacie de Québec.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Compagnie de chemin de fer de jonction du Canada et Rutland**

M. J.S. BRIGHAM (Missisquoi): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill, pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de jonction du Canada et Rutland.

Adopté.

Il est résolu que le bill passe, et que le titre soit: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de jonction de Saint-Jean et de Clarenceville."

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Société bienveillante de Notre-Dame-de-Bonsecours**

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender l'acte de la ci-devant province du Canada, passé dans la 18e année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour incorporer la Société bienveillante de Notre-Dame-de-Bonsecours, à Montréal."

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Acte d'incorporation de la ville de Saint-Hyacinthe**

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender les dispositions de l'acte d'incorporation de la ville de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

**Lois de la chasse**

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec des amendements.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Union Saint-Jacques de Montréal**

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Soulève une question de privilège. On se rappelle que le greffier de la Chambre a été autorisé de demander à l'Union de Saint-Jacques de Montréal, de mettre devant la Législature un état de ses affaires. Aucune réponse n'a été faite à la lettre du greffier.

Il trouve dans un journal de Montréal un article constatant une décision des tribunaux, niant franchement et carrément une loi passée par ce Parlement, à la session dernière.

Il donne, en conséquence, avis que lundi prochain il proposera que le président de cette institution comparaisse à la barre de cette Chambre pour fournir les renseignements demandés.

La Chambre s'ajourne à huit heures et demie.



## Séance du 15 décembre 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Poupore — la pétition de W. O'Meara et autres, du comté de Pontiac.

Par M. Ross — la pétition de Colin Noble et autres, de Winslow et autres townships.

Par M. Pozer — la pétition du révérend C. Hallé et autres, d'Aylmer et autres townships.

Par M. Lafontaine — la pétition de T. Catudal et autres, de la paroisse de Saint-Cyprien — et la pétition de Thomas Halpin et autres, de la paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington, toutes du comté de Napierville.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues:

De S. A. Hurd et autres, du township de Eaton — et de Allen McLeod et autres, des townships de Marston et Whitton, tous du comté de Compton; demandant que les limites du comté de Compton ne soient pas changées.

De la municipalité du village de Saint-Jean-Baptiste, comté de Hochelaga; demandant que ladite municipalité ne soit pas incluse dans les limites de la cité de Montréal.

De la société de tempérance de Montréal — de la division Howard no 1 des Fils de la tempérance — des officiers en charge de l'Eglise presbytérienne du Canada, rue Côté — des officiers en charge de l'Eglise Zion — des officiers en charge de l'Eglise wesleyenne-méthodiste, rue Saint-Jacques — des officiers en charge de l'Eglise congrégationaliste, rue Amherst — des officiers en charge de l'Eglise Salem, nouvelle connexion méthodiste — des officiers en charge de l'Eglise Ebenezer, nouvelle connexion méthodiste — de la Tente de persévérance des Rechabites — du Temple Royal Victoria no 3, de l'Ordre indépendant des Bons Templiers — du Temple Winstanley, de l'Ordre indépendant des Bons Templiers — du temple Mont-Royal no 1, de l'Ordre indépendant des Bons Templiers — de la Loge Victoria no 5, de l'ordre de l'Amérique-Britannique des Bons Templiers — de la loge Dominion no 65, de l'Ordre de l'Amérique Britannique des Bons Templiers — de la loge Saint-Laurent no 1, de l'Ordre de l'Amérique Britannique des Bons Templiers — et de la loge Champion no 2, de l'Ordre britannique des Bons Templiers, tous de la cité de Montréal; demandant respectivement qu'il ne soit pas permis aux épiciers de vendre au verre des boissons enivrantes.

Introduction de bills:

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic):  
Demande la permission d'introduire un bill

pour amender les actes d'amendement des mines d'or de 1868 et 1870.

M. C. POZER (Beauce): Monsieur l'Orateur, je ne saurais consentir à l'introduction d'une pareille mesure sans la combattre. Mes constituants et les absents, lésés par ce projet de loi amené furtivement à la veille de la prorogation, ont droit d'attendre de moi un semblable service.

Plus que mes collègues de cette Chambre dont on veut surprendre la bonne foi, je dois connaître, et je connais les intrigues et les sourdes menées qui ont présidé à la confection de cette loi.

Je refuse énergiquement à la mesure le nom de bill public. Il est de la dernière évidence qu'il n'y a que des intérêts privés en jeu dans ce bill, et le grand nombre d'intéressés que l'on voit circuler dans les couloirs de cette Chambre l'attestent surabondamment. On s'est procuré ce bill illégalement et en surprenant la bonne foi. Le gouvernement n'avait pas le droit d'émettre des patentes. La patente n'affecte pas Saint-François, et cependant on a pris possession de ces terres, non pas — qu'on le remarque bien — en vertu d'un jugement de la cour Supérieure, mais par un simple ordre du commissaire des Terres de la couronne. Les patentes étaient illégales, et l'objet unique de ce bill est de légaliser une fraude. Les personnes nombreuses qui seront si injustement lésées par cette loi n'ont jamais reçu d'avis à cet effet, parce que l'on a eu soin de faire un "bill public".

Il cite ensuite plusieurs autorités pour prouver que les mines d'or appartiennent au propriétaire du sol, et non au gouvernement. Le gouvernement a émis des patentes pour des choses ne lui appartenant pas. La sanction de cette loi ne favorisera que les intérêts de quelques individus. La compagnie a failli devant les tribunaux de justice, et elle vient maintenant devant cette Chambre, à la sourdine, appuyée et aidée d'un membre du cabinet pour légaliser ses actes iniques; ce que le gouvernement du Canada a refusé de faire, l'administration de Québec, moins scrupuleuse encore, est prête à y consentir. Les habitants de Saint-François, au nombre de quatre cents, ont pétitionné la Législature et le gouvernement, mais, comme bien d'autres, cette pétition est allée au panier, et on n'a jamais voulu y faire droit.

Il est à ma connaissance que des honorables membres de cette Chambre ont reçu des parts pour toute assistance qu'ils pourraient donner à cette mesure.

Je termine, Monsieur l'Orateur, par la déclaration que quand viendra le vote à ce sujet, je m'opposerai à ce que les votes de ces messieurs soient enregistrés.

Le bill est lu la première fois.

Rapport de comités:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): J'ai l'honneur de présenter à la

Chambre le deuxième rapport du comité permanent de l'agriculture, immigration et colonisation.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour amender la charte de la ville d'Iberville, et y a fait certains amendements qu'il recommande respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité désire aussi recommander à votre honorable Chambre que, vu que le délai pour la réception des rapports concernant les bills privés expire aujourd'hui, la 49e règle de cette Chambre soit suspendue afin d'étendre ledit délai jusqu'au 21 de ce mois inclusivement.

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Rappelle à la Chambre que la session tire à sa fin et qu'il est opportun de consacrer le plus de temps possible aux nombreux bills privés qui sont présentés maintenant à la Chambre. Il cite en exemple l'acte d'amendement de l'incorporation de Québec — une mesure d'une importance considérable — dont le comité n'a pas encore fait rapport.

Il est ordonné que le délai pour recevoir des rapports sur des bills privés soit prolongé jusqu'à mercredi, le 21 du mois courant, inclusivement.

#### Interpellations:

##### Agent des terres, pour la division du Saguenay

M. L.-C. CLEMENT (Charlevoix): Demande si le gouvernement a l'intention de donner instruction à l'un des agents de terres de la couronne, pour la division du Saguenay, de fixer son bureau dans une paroisse du comté de Charlevoix, ou si les deux agents pour cette même division devront continuer à demeurer dans le comté de Chicoutimi, contre les intérêts des colons de Charlevoix, et malgré les représentations qui ont été faites à plusieurs reprises à ce sujet.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond qu'un des agents des terres de la couronne s'affaire à classer et à préparer des terres dans la région du Lac-Saint-Jean. Il ajoute qu'il est probable qu'à son retour, il aille s'installer en permanence dans le comté de Charlevoix.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Demande si c'est l'intention du gouvernement de changer en tout ou en partie cet ordre en conseil du bureau des Terres de la couronne, qui dit que tout colon, avant de pouvoir obtenir ses lettres patentes, devra fournir à ses frais un certificat

des conditions de défrichement et tel certificat ne pourra être donné que par l'agent des terres de la couronne ou un arpenteur provincial, en l'amendant de manière que ces certificats puissent aussi être donnés soit par le maire ou un juge de paix de la localité où est situé le terrain, afin de rendre plus facile et beaucoup moins dispendieuse la visite faite sur les lieux et l'obtention de certificat, qui, par le mode suivi jusqu'ici, ne coûte au colon jamais moins de quatre piastres.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que ce n'est pas l'intention du gouvernement de changer les règlements déjà faits. Ce règlement épargne beaucoup de dépenses au département des Terres et est tout à l'avantage du colon.

##### Acte des chemins de fer

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill amendant l'acte des chemins de fer de Québec, 1869, relativement à la manière de conduire la première élection des directeurs.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### Corporation de la cité de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill amendant les actes ayant rapport à la corporation de la cité de Montréal, et pour d'autres fins.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il y a eu progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

##### Incorporation de la cité de Saint-Hyacinthe

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill amendant les dispositions de l'acte d'incorporation de la cité de Saint-Hyacinthe.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec un amendement. Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

##### Compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill donnant de nouveaux pouvoirs à la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal, et pour d'autres fins.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Raised the point of order urged by him against the same bill the previous day, that the 52nd rule

of the House obliging the production of plans, surveys and tracings of the road had not been complied with. He also explained that the road would run through nearly 200 miles of country in this Province, and the people over whose lands the road intended to pass had not been complied with notified of the introduction of the bill, and were completely ignorant of its provisions. He claimed that the suspension of rule 51 did not include the suspension of the next rule 52, which made the production of plans, tracing and surveys of all railroads compulsory with the petition. Il propose sous forme d'amendement, que tous les mots après "bill" soient effacés et que les mots "ne soit pas lu une deuxième fois, attendu que les plans, arpentages et tracés requis par la 52e règle n'ont pas été mis devant le comité des chemins de fer, etc., et que la suspension de cette règle n'a pas été demandée ni recommandée, et que la Chambre n'a pas adopté ni ordonné cette suspension," soient mis à la place.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Dit que l'invocation du règlement aurait dû être faite lors de la réception de la pétition.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Parle dans le même sens.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Appuie le représentant de Mégantic (M. Irvine).

M. L'ORATEUR: Je suis d'opinion que le temps pour soulever le point d'ordre est passé, vu la 52e règle de cette Chambre qui dit que:

"Toutes demandes pour des bills relatifs à la construction de chemins de fer, chemins à rails plats, canaux ou lignes télégraphiques, seront sujettes aux règlements suivants: avant qu'une pétition demandant la permission de présenter un bill pour aucun des objets ci-dessus mentionnés, ne soit reçue par la Chambre, la personne ou les personnes demandant ce bill, déposeront chez le greffier des bills privés, les documents suivants:

"1. Une carte ou plan sur une échelle pas moindre qu'un demi-pouce au mille, marquant le site où l'on se propose de localiser et de construire les ouvrages projetés, et indiquant toutes les lignes des travaux existants ou autorisés, de même genre, dans, ou concernant, de quelque manière que ce soit, le district, ou aucune partie d'icelui, qui doit retirer quelque avantage de ces travaux. Cette carte ou ce plan devra être signé par l'ingénieur ou toute autre personne qui l'aura dressé, etc., etc., etc." a été suspendue par la décision de la Chambre et qu'il est de mon devoir de respecter et de maintenir toutes ses décisions.

Le bill est lu la deuxième fois.

#### Administration de la justice dans Bellechasse

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Propose

que le bill pour permettre pour les fins judiciaires au comté de Bellechasse de faire partie du district de Québec soit lu une deuxième fois. Il dit que c'est la deuxième fois qu'il présente un bill pour obtenir justice en faveur des habitants de Bellechasse. Ils demeurent à une grande distance de Montmagny, tandis que leurs affaires les appellent tous les jours à Québec.

Il fait remarquer à la Chambre que le comté qu'il représente a demandé, par des requêtes venant de chaque paroisse et couvertes de signatures, de changer un système inique. Il fait ressortir des inconvénients qui en résultent pour les cultivateurs de Bellechasse qui se voient dans la nécessité de descendre à Saint-Thomas pour leurs affaires judiciaires, tandis que leurs autres occupations les appellent à Québec. Il dit que ce sont les paroisses en arrière de Saint-Charles qui en souffrent le plus. Il demande au procureur général de ne pas s'opposer à ce projet de loi qui rendrait justice à son comté.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Je suis fâché de m'opposer à ce bill, et si le représentant de Bellechasse (M. Pelletier) ne le retire pas, je serai obligé d'en demander le renvoi à six mois. Il y a longtemps, l'on a jugé à propos de décentraliser l'administration de la justice au grand contentement de tout le pays et ce député veut que l'on revienne sur ce que l'on a fait.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Trouve la mesure à propos et juste. Mais puisque le gouvernement ne le veut pas, il conseille au député de Bellechasse (M. O. Pelletier) de retirer sa mesure.

La mesure est retirée.

#### Compagnie de chemin de fer de jonction du sud-est

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill amendant de nouveau la charte de la Compagnie de chemin de fer de jonction des comtés du sud-est.

Adopté.

#### Compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill autorisant la Compagnie des mines de Huntington à effectuer un certain chemin à lisses depuis ses mines, dans Bolton, jusqu'au chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly et les eaux navigables du lac Memphrémagog.

Adopté.

Travaux de la Chambre

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande à la Chambre de tenir une séance samedi, de deux heures à six heures. Adopté.

La séance est levée à six heures.

Séance du 16 décembre 1870

Sous la présidence  
de l'honorable J.-G. Blanchet.

La séance débute à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Hearn, la pétition de l'association de l'asile Sainte-Brigitte de Québec.

Par M. Church, la pétition du maire, des échevins et des citoyens de la cité de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec; demandant que le bill pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec, ne soit changé, ni modifié en aucune manière, mais soit adopté ou rejeté comme une seule et même mesure.

Du révérendissime évêque catholique romain de Montréal, et autres; demandant que les conclusions de la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de Montréal, pour amender l'acte d'incorporation de ladite cité, ne soient pas accordées.

De Vital Coupai et autres, de la paroisse de Saint-Michel-Archange, comté de Napierville; demandant l'abolition du Conseil législatif.

Des officiers en charge de la "French Evangelical Baptist Church" et du révérend F.-P. Rivet et autres tous de Montréal; demandant qu'il ne soit pas permis aux épiciers de vendre au verre des boissons enivrantes.

De la municipalité de la paroisse de Saint-Vital-de-Lambton, comté de Beauce; demandant de l'aide pour des chemins.

Rapport de comité

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés: voici ce rapport :

Votre comité a examiné le bill pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec, et y a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le bill pour étendre les limites de la municipalité du village de Saint-Jérôme, et il a l'honneur d'en faire le rapport sans amendement.

Introduction de bills

M. P. LARUE (Portneuf): Demande la permission d'introduire un bill pour amender le paragraphe trois de la section 34 du chapitre six des statuts refondus du Canada, en ce qui

regarde la demande d'un poll pour l'élection des membres de l'Assemblée législative de cette province.

Accordé.

### Aide aux chemins de fer

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose qu'une certaine résolution additionnelle proposée, concernant l'aide à être accordée à certains chemins de fer en cette province, soit renvoyée au comité de toute la Chambre sur le même sujet.

Voici cette résolution:

1. Que la subvention accordée comme aide à la Compagnie au chemin à lisses du Richelieu, Drummond, et Arthabaska par l'acte 12 Vict., chap. 12, peut aussi être accordée comme aide à la construction d'aucune des lignes mentionnées dans l'acte de cette session amendant la 32 Vict. chap. 56, pourvu que le subside mentionné dans ledit acte cité en premier lieu ne soit pas payé, ni payable sur aucune partie de chemin plus grande que celle qui est actuellement construite et ne soit étendu en aucun cas à plus de 150 milles.

2. Que des lisses de fer pourront être substituées aux lisses de bois sur aucun des chemins mentionnés dans ledit acte 32 Vict. chap. 52, sans que la compagnie cesse d'avoir droit au subside.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Mentioned that owing to the numerous engagements which he had to meet in connection with his parliamentary duties, sufficient time has not been given him to examine the resolutions; moreover the English copy of the resolutions had just been distributed.

M. J. POUPORE (Pontiac): Said he was on the point of asking that the consideration of the resolutions be deferred. He had put himself in communication with some of the leading men of Pontiac, in reference to the grants of lands selected from that county to assist in the construction of the North Shore Railway.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Said he did not think the application an unreasonable one, after the explanations offered.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Said he would not be catechized in this way. The government did not intend to press a vote this afternoon upon the resolutions, but merely to ask the House to advance the resolutions one stage in Committee and the discussion upon them would come up afterwards in concurrence. He explained that the additional resolutions in relation to the Drummond, Richmond and Arthabaska road, proposed to place the grant in such a way that it could be applied to the benefit of the

Company, as its title would definitely define it. The Company were about, as he understood, to make certain changes in their constitution, and the resolution proposed to allow the transfer of the subsidy from one line to the other as the Company selected. The other resolution proposed to allow the Government to accept an iron road for a wooden one. He thought there could be no objection to that. To correct a seeming misapprehension which appeared to exist upon his remarks delivered a few days previously, he would say that it was the intention of the Government to grant 2,000,000 acres to the North Shore road. The grant to the section of the road from Montreal to Aylmer would not be given en bloc, but at the rate of 10,000 acres per mile. The Government had also decided to stop at this grant of three million acres for these enterprises. No amount of pressure would influence them to deviate from the terms of the resolutions submitted.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Je ne sache pas que l'on ait fait les offres dont parle le représentant de Québec-Comté. Je sais seulement que l'on a voulu acheter quelques limites de bois.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant l'aide à être accordée à certaines lignes de chemin de fer en cette province.

M. R. S. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Poupore), sous forme d'amendement, que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "cette Chambre ne se forme pas en ledit comité, et qu'avant qu'aucun octroi de terres ne soit accordé en aide à la Compagnie du chemin de fer de la rive nord et de la navigation et des terres du Saint-Maurice, le gouvernement devrait avoir en sa possession la levée d'un plan d'un tronc de chemin de fer du nord depuis Québec jusqu'à la Rivière-Creuse, avec des embranchements jusqu'aux Piles et à Saint-Jérôme, et des bifurcations (looplevelines) allant à Montréal, dans l'espoir que ces chemins de fer subventionnés formeraient une section d'un chemin de fer qui se rendrait jusqu'à l'océan Pacifique.

"2. Qu'il n'est pas expédient pour le gouvernement, comme gardien du domaine public, de se déposséder de 3,208,500 acres de terres en faveur de compagnies privées de chemins de fer, avant que le gouvernement n'ait vérifié, au moyen d'experts compétents, la valeur de ces-dits 3,208,500 acres de terres. Et d'autant plus que le gouvernement déclare qu'il est impossible d'exagérer la valeur commerciale de ces terres qui renferment les plus belles limites pour la coupe des bois que la province possède.

"3. Que le mot Rivière-Creuse soit substitué au mot Aylmer dans la troisième ligne de la troisième résolution, de manière que l'octroi de

terre proposé comme aide à un chemin de fer depuis Montréal à Aylmer, estimé à 1,300,000 acres, soit applicable à un chemin de fer depuis Montréal à la Rivière-Creuse.

"4. Qu'il n'est pas expédient d'accorder un octroi de terres situées dans le comté de Pontiac à des compagnies pour un chemin de fer de la rive nord et pour un chemin de colonisation du nord, sans permettre au comté de Pontiac de participer aux avantages d'une communication par voie ferrée que d'autres sections retireront d'un octroi de terres de 3,208,500" soient mis à la place.

He commenced by complimenting the Premier for the liberality of the Government in granting such extensive tracts of land as were exposed by the resolutions for the purpose of assisting railway enterprises. His impressions were, however, that it would have been more politic for the Government to have subscribed to the extent of three million dollars, allowing the municipalities interested to subscribe the balance. He explained his reasons against the resolutions, which were that by them it did not appear that the Government received any security, and, further, a complete survey of the road ought to be first submitted. The House is now called upon to vote to private railway schemes two million acres of land of great value, in the face of the resolutions of the Hon. Treasurer, who, to increase our revenue, was forced to impose a tax upon the poor man who had occasion to seek the assistance of a pawn broker to relieve his distress; and, in the face of this, the Government proposed giving away this extensive tract of the public domain, the best land in the Province. Respecting its value, he had been informed that some portions of it were worth ten dollars an acre, and ranged from that price to two dollars per acre. Handing over these wood lands to certain persons interested in these enterprises would enable them to go to the New York market, were they could raise upon them over a million dollars. He proceeded to show that the policy of the Government tended to strip the country of some of its best forests, which they gave to private individuals without getting any return, and he for one could not go before his electors if he assented to any such act of spoliation. He reiterated the arguments used the previous day in raising the point of order, that before these grants of land were given, it was essential that the Government should be placed in full information of the route it was proposed to follow with plans and surveys.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): Parle dans le même sens, montrant combien il importe de s'élever au niveau de l'intérêt public pour localiser quelques-unes des lignes projetées, notamment celle du chemin de la rive nord. En passant ce chemin un peu dans l'intérieur des terres, on favoriserait la colonisation, tandis qu'en suivant la rive du

fleuve, cette ligne ne sera d'aucune utilité pour les colons.

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Soutient qu'un chemin traversant des endroits nouveaux avancerait considérablement la colonisation, seule raison qui puisse motiver les sacrifices que le gouvernement s'impose pour assurer la construction de toutes ces voies ferrées.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Maintenant que vous avez sur la rive sud le Grand-Tronc auquel la province a donné seize millions, vous ne voulez rien nous accorder en compensation.

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Construisez un chemin qui passe en des endroits nouveaux comme le Grand-Tronc et qui soit destiné à faire autant de bien au pays, et je vous promets de voter tout ce que vous voudrez.

M. L.R. CHURCH (Ottawa): Said the remarks of his Honorable, (he had almost said his venerable friend), the Member for Argenteuil, containing as they did allusions to the part which he had taken in the negotiations with the Government, respecting the Montreal and Deep River Railroad, forced him to ask the indulgence of the House whilst making some personal explanations. The Hon. Member had said that the Hon. Member for Ottawa was quite satisfied and expressed himself in that sense, when the policy of the Government was made known, to give a grant of land as far as Aylmer. The Hon. Member for Argenteuil had made this statement, knowing it to be incorrect, with the intention that this House, and the county which he represented, and the Province in general should think his desires were limited to the boundaries of his particular county. The Hon. Member for Ottawa added he was fortunate in having the power to appeal to the Government and to many members of this House as to the view he took of this matter, and they would all bear him out that the statements of the Hon. Member for Argenteuil were not correct. He left his defence on this point in the hands of his friends, who would testify that all his efforts were directed to obtaining a grant as far as Deep River, and that he only accepted the present grant as an installment towards the desired road, and an earnest hope that the Government would deal fairly with the more important project. The members of this House would not be deceived in the true objects of the Hon. Member for Argenteuil, for why, from being an advocate of this measure, had he suddenly become an opponent.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Interrupted the member, and calling him to order, claimed it was unparliamentary to impute motives.

M. L.R. CHURCH (Ottawa): Continued that he had no intention of violating any rule of the House, but he merely wished Hon. Members to compare the words and writings of the Hon. Member in the past weeks with those he had uttered yesterday and today in this House. He then proceeded to show the advantages of continuing the road as far westward as possible. The extension to Aylmer would give the people ready communication with the chef-lieu of the county would open up the water powers of the Chatts Rapids, would increase thus the number of available water privileges, would add to the value of the Crown Lands by increasing the demand for saw logs, would convenience the people on each bank of the DesChenes Lakes (an expanse of water 27 miles long), and would bring the people along the whole length of the line of railway in connection with the line of steamers running 150 miles into the interior of the country.

He proceeded to show how suicidal a tentative policy would be on the part of the Government, that whilst waiting for plans and estimates, Ontario would press her enterprises, and the carrying trade of the Dominion would pass from the hands of the people of the Dominion into those of the people of Ontario. He intimated that at some future time he would probably, during the course of the debate, enter more fully into the consideration of the subjects alluded to in these resolutions. In the meantime, he merely wished to defend himself from the incorrect representations of the Hon. Member for Argenteuil.

M. P. FORTIN (Gaspé): La Chambre se rappelle sans doute que les années dernières, lorsque l'on demandait pour la seule construction du chemin des Piles un million et demi d'acres de terres, j'ai fortement combattu ces prétentions, sous prétexte que le bois, surtout le beau pin, devenait rare; le gouvernement ne doit se départir de ses terres qu'avec la plus grande réserve. Je n'étais pas opposé en principe aux allocations de terres en faveur des chemins de fer, mais je demandais que ces allocations fussent accordées avec la plus grande prudence. On ne doit pas oublier qu'aux Etats-Unis les réserves de bois, surtout le bois de pin, décroissent rapidement. Il n'y a plus que trois Etats qui produisent encore le bois de pin, et sa forte consommation laisse prévoir que les réserves seront épuisées d'ici peu. Le Canada deviendra alors le seul pourvoyeur de cet important article de commerce de tout le continent d'Amérique, et la valeur de nos forêts connaîtra une forte hausse. Nous devons préserver ces vastes trésors qui seront les seules sources de revenu sur lesquelles le gouvernement pourra compter pour assumer les dépenses de l'administration du pays. C'est le principe que j'ai défendu l'an dernier, non pas que j'étais opposé à l'encouragement des travaux publics au moyen d'octrois de terres, mais je voulais qu'on porte une

attention particulière à ces concessions de terres et que, de toute manière, elles fussent en fonction des résultats recherchés. Voilà pourquoi je me suis opposé à la séparation de la Compagnie du chemin des Piles de celle du chemin du nord, sous prétexte que je trouvais exorbitantes les exigences de la compagnie des Piles, qui demandait pour construire 28 milles de chemin 1,500,000 acres de terres. Grâce à cette opposition qui a ressuscité la grande entreprise du chemin de la rive nord, j'ai été brutalement attaqué par un petit journal des Trois-Rivières.

Quoi qu'il en soit, je ne regrette pas ce que j'ai fait et je suis heureux de voir que le gouvernement adopte une politique qui, sans trop amoindrir le domaine public, assure la construction de plusieurs chemins de fer qui produiront des résultats immenses sur le développement de notre province.

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Comme il se publie deux journaux aux Trois-Rivières, je serais heureux de voir l'honorable député de Gaspé préciser davantage et dire à quelle feuille il adresse ses reproches.

M. P. FORTIN (Gaspé): Comme je n'ai pas l'habitude de reculer devant la responsabilité des accusations que je porte, je répondrai à l'honorable député que la petite feuille dont j'ai voulu parler, c'est le Constitutionnel.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Explained the result of an interview he had with a member of the Government upon the nature of a paper, which he styled a round robin signed by all the English-speaking members of the House. In answer to Mr. Church's remarks about those lands not being available for timber cutting purposes, because there were miles of rapids, he instanced the River Rouge, where timber was manufactured and floated over a fall over 30 feet high.

M. J. POUPORE (Pontiac): Thought a great many of the members were under the impression that the petition presented yesterday by the people of Pontiac upon this question was against the extension of the railroad to Deep River, but such was not the case. The petition he would say was, indeed, in the strongest language in favor of the extension to Deep River, and also a protest against the granting of the public lands in the Country of Pontiac to the North Shore road between Quebec and Montreal. At a mass meeting held in Aylmer, which had been attended by the mayors and other influential men, it was unanimously agreed to ask the Government for a subsidy of Crown Lands to build a road through the two counties, and offered in support of that enterprise to subscribe largely to its stock. We never had any objection to the

road going to Aylmer, but we object to its stopping there. He (Mr. Poupore), did not think the Government grant too much, but thought it unfair to strip his county of their lands to build railroads outside of it. He hoped the Government would, before they completed their resolutions, see the propriety of building the road even as far as the Chatt's Falls, where water power to a great extent could be made available for manufacturing purposes; and it would be an installment in favor of extending it still further to Deep River, and would show the sincerity of the Government to promote this public work.

M. J. ROSS (Compton): Regretted that the discussion on the resolutions had not been postponed, as he was not, at the moment, prepared to discuss the policy of the Government touching the granting of public lands in aid of the construction of railways. He would, however, at a subsequent stage of the proceedings, offer some remarks upon the subject.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Admitted that the printed resolutions in English had just been placed in the hands of members, but another opportunity would be given to discuss the merits of those resolutions, when moved through the first, second, and third readings. He said that the Member for Ottawa, who had just addressed the House, had frequent conversations with the Government upon the building of this road, and upon every occasion he strongly argued in favor of extending it to Deep River, but when told that the road could not for the moment go so far he expressed his satisfaction at getting so valuable an installment of it. The hon. gentleman next proceeded to answer the objections raised by the Member for Argenteuil, and to answer the objections raised by that gentleman against the Government for not extending the road to Deep River. He next adverted to the old Act of the Province of Canada, which granted by one of its acts, one million and a half acres of land for the Three Rivers and Piles Railway and the construction of steamers on the waters of the Upper St. Maurice. Without deprecating that enterprise, he would say that the Government would not be doing its duty to the country if it carried out the terms of that act. He also

explained the particulars under which the North Shore Railway was incorporated and amalgamated with the Three Rivers and Piles road, and the subsequent attempt to reverse the connection and obtain a special grant for the Piles road. The Government, instead of granting this, took the broad and liberal policy of giving assistance to several roads. In answer to the objections raised by the Hon. Member for Pontiac, that the Government were doing an injustice to the people of that county, by selecting the lands in it for the North Shore Railway, he would say that the lands were not their lands, but the lands of all the Province. He would remind the House that many years ago, these very lands had been appropriated by the old Parliament of Canada for this very purpose, and surely if it was not wrong to adopt that policy 15 years ago, the same argument applied to-day. He believed when the hon. gentleman returned to his constituents and told them all he had done to promote the building of this road to Aylmer, which would at some future day reach Deep river, he had no doubt but they would most heartily approve of his conduct.

M. J. POUPORE (Pontiac): Said, when he addressed the House upon these resolutions, his only object was to speak in the interest of the people of Pontiac, and not with the object of being returned to Parliament. However highly he prized the honor his constituents had conferred upon him, he would be sorry to bid for it in that way.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Was convinced that his hon. friend had misunderstood him when he adverted to his gaining the good opinion at the people of Pontiac by giving his support to these resolutions. He felt convinced that every member in the House would be glad to see him back in Parliament.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Se prononce en faveur des résolutions et s'étonne de ce que l'honorable député d'Argenteuil (M. S. R. Bellingham) se plaigne de ce que l'octroi des terres soit trop considérable, lorsque auparavant, il a, en présence de plusieurs témoins, suggéré de donner 12,000 au lieu de 10,000 acres au chemin de fer depuis Montréal jusqu'à la Rivière-Creuse.

A six heures la Chambre interrompt ses travaux.



Reprise de la séance à sept heures et demie.

**Compagnie du chemin de fer  
de jonction du sud-est**

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill amendant de nouveau la charte de la compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du sud-est.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au conseil législatif et demande son concours.

**Compagnie des mines de Huntington**

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill autorisant la Compagnie des mines de Huntington à effectuer un certain chemin à lisses depuis leurs mines, dans Bolton, jusqu'au chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly et les eaux navigables du lac Memphrémagog.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Corporation de la cité de Montréal**

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill amendant les actes ayant rapport à la corporation de la cité de Montréal et pour d'autres fins.

Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il y a eu progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

Accordée.

**Compagnie du chemin à lisses  
de colonisation du Nord de Montréal**

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill donnant de nouveaux pouvoirs à la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal et pour d'autres fins.

UN DEPUTE: Formule l'objection qu'aucun avis n'a été donné et qu'il y a certaine matière dans le bill qui n'a pas été demandée dans la pétition.

M. L'ORATEUR: Décide que l'objection n'est pas dans l'ordre, attendu que le comité des ordres permanents a fait rapport qu'il n'y avait pas de nécessité de donner les avis d'usage dans le cas actuel; lequel rapport a été adopté par la Chambre, et que les clauses insérées dans le bill, et qui n'ont pas été demandées par la pétition, n'interviennent pas dans les droits privés, et ne leur portent aucun préjudice.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement.

**Compagnie du chemin à lisses  
de Québec à Gosford**

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill autorisant la Compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford à prolonger sa ligne jusqu'au Lac-Saint-Jean.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec un amendement. Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Incorporation de la ville d'Iberville**

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill amendant l'acte d'incorporation de la ville d'Iberville.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre. Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement. Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Aide aux chemins de fer**

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement qui a été proposé aujourd'hui à la question:

Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant l'aide à être accordée à certaines lignes de chemin de fer en cette province, lequel amendement était que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots "cette Chambre ne se forme pas maintenant en ledit comité et qu'avant qu'aucun octroi de terres ne soit accordé en aide à la Compagnie du chemin de fer de la rive nord et de la navigation et des terres du Saint-Maurice, le gouvernement devrait avoir en sa possession la levée d'un plan d'un tronç de chemin de fer du nord depuis Québec jusqu'à la Rivière-creuse, avec des embranchements jusqu'aux Piles et à Saint-Jérôme, et des bifurcations (looplevelines) allant à Montréal, dans l'espoir que ces chemins de fer subventionnés formeraient une section d'un chemin de fer qui se rendrait jusqu'à l'océan Pacifique.

"2. Qu'il n'est pas expédient pour le gouvernement, comme gardien du domaine public, de se déposséder de 3,208,500 acres de terres en faveur de compagnies privées de chemins de fer avant que le gouvernement n'ait vérifié, au moyen d'experts compétents, la valeur de cesdits 3,208,500 acres de terres, et d'autant plus que le gouvernement déclare qu'il est impossible d'exagérer la valeur commerciale de ces terres qui renferment les plus belles limites pour la coupe des bois que la province possède.

"3. Que le mot Rivière-Creuse soit substitué au mot Aylmer dans la troisième ligne de la troisième résolution, de manière que l'octroi de terre proposé comme aide à un chemin de fer depuis Montréal à Aylmer, estimé à 1,300,000 acres soit applicable à un chemin de fer depuis Montréal à la Rivière-Creuse.

"4. Qu'il n'est pas expédient d'accorder un octroi de terres situées dans le comté de Pontiac à des compagnies pour un chemin de fer de la rive nord et pour un chemin de colonisation du nord, sans permettre au comté de Pontiac de participer aux avantages d'une communication par voie ferrée que d'autres sections retireront d'un octroi de terres de 3,208,500", soient mis à la place.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Enquired from the Government if they had ordered any exploration of the lands which it was proposed to give away, to ascertain their value. There being no answer to his question, he took it for granted that no such survey had been made. He knew a gentleman who had paid \$500 for the purpose of exploring these lands, and he reported them worth \$5 an acre. He complimented the Premier of the Government, and said he entertained a high opinion of that gentleman, but he had in this matter a duty to perform, and he did what he considered his duty to the best of his abilities. He was 62 years of age, and had no great interest in continuing in public life or coming back to Parliament, but he felt it his duty to warn Members of the House that they were dispossessing the county of valuable lands. He noticed that with some people the greatest anxiety and zeal prevailed to push these resolutions through, he supposed with the view of getting possession of the lands in order that they might the more speedily put them up for sale in the New York market. The hon. gentleman in conclusion again warned members of the disastrous results which he considered would follow the transfer of this large public domain into the hands of a private company. He concluded by stating that he withdrew his amendment.

Ledit amendement est, avec la permission de la Chambre, retiré. Et la question étant de nouveau proposée, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant l'aide à être accordée à certaines lignes de chemins de fer en cette province.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Tout en approuvant les résolutions du gouvernement, il dit qu'elles renferment une lacune qu'il importe de combler: elles ne disent pas quelles directions devront suivre les lignes subventionnées, ou plutôt elles laissent le choix des tracés aux compagnies respectives. Le gouvernement devrait se réserver le droit de contrôler ce choix. L'honorable premier ministre ne pourra se plaindre des mauvaises dispositions de l'Opposition à l'égard du ministère, en qui notre confiance est telle que nous voulons lui conférer des pouvoirs qu'il n'ose pas s'arroger lui-même. En un mot, nous voudrions faire adopter au gouvernement une politique bien tranchée au sujet de ces allocations aux chemins de fer. C'est pourquoi je propose, sous forme d'amendement, d'ajouter les mots suivants à la fin de la proposition: "et qu'instruction soit donnée audit comité d'ajouter les mots suivants, après le quatrième paragraphe de la 2e résolution:

"Qu'il est important que le chemin à lisses entre Québec et Montréal soit construit à une assez grande distance du fleuve pour rencontrer le but que se propose la Chambre en consentant à cet octroi considérable de terres, qui est de favoriser la colonisation, et que les plans et le tracé du chemin soient approuvés par le gouvernement avant qu'aucune partie des travaux ne soit commencée."

Un député fait l'objection que la motion n'est pas dans l'ordre, attendu qu'elle n'a pas été recommandée par Son Excellence le lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur décide que la motion est dans l'ordre, attendu qu'elle est d'une nature générale et ne tend nullement à augmenter les charges de l'Etat; et que la pratique suivie dans la Chambre des Communes en Angleterre est de soumettre ces questions à la considération de la Chambre.

M. P. FORTIN (Gaspé): Dit que cette motion détruit entièrement le chemin de fer et paralyse la politique généreuse et sage du gouvernement concernant le chemin de fer du nord.

M. J. PICARD (Richmond-Wolfe): De toutes les mesures et projets de loi qui ont été soumis à la considération de cette honorable Chambre, je ne crains pas de dire en présence de tous mes collègues, ainsi que j'ai souvent eu occasion de l'exprimer privéement à plusieurs d'entre eux, qu'il n'y a pas eu encore d'entreprises qui aient intéressé et mérité d'attirer à un plus haut degré l'attention des honorables membres de cette Chambre que celle qui fait maintenant le sujet de la discussion: le chemin de fer de la rive nord du Saint-Laurent et le chemin central de Montréal à Aylmer.

Je crois dire que cette entreprise doit intéresser très hautement non seulement toutes les populations de la rive nord du Saint-Laurent de

Québec à Montréal, mais encore tous les citoyens de la ville de Québec. C'est à mon point de vue une de ces entreprises tout à la fois grandioses et nationales, commerciales et industrielles, propres à porter le progrès et la prospérité non seulement au milieu de toutes nos populations rurales de l'intérieur de la rive nord du Saint-Laurent, mais aussi elle est encore destinée à porter le progrès et faire naître cette ancienne prospérité qui régnèrent autrefois au milieu de la population de la ville de Québec et de ses faubourgs.

Oui, je pense et crois que cette grande voie ferrée, placée dans l'intérieur de la partie du pays qu'elle doit parcourir de Québec à Montréal, fera la prospérité et le bonheur des habitants de la rive nord parce qu'elle devra indubitablement contribuer grandement au développement des immenses ressources de toutes espèces qui n'ont pu encore être facilement et avantageusement exploitées à cause du manque de communication facile et accessible aux établissements reculés du fleuve Saint-Laurent.

Un fait certain, c'est que les grandes distances qu'ont à parcourir les habitants de l'intérieur de cette partie du pays (entre Québec et Montréal) pour se rendre sur nos marchés paralysent non seulement les efforts de nos braves et courageux colons dans la voie du progrès et de la prospérité, mais rendent aussi infructueuses toutes idées et toutes tentatives que pourrait faire l'habitant de nos grandes et prospères campagnes dont la population est devenue trop peuplée, pour aller s'établir dans la forêt.

Je vois avec un égal plaisir la construction future du chemin de fer central qui devrait être la continuation directe du chemin de la rive nord pour se rendre jusqu'à Ottawa, Aylmer et la Rivière-Creuse, devant passer dans tout son parcours sur le territoire exclusif de la province de Québec, et pour plus tard se continuer et se relier avec les autres voies ferrées du Haut-Canada et du grand ouest des États-Unis.

Avec cette grande voie ferrée, l'on peut espérer avec raison que la grande partie du commerce et trafic du grand ouest et du Haut-Canada destinés pour nos provinces maritimes et les marchés européens, passerait certainement par cette route qui est la plus courte et la plus directe de toutes celles que nous avons ou pourrions avoir sur ce continent.

La jonction de ces deux chemins devrait se faire à Sainte-Thérèse ou dans les environs immédiats, par là prendre le chemin de fer de colonisation du nord de Montréal, qui conduit à la cité de Montréal même; de cette manière, on aurait une ligne de chemin de fer plus directe et bien plus courte.

Maintenant la Chambre comprendra d'après ce que je viens d'exprimer que je suis complètement contre le tracé longeant le fleuve; cependant, je suis en faveur d'une partie de ce tracé de Québec à Portneuf, de Portneuf à aller au comté de Berthier, je voudrais que ce chemin

s'éloigne du fleuve en passant par l'intérieur aussi bien qu'il sera possible, afin de procurer à toutes les nouvelles paroisses de l'intérieur et celles qui pourront s'établir dans la suite la facilité et le moyen de pouvoir écouler sur tous nos marchés leurs produits de la ferme, et surtout les bois de commerce de toutes espèces qui sont en si grande abondance dans cette partie-là du pays.

Je considère que les habitants des paroisses près du fleuve n'ont point à recevoir la huitième partie des avantages que recevraient les habitants de l'intérieur de cette grande voie de communication, parce que ceux-là durant six ou sept mois de l'année ont la navigation, la route la plus belle et la moins dispendieuse qu'il est possible d'avoir pour l'écoulement de leurs produits de la ferme sur nos marchés. Je dis produits de la ferme, car ils n'en ont point d'autres; ces habitants n'ont point comme ceux de nos paroisses de l'intérieur ce commerce de bois de toutes espèces, commerce aujourd'hui si grand et si étendu à cause des demandes qui nous viennent de tous les pays. Une preuve que les habitants des paroisses situées près du fleuve n'ont point de commerce, c'est que la plupart d'entre eux sont obligés d'aller à 12 ou 15 milles pour avoir leur bois de chauffage de la maison.

Rendu au comté de Berthier, je voudrais que cette ligne ou chemin entre dans l'intérieur des comtés de Berthier, Joliette, Montcalm et Terrebonne jusqu'à Sainte-Thérèse, et là faire la jonction avec le chemin central de Montréal à Aylmer.

Je terminerai en disant que je tiens dans ma main une motion semblable à celle que l'honorable député de Lotbinière vient de faire. Je ne m'étais proposé de ne faire cette motion que plus tard; mais comme une motion semblable se trouve être devant la Chambre, je ne puis que l'approuver; c'est pourquoi je voterai en faveur.

Avec ces quelques remarques, j'espère que mes collègues, sinon tous, du moins la grande majorité, voudront bien croire que si je suis contre le tracé déjà connu sur tout son parcours, je suis du moins un partisan, et un ami très favorable à la construction de cette voie ferrée de Québec jusqu'à Aylmer, puisque j'approuve de tout mon coeur l'allocation faite par le gouvernement en faveur de ce chemin.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): J'ai été surpris d'entendre le représentant de Lotbinière demander un nouveau tracé lui qui se dit favorable au chemin du nord. Si sa motion était adoptée, elle porterait un coup fatal à l'entreprise. Devant le comité des chemins de fer, il y a deux ans et l'année dernière, le représentant de Lotbinière disait que si on accordait 1,500,000 acres de terres au chemin des Piles, cela détruirait les droits de la compagnie du chemin du nord. Il reconnaissait donc alors qu'elle avait des droits acquis, qu'elle pouvait faire passer son chemin où elle voulait. Le

premier ministre a aussi reconnu ces droits quand il a dit que l'ancienne province avait légué de lourdes obligations au gouvernement actuel.

J'espère que le vote se prendra ce soir, afin que l'on connaisse les amis et les ennemis du chemin de fer du nord, ceux qui veulent compromettre les intérêts du pays et rendre inutiles les efforts presque surhumains qu'ont déployés M. Cauchon et quelques autres personnes pour mener cette entreprise à bonne fin.

Le représentant de Lotbinière oublie-t-il que la compagnie est disposée à faire le chemin aussi au nord que possible? Si sa motion était adoptée, le chemin de fer du nord ne se ferait pas, car les municipalités ne voudraient pas voter et le vote du million de Québec serait retiré.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Si le représentant de Lotbinière était un ami du chemin de fer du nord, il ne présenterait pas la motion soumise à la Chambre. Je dis, au nom de la compagnie, que nous ne pouvons accepter la condition qu'il veut lui imposer.

Nous avons des droits et nous ne sommes pas dans la position d'une nouvelle compagnie, et nous avons effectué un compromis avec le gouvernement. Par ce traité, nous acceptons moins que ce que nous avions aux termes de la loi qui existe encore, et qui était très sage. Grâce à ce compromis, nous pouvons, avec l'aide des municipalités, construire le chemin de fer du nord et celui des Piles. Je n'entends pas dire ici où passera ce chemin. Mais nous le construirons là où notre avantage et celui du commerce le demanderont. Autrement, nous n'en finirions pas. Trois-Rivières, le comté de Saint-Maurice, etc., ont voté des sommes d'argent et si nous changeons le tracé, nous perdons leur aide.

Quant au chemin du nord, nous avons eu trois explorations, et les ingénieurs ont dit qu'il était impossible de le construire dans l'intérieur, parce qu'il y a des coteaux coupés par des ravins et où il faudrait construire des ponts de 500 pieds. La compagnie ira pourtant où elle devra passer, pourvu qu'on ne la condamne pas à faire mille détours. Elle est disposée à le faire passer partout où la colonisation le demandera.

Qu'on laisse la compagnie libre et alors seulement nous aurons les moyens d'obtenir le million de Québec.

J'en appelle à tous les députés amis des chemins de fer. Je leur demande de nous laisser libres et je leur dis que si on nous impose la condition du représentant de Lotbinière, nous abandonnerons l'entreprise.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Il faut laisser à la compagnie la liberté de passer le chemin là où ses intérêts l'exigeront. Si on passe le chemin à l'intérieur, la compagnie sera menacée dans son existence; les municipalités qui font des souscriptions et

s'imposent des sacrifices veulent que la ligne passe dans leurs limites et menacent de ne pas souscrire.

Dans le cas contraire, la compagnie serait placée dans une position très difficile; il faut que la compagnie soit parfaitement libre de choisir son tracé là où ses intérêts l'exigeront.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Appuie la motion du représentant de Lotbinière.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Parle dans le même sens.

M. A.-L. DESAULNIERS (Maskinongé): Se prononce en faveur d'un tracé qui serait fixé par un compromis entre la compagnie, les municipalités et le gouvernement.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Dit qu'il votera en faveur du chemin de la rive nord, pour des raisons de commerce et de colonisation; il se prononce cependant en faveur de la motion présentée par l'honorable député de Lotbinière; il dit que la ligne ne doit pas suivre la rive du Saint-Laurent mais s'avancer quelque peu à l'intérieur.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Cette question est très importante et à un tel point que nous avons le droit de poser nos conditions; la valeur de terres octroyées pour cette voie ferrée a été, d'après l'honorable député d'Argenteuil, évaluée par des hommes experts à treize millions; cette somme est assez grande pour que le gouvernement, institué le gardien du domaine public, y veille avec soin.

Je suis persuadé que le gouvernement favorisera ce chemin dans le but d'aider la colonisation et pour aider la colonisation, ce chemin doit pénétrer dans l'intérieur; ce sera un moyen de développer les richesses intérieures. Si la colonisation ne profite pas par ce chemin de fer, il devient inutile, et je ne pourrai pas voter en sa faveur. Il y a une foule de paroisses qui souscriront si le chemin passe à l'intérieur. Est-ce que le gouvernement ne pourrait pas, en donnant pour une valeur peut-être de \$4,000,000, mettre la condition du tracé quand une simple paroisse peut la mettre dans sa souscription. L'honorable député de Montmorency a déclaré dernièrement au comité des chemins de fer que le plan du tracé était perdu. Pourquoi, pendant qu'il faudra en faire un autre, ne pas chercher à localiser le chemin le plus possible dans l'intérieur?

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement ne peut accepter cet amendement; on doit laisser à la compagnie toute sa liberté afin qu'elle obtienne tous les secours possibles des diverses municipalités.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bachand, Bellingham, Dugas, Joly, Laberge, Lafontaine, Lavallée, Marchand, Picard et Robert: 10.

CONTRE: MM. Beaubien, Bellerose, Bergevin, Bessette, Blais, Carter, Cartier, Cauchon, Chapleau, Chauveau, Church, Clément, Coutlée, Craig, De Lotbinière-Harwood, Desaulniers, (Maskinongé) Desaulniers (Saint-Maurice), Dunkin, Fortin, Gaudet, Gendron, Genest, Hearn, Hemming, Irvine (sol. gén.), Jodoin, LaRue, LeCavallier, Mailloux, Ouimet (pro. gén.), Pelletier, Pozer, Rhéaume, Robertson, Roy, Simard, Thérien et Verreault: 38.

Ainsi il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix:

Ordonné que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil. La Chambre, en conséquence, se forme en ledit comité.

#### En comité

##### Résolution proposée:

1. Résolu qu'il est expédient d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à accorder à la Compagnie du chemin de fer de la rive nord et de la navigation et des terres du Saint-Maurice, pour la construction du chemin de fer de la rive nord de Québec à Montréal, celui du chemin des Piles et pour l'établissement d'une ligne de bateaux à vapeur sur le Saint-Maurice, tel que mentionné dans le statut de la province du Canada, intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer et de la navigation du Saint-Maurice", deux millions d'acres de terres à être divisés en proportion correspondante quant à la quantité et à la qualité avec les terres qui seront accordées pour la construction d'un chemin de fer de Montréal à Aylmer, dans les étendues de territoire ci-après décrites.

Le comité fait rapport qu'il y a eu progrès et demande la permission de siéger à nouveau.

#### Sociétés de colonisation

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération une certaine résolution proposée, concernant l'acte des sociétés de colonisation.

#### En comité:

Résolu que la période de trois ans suivant l'adoption de l'acte des sociétés de colonisation, qui est déterminée par la onzième section dudit acte comme étant l'espace de temps durant lequel il sera accordé de l'aide à ces sociétés, soit prolongée de manière que cette subvention puisse être accordée durant la période de quatre

ans à compter de l'expiration de l'année financière actuelle.

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution.

Il est ordonné que le rapport soit reçu demain.

#### Continuation de certains actes

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement. Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Message du Conseil législatif

Le Conseil législatif a passé un bill, intitulé: "Acte pour amender la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle," auquel il demande le concours de cette Chambre. Aussi un bill, intitulé: "Acte concernant The Bishop's College," auquel il demande le concours de cette Chambre. Aussi, le Conseil législatif a adopté l'amendement fait par cette Chambre au bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Institut Fraser," sans l'amender. Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill, intitulé: "Acte pour incorporer The Montreal Young Men's Christian Association," avec divers amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

#### Compagnies d'assurance mutuelle

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte pour amender la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle," soit maintenant lu la première fois.

Adopté.

#### The Bishop's College

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que le bill du Conseil législatif intitulé: "Acte concernant The Bishop's College," soit maintenant lu la première fois.

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

#### The Montreal Young Men's Christian Association

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil

législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer The Montreal Young Men's Christian Association."

Adopté.

### Ajournement

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à demain à 2 heures.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à minuit.

### **Séance du 17 décembre 1870**

Sous la présidence  
de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à deux heures et vingt.

### Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Poupore — la pétition du conseil municipal du comté de Pontiac.

Par M. Ross — la pétition d'Angus Morrison et autres, du township de Lingwick — et la pétition de L. Pope et autres, du township de Bury.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Wm. O'Meara et autres, du comté de Pontiac — et de Colin Noble et autres, de Winslow et autres townships; demandant respectivement de l'aide pour un chemin de fer.

De T. Catudal et autres de la paroisse de Saint-Cyprien — et de Thomas Halpin et autres, de la paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington, tous du comté de Napierville; demandant respectivement l'abolition du Conseil législatif.

Du révérend Chas. Hallé et autres, d'Aylmer et autres townships; demandant de l'aide pour des chemins.

### Rapport de comités

M. L.R. CHURCH (Ottawa): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a fait à chacun d'eux certains amendements qu'il recommande respectueusement à la considération de votre honorable Chambre:

Bill pour légaliser le contrat de mariage passé entre Arthur Wellesley White et Caroline Charlotte Young.

Bill pour ériger la division d'enregistrement de Sherbrooke en une municipalité de comté séparée.

Bill pour prolonger l'acte d'incorporation de la Société amicale de Québec, et pour amender et refondre les divers actes concernant ladite société.

Bill du Conseil législatif: Acte concernant "The Bishop's College".

### Corporation de la cité de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender les actes ayant rapport à la corporation de la cité de Montréal et pour d'autres fins.

### En comité

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): S'oppo-

se à la clause qui donne à la corporation de la cité de Montréal un contrôle indu dans le bureau des directeurs de la compagnie du chemin de fer central et possède une influence plus grande que celle du gouvernement, qui donne à la compagnie deux millions. Il s'élève contre l'octroi de tels privilèges à la corporation de Montréal.

**L'HONORABLE J.-E. CAUCHON** (Montmorency): Dit que bien qu'une corporation dans une compagnie ait, en vertu du montant souscrit, le pouvoir d'élire un certain nombre de directeurs, il faut restreindre ces privilèges par une disposition spéciale, afin de l'empêcher de contrôler par elle seule toute la direction de la compagnie, si on lui laissait par exemple le droit d'avoir droit de voter un nombre de fois égal au nombre de ses actions; elle contrôlerait nécessairement toute la direction au désavantage des autres municipalités.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec un amendement.

**M. E. CARTER** (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Colonisation

La Chambre reçoit le rapport du comité de toute la Chambre, pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant l'acte des sociétés de colonisation.

**L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU** (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour prolonger le délai pendant lequel une subvention pourra être accordée aux sociétés de colonisation.

Accordé.

### Licences

**L'HONORABLE J. ROBERTSON** (Sherbrooke): Propose que la Chambre se forme en comité pour étudier certaines résolutions concernant les licences.

**M. H.-G. JOLY** (Lotbinière): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bachand), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la proposition soient retranchés, et que les mots "cette Chambre est d'opinion qu'avant de donner son consentement à l'imposition de nouvelles taxes, il est désirable de chercher des moyens de réduire les dépenses du gouvernement civil et de la Législature," soient mis à la place.

Monsieur l'Orateur,

L'honorable trésorier de la province vient de proposer que la Chambre se forme en comité

pour considérer certaines résolutions au sujet des licences d'auberge, d'encanteurs, de traverses d'eau, etc., dont l'effet serait d'imposer de nouvelles taxes. J'ai l'honneur de proposer un amendement, dont j'ai donné avis, hier, qui conclut à ce qu'avant de donner notre consentement à l'imposition de nouvelles taxes, nous cherchions d'abord s'il n'est pas possible de diminuer nos dépenses. Choisissons entre la taxe et l'économie.

Cette question est plus importante qu'elle ne le paraît au premier abord, non pas que le montant des nouveaux impôts proposés soit bien considérable, ni que l'on doive objecter en principe au caractère de tous ces impôts; ceux qui doivent frapper les auberges ne soulèvent pas les mêmes objections que les autres, mais je ne discuterai pas leur plus ou moins de justice maintenant.

La question que je soulève est celle-ci: avant d'avoir recours à de nouveaux impôts, ne devons-nous pas essayer d'abord de diminuer nos dépenses?

La nécessité de prélever de nouveaux impôts ne me paraît pas encore arrivée; mais elle n'est pas éloignée, si les finances de la province continuent à être administrées comme elles l'ont été depuis la Confédération.

Je vais essayer de résumer brièvement notre position financière; je ne ferai usage que des chiffres fournis par l'honorable trésorier lui-même, et qui se trouvent dans le rapport de son discours de cette session, sur le budget. Si les honorables députés veulent se donner la peine de me suivre un instant, je crois fermement qu'ils seront obligés d'en venir à la même conclusion que moi.

L'honorable trésorier nous a dit que le 30 juin 1869 le surplus, c'est-à-dire la balance alors en main, s'élevait à \$563,200 et, le 30 juin 1870, à \$667,243. Il estime que ce même surplus, le 30 juin 1872 sera réduit à \$381,700.

Nous avons devant nous les comptes de cinq années, du 1er juillet 1867 au 30 juin 1872. Les deux premières années réunies nous ont laissé un surplus de \$563,200. La troisième année (1er juillet 1869 au 30 juin 1870) n'accuse qu'un surplus de \$104,043, la différence entre \$563,200 et \$667,248. Les quatrième et cinquième années réunies (1er juillet 70 au 30 juin 1872) montrent un déficit estimé par l'honorable trésorier à \$285,533, puisqu'il calcule que son surplus, qui se montait le 30 juin 1870 à \$667,243, sera réduit le 30 juin 1872 à \$381,700.

L'on voit facilement comment ce déficit de \$285,533 doit être réparti entre les deux années, l'année courante et l'année prochaine. L'honorable trésorier ne nous donne pas les comptes de l'année courante (car, comme il nous le dit, il ne parle que du passé et du futur,) mais il nous dit qu'il estime nos dépenses de l'année prochaine à \$1,841,031 et nos recettes à \$1,691,574, ce qui laisse un déficit de \$149,457. En retranchant ce déficit de la

somme ci-dessus de \$285,533 nous arrivons au déficit de l'année courante, qui se monte à \$136,076. Le trésorier couvre ces déficits en empruntant au surplus, tel qu'établi à la date du 30 juin 1870, ce qui réduit ce surplus d'autant.

Il est vrai que l'honorable trésorier, après nous avoir lui-même donné les chiffres sur lesquels je me base pour arriver à ce résultat, nous avertit qu'il a mis les choses au pis et qu'il a tout lieu d'espérer que nos dépenses seront moindres, et nos recettes plus fortes que son estimé. J'en doute fort; quand on calcule d'avance ses recettes et ses dépenses, (j'en appelle à l'expérience de ceux qui se donnent la peine de faire ce calcul), il est rare que l'on ne se trompe pas en mettant les dépenses trop bas et les recettes trop haut. Prenons les chiffres comme l'honorable trésorier nous les donne (en souhaitant seulement que le résultat de l'année prochaine ne le désappointe pas) et nous arriverons au calcul suivant: première année, 67 à 68, surplus \$218,959; deuxième année, 68 à 69, surplus \$344,241; troisième année, 69 à 70, surplus \$104,043; quatrième année, 70 à 71, déficit \$136,076; cinquième année, 71 à 72, déficit \$149,457,

Ces chiffres montrent le résultat distinct des opérations de chaque année, après avoir balancé l'actif et le passif de cette année. L'on voit que notre surplus diminue des deux tiers dès la troisième année; la quatrième année, le déficit commence; puis il augmente, la cinquième; et une fois partis sur cette pente dangereuse, où nous arrêterons-nous?

Nous avons encore une autre cause d'inquiétude sérieuse; notre compte avec la Puissance pour l'intérêt de notre part, quelle qu'elle soit, de l'excédent de la dette, est loin d'être dans une position satisfaisante. L'honorable trésorier a fait de son mieux pour nous faire comprendre où en était ce compte; je le remercie de la peine qu'il s'est donnée, mais je ne peux pas dire que je suis suffisamment éclairé. C'est probablement manque d'intelligence de ma part, mais je me méfie de la contradiction qui existe entre lui et son prédécesseur. Son prédécesseur, dans ses comptes publics, n'a jamais rien voulu retrancher sur l'octroi du gouvernement fédéral, pour rencontrer les intérêts sur notre part de la dette; il soutenait que la Puissance nous devait plus que nous ne pouvions lui devoir, et, en conséquence, il mettait au crédit de la province le montant entier de l'octroi fédéral.

Le trésorier actuel, au lieu de suivre la même voie, a crédité la province de Québec l'année dernière, de \$99,626.40 de moins que le montant total de notre octroi fédéral; cette année, il va plus loin et il nous crédite de \$146,000 de moins que l'octroi fédéral. Il y a une contradiction évidente dans la manière de calculer des deux trésoriers. Je crains bien que lorsque le jour du règlement définitif arrivera, la province de Québec ne reçoive un choc bien pénible, qui la réveillera rudement au milieu de ses beaux rêves.

Et nos revenus, nous n'avons pas le droit de nous attendre à ce qu'ils puissent augmenter beaucoup. Le revenu le plus important, celui des bois et forêts, ne peut que diminuer à mesure que notre bois disparaît. Je n'ai fait allusion jusqu'ici qu'aux finances de la province de Québec; n'oublions pas que nous avons aussi à payer notre part des dépenses du gouvernement fédéral.

Notre position financière n'est donc pas bien rassurante; mais nous force-t-elle à recourir maintenant à ce dernier remède devant lequel nous devons reculer aussi longtemps que possible, l'imposition de nouvelles taxes? Je réponds: non.

Il y a un autre remède moins dangereux et plus sûr: l'économie.

L'honorable trésorier nous donne, dans son exposé financier de cette session, le chiffre de \$98,059.53 comme le produit de toutes les licences pour l'année dernière. Il nous dit qu'en augmentant ces droits de licences, comme le gouvernement nous demande maintenant l'autorisation de le faire, les licences rapporteront l'année prochaine environ \$125,000. Et c'est pour obtenir ce petit surcroît de revenu, qui ne se monterait qu'à \$26,940.47 que le gouvernement nous demande de commencer le système d'augmentation des impôts.

Mais n'est-il pas plus facile et plus sûr de diminuer nos dépenses de \$26,950.47?

Sans sortir de l'enceinte de cette bâtisse, sans exiger de sacrifices d'aucun employé public, mais seulement des membres de la législature, nous pouvons former presque toute cette somme. Si nous désirons sincèrement faire de l'économie, commençons par nous-mêmes. Comparons nos dépenses à celles de la province d'Ontario, que nous admettons être plus riche que nous.

Nous avons, dans la province de Québec, sept ministres, l'Ontario en a cinq. Nos cinq ministres, dont les fonctions correspondent à celles des cinq ministres d'Ontario, reçoivent chacun \$550 de plus que ceux d'Ontario. Egalisons ces salaires; ce sera déjà une économie de \$2,750. Les deux ministres que nous avons de plus que l'Ontario reçoivent l'un \$3,200 l'autre \$2,800. Voilà encore \$6,000. Nos 89 représentants (total des deux Chambres) reçoivent une indemnité sessionnelle de \$150, chacun de plus que les députés d'Ontario; 89 fois \$150 font \$13,350. Les trois articles seuls donnent déjà \$22,100 à compte des \$26,940.47, qu'il s'agit de prélever au moyen des nouveaux impôts.

Jetons un coup d'oeil sur les dépenses contingentes des départements. Je ne parle pas du salaire des employés, mais de tous ces faux frais qui se montent à une somme si considérable, chaque année, papeterie, réparations, etc., etc. Nous trouverons facilement assez d'économie à y faire pour former le petit montant nécessaire pour compléter les \$26,940.47. Ne nous demande-t-on pas, cette année, \$2,280 de



plus que l'année dernière, pour ces dépenses contingentes, et \$4,000 de plus pour loyers, assurances et réparations?

J'espère que l'on ne me fera pas la réponse ordinaire: "Nous sommes obligés de dépenser beaucoup plus que l'Ontario, à cause de la nécessité de publier tous nos documents dans les deux langues, de les traduire, imprimer, etc., nous avons deux Chambres au lieu d'une seule," et ainsi de suite. J'admets tout cela, je calcule en conséquence. Mes remarques ne s'appliquent nullement à ces dépenses, qui sont rendues nécessaires par la différence qui existe entre la position de Québec et celle d'Ontario.

Je n'ose pas espérer que les honorables députés de l'autre côté de la Chambre n'aient pas encore une fois recours à un autre argument, leur argument favori: "la dignité de la province de Québec." Si la province de Québec est d'opinion qu'elle maintient mieux sa dignité que l'Ontario, parce qu'elle paie ses ministres et les membres de son Parlement plus cher que l'Ontario, je n'ai plus rien à dire.

En résumé, je n'ai pas voulu parcourir les comptes publics dans tous leurs détails, pour montrer où nous pouvions faire de l'économie. J'ai simplement soutenu qu'il n'y avait pas nécessité absolue d'imposer de nouvelles taxes maintenant, et qu'il valait mieux économiser; que c'était même un devoir impérieux pour nous. J'ai essayé de démontrer, sans aller bien loin, sans sortir d'ici, combien il était facile de le faire, et je crois humblement avoir prouvé que ma motion devait être adoptée, et qu'avant d'augmenter les taxes, il serait plus sage de diminuer les dépenses.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): S'élève contre la manie qu'a l'honorable député de Lotbinière de présenter après coup des votes de non-confiance. Il sait bien que la grande majorité de la Chambre supportera le gouvernement, et il vient crier après coup comme le chien infidèle qui aboie quand le danger est passé. La Chambre ne devrait pas même faire les honneurs de la discussion à la motion ridicule du député de Lotbinière. Il qualifie de poseuse et maladroite la prétendue opposition de l'honorable député. Il regrette de voir que les députés de la gauche soient obligés d'appuyer de leurs votes l'opposition ridicule de celui qui s'est donné comme leur chef.

Il n'est dans toute la province un seul homme politique bien pensant qui ait jamais pris au sérieux cette opposition marquée au coin de l'ignorance de toutes les traditions parlementaires. Ce n'était pas après avoir voté chacun des articles du budget, sans avoir fait une seule objection, ni une suggestion pratique dans le sens des réformes, pour la réduction des dépenses, qu'il devait venir faire une telle proposition au profit des ivrognes et des cabarettiers. Ce n'était pas quand il s'agissait de taxer le luxe ou le vice qu'on devait penser à mesquiner sur la tenue et l'administration digne

de cette Chambre. Il est ridicule de penser à amoindrir les frais de représentation de la Législature pour se donner le luxe de boire et s'amuser à bon marché.

L'honorable député de Lotbinière n'a jamais, dans la Chambre ni dans les comités des comptes publics et des impressions, dont il fait partie, songé à suggérer aucune réduction dans les dépenses publiques, et, certes, si des modifications utiles ont été introduites, le public le devrait, non pas à l'opposition, mais au zèle infatigable, et quelquefois exagéré, de l'honorable député de Laval. Il a quelquefois différé dans ce sens avec ce dernier, mais il faut admettre qu'il a montré le désir de contribuer au bien de la chose publique.

Que l'honorable député de Lotbinière s'objecte à quelques-unes des résolutions de l'honorable trésorier, c'est là le droit et le devoir de tout député; mais qu'il veuille renverser le gouvernement sous le prétexte que sa politique générale d'économie est mauvaise, c'est pour le moins ridicule, quand il a donné son assentiment à tout le budget. C'est faire comme le chien infidèle qui aboie quand le danger est éloigné de son maître.

PLUSIEURS DEPUTES: A l'ordre! A l'ordre!

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): N'est pas surpris des paroles de l'honorable député car la Chambre est habituée aux inconvenances de son langage.

Laissez le faire: c'est son style et le style, c'est l'homme.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit que l'expression peut être un peu triviale, mais que la Chambre doit comprendre le sens de ses paroles.

L'honorable député de Lotbinière proposait hier, en opposition à la politique large et éclairée du gouvernement sur la question des chemins de fer, une motion tendant à compromettre l'existence du chemin de fer du nord, cette artère principale de la vitalité future du Bas-Canada, laquelle l'honorable député de Montmorency, avec un travail et des efforts presque surhumains, avait réussi à mettre en bonne voie. Par sa motion, l'honorable député consentait non seulement à une dépense publique de deux à trois millions de piastres, mais voulait encore forcer le gouvernement à s'exposer dans un avenir rapproché à une lourde subvention, en faisant passer ce chemin dans une direction qui devait éloigner les capitaux et l'aide des municipalités. L'honorable député, qui n'a jamais hésité à voter des octrois considérables à des compagnies particulières et spécialement à celle dont il est l'âme, n'est pas à blâmer pour cela, mais il ne doit pas tracasser le gouvernement par des craintes puériles et chimeriques sur les dépenses de l'administration. L'honorable député, au lieu de poser pour le

ridicule en mendiant de temps à autre un petit vote factieux, devrait plutôt, par un travail consciencieux et intelligent, chercher à modifier les institutions du pays dans le sens du progrès et de la prospérité publique; ce n'est pas avec de tels enfantillages que l'on doit retarder une session que tout le monde s'efforce à abrégier par un travail assidu.

Il termine en disant que si quelques-unes de ses expressions ont pu paraître blessantes ou déplacées, il en demande pardon à l'Assemblée, qui doit savoir que, dans la vivacité d'un débat, on ne peut pas toujours donner à son langage la recherche et le poli d'un discours académique.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit qu'il prend acte de la déclaration de l'honorable député, qu'il n'a pas voulu le blesser.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Que l'honorable député ne se méprenne pas, j'ai fait excuse pour la forme de l'expression, non pour le fond de la pensée; je sais que ce que j'ai dit peut être de nature à blesser politiquement l'honorable député, je ne l'ai pas fait pour lui faire plaisir, et qu'il sache que, pour la pensée, je tiens à ce que j'ai dit.

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): He considered these resolutions a mere consolidation of the old laws upon the same subject.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Desired to call the attention of the Hon. Treasurer to the third resolution. If he understood it rightly, the Government proposed to take from the Corporation of Quebec and vest in itself, the right of control which the Corporation now exercised over the ferries between Quebec and Point Levy and that between Quebec and the Island of Orleans. The Hon. Treasurer stated that the resolution only went the length of affirming what the law already was, but in this, he thought the hon. gentleman was mistaken. In his speech he referred to the 9th chapter of the Consolidated Statutes, as that on which the resolution was based. But the consolidated statutes did not contain the latest legislation concerning the ferries, and hence the mistake. The 29th Vic. Cap 57, commonly called the Quebec Act of 65, gave the entire control of the ferries and the regulation of the tolls to be charged by them, to the Corporation of Quebec. The chief aim of that body was, and he was sure would be, to make them as safe, convenient and cheap as possible. The Government, he had no doubt, was anxious to do in the matter what it deemed best for the public good, but as it was not in a better position to deal with the contractors than the Corporation, and as it had not a larger interest than the Corporation in making and keeping the ways to and from the City easy, it would best prove its desire to do for the best by

altering the resolution so as to make it conformable to the law as it now stood, and thereby confirm and continue the Quebec Corporation in the powers given to it over those ferries by the act of 65.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Partage la même opinion et prétend qu'en intervenant ainsi, le gouvernement commettrait une injustice envers les propriétaires des bateaux traversiers, qui ont un contrat avec la corporation de Québec.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Said the member for Quebec West was quite right in his belief that the Government was anxious to do in the matter what would prove best for the public, and when the House would go into Committee on the Resolutions, they would not object to altering the third, in the manner suggested.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Est surpris de voir l'honorable député de Lotbinière présenter une semblable motion surtout lorsque le budget a été voté, lorsque les rapports du comité des contingents ont été adoptés sans aucune opposition de sa part. Il espère que la Chambre fera une prompte justice de cette motion.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR: MM. Bachand, Bellingham, Joly, Laberge, Lafontaine, LeCavalier, Marchand, Molleur et Robert: 9.

CONTRE: MM. Beaubien, Bellerose, Bergevin, Bessette, Brigham, Cantwell, Cartier, Cauchon, Chapleau, Chauveau, Church, Clément, Coutlée, Craig, De Lotbinière-Harwood, Desaulniers (Maskinongé), Dugas, Dunkin, Fortin, Garon, Gaudet, Gélinas, Gendron, Genest, Hamilton, Hearn, Hemming, Irvine (sol. gén.), Jodoin, LaRue, Lavallée, Mailloux, Mathieu, Moll, Ouimet (proc. gén.), Pelletier, Picard, Poupore, Pozer, Rhéaume, Robertson, Simard, Thérien, Tremblay et Verreault: 45.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix.

Il est ordonné que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

Le comité, après avoir étudié le bill, fait rapport à la Chambre et demande la permission de siéger de nouveau.

Accordé.

### Message du Conseil législatif

Le Conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant le dé-

partement de l'Agriculture et des Travaux publics", auquel il demande le concours de cette Chambre.

**Département de l'Agriculture  
et des Travaux publics**

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics" soit maintenant lu la première fois.

Adopté.

A six heures et demie, la séance est levée.

**Séance du 19 décembre 1870**

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

Dépôt et lecture de pétitions.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Molleur, la pétition de E.-R. Demers et autres, et la pétition de J.-B. Chevalier et autres, toutes du comté d'Iberville.

Par M. Carter, la pétition de Wm. Darling & Compagnie et autres, de la cité de Montréal.

Par M. Marchand, la pétition de Théo. Arpin et autres, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville.

Par M. Poupore, la pétition du conseil de ville de la ville du Portage-du-Fort, comté de Pontiac.

Par l'honorable M. Chauveau, la pétition de John Sharpies et autres, de la province de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De Angus Morrison et autres, du township de Lingwick, et de L. Pope et autres, du township de Bury; demandant respectivement de l'aide pour un chemin de fer.

Du conseil municipal du comté de Pontiac, demandant que toute ligne de chemin de fer, construite le long de la rive nord, soit sous le contrôle de la province de Québec, et pour d'autres fins.

**Rapport de comités**

M. E. J. HEMMING (Arthabaska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines ou manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport:

Qu'il a examiné le bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal, et y a fait plusieurs amendements, qu'il soumet respectueusement à la considération de votre honorable Chambre.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions de Alexander McKenzie Forbes et autres, de la cité de Montréal, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Montreal Salvage Corps", et de Louis Charon et Antoine Adrien, de la paroisse de Longueuil, demandant que cette partie de leurs terres qui se trouve appartenir à la municipalité de Saint-Lambert en soit détachée et annexée à la municipalité de la paroisse de Longueuil, et ne peut recomman-

der la suspension de la 51e règle, dans aucun de ces cas, vu que, dans le premier, les avis donnés ont été insuffisants et, dans l'autre, nul avis n'a été donné. Quant à la pétition de l'Association de l'asile Sainte-Brigitte de Québec, demandant des amendements à son acte d'incorporation, votre comité trouve qu'elle n'est pas de nature à exiger d'avis.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité conjoint des impressions de la Législature. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de présenter à votre honorable Chambre, comme son troisième rapport, le rapport de son sous-comité, et en recommande la considération.

Chambre de comité no 3,  
vendredi, le 16 décembre 1870

Au président et aux membres du comité conjoint des impressions.

Votre sous-comité a examiné les documents suivants, savoir:

Rapport des inspecteurs des prisons, asiles, etc., pour 1869 et une partie de l'année 1970.

Second rapport du comité spécial permanent sur l'agriculture, l'immigration et la colonisation, au sujet du fonctionnement des sociétés de colonisation.

Réponse à une adresse au sujet du coût de l'impression des lois d'agriculture et municipales et du code municipal depuis 1867 à 1870.

Réponse à une adresse au sujet des instructions données aux agents des terres de la couronne et des bois et forêts pour le district du Saguenay, depuis leur dernière nomination, etc.

Votre comité recommande que les deux premiers de ces documents soient imprimés comme documents sessionnels, outre 250 exemplaires du premier, dans chacune des deux langues, pour l'usage du bureau des inspecteurs des prisons.

Que les deux derniers ne soient pas imprimés.

#### Introduction de bills

M. C. H. POZER (Beauce): Demande la permission d'introduire un bill pour abroger l'acte d'amendement des mines d'or de 1870.

Accordé.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose qu'à dater d'aujourd'hui inclusivement, pendant le reste de la session, il y ait deux séances de la Chambre chaque jour: la première commençant à trois heures et finissant à six heures, et la deuxième commençant à sept heures et demie et se continuant jusqu'à l'ajournement, et que les ordres du gouvernement aient la préséance à chaque séance.

Adopté.

#### Ecole de Montréal

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par l'honorable trésorier, que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération une certaine résolution proposée concernant la taxe d'école de la cité de Montréal.

Adopté.

#### En comité:

Il est résolu qu'à l'avenir la corporation de la cité de Montréal paiera, pour l'entretien des écoles dans ladite cité, au lieu d'une somme triple de l'allocation du gouvernement aux dites écoles, suivant que pourvu par la section vingt-troisième de l'acte de cette province trente-deuxième Victoria, chapitre seize, une somme égale à un dixième de centin dans la piastre, sur la valeur totale de la propriété foncière imposable pour les fins desdites écoles dans ladite cité.

Le comité fait rapport à la Chambre qu'il a passé un résolution.

#### Chemin de fer de la rive nord

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour prolonger le délai fixé pour l'achèvement des travaux de la Compagnie de chemin de fer de la rive nord et de la navigation et des terres du Saint-Maurice.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Dit que le maire et les conseillers de la corporation de Québec, lui ayant demandé de leur donner la liberté de voter ou non et de les autoriser seulement à voter, il a accepté cette proposition, et propose que la Chambre se forme maintenant en comité général pour étudier le bill concernant le chemin du nord.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec des amendements.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Propose la troisième lecture du bill.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Avant que nous donnions notre concours au bill no 15, je dirai quelques mots. Si je gardais le silence sur l'important projet du Chemin de fer

du nord, du succès duquel dépend le salut de Québec, quelques-uns de mes honorables collègues pourraient peut-être me soupçonner d'indifférence à l'égard de cette grande entreprise.

Je ne ferai pas, moi non plus, l'injure aux honorables membres de cette Chambre de les entretenir longtemps sur les avantages incontestables des voies ferrées, car chacun de mes honorables collègues est plus en état que moi d'en apprécier tout le mérite et tout le bien qui en résultent. Cependant, je me permettrai de répéter dans cette circonstance ce qui a été dit cent fois avant et de proclamer de nouveau que les chemins de fer sont la source de toute prospérité industrielle et commerciale, comme ils sont aussi très souvent la source de toute grandeur nationale.

L'honorable auteur du bill qui attire dans ce moment l'attention de la Chambre d'une manière particulière nous a dit, avec beaucoup d'à-propos, dans une autre séance, que les États-Unis doivent leur immense prospérité aux voies ferrées, à ce vaste réseau de chemins de fer qui les parcourent dans toutes leurs directions et sur tous les points de ce vaste territoire. Eh bien! sans donner ici un détail qui, d'ailleurs, serait trop long de la quantité prodigieuse des voies ferrées qui sillonnent en tous sens les différents états de l'Union américaine, permettez-moi de constater seulement l'étendue et le coût des voies ferrées que la Nouvelle-Angleterre comptait à une époque déjà éloignée. L'on pourra se faire ainsi une idée du nombre, du coût, de l'étendue et de l'importance des chemins de fer que nous comptons aujourd'hui dans le Maine, le Vermont, le New Hampshire, le Massachusetts, le Rhode Island et le Connecticut.

En 1851, ces différents états avaient déjà complété 2,845 milles de voies ferrées qui leur avaient coûté près de cent millions de piastres et ils en avaient un nombre considérable qui étaient sur le point de l'être.

Ayant mentionné le Massachusetts, je compterais un injustice si je ne disais un mot de sa majestueuse capitale, Boston.

A l'époque dont je viens de parler, cette grande cité avait des placements dans les chemins de fer pour un montant d'au-delà de \$50,000,000. et il était reconnu que Boston avait plus augmenté en valeur commerciale et industrielle pendant les dix années précédentes qu'à aucune époque de son existence.

A quelle autre cause devons-nous attribuer cet état de grandeur et de prospérité de la ville de Boston allant toujours croissant, si ce n'est aux voies ferrées que cette cité devait à l'énergie, à l'esprit d'entreprise et aux efforts généreux de ses habitants?

Il est également reconnu que, depuis cette époque et dans les dix-neuf années qui viennent de s'écouler, la ville de Boston a, par la continuation de ses chemins de fer, par l'établissement de ses lignes de vapeurs, de ses usines et de ses manufactures, pris place parmi les plus grandes, les plus riches et les plus prospères cités de l'union américaine.

Mais il n'est pas nécessaire que nous allions chez nos voisins pour y chercher des preuves du besoin, de la nécessité qu'il y a pour toute cité, tout village qui ne veut pas rester dans l'isolement d'avoir ce moyen prompt et facile de communication. N'avons-nous pas le Grand Tronc, dont les opérations ont été pour notre pays d'un avantage incontestable et que l'on ne saurait mettre en doute? Car l'on sait que le Grand Tronc a plus contribué au développement de notre commerce et de la colonisation que tout ce que l'on avait pu faire avant l'établissement de cette voie ferrée. Montréal, l'opulente ville de Montréal, ne doit-elle pas en grande partie son accroissement et sa prospérité au Grand Tronc, aux chemins de fer?

A propos de Montréal, je me rappelle qu'un journaliste de cette cité s'est tout dernièrement servi d'une expression dans un magnifique article sur le chemin de fer du nord, qui peint bien notre position. "Les citoyens de Québec, écrivait le savant journaliste, font de puissants efforts pour construire le chemin de fer du nord et considèrent cette entreprise comme devant être la rédemption de Québec."

Ah! c'est bien là l'expression la mieux appliquée et la plus applicable au désolant état de choses dans lequel nous nous trouvons depuis longtemps. En effet, quand on sait que la plus grande industrie, la construction de vaisseaux, est presque la seule que nous avons eue à Québec, et qui depuis plus d'un demi-siècle alimente un tiers de notre population, menace de cesser complètement; quand on voit la solitude régner dans les vastes chantiers qui bordent la rivière Saint-Charles et les Foulons où, à une certaine époque, nous comptions 50 à 60 vaisseaux en construction, n'avons-nous pas raison, nous aussi, de dire que le chemin de fer du nord sera la rédemption de la ville de Québec, puisque cette voie ferrée doit contribuer au développement de nouvelles industries et à l'augmentation de notre commerce?

Est-il étonnant, en face d'un aussi triste état de choses, qu'un très grand nombre d'ouvriers ait émigré et que cette émigration se soit faite sur une échelle énorme depuis quelques années?

Si l'on croit que j'avance un fait incertain, que l'on constate le chiffre de la population de Québec il y a dix ans et celui d'aujourd'hui. D'après le recensement de 1860, la population de notre ville était de 51,108 âmes, si je suis bien informé, et celle d'aujourd'hui n'est que de 40,000 à 45,000 au plus. Je ne fais qu'affirmer ce qu'a avancé à une assemblée publique le député de Montmorency qui, lui, s'y connaît en fait de chiffres.

On peut encore mettre en doute cet avancé, mais le prochain recensement fera voir qu'il n'est malheureusement que trop fondé. Il est généralement admis qu'une population se double tous les douze ans et demi. Eh bien! M. l'Orateur, d'après ce principe, la population de Québec devrait être aujourd'hui de beaucoup au-delà des 51,108 âmes que nous comptons en

1860; cependant, comme je l'ai dit il n'y a qu'un instant, notre population n'est que de 40,000 à 45,000 âmes aujourd'hui.

A quoi donc, à quelle autre cause devons-nous attribuer cette diminution au lieu d'une augmentation de notre population, si ce n'est à cette émigration forcée de la classe d'ouvriers dont je viens de parler et qui se fait encore tous les jours? Il n'y a certainement pas d'autre cause à cette diminution de notre population, car les habitants de Québec, et surtout ceux de la division que je représente, sont aussi susceptibles d'augmenter leur population qu'aucune autre population de la province.

Cette question du Chemin de fer du nord n'est pas chose nouvelle pour nous. Comme chacun le sait, le projet d'une voie ferrée entre Québec et Montréal a été discuté dans la presse, dans des assemblées publiques et même dans la corporation de Québec avant l'acte du Parlement de 1853.

Ce fut quelque temps avant l'adoption de cet acte que le premier mouvement se fit à l'égard du Chemin de fer du nord. Déjà, à cet époque, Québec comprenait l'importance d'un si beau projet, mais, malheureusement, il est demeuré jusqu'à ce moment à l'état d'embryon et cela pour des causes connues d'un bon nombre, mais que je tairai ici, dans l'intérêt de la mesure.

Oui, Monsieur l'Orateur, ce beau projet a échoué comme tant d'autres ont échoué à Québec, comme le vaste et le hardi projet conçu en 1852 de bâtir un pont sur le Saint-Laurent entre la rivière Chaudière et le Cap-Rouge, comme celui des docks secs dans la rivière Saint-Charles. Hélas! je regrette de le dire, nous avons été ici fertiles en projets qui devaient faire de Québec ce qu'il devrait être, ce que la Providence a voulu qu'il fût, mais aucun de ces projets n'a réussi jusqu'à ce jour, si ce n'est celui du chemin Gosford qui, lui aussi, est destiné à contribuer grandement à notre prospérité, si comme nous l'espérons, cette ligne est continuée jusqu'au Lac Saint-Jean.

Maintenant, je me demande, avant de terminer, si nous réussissons à avoir ce chemin après les efforts que la compagnie a faits, après le vote libéral d'un million de piastres ou de huit cent mille piastres que la corporation de Québec doit donner après celui de Saint-Roch-Sud, les Trois-Rivières et d'autres municipalités; je me demande, dis-je si nous l'aurons enfin, ce chemin tant désiré? A cela je réponds: je l'espère. Car, en face d'une loi qui nous garantit deux millions d'acres de terres, en présence du million de piastres ou des huit cent mille piastres que la corporation de Québec devra voter et des autres sommes d'argent que la ville des Trois-Rivières et d'autres municipalités ont déjà votées ou sont sur le point de voter, j'ajoute que nous devons infailliblement l'avoir le Chemin de fer du nord, parce qu'il sera d'un intérêt immense, non seulement pour les villes de Québec, Trois-Rivières et Montréal, mais aussi pour toute la population agricole qui

habite le nord du Saint-Laurent entre Québec et Montréal.

Nous devons l'avoir, ce Chemin de fer du nord, parce qu'il donnera un nouvel élan à notre commerce, parce qu'il développera de nouvelles industries à Québec, propres à remplacer la construction des vaisseaux, si cette dernière doit un jour cesser entièrement. Nous l'aurons, cette voie ferrée, parce qu'elle sera une oeuvre nationale que plus de quatre cent mille âmes désirent ardemment et que ce serait plus qu'une faute si cette honorable Chambre nous refusait les moyens de l'avoir.

Avec ces quelques remarques, Monsieur l'Orateur, je voterai pour le concours du bill que j'ai appuyé.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Je ne veux pas m'opposer à l'adoption du bill du Chemin de fer du nord. Je désire proposer cependant un amendement par lequel je veux sauvegarder les droits des tiers. La succession Turcotte a le contrat pour la construction du chemin entre Trois-Rivières et les Piles. C'est ce droit que je veux protéger par mon amendement.

Je propose donc d'amender la première clause en y ajoutant le proviso suivant: que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la proposition, soit retranchés, et que les mots "le bill soit maintenant de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en ajoutant la clause suivante après la clause 22:

"23. Rien de contenu dans le présent acte n'aura l'effet de rendre invalides les droits acquis par des tiers contre ladite Compagnie du chemin de fer de la rive nord et de la navigation et des terres du Saint-Maurice", soient mis à la place.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Quand nous avons demandé les 1,500,000 acres de terres pour le chemin des Piles, le gouvernement nous a dit que ces terres étaient pour les deux chemins, celui du nord et celui des Piles. Mais tout est changé aujourd'hui par la nouvelle législation. Le gouvernement n'a pas voulu accepter ce contrat de M. Turcotte. Si, aujourd'hui, la Chambre adoptait la clause du député de Terrebonne, la Chambre donnerait 1,500,000 acres de terres à la famille Turcotte sur les 2,000,000 que le gouvernement a données au Chemin de fer du nord.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Combat les prétentions du député de Terrebonne.

M. L. R. CHURCH (Ottawa): Dit que quoi- que ayant appuyé l'amendement par courtoisie, il désire ne pas faire d'opposition au bill.

Et l'amendement, étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix.

Il est ordonné que le bill soit maintenant de nouveau renvoyé au comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en ajoutant la clause suivante après la clause 22 :

Clause 23. Rien de contenu dans le présent acte n'aura l'effet de rendre invalides les droits acquis par des tiers contre la dite Compagnie du chemin de fer de la rive nord et de la navigation et des terres du Saint-Maurice.

Le comité, après avoir étudié le bill, fait rapport et demande la permission de siéger à nouveau.

Accordé.

#### **The Montreal Young Men's Christian Association**

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer The Montreal Young Men's Christian Association".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

#### **Incorporation de la cité de Québec**

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec.

Adopté.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

#### **Compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal**

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour donner de nouveaux pouvoirs à la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal et pour d'autres fins.

UN DEPUTE: Objecte que le bill, tel que réimprimé, contient la clause suivante:

"Que la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal a le pouvoir d'étendre ledit chemin à lisses depuis un endroit quelconque le long de sa ligne dans la cité de Montréal, jusqu'au dépôt de la Pointe-Saint-Charles ou de Bonaventure".

Et que ladite clause a été introduite contrairement aux règles de cette Chambre, conférant des pouvoirs concernant les intérêts de la corporation de la cité de Montréal, et les droits privés des propriétaires qui y sont concernés, aucun avis n'ayant été donné tel que requis par

la 51e règle, et ledit avis n'étant pas contenu dans la pétition sur laquelle ledit bill est basé, — la recommandation du comité des ordres permanents, demandant la suspension de ladite règle, et adopté par la Chambre, ne pourrait s'appliquer qu'aux matières exprimées dans la pétition, et quant aux pouvoirs contenus dans ladite clause, aucun avis n'a été donné et aucune suspension de ladite règle n'a été faite.

M. L'ORATEUR: J'entretiens la même opinion que j'ai exprimée vendredi dernier, que l'objection n'est pas dans l'ordre, attendu que le comité des ordres permanents a fait rapport qu'il n'y avait pas de nécessité de donner des avis dans le cas actuel; lequel rapport a été adopté par la Chambre, et que les clauses insérées dans le bill, et qui n'ont pas été demandées par la pétition, n'interviennent pas dans les droits privés, et ne leur portent aucun préjudice, et, de plus, que la clause qui donne à la compagnie le pouvoir d'entrer dans la cité de Montréal est contenue dans la charte de la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal, qui est amendée par le présent bill.

Et la question étant de nouveau proposée, que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question, soit retranchés, et que les mots "de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre" soient mis à la place.

Adopté.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, après avoir étudié le bill, fait rapport et demande la permission de siéger de nouveau.

Accordé.

#### **Message du Conseil législatif:**

M. L'ORATEUR: M. l'Orateur du Conseil législatif informe l'Assemblée législative que le Conseil législatif a passé une adresse priant Son Excellence le lieutenant-gouverneur de vouloir bien transmettre à Son Excellence le gouverneur général l'adresse sur l'arbitrage, que le Conseil législatif a passée conjointement avec l'Assemblée législative, et que cette adresse sera présentée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur par les honorables messieurs de ce Conseil, qui font partie du Conseil exécutif, conjointement avec les députés qui seront nommés par l'Assemblée législative.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé:

"Acte pour amender les actes incorporant les soeurs de l'asile de la Providence de Montréal, et les autoriser à acquérir d'autres biens immeubles que ceux qu'elles possèdent et à en disposer," sans amendement.

Et de plus, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill intitulé: "Acte pour amender la loi relative à la cour du Recorder de la cité de Québec;

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Hôpital des femmes de Montréal."

### Arbitrage

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, appuyé par le représentant des Deux-Montagnes, (l'honorable G. Ouimet) que cette Chambre concoure dans l'adresse commune des deux Chambres à Son Excellence le gouverneur général, au sujet de l'arbitrage, en la manière que Son Excellence jugera convenable, et que le blanc en icelle soit rempli par les mots "et l'Assemblée législative", et que ladite adresse soit signée par M. l'Orateur, de la part de cette Chambre.

### Cour du Recorder de la cité de Québec

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender la loi relative à la cour du Recorder de la cité de Québec."

Adopté.

### Hôpital des femmes de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Hôpital des femmes de Montréal."

Adopté.

La Chambre interrompt ses travaux à six heures.

### Reprise de la séance à sept heures et demie

### Compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose que la Chambre, selon l'ordre du jour, se forme de nouveau en comité pour étudier le bill pour donner de nouveaux pouvoirs à la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal, et pour d'autres fins.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec un amendement.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Cour du Recorder de la cité de Québec

L'ordre du jour pour la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender la loi relative à la cour du Recorder de la cité de Québec", étant lu; lesdits amendements sont, en conséquence, lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

### Hôpital des femmes de Montréal

L'ordre du jour pour la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Hôpital des femmes de Montréal", étant lu;

Lesdits amendements sont, en conséquence, lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

### Compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska

M. E. J. HEMMING (Arthabaska): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender la charte de la compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska.

Le comité étudie le bill et en fait rapport avec un amendement.

M. E. J. HEMMING (Arthabaska): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.



### Limites de la municipalité de Saint-Jérôme

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour étendre les limites de la municipalité du village de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne.

Adopté.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour étudier ce bill.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la troisième lecture dudit bill.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Contrat de mariage White-Young

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour rendre légal un contrat de mariage passé entre Arthur Wellesley White et Caroline Charlotte Young.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

### Société amicale de Québec

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour prolonger l'incorporation de la Société amicale de Québec, et amender et refondre les divers actes concernant ladite société.

Adopté.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour étudier ce bill.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec des amendements.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### The Bishop's College

L'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte concernant The Bishop's College", étant lu;

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième

fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

### Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Licences

M. J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant les licences.

#### En comité:

1. Il est résolu que la somme de huit piastres sera payable aux corporations des cités de Québec et de Montréal, respectivement, pour chaque confirmation de certificat pour obtenir une licence pour détailler des liqueurs spiritueuses dans les limites desdites cités.

2. Que, excepté tel que mentionné plus bas, toutes les marchandises et effets mis en vente à un encan public ou à la criée dans cette province, et adjugés au plus offrant enchérisseur, seront sujets à un droit d'une piastre pour chaque cent piastres du prix auquel ils sont vendus, et en suivant la même proportion pour toute sommes moindre ou plus grande; et ce droit sera retenu et payé à l'officier du revenu qu'il appartient par l'encanteur, qui fait la

vente, à même les produits de la vente, en la manière ci-dessous mentionnée, et aux dépens du vendeur, à moins qu'il ne soit expressément stipulé que ce devra être aux dépens de l'acheteur, et que tel droit sera, en conséquence, ajouté au montant de son achat :

Mais les marchandises ou effets appartenant à la Couronne, et toutes les marchandises ou effets saisis par un officier public, en exécution et en vertu de quelque acte judiciaire d'une cour, ou comme étant confisqués, et toutes les marchandises et effets de personnes décédées ou appartenant à quelque communauté dissoute ou à quelque Eglise, seront exempts du droit susdit et pourront être vendus par encan, sans licence; ce droit ne sera pas payable sur les ventes par encan faites dans les districts ruraux, non pour des fins de commerce, soit par des habitants vendant leurs meubles, grains, bestiaux, et biens immeubles ou mobiliers, n'étant ni des marchandises, ni des fonds de magasin, lorsqu'ils changent de résidence ou qu'ils disposent de leurs effets.

Nul droit ne sera non plus payé sur les ventes par encan pour taxes municipales, en vertu du code municipal ou de tout acte concernant les municipalités;

Rien de ce qui est contenu dans cette résolution ne sera censé exempter de ce droit toute vente par encan de marchandises ou effets ou de quelque propriété que ce soit faisant partie du fonds de quelque débiteur insolvable, et vendus en conformité des dispositions de l'acte de faillite de 1869 ou de tout acte l'amendant ou en tenant lieu.

3. Que pour toute note ou mémoire qu'un prêteur sur gages est obligé de donner à la personne donnant des effets en gage lors de la mise en gage desdits effets:

Si la somme prêtée est d'une piastre ou plus, et moins de deux piastres, ledit prêteur sur gages pourra prendre un centin;

Si la somme prêtée est de deux piastres ou plus, et moins de cinq piastres, il pourra prendre deux centins;

Si la somme prêtée est de cinq piastres ou plus, et moins de vingt-cinq piastres, il pourra prendre quatre centins.

Si la somme prêtée est de vingt-cinq piastres ou plus, il pourra prendre sept centins.

4. Que pour chaque licence délivrée par un officier du revenu, il sera payé à cet officier du revenu, en sus du droit payable pour icelle, un honoraire d'une piastre par la personne à qui elle sera accordée.

5. Qu'il sera payé à l'officier du revenu par toute personne qui se munit d'une des licences ci-après mentionnées, les droits suivants respectivement, savoir: —

1. Pour chaque licence pour tenir une auberge, un hôtel ou une taverne, ou autre maison ou lieu d'entretien public et pour détailler de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, du vin, de l'aie, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs

vineuses ou fermentées, la somme de cinquante-cinq piastres, dans les limites municipales d'une cité, excepté les villes de Québec et Montréal, et quatre-vingts piastres dans les limites de chacune desdites cités; la somme de quarante-quatre piastres, dans les limites municipales d'une ville constituée en corporation; la somme de trente-neuf piastres, dans toute section organisée de la province en dehors de telle cité ou ville; et la somme de dix-neuf piastres, dans tout territoire non organisé en dehors des limites d'une municipalité;

Et si les deniers destinés par l'acte treize, quatorze Victoria, chapitre quatre-vingt-quatorze, à défrayer le coût de la nouvelle cour de justice à Montréal, produisent, en aucun temps, moins que le montant qu'ils produisaient à l'époque où ce fonds a été ainsi affecté, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra augmenter les taux du droit à payer pour toute licence pour tenir une auberge, taverne, ou autre lieu ou place d'entretien public pour détailler des liqueurs spiritueuses, vineuses ou fermentées dans le comté et la cité de Montréal, jusqu'à un montant n'excédant pas en totalité la somme de cent piastres pour chaque licence;

2. Pour chaque licence pour tenir une auberge, taverne ou autre maison ou lieu d'entretien public, et pour détailler du vin, de l'aie, de la bière et du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, mais non de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, dans toute section organisée de cette province, la somme de vingt et une piastres, et dans tout territoire non organisé, en dehors des limites d'une municipalité, la somme de dix-neuf piastres;

3. Pour toute licence pour tenir un "hôtel de tempérance", pour la réception des voyageurs et autres personnes, mais non pour y détailler de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, ni du vin, de l'aie, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, la somme de neuf piastres. 4. Pour chaque licence pour vendre ou détailler dans une boutique ou magasin de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, et du vin, de l'aie, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, en quantité de pas moins de trois demiards à la fois, dans toute section organisée de cette province, la somme de vingt-quatre piastres, et dans tout territoire non organisé en dehors des limites d'une municipalité, la somme de douze piastres;

5. Pour chaque licence pour détailler à bord d'un bateau à vapeur ou autre bâtiment, de l'eau-de-vie, du rhum, whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, du vin, de l'aie, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, la somme de trente-neuf piastres;

6. Pour chaque licence pour détailler à bord d'un bateau à vapeur ou autre bâtiment du vin, de l'aie, de la bière, du porter, cidre ou autres liqueurs vineuses ou fermentées, mais non de

l'eau-de-vie, du rhum, whiskey ou autres liqueurs spiritueuses, la somme de vingt et une piastres.

7. Pour chaque licence d'encanteur; la somme de vingt-cinq piastres, avec une somme additionnelle de quinze piastres pour chaque assistant, agent, serviteur ou associé qui y sera nommé;

8. Pour chaque licence séparée qui sera prise par un encanteur pour un ou deux assistants, agents, serviteurs ou associés, la somme de quinze piastres pour chaque tel assistant, agent, serviteur ou associé qui y sera nommé.

9. Pour chaque licence de colporteur ou de porte-cassette, pour un district judiciaire seulement, la somme de dix piastres, et pour tout district additionnel la somme de cinq piastres;

10. Pour chaque table de billard assujettie à la licence sous l'autorité du présent acte, lorsqu'il n'y en a pas plus que deux de tenues par la même personne et dans la même bâtisse, soixante-quinze piastres chaque; et lorsqu'il y en aura plus que deux de tenues ainsi, pour une troisième et une quatrième table, soixante piastres chaque, pour une cinquième et une sixième, cinquante piastres chaque, et pour chaque table au-delà de six, trente piastres chacune;

11. Pour chaque table de bagatelle, de trou-madame ou de mississipi, vingt-cinq piastres;

12. Pour chaque licence de prêteur sur gages, soixante-quinze piastres;

13. Pour chaque licence pour tenir une poudrière ou pour s'en servir, cinquante piastres, et pour chaque licence pour vendre ou emmagasiner pour vendre de la poudre, vingt piastres;

14. Pour chaque licence de passage d'eau (traverse), telle somme qui sera fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, d'après les dispositions de la loi à cet effet.

6. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, chaque fois qu'il le jugera nécessaire, pourra, par un règlement, fixer une somme moindre que celle qui doit être payée par toute licence mentionnée dans la résolution précédente, dans toutes localités éloignées ou peu peuplées, qui seront désignées dans ce règlement, pourvu que la somme à payer ne soit pas moindre que celle imposée par la cinquième section de l'acte impérial, quatorzième George trois, chapitre quatre-vingt-huit.

7. Que toute personne payant les droits ci-dessus mentionnés, pour tenir une maison ou lieu d'entretien public ou un hôtel de tempérance, ou pour détailler du vin ou de l'eau-de-vie, du rhum ou autres liqueurs spiritueuses, sera censée avoir acquitté le droit imposé par ladite cinquième section de l'acte impérial, quatorzième George trois, chapitre quatre-vingt-huit; mais si ledit acte impérial vient à être en aucun temps abrogé, cette révocation n'aura pas l'effet de réduire en rien lesdits droits sus-mentionnés.

8. Que tous les droits susdits seront payés et

remis par les officiers du revenu au trésorier de la province, et, sauf les dispositions contenues dans la résolution suivante, formeront partie du fonds consolidé de revenu, et toute telle proportion ou montant d'icelui que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra permettre ou ordonner de temps en temps, pourra être appliqué, sous la direction du trésorier, pour payer les dépenses incidentes occasionnées par la mise en opération du présent acte ou de tout autre acte qui l'amende, et à la poursuite de ceux qui l'enfreindront.

9. Qu'à même chaque somme par lui reçue pour toute licence mentionnée dans l'un ou l'autre des paragraphes un, deux ou trois de ladite résolution six, en faveur d'une personne résidant dans un township et dans une municipalité, le trésorier de la province aux temps et la manière que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil, payera au trésorier de cette municipalité la somme suivante, c'est-à-dire: si la licence est une de celles mentionnées dans ledit paragraphe un, la somme de dix-huit piastres, si dans le paragraphe trois, la somme de trois piastres et soixante centins.

10. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder à tout officier du revenu, en sus et de plus que son salaire ou sa rémunération, un supplément de traitement n'excédant pas cent piastres par année, pour frais de route.

11. Que, en fixant le salaire de tout officier du revenu en vertu de la section six de l'acte du département du Trésor, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra soit lui assigner un salaire fixe ou lui allouer un certain pourcentage sur les deniers qu'il aura perçus, ou une part des pénalités qu'il aura recouvrées, ou bien il pourra pourvoir à sa rémunération en combinant tous ces modes ou deux d'entre eux.

12. Que les amendes ou pénalités recouvrées pour infraction de la loi qui a rapport aux licences, et le revenu, seront employés de la manière suivante, savoir:

1. Si toute l'amende et le montant des frais ont été recouvrés, les deux tiers de l'amende appartiendront à l'officier du revenu et seront retenus par lui, mais sujets à l'obligation de payer l'un de ces deux tiers au dénonciateur; et la troisième part restante sera remise au trésorier et formera partie du fonds consolidé du revenu.

2. Si toute l'amende et les frais en entier n'ont pas été recouvrés, le montant perçu sera appliqué au paiement intégral des frais, et sur la balance deux tiers seront retenus par l'officier du revenu, à la condition de payer l'un de ces deux tiers au dénonciateur comme susdit, et la troisième partie restante sera remise au trésorier pour former partie du fonds consolidé du revenu.

#### Résolutions à rapporter

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): Fait rapport à la Chambre que le comité a passé plusieurs résolutions.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour refondre et amender les lois concernant les licences, et les devoirs et obligations des personnes tenues d'en être munies.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour la première séance de la Chambre, demain.

Il est ordonné que les résolutions concernant les licences qui ont été rapportées du comité de toute la Chambre aujourd'hui soient renvoyées au comité de toute la Chambre pour étudier le bill précédent.

### Code de procédure civile

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender certains articles du code de procédure civile, en ce qui concerne la manière de procéder devant les cours Supérieures et de Circuit.

Adopté.

### Commission des chemins à barrières de Québec

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte vingtième Victoria, chapitre cent-vingt-cinq, intitulé: "Acte pour diviser la Commission des chemins à barrières de Québec en deux commissions distinctes et pour établir d'autres dispositions pour cet objet."

Adopté.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Compagnie d'assurance mutuelle

L'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle," étant lu;

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour la première séance de la Chambre, demain.

### Département de l'Agriculture et des Travaux publics

L'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender de nouveau les actes concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics," étant lu;

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour la première séance, demain.

### Interpellations:

#### Terres de la couronne

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande au gouvernement s'il est vrai que des offres lui ont été faites pour l'acquisition d'une étendue considérable des terres publiques et, si tel est le cas, quelles sont ces offres.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit qu'il ne peut répéter que ce qu'il a dit déjà, lors de la présentation des résolutions concernant les chemins de fer; qu'il n'est nullement venu à sa connaissance que de telles offres aient été faites.

#### Chemins à barrières de la rive sud

M. O. PELLETIER (Bellechasse): Demande si c'est l'intention du gouvernement par ordre en conseil ou autrement d'obliger les syndics des chemins à barrières de la rive sud de Québec de définir et perfectionner la longueur voulue sur les chemins mentionnés dans la 8e section de l'acte 16 Vict, chap. 225, intitulé: "Acte pour permettre aux syndics des chemins à barrières de Québec d'émettre des débentures, etc.."

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que c'est l'intention du gouvernement que les compagnies retirent le plus d'argent possible et que leurs dépenses soient les moins fortes du monde.

#### Administration des terres de la couronne

M. P.-A. TREMBLAY (Chicoutimi): Propose qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. Tremblay, M. Craig, M. Gendron, M. Ross, M. Clément, M. Marchand, M. Mailloux, M. Roy, M. Verreault, M. Pozer et M. Pelletier, pour s'enquérir du mode d'administration des terres de la couronne et suggérer tels changements qu'il croira propres à faciliter l'établissement des terres publiques, ledit comité ayant le pouvoir de requérir la présence des personnes qu'il jugera en état de fournir des renseignements utiles, et de se procurer dans les départements publics et ailleurs les documents qui lui paraîtront indispensables à l'examen des questions qui lui seront soumises.

Il donne, pour raison de l'époque avancée de la session à laquelle il demande la formation d'un tel comité, qu'il a fait des démarches auprès du commissaire des Terres et qu'il a dû attendre sa réponse avant de demander l'action de la Chambre. Il faut remarquer que la vente de terres dans des endroits inaccessibles par le défaut de routes est dans tous les cas une source de revenus pour le gouvernement; que l'on ne doit pas être surpris que les colons ne puissent pas remplir les conditions lorsque les sociétés de colonisation, de l'aveu du commissaire lui-même, avec les avantages procurés par le gou-

vement, ne peuvent remplir ces conditions.

Si, sur des terres dans un parfait état de culture, les habitants ne peuvent vivre et sont obligés d'émigrer aux Etats-Unis, on ne peut s'étonner que des colons qui ont à opérer la destruction d'une épaisse forêt et qui se trouvent dans des endroits éloignés des grands centres de commerce ne puissent remplir les obligations qui leur sont imposées. Il est surprenant même que tous ne laissent pas un pays où si peu d'avantages leur sont offerts.

Dans le Haut-Canada et les Etats-Unis, on donne les terres; quelle raison peut-on alléguer pour refuser un délai aux colons du Bas-Canada pour le paiement de leurs terres? Le système seigneurial lui paraît préférable au système actuel. Sous l'ancien système, les meilleures terres, celles qui bordent le Saint-Laurent, ont été concédées pour un prix purement nominal, sans aucune condition coercitive quant à l'occupation, et en accordant souvent des délais prolongés pour le paiement de rentes légères.

Les premiers colons qui ont établi le Haut-Canada ont reçu des secours en provisions pour deux ans. Dans les seigneuries, le bois était une source de revenus pour l'habitant.

Aujourd'hui, le gouvernement a pour défrayer ses dépenses les produits de nos forêts.

Si on pouvait se former une juste idée des misères et des privations auxquelles sont assujettis les colons, on les traiterait certainement avec beaucoup plus de ménagement. Les conséquences de ces privations sont telles dans le comté de Chicoutimi que la plupart des colons de 40 à 45 ans sont presque entièrement ruinés de santé.

L'honorable procureur général, qui a visité le Saguenay l'année dernière, qui a fait, il y a quelques jours, une peinture si magnifique de cette partie du pays et qui en a si bien compris les besoins, aurait pu ajouter avec quelle avidité, avec quelle satisfaction les paroles d'encouragement qu'il a prononcées en cette circonstance ont été accueillies par les colons, combien ces colons étaient heureux d'apprendre qu'enfin le gouvernement allait mettre un terme à leurs souffrances en leur procurant des voies de communication.

Au sujet des actes de rigueur des commissaires des terres dont il s'est plaint, il cite le témoignage du révérend M. Boily, curé des Escoumins, qui l'informe que le commissaire a exigé un chelin par corde sur du bois valant environ trois à quatre chelins la corde à l'endroit d'où on l'expédie pour le marché de Québec, ce bois ayant été coupé dans des forêts en grande partie incendiées. C'est là un impôt énorme dont on charge une classe de colons extrêmement pauvres. Il y a deux ans, un comité de la Chambre a recommandé de réduire à 5 par cent les droits fixés à 10 par cent par le commissaire sur les bois de construction. Ce rapport a été approuvé par la Chambre; le commissaire n'en a tenu aucun compte. Les colons qui vont chercher à 10 ou 12 milles ces

bois de construction sont encore obligés de donner dix morceaux de bois sur chaque cent morceaux transportés sur les bords de la rivière Saguenay.

Bien qu'il n'y ait pas d'érablières dans le Saguenay, cependant, dans l'intérêt des comtés où il y en a, tels que les comtés de Bellechasse, l'Islet, Témiscouata, etc., il ne peut s'empêcher de remarquer que l'impôt d'environ 25 par cent sur cette industrie est bien trop pesant. Encore là, c'est le pauvre qui souffre; on va le priver d'un article de nécessité que la modicité de ses moyens ne lui permet pas de se procurer ailleurs. Il se croit donc obligé de déclarer qu'il y a danger de laisser à la merci d'un seul homme les intérêts d'une population aussi nombreuse que celle qui occupe les terres de la couronne. Ne serait-il pas prudent de décider qu'aucune confiscation de terre n'aura lieu sans le consentement du ministre de la Colonisation qui, bien plus que le commissaire des Terres, peut et doit exercer un contrôle sur la colonisation du pays?

Il croit devoir réitérer ses protestations contre l'imposition de \$3 pour un certificat qui ne comprend pas plus de 3 à 4 lignes d'écriture. Il remarque en passant que l'honorable premier ministre se trouve dans la condition de la plupart des colons du Saguenay, excepté, bien entendu, quant à la fortune. L'honorable premier ministre possède dans le Saguenay un lot sur lequel il n'a point rempli toutes les conditions d'établissement.

Il espère que son collègue le commissaire sera indulgent et qu'il ne lui fera pas subir la loi de confiscation, parce qu'il ne doute pas que l'honorable premier ministre aurait rempli ces conditions si ce lot eût été accessible.

A l'appui de ses remarques, il donne lecture d'une requête adressée par le révérend Racine, de Chicoutimi, et cinq autres curés du comté, dans laquelle il est fait mention de l'état de misère où se trouvent un grand nombre de familles par suite du terrible incendie du 19 mai dernier, de l'impossibilité pour ces familles de payer ce qu'elles doivent au gouvernement, et aussi du fait que plusieurs colons effrayés des menaces qui leur ont été faites, et dans la crainte de perdre leurs terres, ont été obligés de donner l'argent qu'ils devaient à la charité publique et au moyen duquel ils espéraient pouvoir rebâtir leurs demeures.

M. E. MAILLOUX (Témiscouata): Monsieur l'Orateur, je crois devoir profiter de l'occasion que me fournit la demande de l'honorable député de Chicoutimi, pour dire au gouvernement et à cette honorable Chambre que j'ai été grandement surpris d'apprendre que, le printemps dernier, notre gouvernement a cru devoir imposer une taxe sur l'exploitation du sucre d'érable. Le comté que j'ai l'honneur de représenter a cru devoir prendre l'initiative et protester par de nombreuses requêtes contre

l'imposition d'une telle taxe, requêtes que j'ai eu l'honneur de soumettre à Son Excellence le lieutenant-gouverneur.

Monsieur l'Orateur, je ne ferai pas ici l'histoire du pauvre colon. Qui ne connaît la grande misère qui l'accompagne dans la forêt, travaillant du matin au soir, courbé sous le fardeau, et voyant sa pauvre compagne l'aider et travailler avec lui par une chaleur intense? Et qu'ont-ils pour se nourrir? Quelquefois un pauvre pain noir, quelquefois des patates seulement. Hélas! Ce pauvre colon, cette pauvre mère de famille avaient quelque chose pour aider à manger un pain noir, pour le rendre meilleur, le sucre. Et qu'a fait le gouvernement? Il a imposé une taxe sur l'exploitation de ce qui est nécessaire à la vie du pauvre colon. Je crois devoir, Monsieur l'Orateur, protester contre une telle taxe et prier le gouvernement de l'abolir. Un autre fait sur lequel je crois devoir attirer votre attention est celui-ci. A venir jusqu'à il y a deux ans, on pouvait obtenir une patente pour un lot de terre en fournissant un certificat, assermenté devant un juge de paix, que les conditions voulues étaient remplies, et on ne payait rien pour ce certificat. Mais depuis ce temps, le gouvernement a imposé une taxe de trois piastres sur ce certificat. Je crois aussi protester contre cette taxe.

Quand un malheureux colon a vendu ce qu'il possède, jusqu'à ce qui lui est d'une absolue nécessité, pour payer son lot de terre, il est regrettable qu'il soit encore tenu de payer cette taxe, et comment pourra-t-il la payer? Ah! si l'on connaissait les misères du pauvre colon, le gouvernement n'agirait pas ainsi. J'espère que le gouvernement voudra bien prendre ces quelques remarques en bonne politique et qu'il comprendra que je parle ici au nom des pauvres et malheureux colons et de pauvres familles qui souffrent et auxquels, il me semble, on ne rend pas assez justice.

Quand l'autre jour j'ai demandé au gouvernement de vouloir bien déduire le prix des terres de la couronne dans les endroits où il se rencontre de mauvaises terres, des rochers et des savanes, j'ai été peiné de la réponse que m'a faite l'honorable premier ministre, surtout de la manière acerbe avec laquelle il m'a donné cette réponse. Cependant, je ne désespère pas et je suis convaincu que le gouvernement accordera la diminution demandée et rendra justice.

M. P.-G. VERREAULT (L'Islet): Remarque que le gouvernement a cru devoir imposer une

taxe de \$7 par mille érabes entaillés sur les terres de la couronne. Il regrette cette mesure qui n'est point de nature assurément à gonfler le trésor provincial, mais qui aura pour effet certain de paralyser une belle industrie, une industrie nationale. On ne se fait guère une idée des misères et des frais que demande la confection du sucre. Lorsque le colon, du reste peu fortuné, aura prélevé \$7 sur ses profits, la balance lui restant sera simplement de nature à le décourager. Ce fait est bien connu, l'entaille ne cause aucun tort aux érabes. Si le gouvernement veut à tout prix faire acte de possession dans les érablières, qu'il établisse un droit purement nominal, mais le droit actuel est exagéré. Il espère que le gouvernement comprendra que cette imposition est pour le moins inopportune et qu'il ne voudra pas perdre de son mérite comme ami de la colonisation, en considération d'une mesure dont les résultats seraient si peu appréciables.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement ne peut changer ses règlements et qu'il sera heureux de faire quelques exceptions en faveur des incendiés du Saguenay.

Il ne peut laisser passer cette motion; l'honorable député pour Chicoutimi pourra présenter les questions qu'il a soulevées devant le comité de l'agriculture et de colonisation.

La Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bachand, Clément, Joly, La-fontaine, Lavallée, Marchand, Mailoux, Molleur, Pelletier, Pozer, Tremblay et Verreault: 12.

CONTRE: MM. Bellerose, Bergevin, Bessette, Chapais, Chapleau, Chauveau, Coutlée, Craig, De Lotbinière-Harwood, Desaulniers (Maskinongé), Desaulniers (Saint-Maurice), Dugas, Gaudet, Gendron, Hearn, Hemming, Irvine (sol. gén.), Jodoin, Laberge, LaRue, LeCavalier, Ouimet (proc. gén.), Picard, Rhéaume, Robert, Robertson, Roy, Simard et Thérien: 29.

Ainsi la question est résolue dans la négative.

La Chambre s'ajourne à onze heures.

## Séance du 20 décembre 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures et trente.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Hemming la pétition de Louis Bouffard et autres, des townships de Chester-East et Halifax.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De messieurs Wm. Darling et Cie. et autres, de la cité de Montréal; demandant l'abrogation de la 2e section du chap. 27 de la 33 Vict. de la province de Québec, concernant l'emmagasinement de la poudre dans et près les cités de Québec et Montréal.

De John Sharpies et autres, de la province de Québec; demandant des amendements au code municipal.

Du conseil de ville de la ville du Portage-du-Fort, comté de Pontiac; demandant un octroi de terres pour un chemin de fer sur la rive nord, de Québec à la Rivière-Creuse.

De E.-R. Demers et autres de J.-B. Chevalier et autres, tous du comté d'Iberville et de Théo. Arpin et autres, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville; demandant respectivement l'abolition du Conseil législatif.

### Licences

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour refondre et amender la loi concernant les licences, et les devoirs et obligations des personnes tenues d'en être munies.

Adopté.

En comité :

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Au sujet de la clause qui décrète une amende contre tout marchand de liqueurs vendant des spiritueux à une personne après avoir été notifié par le mari, la femme, le frère ou la soeur de celui auquel la boisson aura été vendue, de cesser les ventes; il dit qu'elle est tyrannique et ne manquera pas de donner lieu à des persécutions continues et contre les vendeurs de liqueurs et contre certains acheteurs, et que d'ailleurs cette clause ne pourra jamais être mise sérieusement à exécution.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Soutient l'opinion contraire et propose de soumettre les détailliers de boissons aux pénalités décrétées par ce bill seulement en autant qu'ils vendront avec connaissance de cause des liqueurs à un ivrogne.

L'HONORABLE G. OUIMET (Deux-Montagnes): Combat les prétentions du représentant de Terrebonne (M. Chapleau). Ne réussissons-nous qu'à sauver une ou deux familles du déshonneur et de la misère, nous aurions fait un acte très méritoire aux yeux du pays! Nous ne devons reculer devant aucun moyen pour empêcher qu'une foule de gens destinés à faire de bons citoyens ne deviennent des êtres scandaleux et nuisibles à la société; nous devons faire tous nos efforts pour faire disparaître le triste et honteux spectacle que présentent nos cours de Recorder, devant lesquelles comparaissent tous les jours une foule de misérables dégradés par l'ivrognerie.

La clause est adoptée.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Critique la disposition qui porte de cinquante à quatre-vingts piastres le prix des licences exigées des détailliers de boissons; l'honorable trésorier se trompe grandement s'il espère par ce moyen augmenter les revenus provenant des licences. Actuellement, les neuf dixièmes de ceux qui prennent licence ont peine à les payer. Si donc on augmente le prix, il arrivera que les revenus de la province diminueront, tandis que le nombre des hôteliers vendant des liqueurs sans licence augmentera en proportion.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose qu'une liste des ivrognes d'habitude soit donnée à chaque hôtelier.

Le comité fait rapport de quelques progrès et demande la permission de siéger à nouveau. Accordé.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement:

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie des pouvoirs d'eau de Sherbrooke".

Bill intitulé: "Acte pour rendre permanent un certain acte y mentionné, concernant les magistrats de police".

Bill intitulé: "Acte pour diviser le comté de Stanstead en deux divisions d'enregistrement".

Rapport de comités:

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés. Voici ce rapport:

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Lévis et y a fait divers amendements, qu'il soumet à votre honorable Chambre.

La Chambre interrompt ses travaux à six heures.

Reprise de la séance à sept heures et demie.

#### Contrat de mariage White-Young

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour rendre légal un contrat de mariage passé entre Arthur Wellesley White et Caroline Charlotte Young.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Bill contre les maisons de prostitution

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour autoriser le conseil de la cité de Montréal à passer des règlements pour empêcher les propriétaires et autres de louer leurs maisons ou de les faire occuper pour objets de prostitution.

Adopté.

#### Incorporation de la ville de Lévis

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Lévis.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Licences

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill pour refondre et amender la loi concernant les licences, et les devoirs et obligations des personnes tenues d'en être munies.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec des amendements.

#### Aide aux chemins de fer

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Avant de demander au comité d'adopter les résolutions concernant les che-

mins de fer, je dois faire quelques remarques au sujet de notre ligne de conduite. Après mûre délibération, nous n'avons pas jugé à propos de la changer.

Il semble qu'en face de nos concessions de terres aux chemins de fer, et de nos subsides considérables aux chemins à lisses de bois, l'on ne devrait pas nous taxer de manque de libéralité. Il semble aussi que notre conduite libérale ait fait naître beaucoup de désirs. De toutes parts, on nous demande des secours et si nous accédions à toutes les requêtes, il ne resterait bientôt plus au gouvernement un seul arpent de terre.

On dit que nous avons manqué de justice à l'endroit des townships de l'Est et que cette partie du pays n'a pas reçu du gouvernement l'attention que nous avons donnée à la Côte-

Nord et quelques personnes, qu-

croire sérieuses, ont même prétendu que nous agissions sous l'empire de préjugés de nationalité. Mais peut-on franchement lancer une telle accusation? Oublie-t-on que, dans cette partie du pays, les nationalités sont mêlées et qu'il serait impossible de nuire aux Canadiens sans préjudicier aux intérêts de la race anglaise? Du reste, le gouvernement n'a-t-il pas donné une immense étendue de terre au pays que traverse le Canada central et où la population anglaise est très nombreuse.

Il blâme fortement ceux qui prennent occasion pour soulever certains préjugés nationaux. Il déclare que si le chemin de Mégantic et de Saint-François n'a pas obtenu une allocation de terre, ce n'est aucunement parce que cette ligne ne bénéficiera qu'à des Anglais, puisqu'elle devra traverser une région en grande partie habitée par des Canadiens français. Rien de plus injuste que ce reproche que l'on fait de temps à autre aux Canadiens. On ferait mieux de se rappeler qu'en toutes circonstances, ils ont donné des marques d'estime et de sympathie à leurs concitoyens anglais et que même à plusieurs reprises des comités canadiens-français ont été représentés au Parlement par des députés d'origine britannique. Mais encore une fois, je ne crois pas que l'on fasse sérieusement ce reproche.

Il y a un point qu'on oublie en considérant les nouvelles entreprises; c'est qu'elles ne sont pas sur le même pied.

La Compagnie du chemin de fer du Nord et celle du Canada central avaient des droits acquis avec lesquels le gouvernement devait compter. Il a transigé avec les compagnies qui veulent construire ces chemins et, en échange de leurs droits, il leur a accordé une nouvelle concession de terres, moins considérable que celles auxquelles elles avaient droit. Voilà la position. Quant aux autres entreprises, le gouvernement les a traitées avec une libéralité qui lui a valu les éloges de la Chambre et de tout le pays. Que l'on se rappelle que nous avons mis quatre compagnies au sud du fleuve à même d'obtenir un subside pour des chemins à lisses de bois et



que la longueur totale de ces voies est de 349 milles, dont le subside annuel s'élève à \$52,000.

Si l'on jette les yeux sur le tableau suivant, l'on verra que la côte sud n'est pas trop mal partagée en ce qui regarde ces chemins. Voici ce tableau :

A.- Le Chemin intercolonial de Saint-François et de Kennebec (de M. Pope) allant de Sherbrooke à la ligne de la frontière par Lennoxville, Newport, Ditton, Chesham et Clinton, long de 61 milles, subside annuel: \$9,150.

A I. - Do do seconde ligne, via Eaton, Berry, Hampden, Whilton et Ditfield, long de 64 milles, subside de \$9,600.

B. - Chemin de Sherbrooke, des Cantons de l'Est et de Kennebec (de M. Robertson), allant de Sherbrooke à la rivière Chaudière par Westbury, Dudswell, Weldon, Stratford, Winslow, Aylmer et Dorset, 74 milles, subside de \$11,100.

C. - 1ère section du chemin de Sorel, Drummond et Arthabaska, partant de Sorel et passant par Grantham, Acton, Roxton, Waterloo et Knowlton - 74 milles, subside de \$11,100.

2e section, allant de Grantham à Arthabaska - 34 milles, subside de \$5,100.

3e section, allant de Drummondville à Melbourne - 20 milles, subside de \$3,000.

D.-Chemin de Lévis et Kennebec, passant par Saint-Henri, Saint-Antoine, la vallée de la rivière Chaudière et celle de la Rivière-du-Loup, 86 milles, subside de \$12,900.

Tous ces chemins réunis forment une longueur totale de 413 milles, et le gouvernement s'engage à leur payer un subside annuel de \$6,950, c'est-à-dire un intérêt de 3 p.c. sur un capital de \$5,000 pour chaque mille de chemin.

En déduisant des chiffres plus haut donnés la longueur du chemin de Mégantic et Saint-François et le subside alloué à cette ligne, il reste encore 349 milles de chemin qui recevront une allocation annuelle de \$52,340, représentant un capital de \$872,500.

Tels sont les chemins de la rive sud. Il ne faut pas oublier que le Grand Tronc traverse cette partie du pays et qu'elle est sillonnée par d'autres chemins. La Côte-Nord n'a aucun chemin, si ce n'est celui de Gosford et il est temps qu'elle ait sa part de secours du gouvernement.

Nous ne pouvons donc pas faire droit à toutes les demandes qui nous arrivent de tous côtés et nous verrons une autre année ce qui nous est possible de faire. Comme je l'ai dit, nous ne changerons point la résolution qui concerne le chemin intercolonial de Saint-François et Mégantic. A l'égard de cette entreprise, le gouvernement a décidé que si, aux prochaines élections, le pays approuve sa politique à l'égard des chemins de fer et ses concessions de terre, au lieu de donner un subside à cette compagnie Intercoloniale de Saint-François et Mégantic, nous lui accorderons des terres prises dans la vallée du Saint-Maurice. Nous tenons à notre

politique de ne point donner de terre dans le voisinage de celles qui se colonisent actuellement.

Il lit ensuite le memorandum suivant qui renferme la décision du gouvernement au sujet du chemin de fer de Saint-François et Mégantic.

"Le gouvernement ne peut point pendant la présente session recommander d'autres octrois de terres à des compagnies de chemin de fer.

Le gouvernement a pris en considération la demande de la compagnie du chemin de fer International de Saint-François et Mégantic pour un octroi de terre à la place du subside qui est proposé, et est prêt à dire que si aux prochaines élections l'opinion publique se prononce en faveur de sa politique au sujet des chemins de fer, il recommandera à la Législature à sa prochaine session, si la compagnie le demande, un octroi de terres dans le territoire arrosé par le Saint-Maurice ou ses tributaires, sur la ligne d'exploration et au-delà des espaces actuellement engagés pour l'exploitation des bois, cet octroi devant être accepté par la compagnie au lieu de son subside, la compagnie devant faire voir dans l'ensemble qu'elle pousse de bonne foi les travaux nécessaires à la construction du chemin."

Je demande maintenant à la Chambre de se former de nouveau en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant l'aide à être accordée à certaines lignes de chemins de fer en cette province.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Dit que tout en approuvant les résolutions originales, il est heureux de voir qu'elles ont été modifiées. Personne plus que lui ne désire non pas qu'on favorise seulement les chemins à lisses de bois car ce serait encourager un seul chemin et il y en a plusieurs à construire, mais il est d'avis que le gouvernement aurait dû accorder des subsides au chemin de Bolton, qui ne le cède pas en importance aux autres chemins.

M. E.J. HEMMING (Arthabaska): Demande aussi une allocation en faveur du chemin à lisses des mines de M. Huntingdon.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Dit que la compagnie dont il est le président ne demande pas un subside en argent pour prolonger le chemin Gosford jusqu'au Lac-Saint-Jean. Nous sommes reconnaissants de ce que le gouvernement a fait pour nous, et nous ne voulons pas, par nos exigences, gêner les projets des autres. Nous serions heureux de voir le gouvernement mettre le chemin de Bolton sur le même pied que les autres.

M. J. ROSS (Compton): Demande à l'honorable député de Brôme si le gouvernement n'a pas fait des promesses aux contracteurs du chemin de Bolton.

L'HONORABLE C. DUNKIN (Brôme): Ré-

pond que les promoteurs de l'entreprise n'ont reçu de lui que des sympathies personnelles.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit positivement que le gouvernement n'a jamais donné aucune promesse ou garantie.

M. J. ROSS (Compton): Admet que la conduite du gouvernement est bien libérale, mais il n'en regarde pas moins fondées les réclamations en faveur du chemin de Bolton.

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Dit que l'exploitation des mines est une source de richesses pour un pays, et que, sous ce rapport, le nôtre est aussi privilégié que plusieurs autres. Mais ce qui fait défaut, ce sont les moyens de tirer avantage de ces mines et un des plus grands obstacles, c'est le manque de voies ferrées pour le transport du minéral. Il recommande fortement au gouvernement de prendre les moyens d'aider l'exploitation de nos richesses minières.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): Se prononce en faveur de l'adoption par le gouvernement de moyens propres à encourager l'exploitation des mines.

M. C. POZER (Beauce): Demande, dans le cas où le chemin de Lévis voudrait abandonner son subside pour avoir ces terres, si le gouvernement y consentirait.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond affirmativement.

La proposition est adoptée.

#### En comité:

Il est résolu: 1. Qu'il est expédient d'autoriser le lieutenant-gouverneur en conseil à accorder à la Compagnie du chemin de fer de la rive nord et de la navigation et des terres du Saint-Maurice, pour la construction du chemin de fer de la rive nord de Québec à Montréal, celui du chemin des Piles et pour l'établissement d'une ligne de bateaux à vapeur sur le Saint-Maurice, tel que mentionné dans le statut de la province du Canada, intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer et de la navigation du Saint-Maurice", deux millions d'acres de terre à être choisis par égale proportion quant à la quantité et à la qualité avec ceux qui seront accordés pour la construction d'un chemin de fer de Montréal à Aylmer, dans les étendues de territoire ci-après décrites.

Ces terrains étant désignés sur la carte ci-annexée par les lettres, A, B, C, D, et contenant conjointement une superficie de 3,203,500 acres.

#### Bloc A

Le territoire compris sous cette désignation, se trouvant situé dans le comté de Pontiac, à

l'extrémité occidentale de cette province, et étant traversé par la branche principale de la rivière Ottawa et par celle dite de la rivière Abitibi, est borné comme suit, savoir:

A commencer au point d'intersection du méridien de l'embouchure de la Rivière-Blanche, sur le lac Témiscamingue, avec l'arrière ligne de la réserve des Sauvages, située entre cette dernière rivière et le Lac-des-Quinze, au point A, tel qu'indiqué sur la carte ci-jointe; de là en prolongeant cette ligne méridienne la distance de 31 milles environ jusqu'à la hauteur des terres qui séparent les eaux du Saint-Laurent de celles de la baie d'Hudson, jusqu'au B; de cet endroit en suivant une ligne courant nord 71° est astronomiquement, la distance de 64 milles, jusqu'en C; de là, dans une direction vrai sud, la distance de 60 milles, jusqu'à D, d'où, en suivant la course ouest astronomique la distance d'environ 23 milles, jusqu'à l'intersection de la baie la plus méridionale du lac Mipizowaja au point E; puis côtoyant la rive est et nord dudit lac et celle du Lac-des-Quinze jusque vis-à-vis de l'endroit où il se décharge par la rivière du même nom, au lieu désigné par la lettre F, ensuite remontant dans une direction générale nord, jusqu'en G, au poteau planté par l'arpenteur Charles Bouchette en 1854, pour marquer l'angle nord-est de la réserve des Sauvages précitée; puis suivant la limite nord de ladite réserve jusqu'à son intersection avec le méridien de l'embouchure de la Rivière-Blanche, au point du départ en A, distance d'environ 15 1/2 milles.

Ledit bloc A, comprenant une étendue de territoire de 1,827,400 acres en superficie, le tout tel qu'indiqué sur la carte ci-jointe.

#### Bloc B

Le terrain ainsi désigné, comprenant l'île du lac Edouard, et arrosé par la rivière Batiscan et celle dite à Pierre, étant située partie dans le comté de Portneuf, et partie dans celui de Québec, est borné comme suit, savoir:

A commencer à la lettre A, sur le plan ci-annexé, au point d'intersection de la ligne d'exploration tirée durant l'été 70, par l'arpenteur Ignace Déry, avec la rive nord de la rivière à Pierre, de là, suivant cette même ligne déjà établie sur la course nord 45° ouest, astronomiquement, jusqu'à la rencontre de la rivière Batiscan, distance de 10 milles et 35 chaînes, et poursuivant dans la même direction la longueur de 9 milles environ jusqu'à la ligne d'exploration tracée par MM. les arpenteurs Eugène Casgrain et H. Legendre, en 69, au point B, de là angle droit en suivant ladite ligne d'exploration la distance d'environ trois milles jusqu'au D, à la jonction avec le bras sud-ouest de la Batiscan dite rivière Jeannotte, et remontant la rive gauche de ladite rivière et suivant ses sinuosités jusqu'à son origine dans le lac Edouard, et longeant la rive sud de ce lac jusqu'à son extrémité orientale, et remontant jusqu'à sa source (à l'endroit marqué D) la

petite rivière qui s'y décharge en cet endroit. De ce point ledit bloc devant être limité vers le nord par une ligne courant vrai est environ 2 milles jusqu'au point E, situé à 6 milles à angle droit du cours général de la rivière Metabetchoun, puis à cette distance suivant parallèlement dans une direction sud et sud-ouest le cours et les sinuosités de ladite rivière jusqu'au lac aux Rognons, et ensuite, en prolongation à la même distance de 6 milles, une ligne parallèle au tracé de la continuation du chemin de Gosford, établi par l'arpenteur E. Casgrain, jusqu'à la rencontre de la rivière à Pierre au point F, et descendant le cours de ladite rivière jusqu'à l'intersection de la ligne d'exploration de M. Déry, au point de départ déjà décrit.

Ledit bloc B, tel que désigné au plan ci-annexé, formant une étendue de territoire comprenant 319,440 acres.

### **Bloc C**

Situé dans le comté de Montcalm, borné comme suit, savoir:

A commencer à dix milles de l'angle nord-ouest du canton Doncaster, sur la ligne de division entre les comtés d'Argenteuil et Montcalm, de l'angle nord-ouest du canton projeté d'Archambault, au point A, sur la carte ci-jointe, suivant ladite ligne, et en continuation celle divisant les districts de Montréal et d'Ottawa, jusqu'à la rencontre de la branche principale de la Rivière-Rouge, distance d'environ 26 milles en B; de là en remontant le cours de ladite branche principale jusqu'à un point d'intersection avec la ligne entre les comtés de Montcalm et de Joliette en C. De cet endroit, suivant cette ligne sur la course astronomique sud 45, est, la distance de 34 1/2 milles, jusqu'à l'angle nord-est du canton projeté de Lussier, à environ dix milles de l'angle nord-est de celui de Chilton en D. Ensuite, suivant l'arrière-ligne desdits cantons projetés de Lussier et Archambault, la distance de 20 milles, jusqu'au point de départ en A.

Ledit bloc C, comprenant une étendue de 371,200 acres en superficie.

### **Bloc D**

Cette étendue de territoire située sur la rivière Est de la rivière Saint-Maurice, en partie dans le comté de Champlain, et en partie dans celui de Chicoutimi, est bornée comme suit, savoir: commençant à l'embouchure de la Grande-Rivière-Pierriche, sur le Saint-Maurice, à environ 10 chaînes du 64<sup>e</sup> pôleau de milles, planté par l'arpenteur Bignell en 1848, lors de son relevé de cette dernière rivière au point A sur la carte ci-annexée; de là, suivant le méridien de l'embouchure de ladite Grande-Rivière-Pierriche, la distance de 37 milles jusqu'au B, de cet endroit à angle droit avec ledit méridien, sur la course ouest astronomique, la distance de 37 milles à peu près jusqu'à la rencontre de la rivière Saint-Maurice en C.

D'où, descendant la rive gauche de ladite rivière et suivant toutes ses sinuosités dans une direction générale sud et sud-est, jusqu'au point de départ à l'embouchure de ladite Grande-Rivière-Pierriche, à l'endroit marqué A et déjà décrit.

Ledit bloc II comprenant une étendue de 685,460 acres en superficie, le tout tel que figuré sur la carte ci-annexée.

Qu'il convient que ledit octroi de terre soit fait aux conditions suivantes:

1. Que le gouvernement ne soit tenu de faire ledit octroi que lorsque lesdits chemins de fer auront été complétés et mis en opération à son entière satisfaction et que la navigation à vapeur sur le Saint-Maurice aura été mise en opération.

2. Qu'il soit cependant loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il sera établi que ladite compagnie procède avec activité à la construction de ses travaux, de lui accorder à mesure que vingt-cinq milles de chemin auront été faits, un octroi de terre correspondant à cette étendue.

3. Que le gouvernement nommera un tiers des directeurs de la compagnie sans tenir compte toutefois des directeurs ex-officio; mais qu'aucune cité, ville ou municipalité ne puisse être représentée dans ladite compagnie par un plus grand nombre de directeurs que le gouvernement.

4. Que tous les octrois de terre accordés à ladite compagnie ou à la compagnie du chemin de fer et de la navigation du Saint-Maurice par les différents actes passés par le Parlement de la ci-devant province du Canada, et le subside accordé pour la construction d'un chemin à lisses de bois entre les Trois-Rivières et les Grandes-Piles par "l'acte de subvention des chemins à lisses de colonisation de 1869", soient révoqués.

Qu'il est expédient d'accorder à la compagnie de la colonisation du nord de Montréal, pour la construction d'un chemin de fer de Montréal à Aylmer, par la rive nord de l'Ottawa, dix mille acres de terres par mille dudit chemin de fer; lesdites terres à être choisies en proportion correspondante quant à la quantité et à la qualité avec celles qui seront accordées à la compagnie du chemin de fer de la Rive Nord, en vertu de la première résolution, dans les territoires décrits dans ladite résolution.

Que cet octroi devra être fait aux conditions suivantes :

1. Que le gouvernement ne sera tenu d'octroyer lesdites terres que lorsque le chemin de fer entre Montréal et Aylmer sera complété et en opération.

2. Que ledit chemin de fer soit relié à celui de la rive nord de Québec à Montréal, mentionné dans la première résolution, à un point qui sera fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

3. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, à mesure que ladite compagnie aura fait vingt-cinq milles de chemin, de lui faire un octroi proportionnel

de terres pour cette étendue, et que pour cet objet, les travaux de ladite compagnie soient divisés en deux sections, la première s'étendant de Montréal à Grenville, et la seconde, de Grenville à Aylmer; les octrois à être faits dans la première section ne devant être faits que sur le pied de cinq mille acres par mille et la balance ajoutée aux octrois pour la seconde section.

4. Qu'un tiers des directeurs de la compagnie soit nommé par le gouvernement, sans tenir compte cependant des directeurs ex-officio; mais qu'aucune cité, ville ou municipalité ne puisse être représentée dans ladite compagnie par un plus grand nombre de directeurs que le gouvernement.

5. Que le subside accordé par "l'acte des subventions des chemins à lisses de 1869", pour le chemin à lisses de colonisation du nord de Montréal, soit révoqué en ce qui concerne toute cette partie de ce chemin qui fera partie du chemin de Montréal à Aylmer.

Qu'il est expédient d'accorder à la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Nouveau-Brunswick, incorporé par acte du Parlement du Canada, un octroi de terres de la couronne de dix mille acres par mille de chemin de fer qui sera construit depuis la frontière de cette province jusqu'à la Rivière-du-Loup, lesdites terres à être prises dans les townships de Packington, Bottsford et Robinson, et dans le territoire avoisinant la frontière de cette province et du Nouveau-Brunswick à l'est dudit chemin.

6. Que le lieutenant-gouverneur en conseil ne sera tenu de faire ledit octroi que lorsque ledit chemin de fer aura été complété et mis en opération jusqu'à la Rivière-du-Loup; mais qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, d'accorder à ladite compagnie du chemin de fer de Québec et du Nouveau-Brunswick, à mesure qu'elle aura construit vingt-cinq milles, un octroi proportionnel desdites terres.

7. Que tout octroi fait à ladite compagnie sera fait à la condition que la moitié des terres ainsi octroyée soit concédée par ladite compagnie à des colons qui les occuperont et les défricheront, et cela, conformément aux conditions et aux prix qui seront fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur le rapport du commissaire des Terres de la couronne, le prix fixé ne devant pas être au-dessous d'une piastre par acre.

8. Qu'il est expédient que le gouvernement se réserve sur toutes les terres qui seront octroyées, pour lui-même, et aussi pour toute compagnie de chemin à lisses à laquelle le lieutenant-gouverneur en conseil accordera ce privilège, le droit de prendre, sans compensation, le terrain qui sera reconnu être nécessaire pour le passage et les stations de tout chemin à lisses qui passera sur les terres octroyées.

9. Qu'il convient d'étendre au premier jour de juillet, mil huit cent soixante-quinze, le délai

mentionné dans la seconde clause de l'acte de subvention des chemins à lisses de colonisation de 1869.

10. Qu'il convient d'admettre à tous les avantages accordés aux chemins mentionnés dans l'acte en dernier lieu cité, y compris l'extension de délai, la compagnie du chemin de fer international de Saint-François et Mégantic incorporée par acte du Parlement du Canada; et que le subside accordé en faveur du chemin de la vallée du Saint-François et de Kennébec soit révoqué.

11. Que la subvention accordée comme aide à la compagnie du chemin à lisses de Richelieu, Drummond et Arthabaska par ledit acte 32 Vict., chap. 52, pourra aussi être accordée comme aide à la construction d'aucune des lignes mentionnées dans l'acte de cette session, amendant la 32 Victoria, chap. 56; pourvu que le subside mentionné dans ledit acte cité en premier lieu, ne soit payé, ni payable sur aucune partie de chemin plus grande que celle qui est construite, et ne soit étendu, en aucun cas, à plus de 150 milles.

12. Que des rails de fer pourront être substitués aux rails de bois sur aucun des chemins mentionnés dans ledit acte 32 Victoria, chap. 52, sans que la compagnie cesse d'avoir droit au subside.

Le comité, après avoir étudié le bill, fait rapport à la Chambre qu'il a passé plusieurs résolutions.

### Education

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender et étendre les lois concernant l'éducation en cette province.

Adopté.

### Taxe d'école de la cité de Montréal

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Fait rapport d'une résolution passée par le comité de toute la Chambre pour prendre en considération une certaine résolution proposée concernant la taxe d'école de la cité de Montréal.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité de toute la Chambre pour étudier le bill pour amender et étendre les lois concernant l'éducation en cette province.

### Compagnie du chemin de fer de la Rive Nord

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité pour étudier le bill pour prolonger le délai fixé pour l'achèvement des travaux de la compagnie du chemin de fer de la Rive Nord et de la navigation et des terres du Saint-Maurice.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec des amendements.

#### **Incorporation de la cité de Québec**

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorency): Propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Rhéaume), que le rapport du comité de toute la Chambre pour étudier le bill pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec, soit maintenant reçu.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Propose, appuyé par le représentant du Québec-Centre (M. Simard), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la proposition, soient effacés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre pour l'amender" soient mis à la place.

Il se prononce en faveur de la clause décrétant la taxation des édifices religieux. Je ne vois guère comment certaines gens osent prétendre que nous n'avons pas droit de taxer ces édifices. Même au point de vue religieux, cette taxation est permise, et elle existait sous la domination française, alors que l'autorité religieuse contrôlait l'administration civile de la colonie. Or le Grand Louis XIV, qui tolérait cet état de choses, n'était-il pas aussi bon catholique que ceux auxquels la taxation des églises paraît tant répugner?

Et l'amendement, étant mis aux voix, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, il est résolu que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec des amendements.

#### **Limites des comtés de Terrebonne et Montcalm**

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour détacher une certaine partie du comté de Montcalm et l'annexer au comté de Terrebonne, pour toutes fins électorales, municipales, judiciaires et d'enregistrement.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnies d'assurance mutuelle**

La Chambre, en conformité de l'ordre du jour, se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle."

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill sans amendement.

La Chambre s'ajourne à une heure et demie.

### Séance du 21 décembre 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

#### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Hemming, la pétition de Valentine Cooke et autres, de Drummondville.

Par M. Pelletier, la pétition de Vital Fournier et autres, des townships de Buckland et Mailoux, comté de Bellechasse.

Par M. Pozer, la pétition du révérend L. H. Hallé et autres, de Lambton et d'autres townships, comté de Beauce.

Par l'honorable M. Robertson, la pétition des officiers en charge de l'église Saint-Georges, Montréal.

Par M. Molleur, la pétition de C. Loupret et autres, du comté d'Iberville.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue:

De Louis Bouffard et autres, des townships de Chester-Est et Halifax; demandant que les conclusions de la pétition du révérend Louis-Adélar Buisson et autres; demandant de l'aide pour un chemin, ne soient pas accordées, mais que l'aide soit octroyée pour le chemin qui conduit du chemin Gosford, dans le township de Wolfestown, à la station de Stanfold.

#### Rapport de comités:

M. J.-H. BELLEROSÉ (Laval): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des dépenses contingentes.

Voici ce rapport:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a été résolu:

Que toutes les règles et règlements antérieurs de ce comité, adoptés par la Chambre, concernant l'emploi des employés permanents de cette Chambre, avec le consentement de l'Orateur et du greffier de la Chambre, par les différents départements du gouvernement, soient continués, et que toutes les règles ayant rapport à la direction des employés, ainsi qu'aux certificats de paiement des comptes, restent en force jusqu'à ce qu'elles soient amendées ou abrogées.

Et que, de plus, toutes les règles concernant le remplacement des employés soient maintenues.

#### Introduction de bills:

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill concernant les bureaux d'enregistrement à Montréal et Québec.

Accordé.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les chapitre 109 et 110 des statuts, refondus pour le Bas-Canada, et pour pourvoir au transport des prisonniers d'une prison à une autre.

Accordé.

#### Subsides

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill octroyant à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le trentième jour de juin, mil huit cent soixante-douze, et à certaines autres fins du ressort du service public.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Aide aux chemins de fer

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose de recevoir le rapport du comité de toute la Chambre formé pour étudier certaines résolutions proposées concernant l'aide à être accordée à diverses lignes de chemin de fer en cette province.

M. S. R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la proposition, soient retranchés, et que les mots "Lesdites résolutions soient de nouveau renvoyées à un comité de toute la Chambre, avec instruction d'adopter la résolution suivante:

"Qu'avant qu'aucun octroi de terre ne soit accordé en aide à la compagnie du chemin de fer de la Rive Nord et de la navigation et des terres du Saint-Maurice, le gouvernement devrait avoir en sa possession la levée d'un plan d'un tronc du chemin de fer du Nord depuis Québec jusqu'à la Rivière-Creuse, avec des embranchements jusqu'aux Piles et à Saint-Jérôme, et des bifurcations (looplines) allant à Montréal, dans l'espoir que ces chemins de fer subventionnés formeraient une section d'un chemin de fer qui se rendrait jusqu'à l'océan Pacifique", soient mis à la place.

He argued in favor of the government dissolving Parliament and allowing members to go back to their constituencies upon this question. He adverted again to the value of obtaining these tracings before the Government parted with so vast an extent of the public domain.

M. J. POUPORE (Pontiac): Did not agree with the views of his honorable friend that the survey ought to be worked downwards. He believed the survey ought to be worked from

Aylmer upwards to Deep River. He hoped the Government would see the propriety of carrying out the views already expressed by him upon this question, that is extending the line to Deep River.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que, si la proposition de l'honorable représentant d'Argenteuil était adoptée, elle aurait pour effet de détruire le chemin de fer du Nord. Il est surpris d'entendre le représentant de Pontiac dire que le gouvernement a "négligé" les intérêts de sa région. L'honorable représentant doit en cette circonstance aider fermement le gouvernement à mener à bonne fin son projet, lequel s'avérera profitable très tôt à la population du comté de Pontiac.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit qu'il a reçu les plus fortes promesses que le chemin de Saint-Jérôme serait construit par les promoteurs de l'entreprise du chemin de fer du Nord.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR: MM. Bachand, Bellingham, Joly, Laberge, Lafontaine, Marchand, Poupore et Robert: 8.

CONTRE: MM. Beaubien, Bellerose, Bergevin, Bessette, Blais, Brigham, Cantwell, Cartier, Chapais, Chapleau, Chauveau, Church, Clément, Coutlée, Craig, De Lotbinière-Harwood, Desaulniers (Maskinongé), Desaulniers (Saint-Maurice), Dugas, Dunkin, Fortin, Gaudet, Gélinas, Gendron, Hamilton, Hearn, Hemming, Irvine, (sol. gén.), Jodoin, LaRue, Lavalée, Locke, Mailloux, Mathieu, Moll, Ouimet (Pro.-Gén.) Pelletier, Robertson, Ross, Roy, Simard, Thérien et Tremblay: 43.

Ainsi l'amendement est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et les mots "lesdites résolutions soient de nouveau renvoyées à un comité de toute la Chambre, avec instruction d'adopter la résolution suivante :

"Résolu, qu'il n'est pas expédient pour le gouvernement, comme gardien du domaine public, de se déposséder de 3,208,500 acres de terre. Et d'autant plus que le gouvernement déclare qu'il est impossible d'exagérer la valeur commerciale de ces terres qui renferment les plus belles limites pour la coupe des bois que la province possède", soient mis à la place.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): In answer to the mover, said the Government had many means for knowing the value of the lands which it proposed to give in aid of these railways, because applications were being made for them every day for lumbering purposes.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. S.R. BELLINGHAM (Argenteuil): Propose, appuyé du représentant de Pontiac (M. Poupore), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient effacés, et que les mots "lesdites résolutions soient de nouveau renvoyées à un comité de toute la Chambre, avec instruction de les amender en substituant les mots "Rivière-Creuse" au mot "Aylmer" dans la troisième ligne de la troisième résolution, de manière que le subside proposé pour venir en aide à un chemin de fer de Montréal à Aylmer, estimé à 1,300,000 acres, soit applicable à un chemin de fer entre Montréal et la Rivière-Creuse" soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. C.-F. ROY (Kamouraska): Propose, appuyé du représentant de Gaspé (M. Fortin), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et que les mots "lesdites résolutions soient maintenant de nouveau renvoyées à un comité de toute la Chambre, avec instruction de les amender, comme suit :

Après les mots "Rivière-du-Loup," dans la quatrième ligne de la cinquième résolution, insérer les mots "ou Kamouraska ou point intermédiaire."

Retrancher les mots "la Rivière-du-Loup," dans la troisième ligne de la sixième résolution, et insérer les mots "au fleuve Saint-Laurent, à Kamouraska, à la Rivière-du-Loup ou à un point intermédiaire," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

La Chambre se forme en comité qui adopte des amendements.

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions.

Et la question étant proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. L. MOLLEUR (Iberville): Propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que", jusqu'à la fin de la proposition, soient retranchés, et que les mots "lesdites résolutions soient de nouveau renvoyées à un comité de toute la Chambre, avec instruction de les amender comme suit :

Après le quatrième paragraphe de la résolution, insérer le paragraphe suivant :

"5. Que si depuis cette date et le premier jour de janvier mil huit cent soixante-douze, ladite compagnie n'a pas, bona fide, commencé ses opérations, elle perdra tous ses droits audit octroi comme susdit" soient mis à la place.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Combat l'amendement et le regarde comme inacceptable.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Demande au représentant d'Iberville (M. Molleur), de le retirer. La compagnie n'a pas d'objection à ce que l'on fixe un délai de ce genre, mais ne veut pas qu'on détermine de cette façon l'ouvrage à faire.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que le gouvernement s'entendra avec la compagnie sur ce point.

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu dans la négative.

Et la question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu, le comité fait rapport des résolutions adoptées.

#### Introduction de bills:

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Demande la permission d'introduire un bill pour autoriser l'octroi d'un certain aide aux compagnies de chemin de fer y nommées.

Accordé.

Il est ordonné, que le bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour sa première séance demain, et les résolutions concernant l'aide à être accordée à certaines lignes de chemin de fer en cette province, rapportées du comité de toute la Chambre, aujourd'hui, sont renvoyées audit comité.

La séance est levée à six heures.

#### 2<sup>e</sup> séance du 21 décembre 1870

#### Introduction de bills:

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Demande la permission d'introduire un bill pour amender les divers actes concernant les plans et livres de renvoi officiels pour les fins d'enregistrement.

Accordé.

#### Licences

M. L.R. CHURCH (Ottawa): Fait rapport des résolutions et des amendements adoptés par le comité de toute la Chambre chargé d'étudier le bill pour refondre et amender la loi concernant les licences, et les devoirs et obligations des personnes tenues d'en être munies.

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose que lesdits amendements soient maintenant lus une deuxième fois.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en substituant les mots "quarante-cinq" aux mots "cinquante-cinq" dans la 5e ligne du premier paragraphe de la 125e clause telle qu'amendée, en substituant les mots "trente-huit" au mot "trente-neuf" dans le même paragraphe et en substituant le mot "quatre" au mot "neuf" dans le 3e paragraphe de la même clause", soient mis à la place.

Et l'amendement, étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bachand, Joly, Laberge, Lafontaine, Marchand, Mailloux, Pelletier et Robert: 8.

CONTRE: MM. Beaubien, Bellerose, Bergevin, Bessette, Blais, Cantwell, Carter, Cauchon, Chapais, Chapeau, Chauveau, Coutlée, Craig, Desaulniers (Maskinongé), Dugas, Dunkin, Fortin, Gaudet, Gendron, Hemming, Irvine (Sol. gén.), Jodoin, LaRue, Lavallée, Locke, Mathieu, Moll, Ouimet (proc. gén.), Poupore, Pozzer, Rhéaume, Robertson, Ross, Roy, Simard, Thérien, Tremblay et Verreault: 38.

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question étant de nouveau proposée, que le rapport soit maintenant reçu.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose, sous forme d'amendement, que tous les



mots après "que", jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre, avec instruction d'amender la 13e clause telle qu'amendée, en retranchant les mots "et le président du bureau de police", soient mis à la place.

M. C. POZER (Beauce): Demande pourquoi le prix des licences accordées dans le comté de Beauce est plus élevé que celui des licences prises ailleurs.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que le Gouvernement hausse le prix de ces licences accordées à ceux qui les exploitent en des endroits où l'usage de liqueurs est le plus dangereux, tel qu'auprès des mines d'or.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix, il est ordonné, que le rapport soit maintenant reçu.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Sociétés de colonisation

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill prolongeant le délai pendant lequel une subvention pourra être accordée aux sociétés de colonisation.

Adopté.

Il est ordonné que le bill soit lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Registres de l'état civil

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill, concernant les registres de l'état civil dans une certaine partie du district de Saguenay.

Adopté.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec des amendements.

Il est ordonné que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Code de procédure civile

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre

reçoive le rapport du comité général formé pour étudier le bill amendant certains articles du code de procédure civile en ce qui concerne la manière de procéder devant les cours Supérieures et de Circuit.

He went on to explain the purport of his amendments which aimed at limiting the right of appeal so as to diminish litigation, and obviate the hardships to witnesses involved in their present frequent, prolonged and, in most cases, fruitless attendance at those courts. At present, owing to the repeated appeals practicable, cases dragged on to a wearisome, to an almost interminable extent. Infinite time and money were lost in the endeavour to collect accounts. His experience and that of the judges had been turned to account in these amendments, respecting which all were agreed. A suitor should not be allowed to drag his opponent through a court. If he preferred any particular court himself, let him go there alone. He desired the abolition, therefore, of the double appeal before a particular court; in short, the amendments made for a limitation and facilitation of legal proceedings in the interest not only of the officers of the law but of the suitor and the public generally. He instanced a case where a suitor who lost his action in the Court of Queen's Bench, had the opinion of six judges in his favor. Judgment was rendered in his favor in the Superior Court, and the unsuccessful suitor brought it before the Court of Revision, composed of three Judges who confirmed the judgment of the Superior Court. Subsequently on appeal the judgment of the Superior Court, and Court Review was set aside by a division of three judges against two. In this case we had three judges of one opinion, rendering the final judgment, against six other judges, whose views were set aside. He next proceeded to explain the difficulty professional men met with in taking the enquêtes under the present system. Witnesses also suffered to a considerable extent, and it often happens that a witness would be obliged to attend the Court three or four times before being heard.

Le rapport est reçu. Le bill est lu la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Compagnie du chemin de fer de la Rive Nord

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre reçoive le rapport du comité général formé pour étudier le bill prolongeant le délai fixé pour l'achèvement des travaux de la Compagnie du chemin de fer de la Rive Nord et de la navigation et des Terres du Saint-Maurice.

M. M.-A. BESSETTE (Shefford): Monsieur l'Orateur, avant que la Chambre ne donne son concours, je désire faire quelques remarques sur ce sujet. Je suis entièrement en faveur de la construction du chemin de fer du Nord, sans m'occuper spécialement du tracé qui devra être

adopté, persuadé que la Compagnie du chemin de fer du Nord saura bien faire un choix judicieux dans son propre intérêt et aussi dans l'intérêt des localités que se trouveront sur le parcours de ce chemin.

Non seulement je veux la construction du chemin de fer du Nord, mais j'ai concouru avec le gouvernement et cette Chambre dans toutes les mesures qui ont été présentées pour la construction des différents chemins de fer et à lisses de bois qui sont maintenant en voie de progrès dans la province; je l'ai fait, Monsieur l'Orateur, parce que je crois que toutes ces grandes voies de communication ne peuvent manquer de favoriser considérablement l'agriculture, le commerce et la colonisation du domaine public, et que ces entreprises sont bien propres à développer les ressources du pays qui sont, certes, loin d'être épuisées.

Un honorable député de cette Chambre, qui ne connaît pas la topographie du comté de Charlevoix, me demandait pourquoi je ne profitais pas de cette occasion favorable, la construction du chemin de fer du Nord, pour demander que ce chemin soit continué sur la rive nord en bas de Québec, et traverse le comté que j'ai l'honneur de représenter. Je dirai à cette Chambre ce que j'ai répondu à ce monsieur, que je ne veux pas des impossibilités, et que je considère la chose comme impossible, à cause des montagnes dont est formée cette partie du pays.

Mais pour tout cela, le comté de Charlevoix ne renonce pas à toute espèce d'améliorations quelconques dont l'une serait d'une grande importance pour ce comté, la construction de quais dans quelques-unes de ces paroisses. Il y a dans Charlevoix une population considérable; cette population est laborieuse, industrieuse et mérite, je crois, l'attention du gouvernement, et une partie de l'équivalent qu'elle fournit pour la construction de tous ces chemins de fer et à lisses de bois.

Le gouvernement dépense des milliers et des millions de piastres pour ces chemins et en cela je le félicite sur sa libéralité, mais, Monsieur l'Orateur, je demande justice égale et impartiale. Pourquoi le gouvernement ne ferait-il pas quelque chose pour améliorer le sort des habitants de Charlevoix? L'isolement de ce comté, ses difficultés de communication paralysent toutes les industries et les effets n'en sont que trop fortement sentis par tout le monde.

Pourquoi le gouvernement ne donnerait-il pas quelques milliers de piastres pour aider les habitants de la Baie-Saint-Paul, de l'Isle-aux-Coudres et de Saint-Irénée à se construire des débarcadères qui les feraient sortir de cet isolement fatal. Depuis la Confédération, je me suis adressé, à chaque session, aux gouvernements de Québec et d'Ottawa pour obtenir cette aide; là et ici je n'ai eu que des réponses évasives. A Ottawa, on dit que c'est une amélioration locale que je demande et que c'est au gouvernement de Québec à y voir. Le gouvernement de Québec répond que la navigation étant du ressort du gouvernement de la

Puissance, il ne peut rien faire pour ces quais. Enfin le gouvernement donne un conseil: c'est celui de faire faire des débarcadères par les municipalités intéressées. Ce conseil est plus naïf qu'utile et je m'abstiendrai d'en faire part à mes constituants.

Remarquez bien, Monsieur l'Orateur, que je ne demande pas que le gouvernement fasse construire ces quais à ses frais et dépens, mais ce que je réclame, c'est une aide qui puisse permettre aux paroisses intéressées de construire ces débarcadères. En faisant cette réclamation, M. l'Orateur, je suis dans mon droit, et je ne fais que demander justice pour mon comté. Si le gouvernement pense qu'en accordant quelques mille piastres pour les chemins de colonisation de Charlevoix, il nous satisfera, il est certainement dans l'erreur. Aussi, j'espère qu'il se rendra à la demande réitérée des habitants de mon comté et leur procurera l'aide nécessaire pour construire ces quais qui nous seraient d'un si grand avantage.

Je ferai remarquer, Monsieur l'Orateur, que dans tout le comté de Charlevoix, il n'y a que deux quais; il n'est pas besoin d'ajouter que cet état de choses présente de graves inconvénients et empêche l'écoulement des produits de cette partie de la province. Il n'y a encore que quelques années, nous étions obligés de voyager dans des goélettes, et les habitants étaient forcés de s'exposer à de longs voyages pour pouvoir vendre le produit de leurs terres. Il y a à peine deux ans que nous avons une ligne de vapeurs régulière, et encore menace-t-elle de nous abandonner si nous ne faisons construire ces débarcadères.

Trop longtemps déjà, le comté de Charlevoix a été négligé, et j'espère que le gouvernement adoptera des mesures dans son intérêt, et pour donner à ce comté ce qui lui appartient de droit.

Le rapport est reçu. Le bill est lu la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Incorporation de la cité de Québec

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill amendant de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Bureaux d'enregistrement

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill concernant les bureaux d'enregistrement à Montréal et Québec.

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Le bill est étudié en comité et lu la troisième

fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Interpellations.

##### Empièrrement des chemins

M. J.-B. JODOIN (Chambly): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'accorder durant cette session de l'aide sous forme d'octroi et de garantie, aux compagnies qui se sont formées ou qui se formeront plus tard, pour l'empièrrement des chemins en vertu de l'acte passé à cette fin, dans la dernière session.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Centre): Dit que dans l'état actuel des finances, le gouvernement ne peut prendre aucun arrangement.

##### Magistrat dans le comté de Rimouski

M. J. GARON (Rimouski): Demande si c'est l'intention du gouvernement de nommer un magistrat stipendiaire pour le district de Rimouski, afin de diminuer les frais dans les causes criminelles, suivant la requête devant le Parlement depuis plusieurs mois.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que c'était l'intention du gouvernement de nommer des magistrats stipendiaires partout où les besoins et intérêts des districts le demanderaient.

##### Chemin Intercolonial

M. J. GARON (Rimouski): Demande si c'est l'intention du gouvernement de s'entendre avec les ministres fédéraux pour ordonner aux agents et commissaires du chemin Intercolonial de faire payer les terrains, expropriés aux propriétaires d'iceux, ou d'envoyer les arbitres officiels pour procéder à l'arbitrage voulu par la loi de 1867 et notamment la clause 34 de l'acte des travaux publics, et d'ordonner auxdits agents et commissaires et particulièrement aux arbitres officiels de donner une formule de cautionnement à leur discrétion, pour procéder à l'arbitrage voulu par la loi.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que cette question est du ressort du gouvernement fédéral.

##### Aide à la colonisation

M. J. GARON (Rimouski): Demande si c'est l'intention du gouvernement d'accorder la modique somme de trois mille piastres pour la grande route de première classe, demandée par le révérend M. Label et autres habitants de Saint-Ulric, township de Matane; si c'est l'intention du gouvernement de parachever les chemins et routes commencées dans Matane, Sainte-Cécile-du-Bic, Saint-Fabien, Saint-Simon,

Saint-Mathieu-de-Rioux et autres localités du comté de Rimouski, qui ont été dévastées, pour ainsi dire, au même degré que les colons du Saguenay; si c'est l'intention du gouvernement d'ordonner l'arpentage de la seigneurie du lac Métis et de nommer l'arpenteur demandé par les habitants du lieu pour faire l'arpentage, conjointement avec l'arpenteur nommé par le propriétaire de ladite seigneurie; si c'est l'intention du gouvernement d'accorder les conclusions des pétitions par lui présentées en Chambre durant la présente session, des habitants des townships d'Albert, Cherbourg, Romieux, Saint-Octave, réclamant une route qui divise la seigneurie de Métis, du canton McNider, ainsi qu'une aide pour la réparation du chemin de Kempt et pour autres fins.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que ces différentes questions sont sous considérations et qu'il regrette beaucoup qu'elles soient présentées à une époque si avancée de la session.

##### Terres de la couronne

M. J. GARON (Rimouski): Demande si c'est l'intention du gouvernement de réduire les prix des terres de la couronne dans les terres rocheuses et de permettre l'exploitation des érabes, tel que demandé par les requêtes des habitants du comté de Rimouski, afin de mettre les colons en demeure de rester dans le pays et non pas de s'exiler.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Dit que ce n'est pas l'intention du gouvernement de changer les règlements du département des Terres de la couronne, mais que le gouvernement est prêt à prendre en considération les cas particulier cités par l'honorable député.

##### Magistrat pour le district de Beauharnois

M. C. BERGEVIN (Beauharnois): Demande si c'est l'intention du gouvernement de nommer un magistrat de district pour le district de Beauharnois en vertu du chap. 23 de la 32e Vict., statuts de Québec 1869.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Répond que le gouvernement est décidé à nommer des magistrats dans chaque district où il sera nécessaire, et dit que bientôt chaque district aura un magistrat stipendiaire.

##### Transport des prisonniers

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill amendant les chapitres 109 et 110 des status refondus pour le Bas-Canada, et pour pourvoir au transport des prisonniers d'une prison à une autre.

Adopté.

Le bill est étudié en comité et lu la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Mines d'or

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill amendant les actes d'amendement des mines d'or de 1868 et 1870.

M. C. POZER (Beauce): Dit qu'il consent à ce que le débat soit reporté à plus tard, étant donné l'heure tardive à laquelle cette question a été finalement abordée. Il se réserve cependant le droit d'invoquer le règlement à la prochaine séance de la Chambre.

Il est ordonné que les débats soient ajournés, jusqu'à la première séance de la Chambre, aujourd'hui, le 21 décembre.

### Fonds d'emprunt municipal

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un rapport spécifiant quelles municipalités dans la province de Québec ont emprunté sur le crédit du fonds consolidé d'emprunt municipal du Bas-Canada, les montants empruntés par les municipalités respectivement, la date de chaque emprunt, et la balance due par les municipalités respectivement.

Adopté.

### Loi seigneuriale

M. C.-B. GENEST (Trois-Rivières): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill amendant le chapitre 30 de l'acte 29-30 Victoria, intitulé: "Acte pour expliquer le sens et l'interprétation de certaines dispositions de la loi seigneuriale".

Adopté.

Le bill est renvoyé à un comité spécial, composé de M. Desaulniers (Maskinongé), l'honorable M. le procureur général Ouimet, M. Joly, M. Gendron et M. Gaudet, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

### Loi électorale

M. P. LARUE (Portneuf): Propose, selon l'ordre du jour, appuyé du représentant de Bellechasse (M. Pelletier), la deuxième lecture du bill amendant le troisième paragraphe de la section trente-quatre, des statuts refondus du Canada, quant à ce qui regarde la demande d'un poll pour l'élection des membres de l'Assemblée législative de cette province.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose que les

débats soient ajournés jusqu'à la première séance de la Chambre aujourd'hui le 21 décembre.

La Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR: MM. Bachand, Beaubien, Bergevin, Bessette, Chapleau, Chauveau, Hearn, Irvine (Sol. Gén.), Joly, La-fontaine, Lavallée, Le Cavalier, Marchand, Moll, Ouimet (pro. gén.), Rhéaume, Robert et Robertson: 18.

CONTRE: MM. Bellerose, Blais, Cauchon, Coutlée, Craig, Desaulniers (Maskinongé), Desaulniers (Saint-Maurice), Dugas, Gaudet, Gendron, Hemming, Jodoin, Laberge, LaRue, Pelletier et Simard: 16.

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

### Bill contre la prostitution

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill autorisant le conseil de la cité de Montréal à passer des règlements pour empêcher les propriétaires et autres de louer leurs maisons ou de les faire occuper pour objets de prostitution.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

### Message du Conseil législatif

Le Conseil législatif a passé un bill intitulé: "Acte pour autoriser Narcisse-Pierre Massicotte à construire un pont de péage sur la rivière Batiscan", auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, un bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Académie de musique de Québec", auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et de plus, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec divers amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé: "Le code municipal de la province de Québec".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte des chemins de fer de Québec, 1869, relativement à la manière de conduire la première élection des directeurs".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Institut médical de Montréal".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie de la pêche aux marsouins de la Rivière-Ouelle et pour d'autres fins".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 20 Victoria, chapitre 185, intitulé: Acte pour incorporer une école de grammaire à Frelighsburg, qui sera appelée "l'École de grammaire de Frelighsburg".

Bill intitulé: "Acte pour incorporer The Protestant Infant's Home of Montreal."

### Code municipal

La Chambre adopte les amendements du Conseil législatif et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Acte des chemins de fer

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte des chemins de fer de Québec, en 1869, relativement à la manière de conduire la première élection des directeurs."

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Pont sur la rivière Batiscan

M. A.-L. DESAULNIERS (Maskinongé): Propose la première lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour autoriser Narcisse-Pierre Massicotte à construire un pont de péage sur la rivière Batiscan."

Adopté.

Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés, et les règles et ordres de cette Chambre sont suspendus, en autant qu'ils ont rapport audit bill.

#### Institut médical de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Institut médical de Montréal."

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Compagnie de la pêche aux marsouins de la Rivière-Ouelle

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif un bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie de la pêche aux marsouins de la Rivière-Ouelle, et pour d'autres fins."

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Académie de musique de Québec

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Propose la première lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour incorporer l'Académie de musique de Québec."

Adopté.

Le bill est lu la deuxième et la troisième fois. Il est ordonné que le greffier retourne le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

### Ecole de grammaire de Frelighsburg

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 20 Victoria, chap. 185, intitulé: Acte pour incorporer une école de grammaire à Frelighsburg, qui sera appelée l'Ecole de grammaire de Frelighsburg."

Les amendements sont lus la première fois.

#### The Protestant Infant's Home of Montreal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer The Protestant Infant's Home of Montreal."

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Asile Sainte-Brigitte de Québec

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Propose la première lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender l'acte incorporant l'association de l'Asile Sainte-Brigitte de Québec."

Adopté.

Le bill est lu la deuxième et la troisième fois. Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill.

#### Division d'enregistrement de Sherbrooke

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill érigeant la division d'enregistrement de Sherbrooke en une municipalité de comté séparée.

Adopté.

La Chambre s'ajourne à deux heures et quart.

## Séance du 22 décembre 1870

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à trois heures.

### Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Bellingham — la pétition de Solomon Pollock et autres, des Milles-Isles.

Par M. Picard — la pétition du révérend Geo. Vaillancourt et autres, du township de Saint-George-de-Windsor.

Par M. Hearn — la pétition de John L. Gibb et autres, de la cité de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De C. Loupret et autres, du comté d'Iberville; demandant l'abolition du Conseil législatif.

Des officiers en charge de l'église Saint-George, Montréal; demandant qu'il ne soit pas permis aux épiciers de vendre au verre des boissons enivrantes.

De Vital Fournier et autres, des townships de Buckland et Mailloux, comté de Bellechasse; demandant que les lots de terre qu'ils occupent leur soient donnés gratuitement.

De Valentine Cooke et autres, de Drummondville; demandant de l'aide pour un chemin.

### Rapport de comités:

M. G.-H. SIMARD (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport :

Votre comité a l'honneur de faire rapport à votre honorable Chambre :

Qu'à sa dernière séance, le sous-comité, nommé par lui, pour faire l'examen des livres, documents et comptes du département du Trésor, a fait rapport à votre comité du résultat de son inspection;

Que votre comité a approuvé et adopté ledit rapport;

Votre comité recommande donc à votre honorable Chambre l'adoption de la résolution suivante :

Résolu, que le rapport du sous-comité ci-annexé, et marqué A, soit adopté.

A

Assemblée législative,  
Québec, 20 décembre 1870

Le sous-comité nommé pour examiner les livres et les comptes du département du Trésor, a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a examiné avec soin les livres du département du Trésor et comparé les entrées qui y sont faites avec celles mentionnées dans

les comptes publics de la province, et plus particulièrement avec celles se rapportant aux recettes et dépenses, qui apparaissent dans les états nos 2 et 7 des comptes publics.

La balance restant au trésor, le trente juin dernier, était de \$667,243.43 dont \$500,000.00 en dépôts spéciaux, savoir: \$200,000.00 portant cinq pour cent d'intérêt par an, et \$300,000.00 quatre pour cent.

Votre sous-comité a observé avec plaisir, que les livres du département sont tenus de la manière la plus méthodique et la plus satisfaisante.

Les transactions faites au comptant dans le département sont balancées chaque jour, et les livres de caisses et de banque le sont chaque semaine, ces livres correspondent parfaitement l'un avec l'autre.

On tient aussi des comptes séparés, pour toute et chacune des appropriations faites par la Législature et les balances qui n'ont pas été dépensées sont reportées au trésor, un état général faisant connaître la balance entière.

Votre sous-comité est convaincu que les livres du département correspondent sur tous les points avec les comptes publics.

Le tout respectueusement soumis,

G.-H. Simard,  
Prés. sous-comité

Adopté.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le rapport du comité conjoint de la bibliothèque du Parlement. Voici le rapport :

Votre comité a l'honneur de représenter, par son rapport, qu'il serait opportun que les livres de référence qui sortent de la bibliothèque y fussent remis dans un délai de deux jours, et les autres livres dans un délai de trente jours au plus. Et qu'aucun livre, sous quelque prétexte que ce soit, ne sortît des bâtisses de la Législature pendant les sessions, sans un ordre écrit de l'un des deux orateurs.

Votre comité est aussi d'avis qu'il serait opportun, — pour qu'il y ait plus d'uniformité dans la comptabilité de la Législature — que le comptable de la Chambre d'Assemblée fût à l'avenir chargé de la comptabilité de la bibliothèque.

Votre comité est aussi d'opinion que les honorables Orateurs du Conseil législatif et de l'Assemblée législative, devront, pendant la vacance, mettre à la disposition du conservateur de la bibliothèque, si besoin en est, tel employé permanent de l'une ou de l'autre Chambre, qu'il leur plaira de désigner.

Adopté.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): J'ai l'honneur de présenter à cette Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour autoriser Narcisse-Pierre Massicotte à construire un pont de péage sur la rivière Batiscan" et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité désire néanmoins ajouter que ce bill contient certaines dispositions qui autorisent ledit Narcisse-Pierre Massicotte de prélever des taux de péage sur le public et qu'il aurait dû, sous ces circonstances, prendre naissance dans cette Chambre; mais comme lesdites dispositions sont dans l'opinion de votre comité, admissibles, il recommande qu'à cette période avancée de la session, votre Chambre n'insiste pas sur ce privilège quant à ce bill, sans toutefois que son désistement dans le cas actuel ne puisse être invoqué comme précédent.

#### Prison de Saint-Vincent-de-Paul

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Présente à la Chambre: Réponse à une adresse datée le 5 décembre 1870, demandant copies de toutes correspondances échangées entre le gouvernement et le ou les propriétaires de la ou des propriétés sur la ou lesquelles passe le tuyau d'ascension (rising main) pour fournir l'eau à la prison de réforme de Saint-Vincent-de-Paul, l'indemnité qui a été payée pour passer ledit tuyau, le prix qui a été payé pour le terrain où est placée la bâtisse qui contient l'engin, la grandeur du terrain, et s'il a été accordé quelque privilège spécial, ou servitude de fournir de l'eau à quelqu'un, et à qui; de plus, copie d'une lettre sur le même sujet, datée le 4 décembre 1869, adressée par plusieurs citoyens de Saint-Vincent-de-Paul à Jos.-H. Bellerose, Ecuyer, M.P.P., et transmise par ce dernier à l'hon. secrétaire de la province (Documents de la session, no 12).

#### Département de l'Agriculture et des Travaux publics

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender de nouveau l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics";

Adopté.

Le comité étudie le bill, et en fait rapport, avec des amendements.

Le bill est lu la troisième fois. Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé le bill, avec des amendements.

#### Education

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour amender et étendre les lois concernant l'éducation en cette province.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec des amendements.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Mines d'or

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question, qui a été proposée hier, que le bill pour amender les actes d'amendement des mines d'or de 1868 et 1870, soit maintenant lu une deuxième fois.

M. C. POZER (Beauce): Demande le renvoi de cette mesure, parce qu'elle n'est pas dans l'ordre.

Il soutient que c'est un bill privé et qu'il a été présenté comme bill public. Si elle devient loi, les censitaires des seigneuries de Rigaud-Vaudreuil souffriront beaucoup.

It was only necessary to visit the lobbies of the House and see the numbers of persons from the District of Beauce whose interests will be affected by this act to know that it was one of a private nature. He claimed that the persons to whom patents had been granted Mme Fraser and others-as the first discoverers of gold in Vaudreuil, were not the first finders of the precious metal. He cited in support of his views extracts from the printed factum of the plaintiff in the case of O'Farrell against the DeLery Mining Company, showing that the Letters Patent were illegally obtained. The object of the bill was to legalize these letters patent a thing that could not be done without tampering with the private rights of a large number of residents and proprietors in that district.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Denied that the bill was a private bill, and if it affected private rights it did not do so to a greater extent than any other bill. He commended the member for Beauce for the interest he took in the matter and approved his conduct.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Est): Nie qu'il soit personnellement intéressé à ce bill en détenant des actions dans la compagnie, comme l'a laissé entendre le député de Beauce (M.C. Pozzer), et espère que ce dernier retirera son accusation. On pourrait autant dire qu'il était intéressé dans le bill pour le chemin de fer du Nord, puisqu'il en est un des directeurs.

M. L'ORATEUR: Décide que c'est un bill public et non un bill privé, attendu qu'il demande un bill public.

M. C. H. POZER (Beauce): Objecte que le

bill aurait dû être introduit par des résolutions passées en comité de toute la Chambre.

M. L'ORATEUR: Décide que l'objection est valide et que le bill aurait dû être introduit par des résolutions passées en comité de toute la Chambre, parce qu'il affecte une partie du revenu public.

Et la question étant de nouveau proposée: Que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. C. H. POZER (Beauce): Propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Tremblay), sous forme d'amendement, que le mot "maintenant" soit effacé, et que les mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin d'icelle.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

### Impressions

L'HONORABLE J. G. ROBERTSON (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité conjoint des impressions de la Législature. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les documents suivants:

Réponse à une adresse de l'honorable Conseil législatif; Liste des sociétés de colonisation qui ont été établies, la date de leur fondation, etc., etc.

Rapport de l'honorable ministre de l'Instruction publique pour l'année 1869 et une partie de l'année 1870.

Votre comité recommande que le premier de ces documents, avec la correspondance qui s'y rattache, soit imprimé comme document de la session, outre cent cinquante exemplaires français et cent exemplaires anglais pour être distribués aux sociétés de colonisation.

Que le dernier le soit aussi comme document de la session, outre la quantité nécessaire pour la distribution d'usage à être faite par le département de l'Instruction publique.

Votre comité recommande aussi que le gouvernement prenne les mesures nécessaires pour assurer à l'avenir la prompt exécution des impressions de la Législature.

Adopté.

### Indépendance de la législature

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. Marchand) la deuxième lecture du bill pour amender l'acte 32, Victoria, Chap. 3, intitulé:

"Acte pour assurer l'indépendance de la Législature de cette province".

Je crois que le gouvernement devrait laisser cette question ouverte, afin de donner aux députés une seule occasion de donner un bon vote pendant ce Parlement. Il semble que c'est le moins qu'il doive accorder aux amis qui l'ont si bien servi pendant ce Parlement.

Ce sont les opinions que j'ai entendues exprimer par une foule de députés qui m'ont engagé à présenter cette loi, semblable à celle qui a été passée en Ontario, lors de la seconde session. Il n'y avait alors aucun des ministres fédéraux en Chambre, mais la Législature d'Ontario voulait seulement sanctionner un principe.

Nous avons vu les inconvénients qui résultent de leur présence parmi nous. Dans la question de l'arbitrage, qui intéressait notre province, nous avons vu quatre ministres fédéraux refuser de parler malgré nos instances et refuser aussi de voter.

Il y a donc au moins un cas où les ministres fédéraux se sont déclarés inhabiles à siéger ici. Ce qui est arrivé peut se présenter de nouveau.

La loi qui interdit aux fonctionnaires recevant un traitement de siéger dans cette Chambre, est sage et le raisonnement s'applique également à l'égard des ministres fédéraux. Je ne parlerai pas de l'influence trop considérable des ministres. Tout le monde la connaît et elle est telle qu'elle nuit à l'indépendance du Parlement.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Je ne répéterai pas les arguments connus, mais je crois que cette Chambre, après avoir approuvé le double mandat, n'excluera pas les ministres fédéraux, qui font acte de patriotisme en venant ici nous aider de leur expérience. La conduite de nos adversaires est pleine de contradiction. Tantôt l'Opposition représente les ministres fédéraux comme disposés à nous aider, tantôt elle s'efforce de nous les montrer exerçant une pression sur nous et conduisant cette Chambre. Je nie l'existence de tels sentiments. Les ministres fédéraux ont la même condition que les autres députés.

J'espère que la Chambre n'acceptera pas la mesure du député de Lotbinière parce qu'elle est moins acceptable que celles qui ont précédé, car elle fait une distinction odieuse à l'égard des hommes qui nous ont rendu de grands services en s'imposant beaucoup de sacrifices. Je n'en dirai pas plus long, car la Chambre qui a assisté cinq ou six fois à une discussion, n'a pas besoin d'entendre les mêmes arguments.

M. E. LABERGE (Châteauguay): Parle en faveur du bill.

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Dit qu'il ne veut renouveler la discussion qui a eu lieu; il rappellera seulement que les ministres



fédéraux se trouvent dans une position complexe et sont obligés d'agir comme avocats dans cette Chambre et comme juges au Parlement fédéral.

La Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

**POUR:** MM. Bachand, Chapleau, Joly, La-berge, Lafontaine, Marchand, Mail-loux, Molleur, Pelletier, Pozer, Ro-ber, Tremblay et Verrault: 13.

**CONTRE:** MM. Beaubien, Bellerose, Bellin-gham, Bergevin, Bessette, Blais, Bri-gham, Cantwell, Cartier, Cauchon, Chauveau, Church, Clément, Cou-tlée, Craig, De Lotbinière Harwood, Desaulniers (Maskinongé), Desaul-niers (Saint-Maurice), Dunkin, For-tin, Gaudet, Gélinas, Gendron, Ha-milton, Hemming, Irvine (sol. gén.), Jodoin, LaRue, Lavallée, Le-Cavalier, Mathieu, Moll, Ouimet (proc. gén.), Picard, Poupore, Ro-ber, Simard, et Thérien: 38.

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

#### Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a adopté les amende-ments faits par cette Chambre au bill intitulé: "Acte concernant The Bishopts College", sans les amender.

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement.

Bill intitulé: "Acte concernant le défriche-ment des terres et la protection des forêts contre les incendies."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Com-pagnie du chemin de fer de jonction de Saint-Jean et Clarenceville."

Bill intitulé: "Acte pour amender de nou-

veau la charte de la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est."

Et de plus, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Com-pagnie du chemin de fer de la vallée de Missisquoi et de la Rivière-Noire."

Bill intitulé: "Acte pour encourager l'intro-duction et l'établissement de nouvelles manu-factures dans cette province."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer "The Montreal Auxiliary Bible Society."

Bill intitulé: "Acte concernant la reprise de certaines terres abandonnées dans les seigneu-ries."

#### Compagnie du chemin de fer de la vallée de Missisquoi et de la Rivière-Noire

La Chambre adopte les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de la vallée de Missisquoi et de la Rivière-Noi-re."

#### Etablissement de manufactures

La Chambre adopte les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour encourager l'introduction et l'établis-sement de nouvelles manufactures en cette pro-vince."

#### The Montreal Auxiliary Bible Society

La Chambre adopte les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte concernant la reprise de certaines terres aban-données dans les seigneuries."

La Chambre s'ajourne à six heures.

## 2e séance du 22 décembre 1870

La séance s'ouvre à sept heures et demie.

### Aide aux chemins de fer

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour autoriser l'octroi d'une certaine aide aux compagnies de chemins de fer y nommées.

Il indique que la clause limitant le temps de construction a été changée; elle comportera que les compagnies nommées dans le bill ne pourront pas se prévaloir de concessions de terres si elles n'ont pas commencé, bona fide, leur chemin, avant le 1er mai 1872.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmourence): Je demande au gouvernement s'il est décidé à ne pas changer la clause 12 du bill qui laisse le chemin de fer du Nord à la merci du gouvernement qui existera plus tard. D'après cette disposition, le gouvernement pourra le faire passer où il voudra, soit à Saint-Jérôme, soit à Sainte-Thérèse et contre l'intérêt de la compagnie.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Le gouvernement croit avoir donné toutes les chances de succès aux compagnies de chemin de fer. Le gouvernement a délibéré sur cette clause et ne désire pas la changer. Il a agi de cette façon pour prévenir des difficultés entre les deux compagnies.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmourence): Blâme ces députés qui approuvent par leurs cris la déclaration du premier ministre, car ils ont montré depuis leur opposition au projet. Le chemin de fer ne sera complété que par les efforts les plus décidés des intéressés.

Je regrette la politique du gouvernement à l'égard de cette compagnie, après sa promesse de la laisser libre de choisir son tracé.

Je vois avec peine que le gouvernement ne veut pas revenir sur la décision et qu'il paraît obéir, je dois le dire à regret, à la pression de certains hommes hors de cette Chambre dont l'influence est plus considérable que celle des grands intérêts publics. J'ai pressenti cette influence dès le début de la session, mais j'espérais toujours que l'on finirait par rendre justice à ce chemin qui semble destiné à être enfanté dans la douleur.

Quand le gouvernement a voulu, pour la première fois, nous unir à la compagnie Centrale et déterminer l'endroit où nous devions toucher son chemin, nous avons protesté, nous nous sommes refusés à cet arrangement et nous avons dit: "Laissez-nous libres, indépendants d'aller où nous voulons et, plus tard, nous finirons par nous entendre et par faire un arrangement avec elle. Après avoir pris notre objection en considération, le gouvernement se

rendit à notre désir, et nous offrit deux millions d'acres de terre et ne nous a point posé la condition dont il parle aujourd'hui. Il nous laissait libres et ce n'est qu'à la onzième heure qu'il nous présente cette résolution. Voici la position qui nous est faite: tous les jours, la compagnie reçoit des lettres des différents comtés de toutes parts et on lui dit: "Si vous passez chez nous, nous vous donnerons \$50,000 ou \$100,000".

Nous ne dépendons pas seulement des terres et il nous faut d'abord obtenir les bons des municipalités. Eh bien! si l'on nous impose un tracé, nous ne pouvons plus traiter suivant nos intérêts avec ces municipalités. Nous voulons aussi pouvoir nous rendre à Montréal, afin d'avoir droit à une somme d'argent de cette ville. Sans le secours de Montréal, il nous manquera au moins \$250,000 pour compléter les deux millions qu'il nous faut avant de commencer les travaux.

Si nous sommes obligés de rester éloignés de la ville, elle nous dira avec raison: "Vous n'aurez rien, votre terminus est trop loin de nous". D'un autre côté, les municipalités croyant le point de jonction déterminé, et le tracé fixé par le gouvernement, ne voudront plus traiter avec nous et s'imagineront que nous pouvons faire le chemin sans leur secours.

Je dois dire ici que nous sommes déterminés à faire passer le chemin dans l'intérieur autant que possible. A partir de Saint-Barthélemy, nous pénétrons en arrière du comté de Montcalm, nous arriverons à Terrebonne, le point extrême où nous pouvons arriver à l'ouest.

Mais je m'oppose de toutes mes forces à ce que l'on nous oblige de marcher à la remorque d'une autre compagnie, en nous rendant dépendants d'elle. Mais pourquoi la laisse-t-on libre, cette compagnie qui n'a encore rien fait, lorsque nous avons travaillé pendant six mois, et qu'elle vient après nous profiter de nos travaux? C'est nous qui l'avons appelée à l'existence, pour ainsi dire. C'est là une injustice flagrante qu'il nous est difficile de subir. Nous ne demandons pas à être traités mieux qu'elle, mais qu'on nous place tous sur un pied d'égalité.

Que le gouvernement nous écoute, je le lui demande avec instance, je le supplie de nous rendre justice. S'il ne le fait pas, il verra plus tard, mais trop tard, qu'il a obéi à une fatale influence nuisible aux intérêts du pays et à ceux de la Compagnie du chemin de fer du Nord.

Qu'il change donc cette clause qui nous laissera à la merci d'une autre compagnie et des gouvernements futurs qui voudraient nous tyranniser et entraver notre action. Certes, je pense bien que ma voix ne sera pas entendue dans cette Chambre, mais à chaque phase de la mesure, je combattrai cette clause et ferai des efforts pour le faire modifier.

Non seulement, on ne nous laisse pas libres, comme l'autre compagnie du Central, mais on permet à la compagnie de Woodstock à la

Rivière-du-Loup de placer son terminus entre ce dernier point et Kamouraska; pourquoi ne pas nous laisser la même latitude? Je demande justice égale pour tous et je réitère mes instances pour que le gouvernement modifie la 2e clause.

Je propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Rhéaume), que cette clause soit retranchée.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Dit que le représentant de Québec-Montmorency (M. Cauchon) a tort de s'irriter, que les succès dans ses négociations pour le chemin de fer du Nord l'ont rendu exigeant et que la clause qu'il combat avec tant de force n'a pas la portée qu'il lui prête.

Il n'est pas d'accord, non plus, avec la demande que le droit d'entrer dans Montréal doit être indépendant d'une jonction. Il nie avoir exercé quelque influence pour obtenir cette jonction.

La compagnie du chemin de Saint-Jérôme ne détruit pas du tout celle du chemin du Nord. La compagnie du Nord aura moins de difficultés à vaincre pour se rendre à Montréal si elle s'unit au chemin de Saint-Jérôme. Elle trouvera le chemin tout préparé et n'aura pas à construire les ponts qu'elle devra construire à grands frais en suivant une autre direction où il n'y a aucune raison.

M. L.-J. BEAUBIEN (Hochelaga): On me suppose plus d'influence que j'en ai, si le représentant de Montmorency (M. Cauchon) croit que j'ai fait ajouter cette clause, et je puis lui dire que nous ne savons pas où les deux chemins se réuniront; j'ai dit au gouvernement, au nom de la compagnie Centrale, qu'il laisse le chemin du Nord se réunir à nous où la compagnie le jugera convenable.

M. E. CARTER (Montréal-Centre): After reviewing in general terms the act giving the grants of lands of these railway companies, went on to show that the city of Montreal were heartily interested in the construction of the North shore road, but before giving them assistance would like to have something to say upon the route the road was to follow; Montreal desired to give a money grant, an aid to the road, knowing the great benefits the city would derive by such a railway connection. The western section of Montreal city had benefitted a great deal through the construction of the Victoria bridge, and Montreal would, no doubt, ask that the terminus of the North Shore road should be in the eastern part of the city; so that it, like the west, would derive a benefit from railway connexion. Without speaking authoritatively for Montreal, he might say that he thought it would be satisfied with the Terrebonne connection in preference to Bout de L'Isle, because the last named place would entail a great additional cost in the construction of bridges.

He concurred with the statement of the Honorable Mr. Cauchon, when he said that to obtain from Montreal a liberal assistance in the construction of the road, it would be advisable to leave it free in its opinion respecting the particular country through which it should run.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Had every respect for the opinion of his Honorable friend who represented Montreal-Centre, but he could not agree with him when he took the limited view he did upon this question. We have various interests to protect and not the interest of any one particular place. Commenting upon the remarks of Mr. Carter, he said he had a better opinion of the patriotism of the people of Montreal than to suppose they would be influenced in giving their assistance to the road by local prejudices. He next explained the clause to be inserted for the purpose of preventing difficulties arising between the different municipalities upon the route this line should follow; with the clause, the company could go to the municipalities with a greater certainty of obtaining their support. In answer to Mr. Cauchon, who said the Government only asked to control the locality where the junction should be. He said perhaps the Government would have done better had it retained more power. In conclusion he explained the mode under which the grant of land would be ceded to the companies that was as the road would be built.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Le Solliciteur général a eu raison de dire que le représentant de Montmorency exagère les dangers que court la compagnie en acceptant cette condition. Pourquoi le gouvernement a-t-il introduit cette résolution? C'est parce que les compagnies auraient pu ne pas s'accorder et aussi s'accorder contre les intérêts publics. Il y avait ces deux "dead locks" à éviter.

Quel intérêt le gouvernement a-t-il à empêcher le chemin de se faire? Mais n'a-t-il pas prouvé son bon vouloir, pourquoi lui donne-t-il deux millions d'acres de terre?

Puisqu'il y avait une difficulté à régler entre les deux compagnies, n'était-ce pas le gouvernement qui devait la régler, c'était son rôle à lui qui veut la construction du chemin. S'il ne la voulait pas, pourquoi aurait-il assumé une responsabilité devant la Chambre et le pays? Quant aux influences dont parle le représentant de Montmorency, je ne les connais pas, parce qu'elles n'existent pas.

Je n'ai jamais entendu parler ni de complots, ni d'influences. Nous avons été parfaitement libres et nous n'avons agi que dans le but de favoriser la grande entreprise. Nous avons si peu envie de nuire au chemin de fer du Nord par cette clause, que c'est au chemin Central que nous l'imposons d'abord. Je crois qu'elle aura un bon effet, que les deux compagnies

s'entendront et que le gouvernement ratifiera cet arrangement.

M. J.-P. RHEAUME (Québec-Est): Je n'ai pas soupçonné le gouvernement d'être hostile, mais je crois qu'en fixant le tracé, il nous nuira beaucoup.

Il défend les intérêts de Montréal, de Québec et des autres municipalités. Il a confiance au gouvernement et à sa politique, et ne considère pas cette motion comme une demande de vote de manque de confiance.

Mais il ne croit pas que c'est trop demander que de laisser la compagnie choisir son tracé.

M. G.-H. SIMARD (Québec-Centre): Trouve qu'il n'y a aucun danger à accepter la clause 12 et qu'il ne faut pas menacer le gouvernement pour si peu.

Le gouvernement a déjà concédé beaucoup à ces chemins de fer en leur donnant de grandes étendues de terrain pour aider leur projet. Les intérêts de la compagnie seront entre bonnes mains dans le gouvernement.

Pour ces raisons, son devoir est de voter contre la proposition.

L'HONORABLE J.-E. CAUCHON (Montmorcency): Si la clause 12 a le sens et la portée que lui donne le gouvernement par la bouche de son premier ministre, je retire ma motion. Si j'ai combattu cette résolution, c'est parce qu'un membre du gouvernement lui a donné, devant moi, un sens tout contraire.

Je n'ai pas voulu faire d'opposition au gouvernement. Parce que l'on demande une modification, il ne faut pas en conclure qu'on veut renverser l'administration. Si nous ne pouvions pas demander au gouvernement de modifier ses mesures, que viendrions-nous faire ici? Je le répète, je n'ai qu'un désir, c'est de mener à bonne fin notre entreprise, et si j'ai combattu la résolution du gouvernement, c'est que je croyais qu'elle entravait notre action, mettait un obstacle devant nous et rendait inutiles les travaux que nous avons faits depuis six mois, mes collègues et moi. Du moment que l'on me prouve que cette clause ne nous est pas contraire, je n'ai aucune raison de la combattre.

La question principale est résolue dans l'affirmative, et la Chambre se forme en comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec des amendements.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVÉAU (Québec-Comté): Propose la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est résolu que le bill passe, et que le titre soit: "Acte pourvoyant à l'octroi de certaines terres pour venir en aide aux compagnies de chemins de fer y nommées."

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé: "Acte pour amender l'Acte 33 Victoria, Chap. 28, concernant la profession du notariat," auquel il demande le concours de cette Chambre.

#### Profession du notariat

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, appuyé par l'honorable trésorier (M. Robertson), que le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender l'Acte 33 Victoria, Chap. 28, concernant la profession du notariat" soit maintenant lu la première fois.

Adopté.

Le bill est également lu la deuxième fois.

#### Reprise de terres abandonnées

L'ordre du jour pour la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte concernant la reprise de certaines terres abandonnées dans les seigneuries," étant lu;

Lesdits amendements sont, en conséquence, lus une deuxième fois et adoptés.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Division d'enregistrement de Sherbrooke

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill pour ériger la division d'enregistrement de Sherbrooke en une municipalité de comté séparée;

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec des amendements.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Propose, la troisième lecture dudit bill.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Bill contre la prostitution

M. E. CARTER (Montréal-Centre): Propose, selon l'ordre du jour, la troisième lecture du bill pour autoriser le conseil de la cité de Montréal à passer des règlements pour empêcher les propriétaires et autres de louer leurs maisons ou de les faire occuper pour objet de prostitution.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Ecole de grammaire de Frelighsburg

L'ordre du jour pour la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au

bill intitulé: "Acte pour amender l'Acte 20 Victoria, Chap. 185, intitulé: "Acte pour incorporer une école de grammaire de Frelighsburg," étant lu;

Les amendements sont, en conséquence, lus une deuxième fois.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **The Montreal Auxiliary Bible Society**

L'ordre du jour, pour la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour incorporer The Montreal Auxiliary Bible Society", étant lu;

Les amendements sont, en conséquence, lus une deuxième fois et adoptés. Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

#### **Pont sur la rivière Batiscan**

L'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour autoriser Narcisse-Pierre Massicotte à construire un pont de péage sur la rivière Batiscan", étant lu;

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Il est résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité étudie le bill et en fait rapport, sans amendement.

M. A.-L. DESAULNIERS (Maskinongé): Propose la troisième lecture dudit bill.

UN DEPUTE: Remarque que ce bill contient des dispositions donnant pouvoir audit Narcisse-Pierre Massicotte d'exiger du public des taux de péage à certaines conditions, et que ce bill aurait dû prendre naissance dans cette Chambre.

Il est résolu que, comme lesdites dispositions ne paraissent pas souffrir d'objection, cette Chambre ne croit pas devoir, à cette période avancée de la session, insister sur ses privilèges, mais que son désistement, dans le cas actuel, ne devra pas être invoqué comme précédent.

Et la question étant de nouveau mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

#### **Mines d'or**

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose que le rapport soit maintenant reçu.

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Pozer), sous forme d'amendement, que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la proposition, soient effacés, et que les mots "le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction d'en retrancher la dernière clause", soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Bachand, Bellerose, Bergevin, Bessette, Chapleau, Desaulniers (Maskinongé), Gaudet, Hemming, Joly, Lafontaine, Lavallée, LeCavalier, Marchand, Mailloux, Pozer et Verreault:16.

CONTRE: MM. Beaubien, Cartier, Cauchon, Chauveau, Church, Coutlée, Craig, De Lotbinière-Harwood, Desaulniers (Saint-Maurice), Dunkin, Gendron, Irvine (sol. gén.), Jodoin, Laberge, LaRue, Ouimet (proc. gén.), Pelletier, Rhéaume, Robertson, Simard et Thérien:21.

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix.

Il est ordonné que le rapport soit maintenant reçu.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Propose la troisième lecture dudit bill.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR: MM. Beaubien, Cartier, Cauchon, Chauveau, Church, Coutlée, Craig, De Lotbinière-Harwood, Desaulniers (Saint-Maurice), Dunkin, Gendron, Irvine (sol. gén.), Jodoin, Laberge, LaRue, Ouimet (proc. gén.), Pelletier, Rhéaume, Robertson, Simard et Thérien:21.

CONTRE: MM. Bachand, Bellerose, Bergevin, Bessette, Desaulniers (Maskinongé), Gaudet, Hemming, Joly, Lafontaine, Lavallée, LeCavalier, Marchand, Mailloux, Pozer et Verreault:15.

Ainsi elle est résolue affirmativement.

Il est ordonné que le greffier porte Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi électorale**

M. P. LARUE (Portneuf): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill pour amender le paragraphe trois de la section trente-quatre du chapitre six des Statuts refondus du Canada, en ce qui regarde la demande d'un poll pour l'élection des membres de l'Assemblée législative de cette province.

M. P. BACHAND (Saint-Hyacinthe): Propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. Joly) sous forme d'amendement à la question, que le mot "maintenant" soit effacé, et que les

mots "de ce jour en six mois" soient ajoutés à la fin d'icelle;

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

**POUR:** MM. Bachand, Bergevin, Joly, Lafontaine, Lavallée, Marchand, Molleur et Pozer: 8.

**CONTRE:** MM. Beaubien, Bellerose, Cartier, Cauchon, Chapleau, Chauveau, Clément, Coutlée, Craig, De Lotbinière-Harwood, Desaulniers (Maskinongé), Desaulniers (Saint-Maurice), Gaudet, Gendron, Hearn, Hemming, Irvine (sol. gén.), Jodoin, Laberge, LaRue, LeCavalier, Mailoux, Pelletier, Picard, Rhéaume, Simard et Verreault: 27

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale, étant alors mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la première séance demain.

### Prorogation

M. F.-G. MARCHAND (Saint-Jean): Demande quand la Chambre sera prorogée.

L'HONORABLE P.-J.-O. CHAUVEAU (Québec-Comté): Répond que cette Chambre sera prorogée samedi prochain à trois heures, si l'état des affaires publiques le permet.

La Chambre s'ajourne à une heure et demie.

## **Séance du 23 décembre 1870**

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance est ouverte à trois heures.

### Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

Par M. Marchand — la pétition de M. Guay et autres, de la paroisse de Saint-Valentin, comté de Saint-Jean.

Par M. Molleur — la pétition de J.-E. Godreau et autres, de la paroisse de Saint-François de la Beauce.

Par M. Hemming — la pétition de la municipalité de la paroisse de Saint-Norbert, comté d'Arthabaska.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De John L. Gibb et autres, de la cité de Québec; demandant que la corporation de ladite cité ne soit pas autorisée à souscrire plus d'un demi million de piastres (\$500,000), pour le chemin de fer de la Rive Nord.

Du révérend Geo. Vaillancourt et autres, du township de Saint-George-de-Windsor; demandant la remise des intérêts dus sur le prix d'achat de leurs terres.

De Salomon Pollock et autres, des Mille-Isles; demandant de l'aide pour un chemin.

### Mort de la fille du premier ministre

M. H.-G. JOLY (Lotbinière): Qu'il nous soit permis à nous, député de l'Opposition, d'offrir nos compliments de condoléances au premier ministre, et de nous unir à l'autre côté de la Chambre pour partager ses sentiments. Le coup qui vient de frapper le premier ministre est aussi douloureux qu'inattendu et nous savons tous, connaissant ses sentiments d'affection pour sa famille, qu'il doit être vivement affecté. Nous nous empressons de lui faire savoir que nous portons notre part de sa douleur.

L'HONORABLE G.-E. CARTIER (Montréal-Est): Je remercie le chef de l'Opposition d'avoir si bien compris la position de M. le premier ministre; je le remercie de ses marques de sympathie envers M. Chauveau et sa famille.

M. le député de Lotbinière en parlant de l'affliction de M. Chauveau et en offrant ses compliments de condoléances, se fait l'écho de toute la Chambre où il n'y a qu'une voix pour déplorer la mort de madame Glendonwyn et la perte douloureuse qui afflige le premier ministre. Je suis certain qu'il sera consolant pour le premier ministre de savoir qu'il compte tant d'amis parmi les députés de l'Opposition et les partisans du gouvernement.

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Si nous n'étions pas à la veille de la

prorogation du Parlement, il nous serait possible d'ajourner la séance comme marque d'estime et de regret. Le malheur qui vient de frapper M. Chauveau tombe comme un coup de foudre et aura un douloureux retentissement dans le pays. Il y a à peine quelques semaines, madame Glendonwyn s'agenouillait aux pieds des autels avec un officier anglais distingué et plein d'avenir, et recevait la bénédiction nuptiale, au milieu des souhaits de bonheur d'une foule empressée d'amis.

Elle part de Québec et la première nouvelle que nous recevons depuis, c'est qu'elle n'est plus, et qu'elle a été enlevée à l'affection de sa famille et de ses amis. Si quelque chose peut consoler l'honorable Chauveau, c'est l'expression universelle de sympathie que lui donne la Chambre et tout le pays.

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Déplore le malheur si soudain, si inattendu, qui a jeté la ville et la Chambre dans la stupeur.

L'HONORABLE J.G. ROBERTSON (Sherbrooke): Aussi quelques paroles sur le même sujet.

#### Conseil de l'Instruction publique

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Said on reference to the journals of the House, it would be seen that before the close of the last session, a motion for an address to His Excellency the Lieutenant-Governor was unanimously adopted, praying His Excellency to cause to be laid before the House, copies of all correspondence which had taken place between the Catholics of Quebec, speaking the English language and His Excellency, and between the Catholics of the Parish of St. Colomb de Sillery and His Excellency, touching the composition of the Council of Public Instruction, and notwithstanding that nearly a year had since gone by, and that the House was now on the eve of being dissolved that correspondence had not, and he supposed would not be laid before the House. He was sure that the Honorable members present would not consider it out of place in him to ask the reason of its being kept back. There was no wisdom in the Government being indifferent to the wishes of thinking sensitive people, such as the English speaking Catholics of the city and district of Quebec were, and there was the very opposite of wisdom-rank folly in the Government not paying due regard and attention to the wishes of the House, expressed by its unanimous approval of the motion praying for an address. He would be glad if the conclusion deducible from the inattention, to say the least of it, of the Government, to the remonstrances made to his Excellency on the composition of the Council of Public Instruction, were shown to be incorrect; but if truth and fact prevented that, it was well to know it. As an English-speaking

Catholic, the only one having a seat in the House, and desirous of respecting the views of all sections of the people throughout the Province, he desired to know it, and he was warranted in saying that the English-speaking Catholics of Quebec City and district desired to know it.

L'HONORABLE G. IRVINE (Mégantic): Was sorry that he did not know in advance that the Honorable member for Quebec West was to have made this enquiry. The Honorable Premier was not present, and he was unable at the moment to state the cause of the correspondence not being brought down; but one thing he would assure his Honorable friend that the Government never did, never could do anything so absurd as to wilfully show disrespect or inattention to the interests and desires of the class referred to.

M. J. HEARN (Québec-Ouest): Would accept the declaration of the Honorable Solicitor-General, and no one would be more pleased than he would be, to see it established that there was fair reason for what had been complained of.

#### Profession du notariat

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte pour amender l'Acte 33 Victoria, Chap. 28, concernant le notariat."

Le comité étudie le bill et en fait rapport, avec des amendements.

Le bill est lu la troisième fois. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Loi électorale

M. P. LARUE (Portneuf): Propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill amendant le paragraphe trois de la section trente-quatre du chapitre six des Statuts refondus du Canada, en ce qui regarde la demande d'un poll pour l'élection des membres de l'Assemblée législative de cette province.

Le comité commence l'étude du bill.

#### Message du Conseil législatif

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif a passé le bill, intitulé: "Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière expirant le trente juin mil huit cent soixante-douze, et à certaines autres

fins du ressort du service public," sans amendement.

### Mines d'or

M. C.H. POZER (Beauce): Propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture du bill abrogeant l'acte d'amendement des mines d'or de 1870.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

### Charles Allen

M. J.-A. CHAPLEAU (Terrebonne): Propose qu'il soit présentée une humble adresse à Son Excellence le lieutenant-gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de l'enquête faite par le juge Coursol, relativement à Charles Allen, J.P., de Waterloo (Shefford), à la demande de A.-O.-T. Beauchemin, écuyer, N.P., et aussi copie de tous les autres papiers relatifs à ladite enquête.

Adopté.

La séance est levée à six heures.

## 2<sup>e</sup> séance du 23 décembre 1870

La séance débute à sept heures et demie.

### Dépôt et lecture de pétitions.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Roy la pétition de Théodore Levesque et autres, de la paroisse de Saint-Pacôme, comté de Kamouraska.

Et objection étant faite que cette pétition n'est pas dans l'ordre;

M. l'Orateur décide que la pétition n'est pas dans l'ordre, attendu que la 68<sup>e</sup> règle de cette Chambre, qui exige qu'il y ait au moins trois signatures d'apposées sur la feuille qui contient la prière de la pétition, n'a pas été observée.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante:

A l'honorable J.-G. Blanchet,  
Orateur de l'Assemblée législative  
Monsieur,

Son Excellence le lieutenant-gouverneur a l'intention d'aller demain, le 24 décembre courant, à 3 heures de l'après-midi si l'état des affaires publiques le permet, proroger la présente session de la Législature de cette province.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur, Votre très humble serviteur,

Arthur Tashereau  
Major A.D.G.

Hôtel du gouvernement,  
Québec, 23 décembre 1870

### Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill intitulé: "Acte pour donner de nouveaux pouvoirs à la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du Nord de Montréal, et pour d'autres fins".

Bill intitulé: "Acte pour amender certains articles du code de procédure civile en ce qui concerne la manière de procéder devant les cours Supérieure et de Circuit."

### Chemin à lisses de colonisation du Nord de Montréal

La Chambre adopte les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour donner de nouveaux pouvoirs à la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du Nord de Montréal et pour d'autres fins".

Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Code de procédure civile

La Chambre adopte les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte



pour amender certains articles du code de procédure civile en ce qui concerne la manière de procéder devant les cours Supérieure et de Circuit".

Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Ajournement**

L'HONORABLE G. OUMET (Deux-Montagnes): Propose que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à demain, à onze heures du matin.

La Chambre s'ajourne à onze heures.

## **Séance du 24 décembre 1870**

Sous la présidence de l'honorable J.-G. Blanchet

La séance s'ouvre à onze heures

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues:

De N. Guay et autres, de la paroisse de Saint-Valentin, comté de Saint-Jean et de J.-E. Godreau et autres, de Saint-Sébastien, comté d'Iberville; demandant respectivement l'abolition du Conseil législatif.

De M. Mathieu et autres, de la paroisse de Saint-François, comté de Beauce; demandant la remise des intérêts dus au gouvernement sur le prix d'achat de leurs terres.

De la municipalité de la paroisse de Saint-Norbert, comté d'Arthabaska; demandant de l'aide pour un chemin.

Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre:

Bill intitulé: "Acte pour prolonger le délai fixé pour l'achèvement des travaux de la Compagnie du chemin de fer de la Rive Nord et de la navigation et des terres du Saint-Maurice".

Bill intitulé: "Acte pour amender les actes concernant la corporation de la cité de Montréal, et pour d'autres fins".

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte passé dans la session du Parlement tenue pendant les années 29 et 30 du règne de Sa Majesté, chap. 171, intitulé: "Acte pour autoriser John Auld à aliéner certains biens mobiliers et immobiliers appartenant à ses enfants mineurs, et pour étendre les pouvoirs accordés audit John Auld, relativement à l'aliénation desdits immeubles".

### **Compagnie du chemin de fer de la Rive Nord**

La Chambre adopte les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour prolonger le délai fixé pour l'achèvement des travaux de la Compagnie du chemin de fer de la Rive Nord et de la navigation et des terres du Saint-Maurice".

Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Corporation de la cité de Montréal**

La Chambre adopte les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender les actes concernant la corporation de la cité de Montréal, et pour d'autres fins".

Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **John Auld**

La Chambre adopte les amendements faits

par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'acte passé dans la session du parlement tenue pendant les années 29-30 du règne de Sa Majesté chapitre 171, intitulé: "Acte pour autoriser John Auld à aliéner certains biens mobiliers et immobiliers appartenant à ses enfants mineurs, et pour étendre les pouvoirs accordés audit John Auld, relative-ment à l'aliénation desdits immeubles".

Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Message du Conseil législatif:

Le Conseil législatif a adopté l'amendement fait par cette Chambre, aux amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender l'Acte 20 Victoria, Chap. 185, intitulé: "Acte pour incorporer une école de grammaire à Frelighsburg, qui sera appelée "l'école de grammaire de Frelighsburg", sans aucun amendement.

De plus le Conseil législatif a adopté les amendements faits par cette Chambre aux bills suivants, sans les amender:

Bill intitulé: "Acte pour amender l'Acte 33 Victoria, Chap. 28, concernant la profession du notariat".

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics."

Et de plus le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendements:

Bill intitulé: "Acte pour amender l'Acte 20 Victoria, Chap. 125, intitulé: "Acte pour diviser la commission des chemins à barrières de Québec en deux commissions distinctes et établir d'autres dispositions pour cet objet."

Bill intitulé: "Acte pour prolonger le délai pendant lequel une subvention pourra être accordée aux sociétés de colonisation."

Bill intitulé: "Acte pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec."

Bill intitulé: "Acte pour prolonger l'incorporation de la société amicale de Québec, et amender et refondre les divers actes concernant ladite société."

Bill intitulé: "Acte pour détacher de la municipalité de Chester-Est, dans le comté d'Arthabaska, une certaine portion d'icelle, et la constituer en une municipalité séparée."

Bill intitulé: "Acte pour refondre et amender les lois concernant les licences et les devoirs et obligations des personnes tenues d'en être munies."

Bill intitulé: "Acte pour autoriser l'octroi d'une certaine aide aux compagnies de chemin de fer y nommées."

Bill intitulé: "Acte pour ériger la division d'enregistrement de Sherbrooke en une municipalité de comté séparée."

Bill intitulé: "Acte pour amender et étendre les lois concernant l'éducation en cette province."

Bill intitulé: "Acte pour continuer, pendant un temps limité, les divers actes y mentionnés."

Bill intitulé: "Acte pour rendre légal un

contrat de mariage passé entre Arthur Wellesley White et Caroline Charlotte Young."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la compagnie de navigation de Laprairie."

Bill intitulé: "Acte pour incorporer l'Association pharmaceutique de la province de Québec."

Bill intitulé: "Acte pour étendre les limites de la municipalité du village de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte pour incorporer la Société de passage du Pont Neuf de Saint-Hyacinthe, 29 et 30 Victoria, Chap. 109."

Bill intitulé: "Acte pour amender les actes d'amendements des mines d'or de 1868 et 1870."

Bill intitulé: "Acte pour annexer une partie de la municipalité de Durham à la municipalité de Durham-Sud."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte de la ci-devant province du Canada," passé en la 18e année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour incorporer la Société bienveillante de Notre-Dame-de-Bonsecours, à Montréal."

Bill intitulé: "Acte pour amender les dispositions de l'acte d'incorporation de la cité de Saint-Hyacinthe."

Bill intitulé: "Acte pour autoriser la compagnie des mines de Huntingdon à effectuer un certain chemin à lisses depuis leurs mines dans Bolton, jusqu'au chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly, et les eaux navigables du lac Memphremagog."

Bill intitulé: "Acte pour autoriser la compagnie de chemin à lisses de Québec à Gosford à prolonger sa ligne jusqu'au Lac-Saint-Jean."

Bill intitulé: "Acte pour autoriser John Racey à vendre certaines propriétés appartenant à ses enfants mineurs."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal."

Bill intitulé: "Acte pour amender la charte de la compagnie de chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville d'Iberville."

Bill intitulé: "Acte concernant les registres de l'état civil dans une certaine partie du district de Saguenay, et l'érection civile de certaines paroisses."

Bill intitulé: "Acte pour autoriser le conseil de la cité de Montréal à passer des règlements pour empêcher les propriétaires et autres de louer leurs maisons ou de les faire occuper pour des objets de prostitution."

Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Lévis."

Bill intitulé: "Acte concernant les bureaux d'enregistrement à Montréal et Québec."

Bill intitulé: "Acte pour amender les chapitres 109 et 110 des Statuts refondus pour le Bas-Canada, et pour pourvoir au transport de prisonniers d'une prison à une autre."

La Chambre s'ajourne jusqu'à deux heures et demie, aujourd'hui.

Reprise de la séance à deux heures et demie

Message du lieutenant-gouverneur:

Message de Son Excellence le lieutenant-gouverneur par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme huissier de la Verge noire.

Monsieur l'Orateur, Son Excellence le lieutenant-gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Excellence que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès d'elle, dans la salle des séances du Conseil législatif.

Au Conseil législatif:

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus auprès de Son Excellence, qui a donné, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent:

Le Code municipal de la province de Québec.

Acte pour amender "l'acte d'incorporation des compagnies de cimetières de 1870."

Acte pour refondre et amender la loi relative aux licences, et aux droits et obligations des personnes tenues d'en être munies.

Acte pour encourager l'introduction et l'établissement de nouvelles manufactures en cette province.

Acte concernant le défrichement des terres et la protection des forêts contre les incendies.

Acte pour amender la loi relative à la cour du Recorder de la cité de Québec.

Acte concernant les registres de l'état civil dans une certaine partie du district de Saguenay, et l'érection civile de certaines paroisses.

Acte pour incorporer le séminaire de Saint-Germain-de-Rimouski.

Acte pour amender l'acte passé dans la session du Parlement tenue pendant les années 29<sup>e</sup> et 30<sup>e</sup> du règne de Sa Majesté, chapitre 171, intitulé: "Acte pour autoriser John Auld à aliéner certains biens mobiliers et immobiliers appartenant à ses enfants mineurs," et pour étendre les pouvoirs accordés audit John Auld, relativement à l'aliénation desdits immeubles.

Acte pour autoriser John Racey à vendre certaines propriétés appartenant à ses enfants mineurs.

Acte pour prolonger le délai fixé pour l'achèvement des travaux de la Compagnie du chemin de fer de la Rive Nord et de la navigation et des terres du Saint-Maurice.

Acte pour incorporer "l'Institut Fraser".

Acte pour incorporer "l'Association pharmaceutique de la province de Québec".

Acte pour incorporer la Compagnie de la pêche aux marsouins de la Rivière-Ouelle, et pour d'autres fins.

Acte pour incorporer "The Montreal Young Men's Christian Association".

Acte pour amender les actes incorporant les soeurs de l'Asile de la Providence de Montréal, et les autoriser à acquérir d'autres biens immeu-

bles que ceux qu'elles possèdent et à en disposer.

Acte pour incorporer "l'Union Saint-Vallier de Québec".

Acte pour incorporer "The Women's Hospital of Montreal".

Acte pour amender l'acte pour incorporer la Société de passage du pont neuf de Saint-Hyacinthe. Chap. 109, 29 et 30 Victoria.

Acte pour amender les dispositions de l'acte d'incorporation de la cité de Saint-Hyacinthe.

Acte pour incorporer la "Compagnie de Navigation de Laprairie".

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal.

Acte pour incorporer "The Thistle Curling Club" de Montréal.

Acte pour amender les actes ayant rapport à la corporation de la cité de Montréal et pour d'autres fins.

Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de la Vallée de Missisquoi et de la Rivière-Noire.

Acte pour incorporer le "Protestant Infant's Home" de Montréal.

Acte pour continuer pendant un temps limité les divers actes y mentionnés.

Acte concernant la reprise de certaines terres abandonnées dans les seigneuries.

Acte pour constituer en corporation "la Compagnie des pouvoirs d'eau de Sherbrooke".

Acte pour ériger la division d'enregistrement de Sherbrooke en une municipalité de comté séparée.

Acte pour rendre permanent un certain acte y mentionné concernant les magistrats de police.

Acte pour amender l'Acte 20 Victoria, chap. 185, intitulé: "Acte pour incorporer une école de grammaire à Frelighsburg", qui sera appelée "l'école de grammaire de Frelighsburg".

Acte pour amender l'acte de la ci-devant province du Canada, passé en la dix-huitième année du règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte pour incorporer la Société bienveillante de Notre-Dame-de-Bonsecours (à Montréal)".

Acte pour amender certains articles du code de procédure civile, en ce qui concerne la manière de procéder devant les cours Supérieures et de Circuit.

Acte pour diviser le comté de Stanstead en deux divisions d'enregistrement.

Acte pour incorporer "The Montreal Auxiliary Bible Society."

Acte pour amender la charte de la Compagnie de chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville d'Iberville.

Acte pour détacher de la municipalité de Chester-Est, dans le comté d'Arthabaska, une certaine portion d'icelui et la constituer en une municipalité séparée.

Acte pour annexer une portion de la munici-

palité de Durham à la municipalité de Durham-Sud.

Acte pour amender l'acte d'incorporation de la ville de Lévis.

Acte pour rendre légal un contrat de mariage passé entre Arthur Wellesley White et Caroline-Charlotte Young.

Acte pour donner de nouveaux pouvoirs à la Compagnie du chemin à lisses de colonisation du Nord de Montréal, et pour d'autres fins.

Acte pour amender de nouveau les dispositions des divers actes concernant l'incorporation de la cité de Québec.

Acte pour étendre les limites de la municipalité du village de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne.

Acte pour amender l'acte des chemins de fer de Québec, 1869, relativement à la manière de conduire la première élection des directeurs.

Acte pour incorporer "L'Institut médical de Montréal."

Acte pour autoriser la Compagnie du chemin à lisses de Québec à Gosford à prolonger sa ligne jusqu'au Lac-Saint-Jean.

Acte pour incorporer la Compagnie de chemin de fer de jonction de Saint-Jean et Clarendville.

Acte pour prolonger l'incorporation de "la Société amicale de Québec," amender et refondre les divers actes concernant ladite société.

Acte pour amender et étendre les lois concernant l'éducation en cette province.

Acte pour amender de nouveau la charte de la Compagnie du chemin de fer de jonction des comtés du Sud-Est.

Acte pour autoriser le conseil de la cité de Montréal à passer des règlements pour empêcher les propriétaires et autres de louer leurs maisons ou de les faire occuper pour objets de prostitution.

Acte pour amender l'Acte 20 Victoria, Chap. 125, intitulé: "Acte pour diviser la Commission des chemins à barrières de Québec en deux commissions distinctes, et établir d'autres dispositions pour cet objet."

Acte pour autoriser la Compagnie de mines de Huntingdon à effectuer un chemin à lisses depuis leur mine, dans Bolton, jusqu'au chemin de fer de Stanstead, Shefford et Chambly et les eaux navigables du lac Memphremagog.

Acte pour amender les actes d'amendement des mines d'or de 1868 et 1870.

Acte pour prolonger le temps pendant lequel une subvention pourra être accordée aux sociétés de colonisation.

Acte concernant les bureaux d'enregistrement à Montréal et Québec.

Acte pour amender les chapitres 109 et 110 des Statuts refondus pour le Bas-Canada, et pour pourvoir au transport des prisonniers d'une prison à une autre.

Acte pour autoriser l'octroi d'une certaine aide aux compagnies de chemins de fer y nommées.

Acte concernant "Bishop's College."

Acte pour autoriser Narcisse-Pierre Massicotte à construire un pont de péage sur la rivière Batiscan.

Acte pour incorporer "l'Académie de musique de Québec."

Acte pour amender la loi concernant les compagnies d'assurance mutuelle.

Acte pour amender l'Acte 33 Victoria, Chap. 28, concernant la profession de notariat.

Acte pour amender de nouveau l'acte concernant le département de l'Agriculture et des Travaux publics.

Acte pour amender l'acte incorporant l'Association de l'asile de Sainte-Brigitte de Québec.

#### Discours de l'Orateur de l'Assemblée :

L'Orateur de l'Assemblée législative:

Qu'il plaise à Votre Excellence:

Nous, les loyaux et fidèles sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, approchons de Votre Excellence pour lui présenter notre bill des subsides.

Nous avons donné la plus grande attention aux sujets indiqués dans le discours de Votre Excellence, et parmi les mesures adoptées pendant la présente session, nous sommes heureux de compter le code municipal et la loi pour encourager, sous forme d'octrois de terres et de subsides en argent, certaines compagnies de chemins à rails en fer ou en bois, dans les différentes parties de la province.

Nous avons lieu d'espérer que cette législation aura pour effet de faire entrer notre province dans une nouvelle ère de progrès et de prospérité.

Nous avons cru devoir protester contre la prétendue sentence arbitrale rendue par les arbitres du gouvernement fédéral et de la province d'Ontario, après la démission de l'arbitre de la province de Québec, et nous espérons que justice sera rendue à notre province, et que ses droits, tels que reconnus par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, seront maintenus.

Outre ces mesures importantes, un grand nombre de projets de loi, d'une nature publique ou privée, ont été adoptés et n'attendent que la sanction de Votre Excellence.

Les différents comités de la Chambre ont continué avec zèle et assiduité leurs travaux sur la colonisation, l'agriculture, l'immigration et l'émigration et les autres questions qui ont été soumises à leur considération. Nous avons voté des octrois considérables pour l'encouragement de la colonisation, de l'agriculture et pour les institutions de bienfaisance publique, sans perdre de vue toutefois la condition financière de notre province.

Cette session est la dernière du premier Parlement de la province de Québec.

Pendant ce Parlement, nos travaux ont été dirigés vers le développement matériel des ressources de notre province.

Les différents départements du gouverne-

ment civil ont été organisés, et nous nous sommes efforcés de faire régner dans toutes les branches de l'administration la plus stricte économie, eu égard toutefois à l'efficacité du service public.

La législation que nous avons adoptée, dans les limites qui nous sont fixées par la constitution, a eu pour résultat de donner au peuple de cette province le bienfait des institutions municipales, l'administration de la justice d'une manière efficace et économique, et l'éducation et l'instruction publique à la jeunesse, suivant les besoins et les désirs des différentes origines et dénomination qui composent notre population.

Nous avons le plaisir d'assurer Votre Excellence que nos délibérations ont été conduites avec la plus grande harmonie et la plus grande cordialité, et nous espérons que la divine Providence daignera guider le peuple de cette province dans le choix qu'il sera bientôt appelé à faire de ceux qui doivent présider à ses destinées.

Nous terminons en assurant Votre Excellence de notre sincère dévouement à Notre Gracieuse Souveraine, et des sentiments de respect et d'affection que nous éprouvons pour Votre Excellence.

L'honorable Orateur de l'Assemblée législative, présente alors à Son Excellence, un bill intitulé: "Acte pour octroyer à Sa Majesté certaines sommes d'argent nécessaires pour subvenir à certaines dépenses du gouvernement civil, pour l'année financière expirant le trente de juin mil huit cent soixante-douze, et à certaines autres fins du ressort du service public".

A ce bill la sanction royale est donnée dans les termes suivants:

Au nom de Sa Majesté, Son Excellence le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

#### Discours du lieutenant-gouverneur :

Honorables messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Je dois, au nom de Notre Gracieuse Souveraine, vous féliciter des travaux importants que vous venez d'accomplir pendant cette session.

A toutes les mesures sanctionnées dans les sessions précédentes, vous avez ajouté des octrois généreux en faveur des chemins de fer et des chemins à lisses de bois, qui, en reliant plus étroitement les diverses parties de la province entre elles et aux provinces voisines, développeront, je l'espère, notre commerce, attireront ici

l'immigration étrangère et faciliteront la mise en culture des terres publiques par la jeunesse du pays.

Notre position au centre de la Confédération et sur les rives du fleuve et du golfe Saint-Laurent, nous assure un rôle considérable dans l'avenir de ce continent, et les dispositions que le peuple de cette province apporte à exploiter vigoureusement nos ressources commerciales, industrielles et agricoles me paraissent une garantie certaine de notre prospérité future, malgré les nombreux obstacles contre lesquels nous avons à lutter.

J'ai été heureux de sanctionner le code municipal, et j'aime à espérer que nos populations rurales s'empresseront de profiter des facilités qu'il leur offrira, en ce qui concerne les améliorations locales et le maintien du bon ordre et de la morale.

Je vous remercie de l'attention que vous avez bien voulu accorder aux projets de loi qui vous ont été soumis sur la procédure civile, l'instruction publique, l'agriculture et sur cette partie du revenu de l'intérieur qui est laissée à votre disposition, ainsi qu'à la correspondance dont il vous a été donné communication au sujet de l'arbitrage ordonné par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, et je ne doute pas que le pays ne vous soutienne dans la détermination que vous avez unanimement exprimée d'obtenir justice pour cette province.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie de la libéralité avec laquelle vous avez voté les subsides.

Honorables messieurs et messieurs,

Cette session étant la quatrième de notre premier Parlement, dont le terme expire dans le cours de l'été prochain, je dois former le vœu de voir régner lors des prochaines élections l'harmonie et la modération qui, en tenant compte des différences d'opinion inévitables dans un gouvernement constitutionnel, ont marqué toutes vos délibérations.

Je vous prie d'agréer les vœux sincères que je fais pour votre bonheur et celui de vos familles.

#### Orateur du Conseil législatif:

Honorables messieurs du Conseil législatif, et  
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le plaisir de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, de proroger cette Législature provinciale jusqu'à mardi, le vingt et unième jour de février prochain, pour être alors ici tenue; et cette Législature provinciale est, en conséquence, prorogée jusqu'à mardi, le vingt et unième jour de février prochain.